

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA HAUSSE DES PRIX

ET LA

LUTTE CONTRE LA CHERTÉ EN FRANCE

AU XVI^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le samedi 10 décembre 1921, à 4 heures

PAR

André LIAUTEY

Diplômé d'Études administratives et financières de la Faculté de Droit de Paris
Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. DESCHAMPS, Professeur
Suffragants { *MM. MEYNIAL, Professeur*
HITIER, Professeur

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1921

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA HAUSSE DES PRIX

ET LA

LUTTE CONTRE LA CHERTÉ EN FRANCE

AU XVI^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le samedi 10 décembre 1921, à 4 heures

PAR

André LIAUTEY

Diplômé d'Études administratives et financières de la Faculté de Droit de Paris
Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. DESCHAMPS, Professeur

Suffragants { MM. MEYNIAL, Professeur
HITIER, Professeur

PARIS

JOUVÉ ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1921



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A J.-B. SAGET

Député du Territoire de Belfort

*En témoignage d'admiration
et d'amitié.*

LA HAUSSE DES PRIX

ET LA LUTTE CONTRE LA CHERTÉ EN FRANCE

AU XVI^e SIÈCLE

INTRODUCTION

De la guerre monstrueuse qui vient d'ensanglanter le début du xx^e siècle, le monde est sorti appauvri et épuisé par les dévastations consécutives aux opérations militaires, par l'arrêt prolongé de certaines industries et par le gaspillage inouï des vies humaines. La raréfaction des produits et des producteurs, l'appétit effréné des jouissances, l'accroissement formidable des impôts, l'avalissement de la monnaie provoqué par l'émission inconsidérée des billets de banque, tout cela a entraîné une hausse des prix énorme qui affecte surtout les peuples qui ont pris part aux hostilités, mais dont les neutres ressentent encore l'effet par suite de l'interdépendance des marchés et de la solidarité économique qui enserre les nations dans des liens chaque jour plus étroits.

Le renchérissement a eu des conséquences d'autant plus graves qu'il a été très violent et très prolongé, apportant le déséquilibre et le trouble dans tous les budgets publics ou privés.

Les dépenses se sont élevées brusquement et les recettes n'ont pas toujours crû d'une façon aussi rapide ni aussi considérable. Les sommes nécessaires à la satisfaction des besoins les plus élémentaires tels que la

nourriture, le logement et l'habillement ont subi une augmentation très forte tandis que les ressources de beaucoup de consommateurs sont restées stationnaires ou même ont diminué. De là bien des difficultés et bien des misères. La distribution des activités productrices et la répartition des richesses ont été complètement bouleversées. L'opinion publique s'est émue ; de tous côtés ont retenti des plaintes très vives et la perturbation a été si profonde que certains ont pu la croire capable d'ébranler les bases de la vieille Société.

Partout les hommes d'Etat, les économistes et la presse se sont préoccupés de cette situation. On a cherché des remèdes et on en a appliqué quelques-uns qui se sont révélés très insuffisants. Mais pouvait-il en être autrement ? Parmi les théoriciens, les avis sont loin d'être unanimes sur les mesures qu'il convient de prendre et sur leur efficacité. On n'a même pu tomber d'accord sur la question primordiale : la hausse est-elle un mal, et faut-il tenter de l'arrêter ?

Certains ont prétendu, non sans fournir de bonnes raisons, que dans les circonstances actuelles, l'inflation des prix était quelque chose de très heureux et qu'il fallait favoriser son développement plutôt que l'enrayer.

Devant les perplexités des pouvoirs publics, l'incertitude de l'opinion et l'impuissance des mesures dirigées contre la cherté, ne convient-il pas d'aller chercher dans le passé l'exemple d'une situation analogue ?

La crise économique actuelle ne manque pas de précédents. Des problèmes semblables à ceux que nos contemporains ont à résoudre se sont déjà posés à nos ancêtres. Il est devenu banal de constater que l'Histoire est un perpétuel recommencement, mais sait-on que parmi les remèdes employés contre la cherté, certains qui passent pour des innovations ont été jadis d'un usage courant ? Sait-on par exemple que les Conseils de consommateurs, les baraques Vilgrain et les « prix normaux » ne sont vraiment nouveaux que par le nom ?

Parmi les périodes de renchérissement qu'a traversées notre pays, il en est une qui présente avec notre époque de curieuses analogies. Le xvi^e siècle à son aurore a suscité de vibrants espoirs dans un avenir meilleur ; il a connu les superbes enthousiasmes, le frémissement des êtres avides de liberté et de lumière, la confiance aveugle et naïve dans la science renaissante, l'amour du beau, la passion du luxe, les tentatives d'hégémonie politique et d'expansion mondiale, l'activité fébrile de l'industrie et du commerce. Ce siècle a été marqué par une hausse des prix intense qui fut pour nombre de gens une source de misère et de privations mais qui dispensa d'immenses richesses à quelques privilégiés du sort. On pourrait dire sans se tromper beaucoup, que jadis comme aujourd'hui ce sont les mêmes catégories sociales qui ont profité et les mêmes qui ont pâti.

En face d'une crise à peu près pareille à celle qui sévit maintenant, quelle fut l'attitude des Français du xvi^e siècle ? Qu'ont-ils pensé ? Quelles furent leurs discussions ? Comment réagirent-ils et quelle fut l'efficacité de leurs tentatives ? Voilà une étude qui peut être féconde en enseignements utiles, si du moins l'on s'en rapporte à l'avis exprimé par un général des monnaies de Henri III en tête d'un ouvrage consacré au « *dérèglement des monnaies* » considéré comme la cause du renchérissement. *S'il en est ainsi*, écrivait François Garrault (1), *qu'il ne se fait ou dit chose qui n'ait été faite ou dite ci-devant, et seulement par une continuelle révolution repasse devant nos yeux pour nous faire sentir ses bons et mauvais effets, pour cette cause il serait convenable voire nécessaire rédiger par écrit et laisser à la postérité les conseils et moyens desquels on a usé pour détourner et remédier aux maux et inconvénients, et principalement à ceux qui sont communs et*

1. François Garrault, Dédicace du *Recueil des principaux avis donnés es assemblées faites... en l'abbaye Saint-Germain-des-Prés*. Paris, 1578.

ordinaires à toute République, desquels les remèdes sont semblables en effet et substance, quoique le temps, usage et expérience les puisse déguiser, les faisant paraître nouveaux et dissemblables.

Cherchons donc dans l'Histoire quelques précédents aux événements d'aujourd'hui qui semblent parfois confus à cause de leur proximité. C'est une étude qui nous aidera peut-être à voir clair et à agir utilement. Elle nous permettra, en tout cas, de suivre avec sympathie les efforts persévérants de nos ancêtres et d'apprécier à leur juste valeur les gouvernants de jadis dont plusieurs furent des modèles de bon sens prudent, de hardiesse réfléchie et d'amour du bien public.

De cet hommage rendu aux hommes d'Etat du passé, qu'on ne conclue pas à un stérile regret pour un système politique qui est bien mort. Les conquêtes de la démocratie ne peuvent être en question. Ayant fait un dur apprentissage de la liberté, les hommes du temps présent ne sauraient souffrir un retour à un régime suranné qui ne répond plus aux exigences de la vie moderne.

Mais pourquoi l'attachement aux institutions actuelles conduirait-il à ignorer le passé et à lui refuser un légitime tribut d'admiration ? La France d'aujourd'hui n'a rien à gagner au dénigrement systématique de la France d'autrefois, et tout bon citoyen devrait se réjouir en constatant que sa patrie n'a jamais manqué de chefs de talent ni de bons serviteurs.

AVERTISSEMENT

I. — Les sources des ordonnances, édits et arrêts cités dans le présent ouvrage sont indiquées dans un tableau placé à la fin du volume.

II. — Les dates antérieures au 1^{er} janvier 1563 sont exprimées en ancien style.

III. — Les citations textuelles sont imprimées en italiques.

LIVRE I

LA HAUSSE DES PRIX AU XVI^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

LE SYSTÈME MONÉTAIRE ET L'INSTABILITÉ DE LA MONNAIE DE COMPTE (1)

La hausse des prix au xvi^e siècle devant être attribuée en partie à des causes monétaires, une étude sommaire de la monnaie de cette époque paraît nécessaire à qui veut connaître les origines du renchérissement et saisir avec quelque exactitude l'amplitude des mouvements des prix.

Jusqu'à l'ordonnance de septembre 1577, la livre tournois fut l'unité monétaire légale usitée dans la majeure partie du royaume. Ce n'était qu'une monnaie de compte, c'est-à-dire une monnaie purement idéale dont l'unité n'existait pas sous la forme d'une espèce solide et ne correspondait à aucune quantité invariable de métal fin.

La livre tournois se subdivisait en 20 sols valant chacun 12 deniers. Dans certaines régions de la France, on employait d'autres unités de compte (2) : l'une des

1. Principal ouvrage consulté : Grimaudet, *Des monnaies, augmentation et diminution du prix d'icelles*. Paris, 1585.

2. Citons notamment la livre angevine, la livre estevenante de Franche-Comté, la livre de Flandre, la livre viennoise du Dauphiné.

plus répandues était la livre parisis dont le cours était d'un quart plus élevé que la livre tournois.

Les pièces de monnaie étaient soit en or, soit en argent, soit en billon. Le titre des monnaies d'or s'exprimait en carats. Une monnaie d'or pur était dite à 24 carats ; un carat correspondait donc à $41,66/1000$ de fin. Le titre de la monnaie d'argent se calculait en deniers, chaque denier valait 24 grains. L'argent fin était à 12 deniers ; *l'argent le Roi* était à 11 deniers 12 grains.

Le billon se composait généralement d'argent allié à un autre métal qui souvent était le cuivre. Sous Henri III, on fabriqua même de la monnaie en cuivre à peu près pur.

Le valeur des pièces de monnaie était, comme celle des marchandises, cotée en monnaie de compte. Telle pièce de monnaie valait soixante sols, comme tel objet en valait soixante-dix. Mais tandis que pour les marchandises la taxation légale faisait souvent défaut, le cours des monnaies était toujours fixé par le roi (1).

Le rapport légal entre l'or et l'argent était variable ; il résultait du cours et de la valeur intrinsèque (2) assignés par les ordonnances aux différentes espèces.

D'après quelles données le roi déterminait-il la valeur légale d'une pièce ? Il aurait dû, semble-t-il ; se baser sur la valeur commerciale du métal fin contenu dans l'espèce. Presque toujours il en allait autrement, car on considérait que le prince pouvait fixer à sa guise le cours des monnaies. La question avait été controversée, mais en France l'opinion de Dumoulin avait fini par triompher. On admettait qu'il était désirable que la valeur légale se rapprochât de la valeur intrin-

1. Ceci n'était vrai que pour les monnaies françaises. Le cours de certaines pièces étrangères n'était pas taxé légalement.

2. Pour la commodité du lecteur, nous adoptons l'usage courant qui nomme « valeur intrinsèque » ou « valeur métallique » d'une monnaie la quantité de métal fin contenue dans cette monnaie ou représentée par elle.

sèque, mais on reconnaissait au prince le droit d'en décider librement (1).

En pratique, le roi fixait le cours légal bien au-dessus de la valeur intrinsèque (2). Tantôt il élevait le cours légal des espèces en circulation (on disait qu'il *surhaussait* les monnaies), tantôt il réduisait le poids des pièces ou la quantité de métal fin qui s'y trouvait contenue.

Qu'il y eût *surhaussement* du cours ou diminution du poids de métal fin le résultat était toujours le même : la valeur légale s'éloignait de plus en plus de la valeur intrinsèque.

Au Moyen Âge, les altérations du titre, la diminution du poids, l'élévation du cours légal des espèces ont été choses très fréquentes. Philippe-le-Bel a gardé de ces pratiques un fâcheux renom, mais il n'est guère de princes qui n'aient recouru à des expédients semblables.

Au xvi^e siècle, le titre et le poids des espèces n'ont été affaiblis que d'une façon très modérée, mais l'augmentation du cours légal a été plus considérable.

En 1498, l'écu soleil, la principale des pièces d'or, était à la taille de 70 au marc (3), au titre de 23 carats 1/8 et au cours légal de 1 livre 16 sols 3 deniers. D'après les évaluations de Natalis de Wailly, sa valeur intrinsèque était de 11 francs 604, autrement dit l'écu sol contenait autant de métal fin qu'en contiennent 11 fr. 604 dans le système de la loi de Germinal an XI, un franc équivalant à 290 mgr. 4 d'or et à 4 gr. 50

1. *Monetam non est necesse tantum valere in materia quantum in cursu... sed utilis esset Societati hominum (Tractatus commerciorum et usurarum reddituumque pecunia constitutorum et monetarum, auctore Carolo Molinaeo, pp. 346 et 347, 798 et 804).*

2. Cf. infra chapitre XXII. C'était un moyen de procurer des ressources au Trésor et d'attirer les métaux précieux en France. Souvent aussi le roi ne surhaussait le cours légal que pour le rapprocher du cours commercial.

3. Dire qu'une pièce était à la taille de 70 au marc, signifie qu'avec un marc de métal, soit 245 grammes, on fabriquait 70 pièces.

d'argent (1). En juin 1577, l'écu sol était à la taille de 72 1/2, au titre de 23 carats, au cours légal de 3 l. 5 s. Sa valeur intrinsèque était de 11 fr. 143.

Jusqu'à la fin du siècle, le titre et le poids restèrent les mêmes. Le cours légal, ramené un instant à 3 livres par l'ordonnance de septembre 1577, fut porté à 3 livres 5 sols en 1602.

Ainsi, pendant tout le xvi^e siècle, la valeur intrinsèque de l'écu n'a varié que d'une manière insignifiante, mais le cours légal a presque doublé.

La monnaie d'argent la plus usitée était le teston (2). Il fut émis en avril 1513 au titre de 11 deniers 18 grains, à la taille de 25 1/2 et au cours légal de 10 sols. Sa valeur intrinsèque était de 2 francs (3). En septembre 1521, le titre fut fixé à 11 deniers 6 grains et la taille à 25 1/2, ce qui correspondait à une valeur intrinsèque de 1 fr. 916 ; le cours légal resta à 10 sols. A partir de cette date, la valeur intrinsèque ne varia plus. Le cours légal atteignit 16 sols en juin 1577 mais revint à 15 sols 6 deniers en 1602. Il a donc augmenté de plus de moitié au cours du siècle.

Si l'on considère la monnaie de billon, on peut faire des constatations analogues. Sous Louis XII, le grand blanc Ludovicus et le grand blanc à la Couronne avaient cours chacun pour 1 sol ; leur valeur intrinsèque était de 22 cent. 72.

En 1548 des douzains furent émis dont le cours légal était de 1 sol et la valeur intrinsèque de 17 cent. 40. En juin 1572, la valeur intrinsèque des douzains fut réduite à 15 cent. 55. Le cours légal resta fixé à 1 sol jusqu'à la fin du siècle mais la valeur intrinsèque fut

1. N. de Wailly, *Mémoires sur les variations de la livre tournois*, t. XXI des *Mémoires de l'Institut Impérial de France. Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 1856, 2^e partie, p. 233 et suivantes, tableau I.

2. Comme pièce très répandue on peut citer le franc d'argent créé en mai 1575. Sa valeur intrinsèque était de 2 fr. 627. Le cours légal qui était d'abord de 1 livre fut fixé à 1 livre 1 sol 4 deniers en 1602.

3. Natalis de Wailly, op. cit. Tableau III, p. 295 et suivantes.

encore affaiblie en 1575 : elle tomba à 12 cent. 77. De Louis XII à Henri IV la quantité d'argent représentée par le sol a donc diminué d'environ moitié.

La conséquence de ces mutations monétaires était que l'unité du compte correspondait à une quantité de métal fin qui allait en décroissant. La livre se dépréciait doublement et par rapport aux espèces et par rapport au métal fin. En effet l'élévation du cours légal accroissait le nombre d'unités de compte représenté par les espèces et d'autre part les espèces étaient elles-mêmes dépréciées vis-à-vis du métal fin par suite de l'affaiblissement de leur valeur intrinsèque.

M. de Foville (1) a dressé un tableau des variations de la livre tournois qui résume les tables bien plus compliquées de M. de Wailly. Voici ceux des chiffres de ce tableau qui sont relatifs à la période qui nous intéresse. Les dates indiquées sont les dates initiales du cours simultanée des principales espèces d'or et d'argent.

VALEUR INTRINSÈQUE MOYENNE DE LA LIVRE TOURNOIS

<i>Août 1493.....</i>	<i>5 fr. 47</i>	<i>Août 1568.....</i>	<i>3 fr. 70</i>
<i>Avril 1513.....</i>	<i>5 fr. 18</i>	<i>Novembre 1569..</i>	<i>3 fr. 66</i>
<i>Novembre 1516..</i>	<i>4 fr. 88</i>	<i>Août 1570.....</i>	<i>3 fr. 63</i>
<i>Mai 1517.....</i>	<i>5 fr. 18</i>	<i>Juillet 1572.....</i>	<i>3 fr. 70</i>
<i>Juin 1519.....</i>	<i>4 fr. 79</i>	<i>Juin 1573.....</i>	<i>3 fr. 56</i>
<i>Août 1519.....</i>	<i>4 fr. 82</i>	<i>Septembre 1574.</i>	<i>3 fr. 42</i>
<i>Septembre 1521.</i>	<i>4 fr. 73</i>	<i>Mai 1575.....</i>	<i>3 fr. 14</i>
<i>Mars 1533.....</i>	<i>4 fr. 38</i>	<i>Juin 1575.....</i>	<i>3 fr. 15</i>
<i>Mars 1541.....</i>	<i>4 fr. 30</i>	<i>Juin 1577.....</i>	<i>2 fr. 88</i>
<i>Juillet 1543.....</i>	<i>4 fr. 24</i>	<i>Novembre 1577.</i>	<i>3 fr. 15</i>
<i>Janvier 1550....</i>	<i>4 fr. 06</i>	<i>Octobre 1580...</i>	<i>3 fr. 15</i>
<i>Août 1561.....</i>	<i>3 fr. 79</i>	<i>Septembre 1602.</i>	<i>2 fr. 92</i>

M. d'Avenel (2) a critiqué la méthode de Natalis de

1. *Bulletin de statistique et de Législation comparée*, janvier 1888, p. 5 et suiv. Les dates sont exprimées en nouveau style.

2. *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'à l'an 1800*. Paris, 1894 à 1912, t. I, p. 61. *La livre*, dit M. d'Avenel, bien qu'elle ne fût ni en or, ni en argent, signifiait implicitement de l'argent, puisqu'elle ne s'échangeait au pair que contre de l'argent.

Wailly reprise par M. de Foville. Il lui a reproché d'avoir tenu compte des *prix extravagants* attribués aux métaux précieux *par les décisions éphémères du gouvernement*. Il lui a fait aussi grief d'avoir pris comme base de calcul les cours combinés de l'or et de l'argent, alors que seul le prix de l'argent aurait dû être considéré. Pour évaluer la valeur intrinsèque de la livre tournois, M. d'Avenel s'est basé sur la valeur moyenne du marc d'argent fin en livres-monnaies (1) ; il est parvenu aux résultats suivants :

Périodes	Valeur de la livre tournois en gr. d'argent	En francs intrinsèques
1488-1511	21 gr.	4 fr. 64
1512-1540	18 gr.	3 fr. 92
1541-1560	15 gr.	3 fr. 34
1561-1572	14 gr.	3 fr. 10
1573-1579	13 gr.	2 fr. 88
1580-1601	11,50	2 fr. 57

Employant des méthodes dissemblables, MM. de Foville et d'Avenel sont arrivés à des évaluations différentes de la livre tournois. Cependant les mêmes conclusions se dégagent de leurs travaux : au cours du xvi^e siècle, la valeur intrinsèque de la livre tournois a décréu de façon à peu près constante ; la quantité de métal fin contenue dans l'unité monétaire a diminué de près de moitié.

La décroissance de la livre tournois n'a pas été un phénomène spécial au xvi^e siècle. Elle avait commencé bien avant et elle se continua par la suite (2).

1. La base de ces évaluations, dit-il, est la division de 245 grammes, poids du marc d'argent par son prix. Le quotient représente le nombre de grammes d'argent, fin contenu dans la livre de compte, et le rapport de ce nombre à 4 gr. 50 (poids du franc actuel) est exactement la valeur de la livre en francs. Op. cit., t. I, p. 481 et 482.

2. D'après M. d'Avenel (t. I, 481) la livre tournois représentait en moyenne : 98 grammes d'argent de 1200 à 1225, 60 grammes de 1301 à 1320, 31 gr. de 1411 à 1425. Elle correspondait à 10 gr. 75 de 1602 à 1614, à 5 gr. 49 de 1701 à 1755, à 4 gr. 27 de 1772 à 1790.

D'ailleurs, si l'on en croyait certains auteurs, il ne faudrait attribuer à la taxation des espèces par le roi qu'une efficacité très restreinte ; le commerce se serait fort peu soucié du cours légal. Certains écrits du xvi^e siècle et beaucoup d'ordonnances royales peuvent être invoqués à l'appui de cette opinion (1).

Le peuple voulait fixer à sa guise le cours des monnaies. Parfois, il n'acceptait les espèces qu'à un taux inférieur au taux légal, mais, le plus souvent, il dépassait le cours fixé par l'Etat, il surhaussait lui-même les monnaies. C'est ainsi qu'en 1577 les Parisiens acceptaient l'écu soleil pour 4 livres 5 sols alors que le cours toléré par le roi n'était que de 66 sols. *Le surhaussement*, disait Garrault (2), *est tellement venu en usage parmi le peuple qu'il croît de jour en jour au grand contemnement de l'autorité royale.*

Le cours commercial des espèces variait suivant les villes. Alors que l'écu valait 4 livres 5 sols à Paris, il valait de 5 à 6 livres dans d'autres villes du royaume (3).

Sous Henri III, le cours de l'écu atteignit parfois 7 et 8 livres contrairement aux prescriptions des ordonnances. La dépréciation de la livre dans le commerce dépassait donc de beaucoup la dépréciation qui résultait des changements de la valeur légale des espèces.

Ce n'est donc pas sans raison que M. d'Avenel a soutenu que les pouvoirs publics n'avaient qu'une influence à peu près nulle sur la détermination de la valeur des monnaies. D'après lui, *l'opération qui consistait ou à diminuer le titre d'une pièce ou à en surhausser la valeur nominale, ne pouvait réussir qu'avec les créanciers du trésor. C'était... une banqueroute vulgaire dans le fond quoique compliquée dans la forme* (4).

L'opinion de M. d'Avenel est, semble-t-il, trop

1. Garrault, op. cit. (*Partie affirmative*).

2. Garrault, *ibid.*

3. Lestoile, *Registre journal de Henri III*. Edition Poujoulat, p. 90.

4. D'Avenel, op. cit., t. I, page 59.

absolue. Le cours légal s'imposait chaque fois que l'Etat intervenait dans les transactions soit comme arbitre, soit comme débiteur, soit comme créancier. Quand la justice ordonnait ou surveillait l'acquittement d'une obligation pécuniaire, le débiteur était bien forcé de se conformer au cours légal. Quand un contribuable allait payer ses impôts, les receveurs royaux n'acceptaient ses écus qu'au taux fixé par les ordonnances (1). Or l'ensemble des justiciables, des créanciers de l'Etat et de ses débiteurs, c'était la totalité des sujets. La valeur légale de la monnaie devait donc avoir sa répercussion sur sa valeur commerciale. Le paysan qui savait que le collecteur de la taille ne recevrait ses écus qu'à raison d'un pour 3 livres, était fortement incité à n'accepter les écus qu'à ce taux, lorsqu'il vendait son blé à un marchand.

Il ne faut donc rien exagérer. Mieux vaut convenir avec M. de Foville (2) que, sauf dans les périodes d'anarchie, tous les sujets devaient peu à peu se conformer au taux légal des espèces.

Une question se pose : pourquoi le peuple avait-il tendance à augmenter le cours des monnaies ? Diverses explications ont été données. L'une des raisons du *surhaussement volontaire* (3) aurait été la suivante : la monnaie de billon, sur laquelle se réglaient les prix du détail, étant de plus en plus altérée, sa valeur légale s'éloignait sans cesse de sa valeur intrinsèque. D'autre part, les écus soleil et les autres espèces de forte monnaie étaient très recherchés par le commerce extérieur, car, dans les échanges internationaux, seule la valeur métallique des pièces était prise en considération. Il en résultait que les bonnes espèces faisaient prime et que

1. Cette règle eut des exceptions ; le roi lui-même autorisa parfois les receveurs à accepter les espèces à un taux supérieur au taux légal.

2. De Foville, op. cit., p. 6.

3. On distinguait le *surhaussement légal* émanant du roi du *surhaussement volontaire* provenant du peuple.

plus la mauvaise monnaie s'altérait, plus le cours des bonnes pièces s'élevait.

Une autre raison c'était que les créanciers, ayant peur de n'être pas payés, acceptaient de leurs débiteurs certaines espèces à un taux exorbitant et s'efforçaient de réparer la perte subie de ce fait en écoulant les pièces reçues à un taux aussi élevé (1).

Il est à croire que l'afflux des métaux précieux en Europe n'a eu qu'un rôle secondaire sur l'augmentation du prix de ces métaux exprimé en livres (2). Pourtant les fluctuations de la production de l'or et de l'argent n'ont pas été sans influence sur la dépréciation de la monnaie de compte. Quand le rapport commercial entre l'or et l'argent venait à varier, l'Etat qui croyait à l'existence d'un *juste rapport* entre ces deux métaux intervenait pour le rétablir. Si le cours commercial de l'or s'élevait, le roi augmentait le cours légal de l'argent. Bientôt un accroissement du cours commercial de l'or annihilait l'effet de la mesure légale quant aux rapports des deux métaux.

Le seul résultat de l'intervention royale c'était que le cours des espèces augmentait sans cesse et que la livre tournois se dépréciait de plus en plus (3).

A notre avis, l'une des principales causes du *surhaussement volontaire* fut l'anarchie dans laquelle fut plongée la France de la seconde moitié du xvi^e siècle. A cette époque troublée, les gens malhonnêtes s'estimant sûrs de l'impunité, eurent beau jeu pour abuser de l'ignorance du peuple et pour lui faire accepter les espèces à un cours excessif.

La dépréciation de la livre, qu'elle fût légale ou commerciale, entraînait une élévation des prix exprimés en monnaie de compte. En augmentant le cours des monnaies métalliques, on accroissait la quantité de livres

1. Cette raison a été indiquée par François Garrault, *Récueil des principaux avis* (Partie affirmative).

2. C'est l'avis de M. d'Avenel, t. I, p. 61.

3. Cf. d'Avenel, I, p. 64.

et de sols qui se trouvait dans le royaume. Conformément à la théorie quantitative de la monnaie⁽¹⁾, il devait en résulter une hausse de tous les prix cotés en monnaie de compte.

Cette hausse peut être expliquée d'une autre façon. Par suite de l'instabilité de la livre tournois, on avait coutume, dans les transactions, de mesurer la valeur des marchandises par rapport aux espèces ou par rapport au métal fin. Quand il déterminait ses prix de vente, le commerçant s'attachait moins au nombre de livres ou de sols qu'au nombre d'espèces et à la quantité de métal fin contenues dans celles-ci. Supposons qu'entre 1500 et 1600, la quantité d'argent représentée par la livre ait diminué de moitié : pour procurer aux vendeurs une même quantité de métal fin, les marchandises auraient dû doubler de prix au cours du siècle.

Les prix cotés en monnaie de compte devaient donc s'élever dans la mesure où la livre se dépréciait par rapport aux métaux précieux.

Il semble au premier abord que la hausse des prix résultant de la dépréciation de la monnaie de compte était sans grande importance puisque la livre n'était qu'une monnaie fictive et puisque, d'autre part, les variations de l'étalon de mesure ne paraissent entraîner pour les grandeurs mesurées qu'une modification seulement verbale. Lorsqu'une unité de mesure varie, toutes les quantités évaluées par rapport à cette unité subissent également une variation dans leur expression nominale, sans que leur substance et leur grandeur réelle soient aucunement modifiées. Si par exemple on décidait demain d'appeler mètre la longueur aujourd'hui nommée cinquante centimètres, toutes les longueurs actuellement évaluées en mètres doubleraient dans leur expression numérique : une pièce de drap mesurée aujourd'hui par cinq mètres serait demain mesurée par dix mètres, et pourtant cette pièce de drap

1. Cf. *infra*, chap. III.

n'aurait subi aucun accroissement matériel. On pourrait croire que la modification étant purement verbale ne présenterait aucun intérêt. Elle pourrait cependant avoir une grande importance et poser des problèmes embarrassants. Un marchand s'étant, avant la réforme et alors que celle-ci n'était pas prévue, engagé à livrer dix mètres de drap pour un prix global déterminé, devrait-il fournir les dix mètres de drap suivant l'ancienne mesure ou suivant la nouvelle ?

La question s'est posée d'une façon analogue pour la monnaie. Au Moyen Age et au xvi^e siècle, les espèces monétaires ayant subi de nombreuses mutations, d'innombrables procès en naquirent et donnèrent lieu à des décisions contradictoires.

Les conséquences de la dépréciation de la livre furent désastreuses pour tous ceux dont les revenus étaient fixés en monnaie de compte. C'était le cas des gens qui vivaient des arrérages de rentes perpétuelles, et ils étaient très nombreux puisque la vente pure et simple des immeubles était très rare à cette époque et qu'elle était remplacée par les baux à cens et les constitutions de rentes.

Considérons une rente annuelle de 100 livres tournois constituée moyennant 1.200 livres alors que le marc d'argent valait 10 livres (1). Cinquante ans après la conclusion du contrat, le prix du marc d'argent atteignait vingt livres ; il suffisait au débiteur de cinq marcs de métal fin pour s'acquitter des cent livres d'arrérages alors que précédemment il lui en fallait dix. La rente pouvait être rachetée avec soixante marcs d'argent alors qu'elle avait été payée cent vingt marcs au moment de la constitution. Le rentier voyait donc diminuer dans une large mesure non seulement ses revenus mais aussi son capital.

Les rentiers n'étaient pas les seuls à souffrir de l'affaiblissement de la livre tournois. Le roi lui-même et les

1. C'est-à-dire lorsque la livre valait 24 gr. 5 d'argent.

seigneurs en pâtissaient, car beaucoup de redevances féodales restaient fixées en monnaie de compte à un taux immuable. Un grand nombre d'ouvriers et de fonctionnaires dont les gages étaient fixés en livres, en sols ou en deniers n'étaient pas dans une situation bien meilleure, car on faisait mille difficultés pour relever leur salaire dans une mesure très inférieure à la dépréciation de la monnaie de compte.

Quoique recevant autant de sols que précédemment, tous ces gens devaient en donner un plus grand nombre pour acquérir les choses nécessaires à la vie. Une même quantité de sols procurait moins d'argent que par le passé et, comme on le verra par ailleurs, le pouvoir d'achat de l'argent s'était amoindri (1).

Tous ceux qui étaient créanciers en vertu d'obligations anciennes ou de contrats à prestations successives échelonnées sur un grand nombre d'années voyaient diminuer la quantité d'argent sur laquelle ils avaient compté, eux ou leurs ayants-cause, lors de la naissance de l'obligation ou de la conclusion du contrat.

Il n'y avait donc plus aucune sécurité dans les transactions. Il devenait impossible de traiter à longue échéance, car les mutations monétaires pouvaient bouleverser les prévisions financières les mieux établies. Les entreprises de longue haleine se trouvaient entravées, l'activité économique considérablement gênée. Une grande partie de la population se voyait réduite à la misère par une diminution imprévue de ses ressources. Tout cela parce que l'unité monétaire variait sans cesse, suivant les fluctuations du commerce ou selon le caprice des souverains.

Les contemporains voyaient tous les inconvénients de l'instabilité de la monnaie de compte. L'un d'eux, François Garrault, écrivait à ce propos : *Si le prix de la monnaie est incertain, aucun ne saurait dire ni faire état de ce qu'il possède : tous contrats et conditions seront*

1. Cf. infra, chap. II.

incertaines et tous affaires demeureront en suspens sans qu'aucun veuille entreprendre quelque négociation pour subvenir à la nécessité publique (1).

Les défauts du système monétaire étaient encore aggravés par la multitude et la diversité des espèces métalliques. Dans le royaume circulaient des pièces de toutes sortes : françaises ou étrangères, vieilles ou récentes, authentiques ou fausses ; beaucoup de monnaies étrangères étaient d'un titre très faible.

La diversité infinie et la fabrication imparfaite des espèces favorisaient l'industrie des faux-monnayeurs et des rogneurs de monnaie. La plupart des pièces en circulation étaient rognées ou altérées ; d'autres, très anciennes, avaient subi une usure considérable. Le poids et le titre des espèces étaient donc incertains. Le rapport entre la valeur intrinsèque et le cours légal variait suivant chaque type de pièce et même suivant chaque pièce (2).

Le résultat, ce fut une véritable « démultiplication » des prix. On se mit à fixer les prix selon les espèces avec lesquelles le paiement devait être fait. Les prix changeaient suivant que les acheteurs devaient s'acquitter en monnaie forte ou en monnaie faible. Tel objet qui valait quatre-vingt-dix livres payables en écus sols, valait plus de cent cinquante livres payables en espèces étrangères de mauvais aloi.

Une autre conséquence fut que les meilleures espèces furent exportées ou fondues et remplacées par des pièces d'un titre inférieur : la mauvaise monnaie chassa la bonne.

Pour remédier à cette situation déplorable, de grands efforts furent tentés. On chercha à donner aux échanges

1. Garrault, *Recueil des principaux avis (partie négative)*.

2. Ceci était vrai dans une certaine mesure pour des pièces qui n'étaient pas altérées. La quantité de métal fin représentée par la livre tournois varie en effet suivant qu'on la calcule d'après telle ou telle espèce, même si l'on se base sur le cours et la valeur intrinsèque déterminés par le roi pour chaque type de monnaie.

une base certaine, à l'abri des variations incessantes. On se rendit compte que l'instrument de mesure des valeurs devait être non pas une quantité fictive et changeante, mais quelque chose de stable et de solide.

L'exemple vint du commerce extérieur. La taxation légale du cours des espèces ne pouvait s'imposer que dans les échanges intérieurs. L'autorité des princes s'arrêtant aux limites de leurs domaines, le commerce international n'appréciait les espèces métalliques que d'après leur valeur intrinsèque. Changeurs et marchands avaient l'habitude de peser les pièces et de les essayer avec le toucheau afin d'en connaître le titre. Il y avait dans ces pratiques une source de difficultés et d'entraves pour les transactions entre Etats différents.

Certains souverains s'efforcèrent de conclure une entente pour pallier à ces inconvénients et pour mettre fin à la spéculation sur les changes qui sévissait alors avec intensité. Après la Paix des Dames, en 1529, Charles-Quint et François I^{er} se concertèrent pour l'établissement d'un tarif de change. Thomas Gramaye, général des monnaies de Charles-Quint, vint à Paris pour négocier un accord qui malheureusement n'aboutit pas (1).

On continua donc à évaluer les espèces monétaires comme des marchandises, d'après leur quantité et leur qualité.

Les espèces qui servaient aux transactions entre pays différents étaient surtout des espèces d'or. C'étaient en effet les espèces les moins altérées, celles dont la valeur intrinsèque se reconnaissait le plus aisément. *L'on a garde de empirer la monnaie d'or*, disait Dumoulin, *car ce serait ôter le commerce avec les étrangers* (2). Dès cette époque l'or était l'instrument et l'étalon des échanges internationaux.

1. Levasseur, *Mémoire*, p. 148. Charles-Quint avait pu s'entendre avec le roi d'Angleterre. En 1523 il avait conclu avec Henri VIII un traité tarifant le change des monnaies (*ibid.*, p. 161).

2. *Sommaire du Livre Analytique des Contrats*, p. 238.

Par contre, à l'intérieur du royaume, on ne parvint que difficilement à établir la prédominance des métaux précieux comme étalons des valeurs. Longtemps les souverains s'y opposèrent parce qu'ils soutenaient que la valeur de la monnaie résidait non pas dans sa valeur intrinsèque mais dans la valeur qui lui était conférée par le Prince.

Les gens du ^{xvi}^e siècle tentèrent donc de pallier à l'instabilité monétaire sans enfreindre les prohibitions royales. Ils pratiquèrent largement les échanges en nature. A cette époque on stipulait fréquemment des rentes en blé, mais les créanciers de ces arrérages en nature n'étaient pas toujours à l'abri des fluctuations de la monnaie de compte. Lorsque le prix du blé s'élevait, le Parlement autorisait les débiteurs à se libérer moyennant une somme d'argent assez modérée. Dumoulin n'approuvait pas complètement cette jurisprudence qui, cependant, fut sanctionnée par un édit royal (1).

Parfois le Parlement se montrait moins hostile aux prestations en nature. Il décida même, le 18 novembre 1573, que tous les baux à ferme des terres labourables devraient être *faits à grains et non à prix d'argent* s'ils n'excédaient pas neuf ans.

D'après Scipion de Gramont, qui écrivait en 1620, les débiteurs de rentes de blé usaient à peu près tous de la faculté de s'acquitter en argent. *Les débiteurs*, disait-il, *ne payent plus qu'en argent suivant les arrêts donnés en leur faveur... non pas au denier dix comme étaient les rentes avant l'an 1500, mais au denier seize ou vingt et ce encore à raison de la somme constituée non pas du prix du blé d'à présent (2)... Ainsi celui qui avait tous les ans vingt setiers de blé pour la constitution de cent écus lorsque le blé ne valait que dix*

1. L'édit du 30 novembre 1565 ordonna que toutes les rentes constituées en blé seraient réduites au denier douze.

2. C'est-à-dire que le créancier des arrérages qui avait acheté une rente en blé moyennant cent écus ne recevait plus que l'intérêt de cette somme calculé au denier seize ou au denier vingt.

sous, qui revenait à vingt sous de notre monnaie n'en aura maintenant que quatre setiers ou huit francs d'argent. Ainsi le débiteur gagne ce que le créancier a perdu (1).

Les stipulations de rentes en nature ne suffisaient donc pas à mettre les contractants à l'abri des variations de la livre. D'autre part, les échanges en nature constituaient un système primitif, incommode et souvent impraticable. Aussi eut-on recours à d'autres moyens. Beaucoup de marchands et même de particuliers n'accordèrent plus aux espèces d'autre valeur que celle du métal fin qu'elles contenaient. On se mit à peser les espèces et à éprouver leur titre comme cela se faisait déjà dans les relations avec l'étranger. Le roi, qui s'était d'abord opposé à ces pratiques, finit par prescrire lui-même la pesée des monnaies (2).

Le peuple considérait avec une certaine méfiance les variations de la monnaie de compte ; il préférait souvent exprimer les valeurs en espèces métalliques. Dans le commerce de détail, les prix étaient d'ordinaire fixés en testons, en douzains, en blancs ou en liards, c'est-à-dire en espèces solides.

De même, beaucoup de gens convenaient de rentes en espèces afin d'éviter les inconvénients des fluctuations de la livre. Pierre achetait à Paul une rente de cinquante écus moyennant le paiement comptant de 600 écus. Si à cette époque, l'écu contenait 3 gr. 1/2 d'or fin et avait cours pour une livre tournois, 50 écus équivalaient à 50 livres tournois et à 175 grammes d'or. Des années s'étant écoulées, l'écu était modifié, sa valeur intrinsèque réduite et son cours légal rehaussé : il valait par exemple, 3 l. t. quoique ne renfermant plus que trois grammes d'or fin. Sur quelles bases les arrérages devaient-ils être acquittés ? Le débiteur était-il libéré en payant 50 livres, c'est-à-dire la somme qui

1. Scipion de Gramont, *Le Denier Royal*, pp. 123 à 125.

2. Edit du 17 août 1561. Ordonnances de la Cour des Monnaies des 9 août 1555, 12 septembre 1563, 28 juin 1566.

équivalait à 50 écus lors de la constitution de la rente ? Dans ce cas il aurait été quitte en versant 16 écus $\frac{2}{3}$. Devait-il au contraire fournir 50 écus, c'est-à-dire autant d'espèces qu'il en avait promis au moment du contrat ? Ou bien lui fallait-il remettre au créancier 57 écus $\frac{1}{7}$, c'est-à-dire autant d'or qu'en contenaient 50 écus lors de la stipulation ?

La question était très controversée, en jurisprudence comme en doctrine. L'opinion dominante était celle que défendit Dumoulin (1). Pour le grand jurisconsulte, qui n'envisageait le problème que sous son aspect juridique, le débiteur satisfaisait à son obligation en versant autant de livres qu'en valait au jour du contrat la prestation promise. Ainsi en reprenant l'exemple cité plus haut, Paul aurait été libéré en payant chaque année seize écus $\frac{2}{3}$, alors qu'à l'époque du contrat il s'était engagé à en verser 50. Dumoulin justifiait cette solution en alléguant que la monnaie n'était pas une marchandise ordinaire mais qu'elle tenait sa valeur d'un acte de l'autorité publique et qu'en conséquence le cours légal devait seul être pris en considération. *La vraie bonté intrinsèque de toute monnaie*, disait-il, *c'est le cours et la valeur imposés... Car si on la considère comme masse, ce n'est plus la considérer comme monnaie... la valeur intrinsèque, substance et essence de la monnaie, est la valeur courante par publique ordonnance ou institution et non la matière* (2).

Dumoulin reconnaissait d'ailleurs que son opinion (3) n'était pas unanimement admise. La solution contraire, avait-il, avait été adoptée par *aucuns jugements mal digérés*.

L'usage s'était répandu surtout sous le règne de Charles VII de convenir expressément que le débiteur

1. Dumoulin, *Tractatus Commercialium*... Quaest. 90 et 91.

2. Dumoulin, *Sommaire du Livre analytique des contrats*, p. 220 et 240.

3. La même thèse fut soutenue par Grimaudet qui, dans son traité, a rapporté certains arrêts qui l'adoptent (p. 97) et d'autres qui la repoussent (p. 74).

ne pourrait racheter la rente qu'en rendant le même nombre d'espèces qu'il avait reçu de la constitution. Dumoulin et Grimaudet combattirent la validité de cette stipulation (1). Suivant ce dernier, les conventions privées qui ne respectent pas la valeur légale de la monnaie, doivent être regardées *comme faites contre le bien et droit public*.

En 1551, Henri II interdit le compte par écus que François I^{er} avait déjà prohibé. Il décida que les obligations conçues en espèces seraient acquittées à raison de 46 sols tournois par écu (2).

Durant de longues années, ce fut en vain que les efforts furent multipliés par les contractants pour introduire dans les conventions un peu de stabilité et de précision. Peu à peu, cependant, le gouvernement royal changea d'attitude sous la pression de l'opinion publique.

Un grand nombre de procès étaient nés au sujet du paiement des arrérages et des redevances. On se rendit compte que les rentiers étaient victimes d'une injustice par trop flagrante. En 1566, Malestroict décrivit leur triste situation dans l'un de ses fameux *Paradoxes* (3). Quelques années plus tard, Jean Bodin réclamant l'établissement d'une monnaie stable, montra tous les bienfaits qui devaient en résulter. *On fera*, dit-il, *cesser un million de procès qu'on voit pour le paiement des rentes et dettes en forte et faible monnaie, en or ou en argent, en écus vieux ou nouveaux. Et par même moyen, les revenus et facultés d'un chacun seront assurés, l'estimation des choses mieux réglée, le changement incertain des monnaies ôté* (4).

1. Dumoulin, *Sommaire*, p. 234. Grimaudet, *op. cit.*, p. 72 et p. 96.

2. Grimaudet, *op. cit.*, p. 118.

3. *Les Paradoxes du Seigneur de Malestroict... sur le fait des monnaies*. Paris, 1566. Deuxième paradoxe.

4. Jean Bodin, *Discours... sur le rehaussement et diminution des monnaies tant d'or que d'argent, et le moyen d'y remédier; et réponse aux Paradoxes de Monsieur de Malestroict*, p. 77 de l'édition de 1593. La première édition a été faite à Paris en 1567.

Un premier pas vers la réforme monétaire fut fait par l'ordonnance du 16 octobre 1571 qui permit de contracter par écus. Dans cette ordonnance, le roi reconnaissait les inconvénients de l'instabilité de la monnaie de compte dont le résultat était de léser les créanciers au profit des débiteurs. Six mois plus tard, Henri III fit mieux encore. Au mois de septembre 1577, il interdit de compter par livre, à cause de l'incertitude et variété d'icelle livre et prescrivit de compter par écus.

L'importante réforme de 1577 étant inspirée en partie par le souci de lutter contre la hausse des prix, elle sera étudiée dans un chapitre ultérieur (1). Elle aurait introduit quelque stabilité dans le système monétaire si les guerres n'étaient venues apporter partout l'anarchie et suspendre l'exécution des lois.

Quand la paix fut restaurée, les heureux effets de l'ordonnance de 1577 n'enrent pas le temps de se manifester, car, dès le 20 septembre 1602, Henri IV rétablit le compte par livres.

Ainsi, pendant tout le xvi^e siècle, le désordre monétaire fut immense. On disait alors que les monnaies étaient complètement *dérégées*. On n'observait plus les prescriptions royales relatives à l'unité monétaire et au cours des espèces. La monnaie légale ne correspondait à aucune quantité de métal définie et immuable. L'étalon des valeurs était imprécis et variable, toute base fixe faisait défaut aux échanges. La complexité, l'incertitude et la confusion régnaient là où auraient dû dominer la clarté et la stabilité (2). Rien n'était plus facile aux trafiquants malhonnêtes que d'abuser de l'ignorance du peuple désorienté au milieu de l'affreux chaos où seuls des gens très expérimentés pouvaient se reconnaître.

1. Cf. Chap. XXIII.

2. L'instabilité monétaire était encore aggravée par les fluctuations du pouvoir des métaux précieux. Nous renvoyons au chapitre III pour tout ce qui concerne l'abondance de la monnaie et son influence sur les prix.

Une extrême prudence s'impose donc lorsqu'on aborde l'étude de la hausse des prix au xvi^e siècle. Quand on relève les prix pratiqués à cette époque pour les comparer entre eux, de grandes précautions doivent être prises. Des prix nominalement semblables pourraient représenter des valeurs tout à fait différentes. De deux objets cotés cent livres, l'un pourrait valoir beaucoup plus que l'autre, suivant le mode de paiement convenu pour chaque objet et suivant le cours attribué aux espèces pour l'acquittement du prix.

Quand il s'agit de juger de l'importance relative de deux prix, il faut connaître leurs dates précises et rechercher quels étaient aux dates envisagées les rapports entre la livre, les espèces et le métal fin. Pour comparer des prix exprimés en livres avec des prix cotés en écus, il faut savoir avec quelles espèces l'acheteur devait se libérer, et à quel taux les espèces devaient être données et acceptées en paiement. On pourrait aisément commettre des erreurs. Un cheval vendu 99 livres alors que l'écu valait officiellement 3 livres n'avait pas forcément la même valeur vénale qu'un autre cheval vendu à la même époque pour 33 écus. Il faudrait en effet savoir quel était le cours commercial de l'écu. Or la valeur de l'écu dans le commerce variait beaucoup suivant les localités et il n'est pas toujours facile de la connaître. Tout ceci montre quelques-uns des principaux obstacles qui s'opposent à l'établissement de statistiques valables concernant les prix au xvi^e siècle. S'il est déjà peu commode de comparer deux ou trois prix entre eux, la tâche serait plus ardue encore s'il fallait en confronter un grand nombre provenant de périodes et de régions diverses.

On voit combien il était nécessaire de placer en tête de l'étude de la hausse des prix un chapitre consacré à la monnaie. Grâce au bref aperçu qui vient d'être donné, on pourra juger plus sainement de l'importance du renchérissement, on se rendra compte que la hausse n'était pas due seulement au changement du rapport

entre les métaux précieux et les marchandises, mais qu'elle venait en partie des mutations monétaires. On pourra aussi comprendre la situation difficile des rentiers, de certains seigneurs et de beaucoup de salariés dont les revenus en argent étaient réduits au moment même où l'argent diminuait de valeur par rapport aux marchandises.

CHAPITRE II

L'AMPLITUDE ET LES ÉTAPES DU RENCHÉRISSEMENT

La hausse des prix qui se produisit au xvi^e siècle fut si considérable qu'elle eut pour conséquence un véritable bouleversement économique et social.

Dans le même temps que la livre tournois se dépréciait par rapport aux espèces et que la valeur métallique des espèces était quelque peu réduite, le pouvoir d'achat des métaux précieux s'abaissait fortement. En conséquence, le prix des choses exprimé en poids de métal fin augmentait sensiblement ; évalué en espèces, il s'accroissait davantage ; coté en livres tournois, il s'élevait dans une proportion encore plus forte.

Comment se rendre compte de l'amplitude de la hausse qui affecta ces trois catégories de prix et comment la suivre dans les phases de son développement ? On peut procéder de différentes façons.

1. — De la méthode employée pour étudier le renchérissement

Une première méthode consiste à dresser les statistiques qui n'ont pas été établies il y a quatre siècles, c'est-à-dire à rassembler un très grand nombre de prix et à en extraire des moyennes. Semblable travail exigerait un effort gigantesque. On devrait, pour le mener à bien, recourir aux sources les plus diverses : contrats, testaments, inventaires, livres de raison, ouvrages imprimés, mercuriales des marchés, arrêts judiciaires,

recueils d'ordonnances, registres publics de toutes sortes, etc... Il faudrait réunir une masse de documents et les soumettre à une critique attentive. Ce qui ajouterait à la difficulté, c'est que la France du Moyen Age et du xvi^e siècle était loin de constituer une unité économique : les prix y étaient extrêmement disséminables, suivant les lieux (1). Il serait donc nécessaire de faire un grand nombre d'études locales (2) qu'il faudrait ensuite rapprocher afin d'en tirer des conclusions générales.

Pour dresser une pareille statistique avec quelque chance d'exactitude, le labeur acharné d'une centaine de collaborateurs serait à peine suffisant. Le résultat obtenu vaudrait-il les efforts immenses qu'il aurait coûtés ?

Par ailleurs, l'incertitude et la confusion monétaires qui régnèrent durant la Renaissance et surtout pendant les guerres de Religion, permettent difficilement de comparer les divers prix entre eux. (3)

Inutile d'essayer d'établir avec précision l'augmentation du coût des différentes catégories de produits et de services, comme de suivre pas à pas les fluctuations de la hausse : on n'y réussirait point.

Inutile aussi d'établir des rapports numériques entre les prix du passé et ceux de notre époque, car on n'en saurait tirer aucun profit. Certes, il est souvent possible de calculer la quantité d'argent fin nécessaire pour se procurer un même objet à deux époques différentes, mais doit-on dire que cet objet a doublé de valeur,

1. En 1589 la valeur moyenne de l'hectolitre de blé était de 45 gr. 50 d'argent à Paris et de 85 gr. 50 à Orléans. D'Avenel, op. cit., t. III, p. 201.

2. Les études locales consacrées à l'histoire des prix n'existent qu'en nombre trop restreint. Citons celle de Mantellier (*Mémoire sur la valeur des denrées ou marchandises vendues ou consommées à Orléans du XIV^e au XVIII^e siècle*) et celle de l'abbé Hanauer (*Etudes économiques sur l'Alsace ancienne et moderne*. Paris et Strasbourg, 1876-1882).

3. V. supra, chap. I.

si son acquisition exige deux fois plus de métal précieux ? Pas le moins du monde, la valeur de cet objet est peut-être restée la même vis-à-vis des autres objets : il se peut que ce soit l'argent qui ait changé de valeur, car la puissance d'acquisition des métaux précieux varie sans cesse au cours des siècles.

A supposer que, malgré les difficultés, on arrive à établir le pouvoir moyen de l'argent par rapport à l'ensemble des produits et des services, qu'on démontre par exemple qu'un kilogramme d'argent procurait en 1500 deux fois plus de marchandises qu'il n'en procure en 1921, devrait-on conclure que la valeur de l'argent a diminué de moitié ? Ce ne serait pas tout à fait exact, car on négligerait les variations d'une valeur à peu près impossible à déterminer, qu'on a appelée la valeur sociale de l'argent. Admettons qu'en 1921 un kilog. d'argent achète deux fois moins de marchandises qu'il n'en achetait en 1500. Serait-ce à dire qu'un capitaliste de 1921 est aussi riche avec 100 kilogrammes d'argent qu'un propriétaire de l'an 1500 l'était avec 50 kilogrammes ? En aucune façon. Il y a pour chaque époque un train de vie propre à chaque catégorie sociale : à telle période les besoins se multiplient, à telle autre ils se resserrent. Avec un revenu de 50 kilogrammes d'argent, un bourgeois du xvi^e siècle était dans l'opulence. Avec une quantité de métal précieux deux fois plus grande, un rentier du xx^e siècle ne jouit que d'une modeste aisance. Outre que la puissance d'achat des métaux précieux a diminué, il doit faire face à une quantité de dépenses qu'ignoraient ses devanciers. Les individus d'aujourd'hui ont en général des besoins plus grands que ceux des hommes de jadis : les habitudes de confort, l'attrait pour les voyages, le goût des spectacles, autrefois assez rares, sont maintenant répandus dans toutes les classes de la société.

Une autre raison incite à ne pas traduire en francs actuels les écus, les sols et les livres d'autrefois, c'est l'instabilité des prix et le désordre monétaire qui

règnent en 1921 comme ils régnaient en 1500 et en 1600. Que représente cette unité monétaire fugitive et incertaine qu'on nomme le franc-papier ? Constitue-t-elle un étalon plus stable que la livre tournois de nos ancêtres ?

Dans ces conditions, il nous a semblé qu'essayer d'établir une relation entre les prix d'autrefois et ceux d'aujourd'hui serait faire œuvre stérile et trompeuse malgré tous les efforts qui pourraient être déployés.

L'objet que nous poursuivrons sera surtout d'expliquer la lutte contre la vie chère, de faire voir pourquoi la cherté a été combattue. Nous nous attacherons donc spécialement à montrer comment les gens du xvi^e siècle ont constaté la hausse des prix. Quand s'en sont-ils aperçus ? A quel moment l'aggravation de la crise a-t-elle suscité les plaintes des consommateurs et attiré l'attention des pouvoirs publics ? Voilà ce que nous essaierons de mettre en lumière en nous appuyant d'une part sur les ordonnances royales et d'autre part sur les témoignages de certains écrivains du temps.

Tant que l'accroissement des prix restait modéré, les conséquences qu'il entraînait n'étaient pas bien graves, ou n'étaient pas vivement ressenties. Mais quand la cherté s'accroissait brusquement, l'opinion publique s'émouvait, les écrivains s'emparaient de la question qui retenait l'attention de tous les esprits. De son côté, le pouvoir royal s'inquiétait et l'on retrouve la trace de ses soucis dans un grand nombre d'édits.

Le seul fait que le Monarque et les écrivains se préoccupaient de la cherté prouve que celle-ci avait une réelle importance, qu'elle était assez considérable pour soulever des plaintes et pour affecter sérieusement l'intérêt de l'Etat. Les indications fournies par les sources auxquelles nous allons puiser ont donc une autre valeur et une autre portée que des moyennes établies d'après un nombre infime de prix plus ou moins certains et d'une origine hétéroclite.

2. — La hausse des prix d'après les écrivains et les ordonnances du temps

On vient de voir les difficultés à peu près insurmontables que présente l'établissement d'une statistique des prix pendant le ^{xvi}^e siècle. Au cours même de cette période, les contemporains ne s'entendaient pas sur l'importance de la hausse. La cherté avait eu des effets dont quelques-uns étaient bien fâcheux ; elle suscita toute une littérature ; bon nombre d'ouvrages furent publiés dans lesquels on discutait passionnément sur les origines de la crise, sur sa gravité et sur ses conséquences.

Dans les controverses ainsi provoquées, l'histoire des prix trouve des documents abondants, mais dont il faut user avec discernement.

La plupart des auteurs, pour établir l'importance du renchérissement, se sont basés sur le prix du blé. Or ce critérium est inacceptable, parce qu'à cette époque, le blé était la marchandise dont les prix subissaient les à-coups les plus brusques et les plus désordonnés, suivant les caprices de la nature. Les récoltes étaient très variables et rarement supérieures aux besoins ; l'accaparement était facilité par la pénurie des moyens de transport et par les entraves mises à la circulation des grains. D'une région à l'autre, d'un mois à l'autre, le prix du blé présentait des écarts formidables (1). Si donc on veut se faire de la hausse générale une idée exacte, il vaut mieux négliger les prix des grains indiqués par les écrivains du ^{xvi}^e siècle, sauf pourtant quand il s'agit de moyennes portant sur des périodes un peu longues ou bien du prix des rentes de blé. Le prix de ces rentes peut être retenu parce que les paiements d'arrérages devant être échelonnés sur un certain nombre d'années, le prix

1. Au marché de Paris le setier de blé (156 litres) valait 17 l. 10 sols en janvier 1586, 21 livres en avril, 36 en juillet, 14 en novembre (Levasseur, *Cl. ouvr.*, 1^{re} édition, t. II, p. 105 et suivantes).

exigé de l'acquéreunr était déterminé abstraction faite des fluctuations des récoltes.

Selon le jurisconsulte Dumoulin (1), les prix des terres et des denrées agricoles étaient fort bas aux environs de l'an 1470, mais vers l'an 1500 ils commencèrent à s'élever. Le juste prix admis par les tribunaux pour un muid de blé de rente (2) était de 100 livres tournois en 1470, et de 120 livres un peu après 1500 ; en 1524 et en 1546, il était de 144 livres. Le coût du blé de rente n'avait donc pas augmenté de moitié en soixante-seize ans ; le prix moyen du blé avait dû s'accroître dans une semblable proportion.

Dans ses *Paradoxes* publiés en 1566, le Sieur de Malestroict soutient que depuis trois cents ans le pouvoir d'achat des métaux précieux n'a subi aucune modification et que les prix évalués en livres ne se sont élevés que dans la mesure de la dépréciation de la monnaie de compte par rapport au métal fin.

Si l'opinion de Malestroict avait été justifiée, la hausse n'aurait pas été bien considérable ; elle aurait dû être inférieure à un tiers, car le poids de métal fin équivalent à la livre tournois n'avait décru que d'environ 33 o/o entre 1500 et 1566 (3).

Il serait surprenant qu'une hausse aussi modérée ait fortement préoccupé le gouvernement. L'auteur des *Paradoxes* nous apprend lui-même (4) que, chargé par le roi d'une enquête sur le fait des monnaies, la chose qui l'a le plus vivement frappé au cours de ses recherches *c'est l'étrange enchérissement de toutes choses*.

En réalité la hausse était beaucoup plus importante que Malestroict n'en convenait. C'est ce que Jean Bodin entreprit de démontrer.

1. *Sommaire...*, p. 86 à 89.

2. C'est-à-dire pour une rente d'un muid de blé (1.800 litres) 73.

3. 32, 36 o/o si l'on prend comme base les évaluations de M. de Foville qui estime la valeur intrinsèque de la livre à 5 fr. 47 en 1493 et à 3 fr. 70 en 1578.

4. Préface des *Paradoxes*.

Il est inutile d'entrer dans leur controverse qui roule sur l'augmentation des prix depuis Philippe de Valois et même depuis Saint Louis. Les prix anciens cités par Malestroict sont très probablement fictifs, ainsi que l'a prétendu Scipion de Gramont⁽¹⁾. Partant d'une idée préconçue et non vérifiée par l'expérience, à savoir que le pouvoir d'achat des métaux précieux était resté invariable, l'auteur des *Paradoxes*, a déduit les prix anciens des prix de son époque en tenant compte de l'affaiblissement des espèces et de la dépréciation de la livre tournois.

La méthode de Jean Bodin est plus sérieuse. Dans sa dédicace à M. Prévost de Morsan⁽²⁾, il relate les plaintes soulevées par la cherté et les enquêtes ordonnées à ce sujet par le gouvernement.

Depuis cinquante ans, dit-il (3), le prix de la terre a crû non pas au double ains au triple : tellement que l'arpent de la meilleure terre labourable au plat pays, qui ne coûtait anciennement que 10 ou 12 écus, la vigne 30, aujourd'hui, se vend le double voire le triple d'écus. Le muid de blé de rente qui valait 50 écus soleil en 1528 a depuis doublé de prix.

Voilà pour la diminution du pouvoir d'achat des métaux précieux. Voici maintenant qui concerne la hausse des prix cotés en livres de compte. Bodin prétend qu'à son époque le blé et les vivres sont vingt fois plus chers qu'ils n'étaient cent ans plus tôt. Il y a là une exagération manifeste, comme le prouvent quelques-uns des exemples qui appuient cette affirmation.

D'après le cadastre de Toulouse, dit Jean Bodin, le setier de blé à la mesure de cette ville ne valait jadis que 5 sous, *maintenant il coûte 60 sols au prix le plus commun qui est vingt fois plus cher qu'il ne*

1. Scipion de Gramont, *le Denier royal*, p. 83 et 84.

2. Bodin, *op. cit.*

3. P. 46 verso. Quand Bodin parle du présent, il se place vers 1567, date de la première édition du discours. Lorsqu'il prétend que les prix ont décuplé depuis un demi-siècle, il s'appuie sur la coutume d'Anjou arrêtée en 1508 sur celle d'Auvergne arrêtée en 1509, etc...

faisait lors (1). En outre les coutumes (2) accordées et homologuées dans le premier quart du siècle établissent que tout a renchéri d'au moins dix fois. Ces coutumes taxent principalement les grains, le foin, la paille, le bétail, le gibier et le salaire des journaliers. Après avoir cité les chiffres qu'elles donnent, Bodin conclut d'un ton sans réplique : *Ici Malestroict ne peut dire que depuis soixante ans tout n'ait enchéri dix fois autant pour le moins* (3).

C'est à tort que Bodin s'est appuyé sur les coutumes, car celles-ci ne fixent pas de prix maxima, ni de *justes prix*, elles évaluent en argent les choses qui peuvent faire l'objet d'une redevance périodique, celles *que l'on peut bailler en assiette de rente*, suivant l'expression de la coutume d'Auvergne. Cette coutume autorise le débiteur d'une redevance annuelle d'un chevreau à se libérer en payant périodiquement 18 deniers, mais elle n'interdit pas de dépasser ce prix lorsqu'il s'agit de vente et non plus de l'acquittement d'une rente.

Les taxations des coutumes restaient au-dessous des prix du commerce, Dupré de Saint-Maur l'a fort bien montré (4). Selon cet auteur, elles auraient été inférieures d'un tiers aux prix réellement pratiqués. Si l'on adopte cette opinion, il faut en conclure qu'en l'espace de soixante ans, les prix en livres tournois ont augmenté

1. Op. cit., p. 46 recto.

2. Bodin (p 47) cite les coutumes d'Anjou (1508), d'Auvergne (1510), de Troyes (1509), de la Marche (1521) et du Bourbonnais (1520). Si l'on s'en rapporte à Bourdot de Richebourg, on voit que Bodin a commis quelques erreurs en rapportant les prix fixés par les coutumes de la Marche, de Troyes et d'Auvergne. Cf. Bourdot de Richebourg, *Nouveau Coutumier général*, t. III, p. 1274 et 253, t. IV, p. 1192 et 1193, 582 et 583, 1133).

3. Bodin, op. cit., p. 47 recto.

4. Dupré de Saint-Maur, *Réflexions sur le rapport entre l'argent et les denrées*, p. 75 et 77 de l'édition de 1747. *Les coutumes*, dit-il, *en estimant les différentes choses qui entrent dans les redevances afin de prévenir les contestations, ont moins égard aux prix courants des denrées qu'à ce que ces mêmes choses produisaient en argent lors de l'inféodation de ces devoirs.*

non de 1 à 10 comme le dit Bodin, mais de 1 à 6 1/2, ce qui est assez vraisemblable.

Dans son *Discours sur l'extrême cherté* publié en 1574, Girard du Haillan constate lui aussi l'importance de la hausse des prix, mais il enregistre un renchérissement plus considérable que ne l'a dit Bodin. Peut-être l'écart relevé entre les évaluations de ces deux auteurs est-il dû à l'élévation des prix de 1568 à 1574.

Depuis soixante-dix ou quatre-vingts ans, écrit du Haillan, les marchandises sont *les unes enchéries de dix fois et les autres de quatre, cinq et six fois autant que lors elles se vendaient. Ce qui est bien aisé à prouver et vérifier en toutes, soit en ventes de terres, maisons, fiefs, vignes, bois, prés, ou en chairs, laines, draps, fruits et autres denrées nécessaires à la vie de l'homme* (1). Depuis l'homologation des coutumes, le prix des objets qu'elles taxent a augmenté de dix à quinze fois (2). Vers 1514, la meilleure terre labourable ne coûtait que 10 à 12 écus et la vigne 30. En 1574, elles se vendent trois ou quatre fois autant. Une terre qui valait jadis 25 ou 30.000 écus en vaut 150.000 (3).

Il semble qu'ensuite l'auteur exagère et qu'il attribue à la hausse des prix en espèces l'importance de la hausse des prix en livres tournois. Ne prétend-il pas que l'objet qui en 1514 se payait 1 écu vaut en 1574 de 8 à 12 écus (4) ?

Quoiqu'il en soit, il est certain que, dès 1574, la cherté était devenue *extrême et excessive*. Plus tard elle devait s'accroître encore, comme en témoigne *Le Miroir des Français*, ouvrage édité en 1581.

Son auteur, Nicolas de Montand, signale qu'en l'espace de quinze ans *les vivres et toutes denrées et mar-*

1. Girard du Haillan, *Discours sur l'extrême cherté qui est aujourd'hui en France*, p. 3 de l'édition de 1586.

2. Du Haillan mérite les mêmes critiques que Bodin pour s'être appuyé sur les évaluations des coutumes.

3. Op. cit., p. 7 et suivantes.

4. Op. cit., p. 11.

chandises sont enchéries de la moitié (1). Il veut probablement parler de l'élévation des prix cotés en livres. Le désordre des désordres, dit-il (2), est présentement sur toutes les denrées et marchandises qui se vendent en gros et en détail, et si les choses ne sont amendées et ravalées, il est à craindre qu'il ne faille dans peu de temps aussi gros d'or et d'argent pour la nourriture d'un homme comme il pourrait être pesant.

On trouve dans les *Mémoires de Claude Haton* (3) des indications détaillées sur les prix entre 1553 et 1582, mais comme elles ne concernent guère que le pays de Brie, on ne peut en tirer des conclusions générales. Cependant Claude Haton donne des prix sous le règne de Henri II une vue d'ensemble qu'il est bon de noter (4): *En ce temps, dit-il, faisait bon vivre en France et étaient toutes denrées et marchandises à bon marché, excepté le grain et le vin qui enchérissent certaines années plus que d'autres selon la stérilité, et toutefois esdites treize années de son règne n'ont été que trois ans de cherté de grain et de vin, et n'a valu le blé froment en la plus chère desdites trois années, que 14 à 15 s. t. le bichet (5) à la mesure de Provins... et ne durait telle cherté que trois mois pour le plus.*

Dans les années moyennes, le blé se vendait 5 s. t. le bichet, la pièce de laine supérieure 100 sols, le bœuf du pays de 8 à 10 livres, le veau gras 20 à 25 sols, le beau chapon 4 à 5 sols, la poule 2 sols et 6 deniers.

En lisant les *Mémoires de Claude Haton*, on voit combien les prix étaient variables et dans quelle dépendance étroite ils se trouvaient par rapport aux récoltes. Suivant que l'année était bonne ou mauvaise, suivant que l'on était plus ou moins rapproché de l'époque de

1. *Miroir des Français*, p. 120.

2. *Op. cit.*, p. 212.

3. *Mémoires de Claude Haton*, publiés dans la *Collection de documents inédits sur l'Histoire de France*.

4. *Op. cit.*, I, p. 112 à 114.

5. Le bichet valait 1/8 de setier.

la moisson ou de la vendange, les prix s'élevaient ou s'abaissaient brusquement.

Le prix du blé subissait des fluctuations incessantes. En 1566, le blé coûtait 25 à 30 sols le boisseau au début de l'année ; au moment de la moisson il tomba soudain à 7 sols 6 deniers (1). En 1573, le prix du blé à Provins s'éleva de 10 sols par boisseau en l'espace de six jours, si bien que la cherté provoqua des émeutes et que les salariés exigèrent une augmentation de leurs gages qui ne diminuèrent plus jamais par la suite (2).

Nous négligeons les autres renseignements que Claude Haton fournit sur les prix, car ils ne présentent qu'un intérêt local. Ce qu'il faut en retenir, c'est l'extrême instabilité des prix au xvi^e siècle.

Les manuscrits de Pierre de L'Estoile accusent la grande cherté engendrée par les guerres de la Ligue. Dans Paris assiégé, les vivres atteignirent des prix insensés. Le 11 août 1590, le setier de froment se vendit 80 écus, alors que d'ordinaire il se vendait 9 livres ; le 22 septembre, il valait encore 8 écus (3). C'étaient là des prix exceptionnels provoqués par des circonstances extraordinaires : dans les dernières années du siècle, le niveau habituel des prix fut un peu moins élevé. Pourtant, quand Paris fut délivré de l'investissement, la cherté pour être moins grande n'en persista pas moins et L'Estoile signale qu'elle se prolongea durant les premières années du règne de Henri IV (4).

C'est un contemporain de Louis XIII, Scipion de Gramont qui a publié la première étude d'ensemble sur les variations des prix au xvi^e siècle. Il s'est efforcé de réfuter les *Paradoxes* de Malestroict dans un ouvrage intitulé *Le Denier Royal* qui parut en 1620.

1. Haton, op. cit., t. I, p. 409.

2. Op. cit., t. II, p. 716.

3. Pierre de L'Estoile, *Manuscrits publiés par Poujoulat. Nouvelle collection des Mémoires pour servir à l'Histoire de France*, 2^e série, t. I, p. 28 et 34 des *Mémoires*.

4. L'Estoile, op. cit., p. 269.

Il prétend que, vers 1566, les marchandises coûtaient cinq, dix et même quinze fois plus d'argent qu'elles n'en coûtaient soixante ou cent ans auparavant (1).

Comparant ensuite les prix de l'époque de Malestroict avec les prix de 1620, il donne les chiffres que voici :

De 1566 à 1620, le muid de vin serait passé de 4 à 10 et 12 écus, l'aune de drap fin de 5 à 10 francs, la paire de souliers de 15 à 45 sols, la journée du manœuvre de 5 à 15 et 20 sols (2).

Les prix cotés en espèces se seraient donc élevés pendant cette période de 1 à 2 et certains même de 1 à 3. La valeur intrinsèque des sols (3) n'ayant été réduite que de 7,85 o/o, diminution négligeable, il ressort des chiffres de Scipion de Gramont que le pouvoir d'achat des métaux précieux était tombé au tiers ou à la moitié de ce qu'il était précédemment.

L'auteur du *Denier Royal* a dressé le tableau des fluctuations du pouvoir de l'argent depuis le x^ve siècle jusqu'au début du xvii^e (4) : si l'on prenait comme unité le pouvoir d'achat des métaux précieux en 1620, ce pouvoir devrait être représenté par 6 au temps de Louis XII, par 3 au temps de François I^{er}, par 2 à l'époque de Henri II, par 1 1/2 sous Charles IX et par 1 1/3 au début du règne de Henri III. Sous Henri IV, la valeur de l'argent aurait été sensiblement la même qu'en 1620.

Passant à l'étude des prix cotés en livres, Gramont déclare que depuis cent ans les prix ont au moins décuplé. Le soldat, dit-il, s'estimait bien payé quand il gagnait jadis un sou par jour ; *il faisait aussi bonne chère, peut-être meilleure, qu'on ne fait maintenant avec dix* (5). Quant aux salaires des artisans et des manœu-

1. *Le Denier Royal*, p. 93 et 93. Pour les prix de 1566, Sc. de Gramont se réfère à Malestroict.

2. Op. cit., p. 101.

3. Cf. Natalis de Wailly, op. cit., p. 295 et suivantes.

4. Gram. op. cit., p. 255.

5. Op. cit., p. 140.

vres, ils se seraient accrus dans la proportion de 1 à 10 (1).

Peut-être l'auteur a-t-il exagéré la rapidité de la chute de la valeur de l'argent au début du xvi^e siècle ; son erreur peut provenir de ce que, pour calculer les prix sous le règne de Louis XII, il s'est référé aux estimations trop faibles des coutumes.

La conclusion qu'on peut tirer du *Denier Royal*, c'est que durant le xvi^e siècle les prix en écus sont passés de 1 à 6 et les prix en monnaie de compte de 1 à 12. Ces chiffres semblent assez proches de la réalité.

Les ordonnances du temps corroborent et complètent utilement les renseignements fournis par les écrivains.

Nombreuses sont celles qui enregistrent le renchérissement et qui le déplorent.

Dès le 20 octobre 1508, une ordonnance de Louis XII intervient pour combattre la hausse. A ce moment la cherté dure depuis quelques années déjà, car l'ordonnance de 1508 ne fait guère que reproduire un édit du 11 mars 1498 et son préambule rappelle *les grandes plaintes, doléances et remontrances* que le renchérissement à provoquées sous le règne précédent. L'ordonnance dénonce surtout les exactions des hôteliers et son but principal est de les faire cesser, mais elle signale aussi que la hausse des prix est générale : *Tous les marchands, gens mécaniques et autres enchérissent tous vires et autres denrées et choses dont les hommes ont besoin et ne se peuvent bonnement passer, comme bonnets, chapeaux, pourpoints, chemises, chausses, houseaux, souliers et autres vêtements et chaussures, selles, étriers et autres choses nécessaires pour gens de cheval.*

De 1508 jusqu'aux dernières années de François I^{er}, le niveau général des prix semble ne s'élever que lentement, car les ordonnances royales qui s'occupent de la cherté ne visent que certaines marchandises ou bien

1. Op. cit., p. 274.

des hausses accidentelles dues aux variations des récoltes ou aux manœuvres des marchands (1).

Les édits rendus pour réprimer les abus des hôteliers témoignent des prix élevés exigés dans les auberges ; on ne trouve pas dans ces édits de plaintes contre la cherté générale (2).

Vers la fin du règne, il semble que la hausse prend de l'extension et qu'elle se fait plus fortement sentir. Le *Règlement concernant la friperie en la ville et banlieue de Paris* édicté par François I^{er} au mois de juin 1544, indique que, depuis 1530, *la valeur des draps de laine est merveilleusement augmentée de prix*. L'ordonnance du 7 novembre 1544 constate que, malgré l'assez grande abondance des grains, les prix en sont si élevés que les gens à revenus modiques tels que les artisans et le menu peuple ont beaucoup de peine à vivre, et qu'il a fallu augmenter les salaires et prix accoutumés.

Ainsi donc dès 1544 la hausse se généralise et devient assez importante pour contraindre au relèvement des salaires.

Sous Henri II, la cherté s'accroît. Un édit de novembre 1548 signale qu'à Paris, les ouvriers exigent de gros gages et que *toutes marchandises et manufactures y sont... grandement enchéries*. Une déclaration du 12 juillet 1549 montre les progrès de la hausse ; les étoffes, les vivres, les salaires, les marchandises de toutes sortes ont atteint des prix excessifs. Le 5 janvier 1549 un édit essaye de réduire le coût du gibier ; le 14 du même mois, un autre édit accorde aux monnayeurs une augmentation de salaire nécessitée par le renchérissement général et par l'élévation du prix du charbon.

De grandes clameurs et plaintes (3) s'élèvent contre

1. Cf. édits de mars 1515 sur la cherté du poisson, du 28 octobre 1531 sur le renchérissement du blé, du 22 mai 1539 sur le gaspillage du bois et du 27 mai 1539 sur le prix des futailles.

2. Édits du 21 novembre 1519, du 1^{er} juin 1532, du 17 octobre 1542 et du 26 novembre 1546.

3. Edit du 14 juillet 1551.

le roi à cause des prix exagérés demandés par les hôteliers que l'édit du 22 décembre 1557 qualifie de *rançonneurs et enchérisseurs*.

Sous Charles IX, les prix poursuivent leur marche ascendante, mais l'allure s'accélère ; les variations deviennent plus brusques, les conséquences plus funestes, les plaintes plus vives. *Toutes choses nécessaires à la vie des hommes... sont enchéries et enchérissent par chacun jour outre mesure (1).*

Le roi multiplie les édits. Le 20 janvier 1563, il déplore *l'excessive cherté qui se voit en toutes choses* ; il se plaint de l'élévation excessive des frais d'hôtel qui est telle qu'aucun voyageur ne peut supporter *une si lourde et grande dépense que celle qu'il faut qu'il fasse journellement, beaucoup plus grande qu'elle s'est vue de mémoire des hommes*.

On souffre de la cherté du blé qu'on attribue à l'insuffisance des récoltes et aux agissements des spéculateurs (2).

Un édit du mois de février 1566 montre combien la hausse progresse avec rapidité. D'après cet édit, les hôteliers, pour loger et nourrir un homme avec son cheval, demandaient en 1563 17 ou 18 sols par jour ; en 1566, ils exigent 28 et 30 sols ; l'augmentation est des trois quarts environ.

Le 4 février 1567, Charles IX, rendant une ordonnance sur la Police générale du Royaume, se déclare averti *du désordre et du dérèglement advenus depuis dix ans et augmentant de jour à autre en toutes choses qui dépendent du fait de la police : comme vivres, marchandises, œuvres, ouvrages et autres semblables (3).*

Le 17 mars 1567, il tente d'atténuer *l'extrême et excessive cherté de la chair* qui sévit à Paris.

1. Edit du 17 août 1561.

2. Edits du 8 juin 1565, de juin 1571, du 20 octobre 1573. Voir aussi les arrêts du Parlement de Paris du 23 août et du 13 septembre 1565.

3. Préambule de l'ordonnance de 1567 ; cette ordonnance signale particulièrement la cherté du cuir et des volailles.

En janvier 1572, il essaye de donner satisfaction aux innombrables plaintes qui lui viennent de toutes les provinces au sujet de *l'excessivité du prix de toutes sortes de vires et autres denrées nécessaires pour la vie et usage des hommes*.

Mais dans la lutte contre la vie chère, le gouvernement n'est pas le plus fort. La crise ne cesse de se développer : sous Henri III elle bat son plein ; elle devient une véritable calamité publique qui s'ajoute aux autres. Le roi continue à rendre édit sur édit, mais le succès ne semble pas couronner ses efforts.

Les lettres patentes du 25 septembre 1574 rappellent l'extrême cherté des grains pendant les mois précédents et constatent que la situation ne s'est pas améliorée. Au cours des années suivantes, d'autres édits mentionnent la cherté excessive de toutes choses (1).

D'après l'ordonnance du 21 novembre 1577 qui renouvelle en la complétant celle du 4 février 1567, *il est notoire que la vente de toutes sortes de denrées et marchandises et ouvrages... a été rehaussée : et semblablement augmenté le salaire des personnes qui travaillent aux œuvres mécaniques*. Parmi les marchandises qui ont le plus renchéri se trouvent les draps de soie.

En mai 1581, le tarif établi en 1542 pour la perception de l'imposition foraine subit une revision destinée à le mettre en harmonie avec le renchérissement survenu depuis trente-neuf ans ; les évaluations du tarif de 1581 sont en général doubles des évaluations de 1542 (2).

La hausse continue de plus belle et Henri III s'inquiète de la cherté qui croît sans arrêt (3). Dans le

1. Edit de février 1577. Déclaration de juillet 1576.

2. La différence entre les chiffres des deux tarifs ne représente pas exactement la hausse réelle des prix, car ces tarifs n'évaluent pas les marchandises à leur juste valeur. L'un d'eux n'estime la plupart des produits qu'à la moitié de leur valeur commerciale (Lettres patentes du 20 avril 1542).

3. Edits du 3 janvier 1583 et du mois de mars de la même année.

courant de novembre 1583, le Conseil du Roi délibère sur le prix *excessif et débordé* des loyers des maisons urbaines et sur *la cherté commune qui s'est coulée en toutes choses*.

En 1586, deux ordonnances reproduisent les plaintes habituelles sur la cherté et la disette des vivres (1).

Le grand nombre d'édits rendus par Henri III pour remédier à la cherté laisse à penser que celle-ci devait sévir d'une façon cruelle. Cependant à dater de 1587, les édits cessent de se préoccuper du coût de la vie et il en est de même pendant les premières années du règne de Henri IV. C'est que de 1587 à 1598, les guerres civiles ou étrangères ensanglantent et dévastent le pays ; le pouvoir royal est momentanément annihilé, l'anarchie règne. Certains auteurs prétendent qu'il y a baisse des prix à ce moment (2). Il serait plus exact de dire qu'au cours de ces années terribles le dérèglement des prix est complet. Paris assiégé connaît des prix qui n'ont jamais été atteints jusque-là.

Il semble qu'en général la cherté persiste, car lorsqu'avec la paix, l'ordre et la prospérité peuvent renaître, les ordonnances royales recommencent à dénoncer la hausse et à la combattre (3).

Pour faire l'histoire des prix, on pourrait songer à comparer entre eux les prix maxima édictés par les pouvoirs publics (4). C'est une méthode qui nous semble défectueuse. Les taxations n'étant guère observées, ne correspondaient pas aux cours réels, et ce serait une erreur de croire que les prix officiels étaient augmentés dans la proportion du renchérissement effectif. Quant le roi consentait à relever les tarifs, c'était d'ordinaire de bien mauvais gré ; il ne cédait partiellement à la hausse qu'avec l'espoir de l'enrayer. Aussi l'ac-

1. Ordonnances du 22 mai et du 23 septembre 1586.

2. Cf. Pigeonneau, *Histoire du commerce de la France*, t. II, p. 307.

3. L'ordonnance du 20 septembre 1602 qui abolit le compte par écu donne comme motif qu'il a engendré la cherté qui règne à ce moment.

4. Sur les ordonnances de taxation, voir *infra*, chapitre XVI.

croissement des prix du commerce était-il bien plus rapide que celui des maxima légaux. Quelques exemples vont l'établir.

En 1519, d'après l'édit du 21 novembre, les hôteliers ne devaient pas exiger plus de 3 deniers tournois par cheval et par jour pour les frais d'écurie. En 1557, le taux ne fut pas modifié, et cependant la cherté des denrées s'était fortement accentuée depuis 1519.

Dans les hôtels, la nourriture et le logement d'un homme et d'un cheval étaient taxés à 10 sols par jour en 1542, à 13 sols en 1561; le maximum fut porté à 25 sols en 1577.

Pourtant l'augmentation était parfois plus rapide. Le prix maximum de la perdrix, fixé à un sol en 1549 (1), passa à 4 sols en 1563 et à 5 sols en 1567; le tarif des souliers édicté en 1567 fut doublé en 1577.

Les maxima des salaires étaient mieux respectés que ceux des denrées parce que, dans le contrat de travail, les conditions étaient d'ordinaire imposées à l'ouvrier par le patron et que la limitation des salaires était tout en faveur de ce dernier. Il est donc possible de se faire une idée de la hausse des salaires en comparant quelques chiffres tirés des ordonnances et de certains écrits du temps.

En s'appuyant sur les coutumes, Bodin (2) a prétendu qu'au début du siècle le salaire du journalier était (en été) de 6 deniers en Auvergne et de 12 deniers dans la région de Troyes. Si comme le conseille Dupré de Saint-Maur, on augmente ces chiffres d'un tiers, on peut estimer le salaire du journalier sous Louis XII à 9 ou 16 deniers suivant les lieux. Sous Henri II, le journalier gagnait 2 sols 6 deniers dans la province de Brie (3). En 1566, Malestroict (4) évaluait le salaire du manœuvre à 5 sols; c'est à ce même taux que le fixa l'ordonnance du

1. Edit de Janvier 1549.

2. Bodin, *op. cit.*, p. 47 verso.

3. Haton, *op. cit.*, t. I, p. 112.

4. Malestroict, *Premier paradoxe*.

4 février 1567. Un peu plus tard, les ouvriers ne pouvant vivre avec 5 sols en exigèrent 8 ou 10 (1). Le 19 avril 1572, le salaire maximum du manoeuvre fut fixé à 6 sols tournois par le prévôt de Paris ; il fut porté à 8 sols en 1601, mais les ouvriers exigeaient davantage. Au début du xvii^e siècle (2) d'après Scipion de Gramont, le salaire courant des manoeuvres était de 15 à 20 sols par jour. Il semble donc qu'en un siècle le salaire nominal du travailleur non spécialiste s'est élevé de un à dix.

Voici comment on peut résumer l'histoire de la hausse d'après les deux catégories de sources qui viennent d'être citées.

Vers la fin du xv^e siècle, les prix commencent à s'élever légèrement, puis, un peu après 1508, il y a une sorte de palier, le renchérissement s'arrête ou continue de façon à peu près insensible. Cependant quelques hausses localisées et d'ordinaire peu durables affectent certaines marchandises comme le blé et le drap.

Aux environs de 1545, la hausse s'accroît, sans être encore très prononcée. Mais déjà la disproportion entre le prix des denrées et les ressources des classes populaires oblige à relever les salaires.

A la fin du règne de Henri II, une nouvelle poussée plus forte se fait sentir ; il faut encore augmenter les salaires. Vers 1560, l'inflation des prix prend plus d'ampleur ; elle se généralise et s'aggrave sans cesse jusqu'aux dernières années de Henri III ; les salaires s'élèvent eux aussi, mais leur accroissement est peut-être moindre que l'ordonnance de 1577 ne le donnerait à penser.

A partir de 1587 jusqu'aux alentours de 1598, la situation devient confuse : le gouvernement lutte pour son existence et se soucie fort peu des prix ; la guerre civile et la guerre étrangère arrêtent presque complète-

1. Bodin, *op. cit.*, p. 59 recto.

2. Scipion de Gramont, *op. cit.*, p. 101.

ment la production, entravent le commerce, dilapident le stock monétaire.

Les hasards de la guerre réagissent sur les prix. Les sièges (Dieu sait s'ils sont fréquents !) amènent la famine, et il en résulte çà et là des prix excessivement élevés, alors qu'en d'autres lieux, la rareté du numéraire abaisse considérablement le prix des denrées. Il semble qu'en certains lieux la cherté cesse de s'accroître et même que la baisse se produit pour certaines marchandises. Mais ce mouvement n'est pas général. On verra qu'à Paris (1) par exemple, le prix du blé s'accroît fortement et que, pendant la période 1590-1600, il est presque double de ce qu'il était en 1580-1589.

D'une façon approximative, on peut dire que de 1500 à 1600 les prix en livres tournois ont décuplé et que le métal précieux a vu son pouvoir d'achat des cendre de 5 à 1 par rapport aux marchandises. Il paraît certain que le prix des denrées a crû beaucoup plus rapidement que celui des services. Ce n'est que dans les premières années du XVII^e siècle que l'augmentation des salaires a pu compenser l'accroissement du coût de la vie survenu depuis le début du siècle.

3. — Résumé de quelques ouvrages modernes sur la hausse des prix au XVI^e siècle

Voici maintenant un résumé très bref des travaux récents sur la question. Les conclusions auxquelles aboutissent leurs auteurs sont assez diverses. Comme nous ne leur accordons qu'une confiance très relative, nous ne les indiquons qu'à titre documentaire et sans nous les approprier aucunement (2).

1. Voir p. 57.

2. Citons un ouvrage paru en 1847 : *L'Appréciation de la fortune privée au Moyen Age*. L'auteur, M. Leber, estime qu'au XVI^e siècle la valeur de l'argent aurait décru de 3 pendant le premier quart du siècle, à 2 pendant le deuxième quart, à 1,5 pendant le troisième quart, et à 1 pendant le quatrième quart (p. 104).

Dans son *Histoire du Commerce de la France* (1), M. Pigeonneau prétend que les prix baissèrent à la fin du xv^e siècle et au début du xvi^e siècle. Il s'appuie sur les ordonnances royales qui constatent la hausse du prix des métaux précieux, notamment sur l'ordonnance du 22 septembre 1506. Pourtant, nous ne croyons pas qu'on puisse en déduire que l'or et l'argent augmentaient de valeur par rapport aux marchandises. Le roi s'efforçait de maintenir toujours très bas le prix d'achat des métaux précieux par les Hôtels des Monnaies. Il en résultait que souvent ces Hôtels manquaient de matière première. Le roi était alors obligé de rehausser le prix d'achat des marcs d'or et d'argent, c'est-à-dire qu'il offrait une plus grande quantité de livres tournois en échange des métaux précieux ; il essayait en outre de réserver les lingots aux Monnaies en réglementant l'usage de l'or et de l'argent.

Sans nier la pénurie de matières monnayables dont on souffrait alors, nous pensons qu'elle agissait surtout sur la valeur des métaux précieux par rapport à la monnaie de compte. Mais sur le pouvoir d'achat des métaux vis-à-vis des marchandises, son influence était beaucoup moins importante et en tout cas compensée par de puissants facteurs de cherté. Un fait certain, c'est que l'ordonnance de 1508 témoigne que la hausse était générale à une époque où les ateliers monétaires manquaient de matières premières. Et d'ailleurs les difficultés d'approvisionnement des Monnaies et les prix élevés ont subsisté côte à côte durant tout le siècle (2).

Pour M. Pigeonneau, c'est vers 1525 que les prix auraient commencé à s'élever. De 1530 à 1560, la hausse se serait accentuée ; les prix des denrées agricoles auraient augmenté en moyenne d'environ 30 à 40 0/0, ceux des produits industriels de 25 à 35 0/0, les salaires agricoles de 15 à 20 0/0 et les salaires industriels de 20 à 30 0/0.

1. Pigeonneau, t. II, p. 192 à 196.

2. Cf. infra, ch. III.

Entre 1560 et 1580, la crise se serait accentuée. Le prix du blé aurait doublé, celui de presque tous les vivres aurait quadruplé ; le taux des salaires se serait accru de 50 à 70 o/o. Les prix des terres auraient triplé (1).

M. Pigeonneau considère les prix en livres tournois. Certaines de ses évaluations semblent assez exactes. Les mercuriales de la Halle au blé de Paris publiées par M. Levasseur (2) montrent en effet que le blé valait 3 livres 10 sols tournois en janvier 1561 et 6 livres 15 sols en janvier 1580.

Où nous ne sommes plus du tout d'accord avec M. Pigeonneau c'est lorsqu'il prétend (3) qu'à la fin du siècle il y a eu *un notable abaissement du prix des denrées de première nécessité, en particulier du blé qui, malgré la ruine de l'agriculture, avait diminué d'un tiers depuis 1581*. Les mercuriales prouvent qu'à Paris le blé avait au contraire fortement renchéri durant cette période.

Dans son *Histoire économique*, M. d'Avenel (4) estime comme il suit le pouvoir d'acquisition des métaux précieux par rapport à ce qu'il était en 1892 :

1451-1500	6
1501-1525	3
1526-1550	4
1551-1575	3
1576-1600	2 1/2
1601-1625	3

Les prix (évalués en quantité de métal précieux) n'auraient donc que doublé au cours du xvi^e siècle. L'opinion de M. d'Avenel ne concorde pas sur ce point avec celle des écrivains de l'époque. Si l'on s'en rapportait à M. d'Avenel, les prix auraient baissé légèrement de 1601 à 1625, et le pouvoir de l'argent aurait été le

1. Pigeonneau, *op. cit.*, t. II, p. 16.

2. V. *infra*, p. 57.

3. Fig., *op. cit.*, t. II, p. 307.

4. D'Avenel, *op. cit.*, t. I, p. 27 et 32 en note.

même pendant cette période que pendant la période 1551-1575. Or Scipion de Gramont dit expressément le contraire et tout fait croire qu'il a raison.

Bien des réserves peuvent être faites sur l'exactitude des moyennes calculées par M. d'Avenel (1). Nous allons cependant en citer quelques-unes parce qu'elles permettent de comparer la hausse du coût de la vie avec l'accroissement des salaires. L'auteur de l'*Histoire économique* a calculé la quantité d'argent représentée par les prix moyens (2) de la plupart des denrées et d'un certain nombre de services. Mais au lieu d'exprimer cette quantité en grammes, il l'a indiquée en francs, à raison de 1 franc pour 4 gr. 50 d'argent. Lorsqu'il dit par exemple que le prix de l'hectolitre de blé était de 4 francs, cela signifie que l'hectolitre valait 18 grammes d'argent ($4 \times 4,50$).

Voici un extrait des tableaux de M. d'Avenel qui donne les prix moyens de quelques produits :

	Blé (l'hect.)	Viande (le kg)	Pois haricots, fèves l'hectolitre	Vin au détail (le litre)
1476-1500	4 fr. »	0 fr. 21	6,35	0,19
1501-1525	4 fr. »	0 fr. 25	9,13	0,18
1526-1550	7 fr. »	0 fr. 33	8,10	0,47
1551-1575	12 fr. »	0 fr. 40	13,32	0,38
1576-1600	20 fr. »	0 fr. 50	15,82	0,38
1601-1625	14 fr. 25	0 fr. 46	10,	0,25

De 1501 à 1607, le blé aurait donc quintuplé de valeur par rapport à l'argent, la viande aurait doublé de prix ; les pois, les haricots et les fèves auraient renchéri des deux tiers, le vin au détail du tiers seule-

1. On a reproché à M. d'Avenel de s'être basé sur un trop petit nombre de cas accidentels et d'avoir construit ses moyennes en utilisant pêle-mêle des chiffres puisés aux sources les plus hétéroclites et se rapportant à des régions très diverses. Cf. Seignobos, *Revue critique*, t. XLI, 1896, p. 106 et suiv.

2. Moyennes de prix, t. I : terres, p. 337 ; t. II, blé, p. 895. Revenu des maisons, p. 884 et 885 ; t. IV : viande, p. 586 ; pois, p. 594 ; œufs et beurre, p. 395 ; vin, p. 588 ; souliers, p. 596 et 597 ; salaires, p. 574 et 575 ; t. V : chauffage et éclairage, p. 710 et 711.

ment. Les œufs auraient triplé de prix (0,13 la douzaine en 1501-1525 et 0,42 en 1576-1600). Le prix du beurre se serait élevé de 0,49 le kilo en 1501-1525 à 1,26 en 1601-1625. Pendant les mêmes périodes, le bois serait passé de 3,66 à 9 francs les 1.000 kilos, les chandelles de 0,59 le kilo à 1,51, la paire de souliers ordinaires de 6,05 à 9,16, l'habit d'homme (qualité commune) de 8,59 à 20,44, les loyers se seraient accrus à Paris de 300 o/o, dans les villages de 50 o/o. L'hectare de terre labourable qui aurait valu 95 francs en 1501-1525 serait monté à 317 francs en 1576-1600. Les salaires n'auraient augmenté que dans une bien moindre mesure. Voici un aperçu de quelques salaires moyens :

	Journaliers agricoles (non nourris)	Maçons (non nourris)	Charpentiers (non nourris)
1476-1500	0,58	0,80	1,06
1501-1525	0,60	0,81	0,82
1526-1550	0,70	0,98	1,14
1551-1575	0,75	0,96	1,01
1576-1600	0,78	1,20	1,19
1601-1625	0,75	1 »	1,06

D'après les moyennes de M. d'Avenel, le prix des marchandises en général aurait augmenté de 200 o/o; le blé, base de l'alimentation populaire, de 400 o/o; les salaires, d'environ 30 à 50 o/o.

Dans son *Histoire des Classes ouvrières* (1), M. Levasseur a adopté les chiffres de M. d'Avenel en faisant d'ailleurs des réserves sur leur exactitude. De même que M. Pigeonneau, il prétend que la hausse ne commença que sous François I^{er}, et, pour justifier son opinion, il s'appuie sur les édits qui, comme celui de 1506, signalent la hausse des prix du marc d'or et du marc d'argent. Nous avons dit plus haut notre avis à ce sujet.

M. Levasseur a apporté une contribution extrême-

1. Levasseur, op. cit., 2^e édition, t. II, chapitre II, p. 57. Notons que la première édition des *classes ouvrières* est antérieure à l'ouvrage de M. Pigeonneau.

ment précieuse à l'histoire de la hausse au xvi^e siècle en calculant les prix moyens du blé à Paris d'après les mercuriales de la halle aux blés. Depuis 1520, les cours étaient notés à chaque marché (1) par les jurés mesureurs de grain. Les registres ont été conservés et constituent un document de la plus haute valeur, à la fois exact et précis ; les prix qu'ils renferment portent sur un grand nombre de transactions, sur la plupart des ventes de grain faites à Paris, c'est-à-dire sur des quantités énormes.

Voici les moyennes (2) que M. Levasseur en a tirées ; elles peuvent être considérées comme suffisamment proches de la réalité.

PÉRIODES		Moyennes décennales du prix du setier exprimé en grammes d'argent	Moyenne du prix par chaque période
1500 à 1520			19 gr. 9
1520 à 1560	1520-1529	50 gr. 5	55 gr. 4
	1530-1539	54 gr. 9	
	1540-1549	55 gr. 5	
	1550-1559	60 gr. 7	
1560 à 1590	1560-1569	91 gr. 2	110 gr. 1
	1570-1579	114 gr. 7	
	1580-1589	124 gr. 5	
	1590-1600	212 gr. 95	

Le prix du blé à Paris aurait donc presque décuplé ; exprimé en livres, il se serait accru de 1 à 20 si l'on tient compte de la moyenne de la période 1590-1600

1. Les registres sont déposés aux Archives (série kk, xvi^e siècle, 17 registres du n^o 962 au n^o 979). Les procès-verbaux étaient rédigés d'après la déposition des jurés mesureurs de grains. Il y avait deux marchés par semaine et à chaque marché deux mercuriales, parce que les blés se vendaient en deux endroits différents.

2. Levasseur, op. cit., t. II, 2^e édition, 1901, p. 63. Les moyennes de 1500 à 1520 ont été calculées d'après les données fournies par Leberet Dupré de St-Maur.

que M. Levasseur n'a pas calculée ; sans doute estimait-il que les fluctuations des cours pendant ces dix années avaient été trop désordonnées et trop influencées par les vicissitudes de la guerre.

Si, malgré l'exemple de l'éminent économiste, nous avons jugé bon de calculer la moyenne (1) des prix de la période 1590-1600, c'est afin d'avoir un tableau complet des variations des cours au xvi^e siècle.

On voit que la question du renchérissement entre 1500 et 1600 laisse place à bien des controverses. Un point reste hors de contestation : l'énorme augmentation du prix des denrées et des services. Mais quant à l'amplitude de la hausse, quant à son point de départ et à son processus, l'unanimité est loin d'être faite parmi les historiens et les économistes. Nous avons donné l'avis d'auteurs considérables et nous avons aussi indiqué en quoi notre opinion était différente de la leur. Certes, la méthode que nous avons suivie ne manque pas de défauts. Notre exposé eût gagné en clarté si nous avions adopté délibérément une thèse et l'avions soutenue sans réserve. Mais nous avons jugé plus conforme à la loyauté scientifique de ne pas chercher à donner l'illusion d'une certitude et d'une précision que la matière ne comporte en aucune façon.

1. Nous nous sommes basé sur les moyennes mensuelles de janvier, avril, juillet et novembre indiquées dans la première édition des classes ouvrières, t. II, p. 505 et suivantes.

CHAPITRE III

LES CAUSES ESSENTIELLES DE LA HAUSSE DES PRIX AU XVI^e SIÈCLE

On verra dans les chapitres suivants l'idée que les hommes du xvi^e siècle se faisaient des causes du renchérissement. Mais peut-être cet exposé ne mettra-t-il pas suffisamment en évidence les véritables facteurs de l'inflation des prix. Après les études remarquables qui ont été consacrées à la question, aujourd'hui que le recul du temps permet de juger de sang-froid les événements qui jadis provoquaient des discussions passionnées, il est possible, croyons-nous, de discerner les causes essentielles de la hausse qui bouleversa l'économie du xvi^e siècle. Nous allons essayer de dégager quelques idées directrices qui, en éclairant un peu la route, permettront au lecteur de ne pas s'égarer au milieu des vieilles controverses.

Comment expliquer la hausse formidable qui s'est produite ? La diminution de la valeur métallique de la livre tournois ne peut expliquer que l'élévation des prix cotés en monnaie de compte. Et d'ailleurs la dépréciation de la livre n'a pas été plus accentuée au xvi^e siècle qu'au cours des époques antérieures (1).

Les contemporains ont attribué au renchérissement des causes multiples telles que les désordres monétaires, le gaspillage engendré par le luxe, la spéculation, l'exportation exagérée des vivres et des matières premières. Mais tous ces facteurs de cherté dont l'in-

1. Cf. supra., chap. I

fluence n'est pas niable existaient déjà pendant les siècles précédents, alors que les prix tendaient vers la baisse ou bien ne s'élevaient que très modérément.

Il faut donc chercher ailleurs les origines de la hausse ; il faut trouver les causes spéciales à la crise du xvi^e siècle. L'une d'elle a été bien souvent désignée : c'est l'abondance d'or et d'argent ; on a exagéré son rôle qui, sans doute, fut très important, mais doit être limité à une certaine période. D'autres facteurs ont eu à certains moments une action prépondérante : au début du siècle, ce fut le développement du commerce ; à la fin, ce furent les guerres civiles et étrangères qui réduisirent la France à un état d'anarchie et de ruine qu'elle n'avait pas connu depuis la guerre de Cent ans.

A la fin du xv^e siècle et au début du xvi^e, l'argent n'était pas très abondant et la production des marchandises augmentait. L'agriculture était prospère, la culture gagnait sans cesse de nouvelles terres, l'industrie se développait et le commerce prenait une grande extension par suite des découvertes maritimes et des progrès de la navigation. Après le voyage de Vasco de Gama, un courant d'échanges très actif s'établit entre l'Europe et les Indes Orientales.

Il semble que les prix auraient dû baisser, puisque le stock monétaire n'augmentait pas et que les produits étaient offerts en plus grande abondance. Cependant, les dernières années du règne de Charles VIII furent marquées par un léger relèvement des prix qui continua à se manifester sous le règne de Louis XII.

Cette hausse s'explique par la solidarité qui lie les produits et les revenus, comme elle unit tous les éléments de l'équilibre économique. Lorsque l'un des points de cet équilibre s'élève ou s'abaisse, le changement de position tend à se répercuter sur l'ensemble du système. Si les profits s'accroissent dans une branche de l'activité économique, ceux qui en bénéficient utilisent ce surplus de ressources et augmentent la demande de certaines marchandises. Les vendeurs de ces mar-

chandises voient à leur tour leurs bénéfices accrus, et les revenus supplémentaires qu'ils perçoivent se traduisent par l'extension de la demande de certains produits.

La prospérité de certaines branches de la production peut, en amplifiant la demande de capital et de main-d'œuvre, engendrer la hausse de l'intérêt et des salaires. Et, de même, l'élévation du coût de la vie qui résulte du renchérissement général peut contraindre au relèvement des salaires et de la rémunération de tous les services. Ainsi la hausse se propage et se généralise peu à peu.

La hausse qui se produisit aux environs de l'an 1500 eut pour point de départ l'accroissement des bénéfices industriels et commerciaux qui résulta du développement des transactions et de la conquête des nouveaux marchés ouverts aux Européens par les découvertes maritimes. C'est par un phénomène de solidarité que les produits agricoles renchérirent à leur tour ; les salaires furent les derniers à s'élever.

Pendant les premières années du règne de François I^{er}, les prix ne dépassèrent pas sensiblement le niveau qu'ils avaient atteint sous Louis XII. Mais un peu plus tard, la cherté s'aggrava sous l'influence d'une cause nouvelle : l'afflux des métaux précieux du Nouveau Monde qui provoqua une augmentation considérable du stock monétaire.

Quelle influence les variations de la quantité de monnaie peuvent-elles donc avoir sur les prix ?

C'est la question que prétend résoudre la théorie quantitative de la monnaie et des prix, théorie connue depuis fort longtemps bien que la découverte en ait été attribuée à Ricardo.

Déjà Xénophon, dans ses *Finances d'Athènes* (chapitre VI), avait observé que l'or diminue de valeur quand sa production s'accroît (1). Depuis, la relation

1. A vrai dire, pour Xénophon, la dépréciation ne vient que de la surabondance, et l'argent ne peut jamais être en quantité trop grande.

entre la quantité de monnaie et les prix a été constatée bien des fois ; au xvi^e siècle notamment, Dumoulin, Bodin et du Haillan, l'ont formulée avec plus ou moins de précision (1).

Voici comment la loi peut être énoncée : *En supposant inchangée la vitesse de la circulation de la monnaie, le développement du crédit et des moyens de paiement sans intervention de la monnaie, ainsi que la masse des échanges à effectuer, une variation dans la quantité de monnaie suffisamment forte par rapport au stock antérieurement existant tendra à produire une variation inverse du pouvoir d'achat de la monnaie* (2). C'est dire que si la monnaie s'accroît en quantité, son pouvoir d'acquisition s'abaisse et les prix s'élèvent.

On peut analyser ce phénomène de la façon suivante : la monnaie, comme toute richesse échangeable, diminue de valeur lorsqu'elle devient plus abondante, et, à l'inverse, augmente de valeur lorsqu'elle se raréfie. Le prix d'une marchandise n'est autre que le rapport suivant lequel elle s'échange contre la monnaie. Si donc l'un des termes de ce rapport est modifié, le rapport lui-même se trouve changé. Supposons que 100 kilos d'une marchandise valent 100 unités de monnaie, 100 fr. par exemple ; la monnaie étant par la suite devenue plus abondante vient à se déprécier, elle perd la moitié de sa valeur. Qu'arrive-t-il ? C'est que pour se procurer les 100 kilos de marchandise, il faut désormais donner deux fois plus d'unités monétaires, c'est-à-dire deux cents francs.

La théorie peut être exposée d'une manière un peu différente. Si, dans un pays donné, les signes monétaires se multiplient, les consommateurs de ce pays se trouvent

L'auteur des *Finances d'Athènes* n'a donc vu que partiellement la théorie quantitative, il ne l'applique qu'à l'argent (Dubois, *Hist. doc. Econ.*, p. 52).

1. Voir infra., livre II.

2. Dubois, op. cit., p. 190.

disposer d'une plus grande quantité de moyens d'acquisition, il en résulte une augmentation de la demande de marchandises et de services, et par conséquent une élévation de prix.

Il ne faut pas croire que le renchérissement est rigoureusement proportionnel à l'accroissement de la quantité de monnaie, que si par exemple celle-ci double, les prix doivent eux aussi doubler. En pratique, il n'en est pas ainsi, parce que certains facteurs viennent contrarier l'action exercée par le renforcement du stock monétaire.

Les variations de la quantité de monnaie n'agissent sur les prix que si elles présentent une certaine importance comparativement au stock antérieurement existant. On comprend facilement pourquoi un litre d'eau versé dans un bassin qui contient déjà 10.000 litres ne modifie pas le niveau de façon appréciable. De même 100 kilos d'or qui viennent s'ajouter à une masse de 100.000 kilos n'ont pas d'effet perceptible.

Autre raison pour laquelle les fluctuations des prix ne sont pas exactement proportionnelles à celles de la quantité de monnaie, c'est que la monnaie n'est que l'un des termes du rapport que constitue le prix. L'augmentation de la production, la restriction de la consommation, le développement des échanges qui accroît la demande de monnaie peuvent restreindre ou annihiler la hausse qu'aurait dû entraîner la multiplication des instruments de paiement.

L'extension du crédit et l'accélération de la circulation (1) peuvent avoir le même résultat qu'un accroissement des signes monétaires.

1. Un accroissement de la vitesse de la monnaie agit-il dans le même sens qu'une augmentation de la quantité ? C'est l'opinion de beaucoup d'économistes. Cantillon l'a défendue dans son *Essai sur la nature du Commerce en général* (2^e partie, p. 211 et suivantes, cité par Dubois, op. cit., p. 187).

A l'époque contemporaine, Irving Fisher l'a traduite dans la formule $P = \frac{M \cdot V + M'V'}{T}$, P représentant les prix, M la quantité de

D'autre part, la quantité de monnaie dont l'augmentation tend à faire monter les prix comprend non seulement le stock métallique mais aussi la monnaie de papier. Au xvr^e siècle, celle-ci n'existait pas (1), et en outre le crédit n'était pas assez développé pour remplir d'une façon appréciable le rôle de substitut de la monnaie. Le stock monétaire était constitué exclusivement par les espèces d'or, d'argent ou de billon.

Quand les Espagnols eurent fait la conquête de l'Amérique, des quantités énormes de métaux précieux

monnaie métallique, M' la quantité de monnaie fiduciaire, V et V' la vitesse de circulation de chacune de ces monnaies, T l'importance des transactions (Lescure, *Hausses et baisses générales des prix*, *Revue d'Economie politique*, 1911, t. XXVI, p. 462). Il semble évident que si une pièce de monnaie est employée à trois paiements différents dans une journée, elle a rendu les services équivalents à ceux de trois pièces utilisées chacune pour un seul paiement. La théorie de Cantillon a cependant été contestée. On a soutenu que la vitesse de circulation n'influe en rien sur les prix. Accroître la vitesse de circulation de la monnaie, a-t-on dit, ce n'est pas modifier le rapport entre la monnaie et les marchandises ou les services puisque chaque échange de monnaie suppose un échange de marchandises ou de services.

Ce raisonnement paraît au premier abord irréfutable, mais si on le pousse jusqu'au bout on arrive à l'absurde. Si la vitesse de circulation était sans importance, l'argent thésaurisé devrait influencer sur les prix tout autant que l'argent en circulation. L'argent thésaurisé n'est-il pas de l'argent dont la vitesse de circulation est réduite à zéro ? Voici, à notre avis, comment la difficulté peut être résolue. Quand on accélère la circulation monétaire, il est bien vrai qu'on augmente non seulement la quantité de monnaie échangée, mais aussi la quantité de marchandises échangées (on pourrait en dire autant pour les services). Le but des coéchangistes est l'utilisation des choses qu'ils reçoivent. Or l'usage normal de la monnaie, c'est de servir à un nouvel échange. La monnaie peut passer dans les mains d'un autre possesseur, mais le stock monétaire global du pays n'en est pas diminué (nous envisageons seulement le commerce intérieur).

Au contraire l'utilisation des marchandises aboutit très souvent à leur destruction. La multiplication des échanges ne diminue donc pas la quantité de monnaie. Mais en ce qui concerne les marchandises, elle accroît le nombre des occasions qu'elles ont d'être détruites ; elle agit donc dans le sens de la raréfaction des marchandises à vendre, et par conséquent dans le sens de la hausse des prix.

1. Voir cependant *infra*, p. 73.

arrivèrent dans le Vieux Continent, mais toutes les contrées n'en profitèrent pas également.

Il est bien difficile de déterminer l'abondance du numéraire avant et après la mise en exploitation des mines du Nouveau Monde ; Michel Chevalier a évalué le stock monétaire de l'Europe au début du xvi^e siècle à 87.000 kilos d'or et 3.150.000 kilos d'argent (1).

A cette époque, l'Europe était approvisionnée de métaux précieux par les mines d'argent de Bohême, de Saxe, d'Espagne, de France et de Suède, par les mines d'or de l'Evêché de Salzbourg, du Tyrol, de Transylvanie et de l'Oural. L'Afrique produisait une certaine quantité de poudre d'or (2). Au début du xvi^e siècle, la production des mines européennes augmenta (3), mais pas assez pour empêcher le Vieux Monde de souffrir de la rareté des métaux précieux.

Vers 1525, l'apport des métaux américains commença à se faire sentir ; l'Espagne et ses possessions en furent inondées. Dans tous les pays où se répandit ce flot métallique, les prix s'élevèrent presque aussitôt. Dès 1527, il fallut donner une indemnité de vie chère aux fonctionnaires des Pays-Bas, et en 1546, les Francs-Comtois formulèrent des plaintes très vives contre la cherté qui régnait partout et principalement dans le Comté de Bourgogne (4).

Jusqu'en 1545, l'or et l'argent produits par l'Amérique représentèrent des valeurs à peu près équivalentes. Mais en 1545, l'exploitation de mines du Potosi augmenta considérablement la production d'argent. Il en résulta une modification du rapport commercial des métaux précieux.

M. Sœtbeer a essayé d'évaluer la production de l'or et de l'argent au xvi^e siècle (5). Ainsi qu'il le reconnaît

1. Cité par d'Avenel, t. I, p. 67.

2. Levasseur, *Mémoire*, p. 167.

3. Levasseur, *Mémoire*, p. 133.

4. Archives Dép. Nord B. 2339-2460, cit. par d'Avenel, op. cit., t. I, p. 15.

5. *Matériaux pour faciliter l'intelligence et l'examen des rapports*

lui-même, il a dû *se contenter de probabilités* et se baser sur *des faits peu nombreux et peu concluants*.

Voici, d'après lui, les moyennes annuelles de l'approvisionnement de l'Europe en métaux précieux :

Périodes	Moyennes annuelles	
	Or	Argent
1493-1520	5.800 kgs	47.000 kgs
1521-1544	7.160 —	90.200 —
1545-1560	8.510 —	311.600 —
1561-1580	6.840 —	299.500 —
1581-1600	7.380 —	418.900 —
1601-1620	8.520 —	422.900 —

Ces chiffres ne sont malheureusement pas certains, mais il est hors de doute que l'exploitation des mines américaines a développé dans d'énormes proportions la production des métaux précieux : il semble qu'à cette époque la nature *a comme ouvert les trésors cachés dans ses entrailles* (1).

La France eut sa part dans cet afflux de métaux. On a trop souvent exagéré la pénurie d'or et d'argent au début du siècle. On a été trompé par les nombreuses ordonnances qui se plaignent de la rareté des métaux précieux. Certes les ateliers monétaires manquaient souvent de matières premières, mais cela tenait en grande partie au fait que le roi fixait toujours trop bas le prix d'achat de l'or et de l'argent par les Hôtels des Monnaies (2) ; le cours commercial de ces métaux était beaucoup plus élevé que leur prix officiel. Cette situation se prolongea pendant tout le siècle, et, même dans les moments où la France regorgeait de métaux précieux, il arriva que les Monnaies eurent peine à s'approvisionner. Cela provenait d'ordinaire des maladresses

économiques des métaux précieux et de la question monétaire, traduction Ringeisen. Paris, 1889, p. 9 à 12.

1. Montchrétien, *Traité de l'Economie politique*, p. 242 de l'édition Funck-Brentano. Paris, 1889 (1^{re} édition, 1615).

2. Cf. supra, ch. II.

de la politique royale : fixation du prix du marc de métal à un taux trop bas ou décrit de pièces de mauvais aloi édicté trop brusquement. Il est possible aussi que l'usage très répandu de l'or et de l'argent pour le costume, l'ameublement et la vaisselle ait contribué à gêner les achats des Hôtels des Monnaies.

Une distinction qui doit être faite, c'est celle du stock monétaire et du stock de métaux précieux, ce dernier comprenant toutes les matières d'or et d'argent. Seule la quantité de monnaie aurait dû influencer sur les prix, mais le stock métallique jouait aussi son rôle, quoique d'une façon un peu indirecte. Au xvi^e siècle en effet, les variations de la valeur commerciale des métaux précieux se répercutaient presque immédiatement sur le cours réel des monnaies, car les espèces étaient de plus en plus considérées comme des marchandises quelconques. D'autre part, l'afflux des métaux précieux favorisait l'accroissement du stock monétaire : l'or et l'argent en lingots pouvaient être transformés en monnaie sur un ordre du Prince ; les métaux précieux non monnayés constituaient donc une monnaie virtuelle ; leur valeur qui dépendait surtout de leur quantité, réagissait sur le cours du métal monnayé et par conséquent sur les prix.

Malgré l'abondance des métaux précieux, il arriva fréquemment que le stock monétaire fut insuffisant pour satisfaire aux besoins.

Dès le début du siècle, Claude Seyssel constatait que le royaume était beaucoup plus riche d'argent qu'il n'avait jamais été, mais il reconnaissait que son opinion n'était pas admise unanimement (1).

A en croire Dumoulin (2), la disette de numéraire était grande aux environs de l'an 1470, mais un peu après 1500, l'argent devint plus abondant. La produc-

1. Commynes cité par Levasseur *Classes ouvrières*, 1^{re} édition, t. II, livre V, ch. I.

2. *Sommaire*, p. 86 et 87.

tion des mines d'Auvergne, de Bretagne et du Vivarais prit une certaine extension (1).

Pourtant François 1^{er} dut à plusieurs reprises emprunter et même réquisitionner les vaiselles d'or et d'argent pour les faire transformer en monnaie (2).

Ce n'est qu'assez tard que les métaux précieux se répandirent abondamment en France. Pendant les règnes de François 1^{er} et de Henri II, la guerre fut presque continuelle avec Charles-Quint et Philippe II, maîtres des mines du Nouveau Monde. A vrai dire, les hostilités n'empêchaient pas complètement le commerce, et l'or espagnol pouvait arriver en France par l'intermédiaire des neutres.

Il n'en reste pas moins que jusqu'à la paix de Cateau-Cambrésis, en 1558, notre pays profita fort peu du Pactole que l'Amérique déversait sur l'Europe. Les guerres avaient coûté très cher ; il avait fallu recourir aux marchandises et aux soldats de l'étranger. D'abondantes sorties de numéraires en étaient résultées.

En somme, pendant cette période, la France ne reçut qu'une part relativement minime des trésors que les Espagnols tiraient de leurs conquêtes. En 1554 (3), en un temps où la hausse des prix se faisait fortement sentir, Henri II se plaignait du chômage des monnaies consécutif au manque de matières premières.

L'afflux des métaux précieux en Europe avait pourtant sa répercussion en France, mais son influence s'exerçait surtout de façon indirecte. Dans la plupart des Etats avec lesquels la France entretenait des relations commerciales, le stock monétaire s'était accru dans des proportions énormes, et les prix s'étaient élevés en conséquence. La France était donc obligée de payer plus cher les marchandises qu'elle retirait de ces pays, mais en même temps elle pouvait leur vendre

1. Levasseur, *Mémoire*, p. 72.

2. Ordonnances de juin 1522, du 20 septembre 1542 et du 29 mai 1544.

3. Règlement du 3 mars 1554.

plus cher les produits qu'elle leur envoyait. Et naturellement, la hausse des prix du commerce extérieur réagissait sur les prix du marché intérieur.

Quand la paix fut rétablie, l'or et l'argent inondèrent la France qui, grâce à son agriculture prospère et à son industrie déjà florissante, pouvait largement exporter.

Les transactions devinrent particulièrement actives avec l'Espagne qui achetait en France de grandes quantités de blé et d'autres produits mais n'avait guère de marchandises à fournir en retour, de sorte qu'elle était contrainte de solder ses achats avec des métaux précieux. *L'Espagnol qui ne tient vie que de France*, écrivait Jean Bodin en 1568, *étant contraint par force inévitable de prendre ici les blés, les toiles, les draps, le pastel... le papier, les liôres, voire la menuiserie et tous ouvrages de main, nous va chercher au bout du monde l'or, l'argent, et les épiceries* (1). La France eut des métaux précieux à foison.

Cette situation dura jusqu'au règne de Henri III. En 1568, Jean Bodin pouvait dire avec raison que l'abondance d'or et d'argent n'avait jamais été aussi grande (2).

En 1574, Girard de Haillan reprenait cette assertion, mais il avouait qu'elle pouvait susciter des protestations (3). Il semble qu'à ce moment déjà, les métaux précieux se faisaient plus rares.

Il fallut plusieurs années pour que les guerres de religion vinssent à bout de la prospérité industrielle et commerciale qui attirait en France les richesses métalliques de l'étranger. Dix ans après le début des troubles, les manufactures restaient florissantes. *Les soieries de Tours, de Lyon, d'Orléans et de Nîmes, les draps fins de Rouen, d'Amiens et de Chartres, les dentelles de Senlis, les tapisseries et les cuirs gaufrés de Fontainebleau, les meubles et l'orfèvrerie de Paris, les verreries*

1. Bodin, op. cit., p. 50 verso.

2. Ibid., p. 47 verso.

3. Du Haillan op. cit., p. 16.

de Saint-Germain, trouvaient encore des débouchés en pleine guerre civile. La France brillante et prospère de la première moitié du XVI^e siècle se survivait à elle-même (1).

Mais les désordres sanglants qui désolaient le royaume depuis 1562 arrivèrent à ruiner l'industrie et l'agriculture. Ainsi fut tarie la source des exportations qui amenaient les métaux précieux dans le pays. Il fallut acheter à l'étranger les marchandises que la France n'était plus capable de produire. Les sorties de numéraire sans cesse croissantes dépassèrent de beaucoup les entrées, malgré les subsides que les Espagnols et les Anglais dispensaient largement aux malheureux Français pour les aider à s'entre-tuer.

La pénurie d'or et d'argent fut aggravée par la thésaurisation et l'enfouissement des métaux précieux qui furent pratiqués par beaucoup de gens, désireux de soustraire une partie de leur fortune aux rapines des soldats et des brigands.

Dans tout le royaume, l'argent devint de plus en plus rare. Il y eut en outre des crises monétaires moins étendues, mais plus intenses : pénuries locales et passagères qui résultaient par exemple du décri d'espèces dont certaines provinces étaient copieusement pourvues. Ce qui prouve bien que le numéraire n'abondait pas, c'est que très souvent le roi était obligé de tolérer provisoirement le cours des espèces décriées, il accordait des délais et fréquemment il était contraint de les proroger (2).

On se plaignait beaucoup de la pénurie de la monnaie de billon qui, disait-on, avait été exportée. François Garrault soutenait dans ses *Paradoxes* que si on avait augmenté le cours légal du billon autant que le cours de l'or, *on ne fût tombé en la nécessité de mon-*

1. Pigeonneau, op. cit., t. II, p. 182 et 183.

2. Edits des 28 septembre 1577 et 23 septembre 1586. Mandement du 7 septembre 1587.

naie en laquelle on s'est vu et n'eût-on emporté toute la monnaie du royaume (1).

Dans certaines régions, l'argent était si rare que l'on devait recourir à une monnaie de papier émise par les commerçants. *En l'année 1577, il fut si grande disette d'argent et un si grand trouble à cause du rehaussement d'iceluy que pâtissiers, cabaretiers et autres artisans de la ville d'Angers s'entrebailaient des billets qui étaient de parchemin, qu'ils marquaient de marques dont ils marquaient leur vaisselle, qu'ils prenaient et faisaient valoir les uns aux autres pour 6 deniers et douzains (2).*

Les Hôtels des Monnaies éprouvaient toujours les mêmes difficultés à s'approvisionner, bien que le roi s'efforçât de restreindre les usages industriels de l'or et de l'argent (3).

En 1577, l'Assemblée réunie à Saint-Germain-des-Prés pour délibérer sur la réforme monétaire signalait la pénurie et nécessité de l'or et de l'argent, et l'attribuait à la guerre (4).

Quelques années plus tard, en 1581, l'auteur du *Miroir des Français* contestait que la hausse des prix eût son origine dans l'abondance des métaux précieux. *Je soutiens, disait-il, que vous ne voyez plus tant de belles et riches pièces comme nous faisions il n'y a pas longtemps (5).*

Au début du xvii^e siècle, l'abondance n'était pas revenue. En 1600, Le Bogue se plaignait encore de la pénurie et rareté des monnaies qui persistait malgré la paix. Il y tout à la fois, disait-il, disette de monnaie et pénurie de métaux précieux non monnayés (6). ✓

En 1602, la situation nes'était pas beaucoup amélio-

1. Garrault, *Paradoxes sur le fait des Monnaies*. Paris, 1578, *Paradoxe I^{re}*.

2. *Journal de Lpouvet* cité par Levasseur, *Mémoire*, p. 177.

3. Edit du 21 avril 1571.

4. Garrault, *Recueil des principaux avis...* (partie négative).

5. De Montand, op. cit., p. 465.

6. Le Bogue, op. cit., p. 20 et 21. L'auteur du *Denier royal* attri-

rée, puisqu'une ordonnance du 20 septembre déplorait *la rareté et pénurie d'or et d'argent* dont souffrait le royaume *tant à cause de l'extrême diminution du trafic et commerce* que par suite de l'exportation des meilleures monnaies françaises.

Et cependant tous les gouvernants du xvi^e siècle s'étaient ingéniés à attirer l'or et l'argent considérés comme la plus précieuse des richesses. Vains efforts ! Le roi était obligé de constater l'inefficacité de ses nombreuses tentatives d'assurer à la France un stock monétaire considérable (1).

L'abondance d'or et d'argent ne revint qu'à la fin du règne de Henri IV. En 1615, Montchrétien pouvait écrire avec raison : *De vrai, nous sommes devenus plus abondants d'or et d'argent que n'étaient nos pères* (2). Scipion de Gramont, en 1620, faisait une constatation analogue. L'or et l'argent, disait-il, *ont beaucoup amoindri de leurs prix et valeur pour la grande abondance que nous en avons maintenant* (3).

Les métaux étant devenus plus rares, pendant le dernier quart du xvi^e siècle, les prix auraient dû baisser. Il n'en fut rien, la cherté se maintint. Pourtant la question est controversée. On a prétendu (4) que l'affaiblissement du stock monétaire avait entraîné une réduction

buait la pénurie de monnaie au luxe de la vaisselle et des habits, à la fonte des espèces par les orfèvres et à *la basse valeur de l'or et argent monnayé en comparaison de celui mis en œuvre*, c'est-à-dire aux prix trop faibles payés par les Hôtels des Monnaies pour l'achat des métaux précieux

1. Ordonnance du 20 septembre 1602.

2. Montchrétien, op. cit., p. 241, cf. p. 256.

3. *Le Denier royal*, p. 72.

4. Pigeonneau, op. cit., t. II, p. 17. La baisse, dit cet auteur, *fut l'œuvre du temps et des calamités publiques, qui, en ruinant le commerce extérieur, en faisant passer aux mains des étrangers une partie de nos richesses métalliques, en forçant le numéraire à se cacher, relevèrent peu à peu la valeur de l'argent et firent baisser d'autant celle des marchandises*. Il semble que M. Pigeonneau ayant constaté que la monnaie avait diminué en quantité, en a conclu un peu hâtivement qu'elle avait augmenté de valeur et que les prix s'étaient abaissés.

des prix. Un point certain, c'est que, vers la fin du règne de Henri III, les prix continuaient leur marche ascendante, alors que la pénurie de monnaie se faisait sentir depuis plusieurs années. En ce qui concerne la période 1590-1600, il est permis d'avoir des doutes : certes il y eut des baisses locales et passagères, mais nous croyons qu'en général les prix restèrent orientés vers la hausse.

Pourquoi donc la réduction de la quantité de monnaie n'entraîna-t-elle pas l'abaissement du coût des marchandises ? Une première raison, c'est que la cherté qui se maintenait à l'étranger avait sa répercussion sur le marché français. D'autre part, le stock monétaire était complètement avarié. Les bonnes monnaies avaient disparu, on ne voyait presque plus d'écus d'or ni de testons, mais le royaume était inondé d'une foule de pièces de mauvais aloi : pièces étrangères d'un titre très bas, ou espèces françaises rognées et lavées. Durant les guerres de religion, le gouvernement à court de métaux précieux avait émis une grande quantité de billon. La faible valeur intrinsèque des espèces en circulation les dépréciait par rapport aux marchandises, et accentuait la hausse des prix.

Il y avait à la persistance de la cherté une autre raison plus importante : la cause essentielle du renchérissement pendant cette période fut la rareté des produits consécutive aux troubles civils. Pendant près de trente-cinq ans, catholiques et protestants se livrèrent à d'atroces massacres. Les soudards espagnols et les reîtres allemands que les deux partis avaient appelés à l'aide pillèrent, brûlèrent et ravagèrent le royaume. Des bandes armées parcouraient les campagnes, rançonnaient les habitants et les dépouillaient de tous leurs biens. Les malheureux paysans, traqués comme des bêtes, étaient contraints de chercher un abri derrière les murailles des villes. Ils y demeuraient sans travail et sans ressources, dans une misère lamentable, tandis que les villages étaient déserts et qu'une grande

partie des terres restaient incultes. Les récoltes amoindries ne suffisaient plus aux besoins, la disette sévissait en permanence. C'en était fait de la prospérité économique de l'époque de la Renaissance. Le commerce et l'industrie étaient anéantis. Fuyant les massacres, nombre d'artisans s'en allaient à l'étranger chercher un asile pour travailler en paix. A Orléans, après avoir résisté un certain temps, les fameuses soieries finirent par succomber. A Amiens, la situation n'était pas meilleure : en 1578, 6.000 ouvriers réduits au chômage ne vivaient que d'aumônes. A Paris, les teinturiers qui, sous Henri II, teignaient 600.000 pièces de drap par an, n'en traitaient plus que 100.00 à la fin du siècle. Comme les routes étaient peu sûres et les transports difficiles, les quelques manufactures capables de fonctionner étaient privées de débouchés (1).

La production nationale étant paralysée, les Anglais profitèrent de nos ruines pour inonder le royaume de leurs marchandises (2). Le commerce avec le Levant était passé aux mains des étrangers, les Français étaient complètement supplantés par leurs concurrents.

Non seulement les guerres restreignaient la production, mais elles accroissaient les consommations inutiles. Véritables bandits, les soldats mettaient le pays à feu et à sang ; ils gaspillaient et détruisaient à plaisir. Ainsi était consumée en pure perte une énorme quantité de richesses.

Les sièges se multipliaient et avec eux les famines. Tous les gens qui le pouvaient entassaient des provisions et contribuaient par là à raréfier les produits sur le marché.

Pendant plusieurs années, l'autorité royale fut éclipsée : les ordonnances restaient lettre morte ; l'anarchie régnait en maîtresse. N'ayant plus à craindre la rigueur des lois, spéculateurs et marchands malhonnêtes s'en-

1. Levasseur, *Cl. ouv.*, 1^{re} édition, p. 48. Pigeonneau, *op. cit.*, t. II, p. 184 et 185.

2. Levasseur, *op. cit.*, p. 134.

richissaient d'une façon éhontée. Un grand nombre de seigneurs, de gouverneurs et de chefs de bandes s'étaient arrogé le droit de percevoir des taxes arbitraires dont le poids venait s'ajouter aux impôts royaux déjà si lourds.

La guerre, et aussi le gaspillage de la Cour avaient mis les finances dans un état déplorable. Depuis Charles IX, les impôts avaient crû dans des proportions considérables, et se répercutaient sur le prix des produits et des services. Scipion de Gramont a évalué les sommes que le roi tirait de ses sujets à 18 millions de livres, sous Henri II, à 21 millions sous Charles IX et à 30 millions sous Henri III (1).

Quand Henri IV, ayant affermi sa domination, essaya de réduire les impôts et de restaurer l'activité économique, ses efforts n'aboutirent pas tout de suite. Ce n'est guère qu'au début du xvii^e siècle qu'on en ressentit les effets bienfaisants.

En résumé, la hausse des prix a eu trois causes essentielles, dont chacune a prédominé pendant une certaine période. Au début du siècle, l'influence prépondérante fut celle de la prospérité économique ; elle continua à se manifester jusqu'aux dernières années de Charles IX. Dès la fin du règne de François I^{er}, ce fut l'abondance d'or et d'argent qui, de façon directe ou indirecte, joua le rôle capital. Peu à peu, un autre facteur vint s'y substituer : au cours des luttes atroces qui ensanglantèrent le royaume, la diminution de la production et les destructions inutiles aggravèrent le renchérissement. Durant le dernier quart du siècle, c'est la guerre qui fut le principal facteur de la cherté.

1. Scipion de Gramont, *op. cit.*, p. 255 et suivantes.

CHAPITRE IV

LES CONSÉQUENCES DE LA HAUSSE

Dans les périodes de hausse générale des prix, tous ceux qui ont des marchandises à vendre réalisent de gros bénéfices du seul fait de l'élévation des cours entre le moment de l'achat ou de la production et le moment de la vente. Pour gagner de l'argent, il est alors superflu d'avoir des capacités, il suffit d'avoir quelque chose à vendre et de n'être pas pressé de s'en défaire.

Tous ces gens qui ne doivent qu'aux circonstances les profits énormes qu'ils accumulent attribuent volontiers leur bonheur à leur habileté. Ils en conçoivent pour eux-mêmes une admiration exagérée, au lieu de rendre hommage à la déesse aveugle qui leur a départi ses dons. Pendant ce temps, le peuple irrité accuse la malhonnêteté de ces favorisés du sort, il leur impute les plus noirs desseins et les plus louches combinaisons.

Attirés par l'appât d'un gain facile et pressés par le besoin d'argent, beaucoup d'oisifs se mettent à travailler. Il en résulte une élévation du nombre des producteurs qui est favorable au bien-être général puisqu'elle augmente la quantité des marchandises à consommer (1).

Un grand nombre d'individus sont attirés vers le commerce. Mais la multiplication des marchands est

1. Cependant, quand l'argent se gagne trop aisément, en cas de hausse très accentuée due à la pénurie des produits, il est possible que les entrepreneurs perdent quelque peu de leur esprit d'initiative et soient portés à la paresse et à la routine.

plutôt nuisible ; trop souvent, elle ne fait qu'accroître la masse des intermédiaires inutiles, parasites dont la rémunération grève fortement le coût des produits. C'est un fait remarquable que les commerçants pul-
lulent pendant toutes les périodes de hausse des prix.

Un moment arrive pourtant où l'inflation des prix cesse de stimuler l'activité économique et contribue au contraire à l'enrayer, c'est lorsque la cherté atteint un niveau tel qu'elle dépasse les facultés des consommateurs et décourage la demande.

Engendrée aux environs de l'an 1500 par la prospérité économique, la hausse des prix à son tour fut un stimulant efficace pour l'agriculture, le commerce et l'industrie. Sous les règnes de Louis XII et de ses deux successeurs, l'agriculture reçut une impulsion nouvelle ; beaucoup de terres furent défrichées. Encouragée par l'Etat, l'industrie fut restaurée ; les manufactures de produits de luxe acquirent à ce moment une renommée mondiale (1). Le commerce français, qui s'étendait sans cesse, conquit à nos produits de nouveaux débouchés et, profitant de l'habile politique royale, s'assura la maîtrise des marchés du Levant. Le bien-être général s'accrut, la vie devint plus large et plus confortable. Le luxe se répandit dans toutes les classes de la société. Les nouveaux riches ayant augmenté leur train de vie, l'accroissement de la consommation qui en résulta incita les producteurs à redoubler d'activité.

Le nombre des commerçants s'éleva considérablement. Claude Seyssel écrivait au début du siècle : *Toutes gens (excepté les nobles, lesquels encore je n'excepte pas tous) se mêlent de marchandises, et pour un marchand que l'on trouvait du temps de Louis XI riche et grossier... l'on en trouve de ce règne plus de cinquante... on ne fait guère maison, qui n'ait boutique pour marchandise ou art mécanique* (2).

1. Citons les fabriques de soie de Lyon, Tours, Paris, Poitiers et les fabriques de velours de Montpellier.

2. Claude Seyssel cité par Levasseur, *Classes ouvrières*, t. II, liv. V, chap. II (2^e édition),

A la fin du siècle, la prospérité disparut. Les prix insensés ayant obligé les consommateurs à restreindre leurs achats, beaucoup d'industries furent contraintes au chômage. Tels furent les effets de la hausse sur l'activité économique.

D'ordinaire, le principal résultat du renchérissement est une modification de la répartition des produits. La hausse des prix de vente entraîne une augmentation parallèle et proportionnelle de la masse des revenus, mais il est bien rare que l'accroissement soit le même pour les revenus de toutes les catégories : il y en a qui s'élèvent beaucoup tandis que d'autres restent stationnaires. Le coût des marchandises ayant augmenté, il en résulte que certains consommateurs voient croître leurs facultés d'achat alors que d'autres les voient diminuer. C'est ce qui arriva au xvi^e siècle : l'inflation des prix bouleversa complètement la répartition des richesses.

Parmi les victimes de la hausse figurèrent tous ceux qui vivaient de redevances périodiques fixées en argent depuis de longues années. Tels étaient les seigneurs qui percevaient des droits féodaux dont le taux restait immuable depuis des siècles. Tels étaient aussi les créanciers d'arrérages de rentes qui avaient été constituées à des époques déjà lointaines (1).

La situation de ces rentiers et de ces seigneurs était la suivante : le pouvoir d'achat de l'argent avait subi une forte baisse (2), mais la quantité d'argent qu'ils tiraient de leurs revenus n'était pas augmentée ; bien au contraire, elle était souvent diminuée du fait de la dépréciation de la livre tournois par rapport au métal

1. Cf. *supra*, ch. I.

2. D'après d'Avenel (*op. cit.*, t. V, p. 350) le pouvoir moyen de l'argent aurait été de 3,5 en 1301-1305 de 4,25 en 1401-1410, de 5 en 1501-1511, de 2 1/2 en 1580-1600, le pouvoir de l'argent en 1852 étant pris comme unité. Pendant ces mêmes périodes, la valeur intrinsèque de la livre tournois aurait été en moyenne de 60 gr. 30, 33 gr. 35, 20 gr. 88, 11 gr. 65 d'argent fin.

fin et du fait de la diminution de la valeur intrinsèque des espèces.

Faut-il croire, avec M. d'Avenel (1), que la situation des capitalistes vivant de leurs revenus aurait encore été aggravée par la diminution du taux de l'intérêt ?

Il est bien vrai que le taux légal des rentes s'était abaissé. Avant l'an 1500, il était au denier 10 (10 o/o) ; au début et au milieu du siècle, il était tombé au denier 12 (8, 1/3 o/o) (2). Un édit du mois de juin 1572, révoqué en 1574, le réduisit à 6 o/o et l'édit de juillet 1601 le fixa à 6,25. Mais à côté du taux légal, il y avait le taux réel. Le roi avait beau combattre l'usure, les prêteurs exigeaient des intérêts qui dépassaient le maximum autorisé (3).

Il est probable que, pendant la pénurie de numéraire qui sévit lors des guerres de Religion, la rémunération des capitaux devenus plus rares dut s'accroître sensiblement.

Les limitations du taux de l'intérêt ne s'appliquaient pas aux foires de Lyon (4). Les banques de cette ville exigeaient des intérêts que Dumoulin déclarait *infâmes, illicites et intolérables* (5). En 1546, ces *usures* atteignaient 18 o/o alors que vingt-cinq années auparavant, elles n'excédaient pas 8 o/o. Bodin prétend qu'elles montèrent par la suite jusqu'à 20 o/o (6).

Lorsqu'à la fin du siècle, les guerres obligèrent le roi et la ville de Paris à recourir largement aux emprunts, le taux de l'intérêt dut s'élever encore. La cherté de l'argent dans les banques ne manqua pas non plus d'accroître les exigences de tous les prêteurs. Il semble donc bien que la situation des rentiers n'a pas été empirée par la diminution du taux des placements.

1. Op. cit., I, p. 69, 76 et suivantes.

2. Dumoulin, *Sommaire*, p. 86 et suivantes.

3. Lettres patentes du 20 janvier 1567.

4. Edit de juillet 1601.

5. Dumoulin, *Sommaire*, p. 61 et 62.

6. Bodin, *Discours*, p. 51.

Les propriétaires fonciers trouvèrent quelques compensations au renchérissement. Tant que l'agriculture fut florissante, ils en bénéficièrent, car les terres se louaient très facilement et le prix des fermages allait en augmentant (1). Quand les guerres civiles ravagèrent le royaume, il y eut au contraire une forte baisse des revenus fonciers. En 1569, rapporte Claude Haton, la Brie fut mise à sac par des bandes armées ; les champs demeurèrent presque tous incultes. *Les personnes riches qui avaient des terres à bailler à moisson ou à ferme ne trouvaient à qui les bailler à quelque petit prix que ce fût* (1).

Les seigneurs, les rentiers et la plupart de ceux dont les revenus avaient un certain caractère de fixité se trouvèrent dans une position difficile puisqu'ils recevaient moins d'argent et que l'argent procurait moins de marchandises que par le passé. Cette diminution de leurs ressources survenait à un moment où le train de la vie augmentait dans toutes les catégories sociales et où le luxe était plus répandu que jamais. Pour ne pas déchoir, pour garder une certaine décence dans la gêne, quels prodiges d'économie ne durent-ils pas réaliser ! Que de fois le nécessaire dut-il être sacrifié au superflu ! Que de souffrances endurées en silence ! Beaucoup des nouveaux pauvres durent vendre le patrimoine de leurs aïeux, mais, à la vérité, ils se défirent de leurs maisons et de leurs terres dans des conditions avantageuses.

L'aristocratie foncière continuait à percevoir certaines redevances en nature et d'autre part elle profita pendant un certain temps, de la hausse des fermages. Néanmoins, dans son ensemble, la noblesse fut considérablement appauvrie. Certains descendants des fiers seigneurs du Moyen Age s'en allèrent auprès du roi échanger leur misère et leur indépendance contre la servitude dorée de la Cour. D'autres préférèrent végé-

1. Levasscur, *Mémoire*, p. 104.

ter dans une oisiveté pleine d'orgueil au fond de leurs châteaux en ruine : beaucoup durent vendre leurs domaines bribes par bribes ou tombèrent aux mains des usuriers. Quelques-uns enfin, un bien petit nombre, estimèrent qu'il n'était pas contraire à l'honneur de gagner leur vie en travaillant.

A la fin du siècle, la majeure partie de la noblesse était lourdement endettée et avait peine à payer les intérêts dont elle était débitrice.

Pour beaucoup de rentiers appartenant à la bourgeoisie, l'effet de la crise ne fut pas aussi pénible. Un grand nombre exerçaient une profession : la diminution de leurs rentes était souvent compensée par l'augmentation de leurs autres ressources. D'autres, qui étaient oisifs quoique parfaitement valides, durent renoncer à la paresse et leur activité forcée contribua pour sa part à la prospérité générale. Ceux-là n'étaient pas à plaindre, mais la hausse fit des victimes plus dignes de compassion : les vieillards, les malades, les femmes, les jeunes orphelins, tous les pauvres gens trop faibles pour travailler, que la révolution économique arrachait à la vie confortable pour les plonger dans la misère.

Le clergé lui aussi fut affecté par la dépréciation de la livre et par celle des métaux précieux, car une bonne partie de ses ressources consistait en redevances payées par les tenanciers de ses biens et en fondations constituées par les fidèles défunts. En 1620, Scipion de Gramont écrivait (1) à ce propos : *Les obits et autres fondations pieuses ne peuvent quasi-maintenant payer la cire qu'on y brûle*. Malgré tout, le clergé était loin d'être dans la gêne. Il passait même pour très riche, si riche que beaucoup voyaient dans la confiscation des biens ecclésiastiques le moyen de tirer l'Etat des graves difficultés financières que les guerres de religion avaient engendrées.

1. Scipion de Gramont, op. cit., p. 127.

Quant aux travailleurs, beaucoup eurent à souffrir de la cherté : tous ceux dont la rétribution ne s'éleva pas proportionnellement à la hausse du coût de la vie. Certains fonctionnaires furent particulièrement atteints. Leurs gages fixés en livres tournois ne furent pas modifiés ou ne furent augmentés que d'une façon insuffisante. Si l'on en croit un contemporain de Louis XIII (1), plus d'un siècle après le début de la crise, les officiers de justice, les lecteurs royaux et les professeurs des collèges en ressentaient encore les fâcheux effets. Le traitement des professeurs ne leur permettait plus de vivre qu'à grand'peine alors que sous François I^{er}, il leur assurait une existence très large.

Qu'il s'agit des artisans des villes ou des journaliers agricoles, les salariés ne furent pas favorisés par la hausse des prix. Leur rémunération ne s'accrut que lentement alors que le renchérissement des marchandises fut très rapide (2).

Les salaires étant d'ordinaire fixés en livre et en sols, la dépréciation de la livre leur fut fatale. Les ouvriers réclamèrent bien des augmentations, mais ils se heurtèrent à la résistance des pouvoirs publics parce que c'était un axiome de la politique économique qu'il fallait maintenir la main-d'œuvre à bas prix afin de produire à bon marché. Dans les métiers jurés, les maîtres, qui dominaient de plus en plus les corporations, s'efforcèrent de stabiliser le salaire nominal (3), c'est-à-dire le salaire coté en monnaie de compte. Il paraît établi que durant le xvi^e siècle, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière fut sensiblement diminué ; le salaire réel s'abaisse dans une forte proportion.

L'opinion publique elle-même n'était pas toujours

1. Scipion de Gramont, op. cit., p. 127.

2. Rappelons que d'après d'Avenel les salaires se seraient élevés de 30 à 50 o/o tandis que le prix du blé augmentait de 400 o/o et celui des autres marchandises de 200 o/o environ. D'Avenel, op. cit., t. III, p. 42.

3. Hauser, *Ouvriers du temps passé*, p. 105, Paris, 1899.

très favorable aux revendications des travailleurs, car le salaire accoutumé était considéré comme le salaire équitable. On n'apercevait pas toujours bien que la rétribution, restée nominale ment la même, était en réalité considérablement réduite puisqu'elle ne procurait à l'ouvrier qu'une moins grande quantité de métaux précieux et que le pouvoir d'acquisition de ces métaux avait déchu par rapport aux marchandises.

M. Levasseur (1) pensait que le salaire réel s'était abaissé surtout pendant la seconde moitié du siècle. Quant au poids d'argent représenté par le salaire il ne se serait accru que de 30 0/0 au cours du siècle.

Le manœuvre qui, avec la totalité du prix de sa journée, pouvait acheter 14 lit. 6 de blé ou 4 kgr. 300 de viande dans la période 1501-1525, ne pouvait plus se procurer que 3 lit. 90 de blé ou 1.800 grammes de viande pendant la période 1576-1600. *Il y avait donc diminution du salaire réel quant aux vivres et probablement quant à bien d'autres marchandises de consommation ordinaire.* Il en est fréquemment ainsi en cas de hausse prolongée due à une cause monétaire : en pareille occurrence, les salariés sont au début très désavantagés (2).

De nombreux témoignages prouvent combien la situation des ouvriers était précaire, et combien il fallait que la nécessité fût pressante pour qu'on se décidât à relever la rémunération de leur travail.

Voici par exemple l'ordonnance du 7 novembre 1544 qui déclare que, par suite de la cherté des vivres, *ceux qui ont quelque patrimoine et revenu n'en sauraient vivre, encore moins les artisans et le menu peuple du labeur de leurs mains.*

De son côté, Jean Bodin rapporte dans son *Discours* (3) que les ouvriers ont été obligés d'élever leurs salaires de 5 à 8 sols, parce qu'« ils ne peuvent autrement vivre ».

1. *Salariat et salaires*, p. 104.

2. Lev., *ibid.*

3. P. 59, recto.

Claude Haton écrit dans *ses Mémoires* (1) qu'en l'année 1574, le blé était si cher que les gens du peuple n'avaient plus de quoi en acheter, et que, pour leur permettre de vivre, il fallut relever leurs salaires proportionnellement à la hausse du prix du grain.

Cependant, aussi longtemps que la prospérité industrielle se maintint, la classe ouvrière ne fut pas malheureuse. Si le salaire journalier procurait moins de marchandises, les jours de chômage étaient bien plus rares par suite de l'augmentation de la demande de main-d'œuvre. Le salaire annuel s'était élevé beaucoup plus que le salaire journalier (2).

En 1577, un ambassadeur vénitien, Jérôme Lippomano (3), admirait la vie large et facile menée par les Français de toutes classes. *Tout ouvrier, disait-il, tout marchand si chétif qu'il soit veut manger, les jours gras du mouton, du chevreuil, de la perdrix, aussi bien que les riches.*

Mais lorsque l'industrie fut ruinée, la situation des ouvriers devint très pénible. Tandis que la cherté continuait à s'aggraver, beaucoup étaient réduits au chômage et ne vivaient que de la charité publique.

Ce fut le rétablissement de l'ordre qui ramena l'ancienne prospérité. A la fin du règne de Henri IV, le salaire réel s'était relevé, le salaire nominal sensiblement augmenté était suffisant pour procurer un peu de bien-être aux classes laborieuses.

Fatale à beaucoup de gens, la baisse du pouvoir des métaux précieux fut avantageuse à ceux qui étaient débiteurs de sommes d'argent en vertu d'obligations déjà anciennes. Parmi eux se trouvaient les cultivateurs. Grâce à la diminution de la valeur intrinsèque de la livre tournois, ils avaient moins de métal précieux à verser pour s'acquitter des droits féodaux et des autres redevances qui grevaient leurs terres. En outre, l'agri-

1. T. II, p. 731.

2. Levasseur, *Classes ouvrières*, t. II, p. 60, 1^{re} édition.

3. *Amb., venit.* II, 567 cité par Levasseur, *Cl. ouv.*, t. II, ch. I.

culture s'étant développée, ils récoltaient davantage de produits et ils les vendaient beaucoup plus cher, parce que la richesse générale amplifiait la demande des vivres de toutes sortes.

Malgré l'accroissement des impôts, les paysans vivaient très à l'aise, car leurs ressources s'étaient accrues tandis que leurs dépenses s'étaient fort peu augmentées. Nombreux furent ceux qui rachetèrent les droits féodaux (1), les cens et autres redevances. La petite propriété paysanne gagna du terrain. Malheureusement cette situation ne dura pas. Les cultivateurs, qui avaient connu des jours heureux sous Louis XII, François I^{er} et Henri II furent les principales victimes des désastres de la fin du siècle. Des bandes de soudards parcoururent les campagnes et dépouillèrent les malheureux villageois sans même leur laisser les chevaux et les charrues nécessaires pour labourer (2). Beaucoup de paysans allèrent chercher la sécurité derrière les remparts des villes ; ceux qui restèrent aux champs vécurent dans une misère noire ; ils vendaient leur grain très cher, mais les récoltes étaient des plus médiocres.

En 1560, un Normand écrivait : *Du temps de mon père on avait tous les jours de la viande, les mets étaient abondants, on engouffrait le vin comme si c'eût été de l'eau. Mais aujourd'hui tout a bien changé ; tout est coûteux..... la nourriture des paysans les plus à leur aise est bien inférieure à celle des serviteurs d'autrefois* (3).

Aux Etats Généraux de 1576, le chancelier René de Birague dut reconnaître la profonde détresse des pauvres laboureurs (4).

Les cahiers des Etats de Normandie, rédigés en 1584, dépeignaient sous des couleurs très sombres l'existence

1. Pigeonneau, op. cit., t. II, p. 197 et 238.

2. Voir Claude Haton, t. II, p. 547.

3. *Journal du Sire de Gouberville* cité par d'Avenel, t. III, p. 246.

4. Picot, *Histoire des Etats Généraux*, t. II, p. 311.

misérable du peuple de la province : *Le pauvre peuple de Normandie*, disaient-ils, *est à présent réduit en telle extrémité qu'il n'a moyen de manger chair, ains se nourrissent de fruitages et laitages* (1).

Le sort de la classe paysanne ne s'améliora que lorsque la paix fut rétablie et que sous l'impulsion de Henri IV et de Sully l'agriculture eut retrouvé l'état florissant qu'elle avait connu jadis.

Etant donné le grand essor qu'avaient pris le commerce et l'industrie pendant la première partie du siècle, il n'est pas étonnant que les marchands et les industriels aient été les principaux bénéficiaires de la hausse. Les maîtres des métiers profitèrent du renchérissement général pour écouler leurs produits à des prix très avantageux, mais s'efforcèrent de ne pas augmenter le salaire de leurs ouvriers.

Ils essayèrent de détourner à leur profit tout le bénéfice de la prospérité économique. Les petits commerçants et les petits fabricants eux-mêmes connurent des années d'abondance. Beaucoup parvinrent à la richesse. Cependant, les grands profiteurs furent en nombre assez restreint, et se recrutèrent surtout parmi les banquiers, les fermiers des impôts, les armateurs et les gros marchands qui trafiquaient avec l'étranger. Tous ceux-là entassèrent des fortunes énormes.

Les nouveaux riches dépensèrent largement l'argent qu'ils avaient si facilement gagné. Ils se rendirent acquéreurs des terres et des châteaux des gentils-hommes ruinés ; ils achetèrent ou usurpèrent des titres de noblesse (2). Voulant rivaliser de splendeur avec les seigneurs de la Cour, ils affichèrent un luxe outrancier et employèrent une bonne part de leur argent *aux jeux et autres voluptés où ils étaient, confits et fondus*.

Les financiers étaient parmi les plus prodigues et

1. R. de Beaurepaire, *La Normandie au Moyen Age*, cité par d'Avenel, t. III, p. 247.

2. De Montand, op. cit., p. 132.

les plus fastueux. Ils allèrent si loin que le roi en prit ombrage. Un fils de cordonnier devenu trésorier des finances s'était tellement enrichi et vivait d'une façon si princière que c'en était un scandale dans tout Paris (1). La Reine-Mère s'en émut et voulut aller se rendre compte. Un beau jour de l'an 1567, elle arriva au palais habité par le trésorier prodigue. Tout fiers d'une telle visite, les maîtres du logis reçurent Sa Majesté avec les plus grands égards, mais malgré l'empressement respectueux qui lui fut témoigné, la reine Catherine se retira offusquée du luxe inouï étalé par un simple parvenu... A quelques temps de là, on conduisit à la potence le fils du cordonnier et tout un cortège d'usuriers et de financiers accusés de s'être enrichis au préjudice du roi et du peuple.

La noblesse fut choquée de voir de simples bourgeois se vêtir comme des gentilshommes : elle réclama des édits somptuaires mais les nouveaux riches s'en soucièrent fort peu. *Malgré les défenses et les peines portées*, nous dit Claude Haton (2), *les nouveaux gentilshommes et damoiselles, enfants de tanneurs et marchands des villes, n'ont voulu rabaisser leur état ni quitter leurs velours et habits nouveaux*.

Quand vinrent les sombres années des guerres civiles, les calamités qui frappèrent la nation française n'épargnèrent ni le commerce, ni l'industrie. En 1588 aux Etats de Blois, les cahiers révélèrent la ruine de ces deux branches de l'activité nationale (3). Cependant les marchands furent ceux qui traversèrent la crise avec le moins d'encombre. Quand ils pouvaient se procurer des marchandises, ils les revendaient avec un très gros bénéfice, car la cherté allait croissant. Cette période où les prix s'élevaient parce que les produits étaient rares, fut propice aux manœuvres des accapareurs. Financiers qui profitaient des embarras du Trésor royal, mar-

1. Haton, op. cit., t. I, p. 412 et 413.

2. T. II, p. 902.

3. Picot, op. cit., t. III, p. 206.

chands qui spéculaient sur la détresse du peuple, édifièrent des fortunes sur la misère générale.

L'opinion s'en irrita. En 1581, l'auteur du *Miroir des Français* (1) dénonçait avec indignation *uncuns gentilshommes hobereaux qui ont pris le titre de noblesse en sortant d'apprentissage de métier de cordonnier, tisserand, savetier, ou de quelque petit clergot de village, lesquels sont accrus en biens et facultés depuis ces derniers troubles en toute abondance. Telles personnes, disait-il, n'ont pu s'enrichir... sinon du sacré sang des deniers communs : ou pour avoir rafé et branqueté quelques bonnes villes ou pour avoir fabriqué de fausse monnaie.*

Tandis que le peuple criait famine, les marchands enrichis continuaient à faire bombance. En 1596, pendant que les processions de pauvres parcouraient les rues de Paris, les riches banquetaient joyeusement et se livraient aux gaspillages les plus extravagants (2).

La hausse eut pour conséquence le déplacement des fortunes ; la richesse passa entre les mains de la bourgeoisie industrielle et commerçante. A la fin du siècle, tandis que la noblesse et le clergé étaient accablés de dettes, nombre de marchands devenus gros capitalistes s'étaient retirés des affaires. Le roi n'admettant pas l'oisiveté chez les bourgeois, protesta et blâma ceux de ses sujets qui vivaient de leurs rentes au lieu de travailler (3). Autant pour soulager les nobles et le clergé que pour contraindre les capitalistes au travail, il accorda des réductions d'arrérages (4) et abaissa le taux des rentes (5).

La bourgeoisie enrichie s'empara des fonctions administratives et judiciaires. Elle acheta tous *les états et charges honorables* du royaume (6). Réclamant la con-

1. De Montand, p. 131.

2. *Journal de l'Estoile*, édition Michaud et Poujoulat, p. 269 et 273.

3. Edit juillet 1601.

4. 8 juillet 1594.

5. Edit juillet 1601.

6. De Montand, p. 131.

fiscation des biens mal acquis, l'auteur du *Miroir des Français* reconnaissait que sa proposition était peu facile à mettre à exécution parce que l'armée et les emplois publics étaient aux mains des nouveaux riches. *La gendarmerie de France*, disait-il (1), *est composée la plupart de telles gens pour le présent, si bien que, augmentant les finances du Roi d'un côté on affaiblirait les forces de sa Majesté de l'autre.*

La royauté avait eu un sursaut de révolte lorsqu'au début du siècle, l'oligarchie financière avait voulu s'attribuer un rôle prépondérant dans la conduite de l'Etat. L'affaire avait été réglée par des mesures énergiques. Le 11 août 1527,

... *Maillard juge d'enfer menait
A Montfaucon Semblançay l'âme rendre* (2).

Pendant le dernier quart de siècle, aussi longtemps que Henri IV ne fut pas affermi sur son trône, les pouvoirs publics firent preuve d'une moindre rigueur pour les financiers et les spéculateurs. Au milieu du désordre général, l'impunité fut presque toujours assurée aux trafiquants qui s'engraissaient de la misère du peuple.

La royauté n'avait d'ailleurs pas vu d'un mauvais œil l'ascension de la bourgeoisie et la décadence de la noblesse. N'était-ce pas l'aboutissement de la politique séculaire inaugurée par l'alliance du roi et des Communes ? La révolution économique parachevait l'œuvre poursuivie avec tant de persévérance. Asservie ou appauvrie, la noblesse était désormais condamnée à l'impuissance. Son grand rôle politique était fini. Sans doute elle devait avoir encore quelques soubresauts ; au xvii^e siècle elle devait tenter de ressaisir l'autorité dont elle avait été dépouillée : ses efforts devaient

1. P. 132.

2. Pendant dix années, de 1527 à 1536, la commission de la Tour Carrée s'efforça de faire rendre gorge aux financiers. Sur l'affaire Semblançay voir Spont ; *Semblançay. La bourgeoisie financière au début du XVI^e siècle.*

échouer. En face de la vieille aristocratie foncière se dressait désormais une aristocratie de l'argent.

Les marchands enrichis s'empressèrent de faire donner à leurs fils l'instruction nécessaire pour remplir les hautes charges de l'Etat. La bourgeoisie sans cesse rajeunie par l'apport d'éléments nouveaux, actifs et énergiques, allait grandir jusqu'à la Révolution de 1789, elle allait s'élever jusqu'à dépasser le roi lui-même et jusqu'à lui arracher le sceptre qu'en somme elle a toujours gardé depuis. Mais au xvi^e siècle, la puissance des bourgeois n'était pas telle que le monarque dût s'en effrayer. Celui-ci acceptait volontiers le triomphe de ces parvenus avec lesquels il se sentait les coudées plus franches que ses prédécesseurs ne les avaient eues avec les barons du Moyen Age.

Certains des effets de la révolution économique n'étaient donc pas pour déplaire à la royauté, mais la hausse des prix avait d'autres conséquences qui devaient fortement préoccuper les pouvoirs publics.

La cherté avait amené un accroissement considérable des dépenses de l'Etat. Dans les périodes de prospérité, l'élévation des recettes y pourvut assez facilement, car les impôts rentraient avec aisance, grâce au développement de la richesse nationale. Mais à partir des Guerres de Religion, les choses changèrent et la situation financière devint difficile.

Le renchérissement donnait au roi bien d'autres sujets d'inquiétude : les souffrances du peuple, l'augmentation du nombre des déclassés mettaient en sérieux péril la tranquillité publique. Les plaintes étaient vives. On en trouve l'écho jusque dans les ordonnances royales. Tandis que la masse était réduite à une atroce misère, quelques riches marchands étalaient leur opulence et leur luxe insolent : les circonstances étaient favorables au désordre. Comme l'a dit Montchrétien (1) : *de la pauvreté extrême des uns et de la richesse excessive des*

1. Montchr., op. cit., p. 347.

autres naissent ordinairement les troubles, séditions et guerres civiles.

A Paris, en 1566, le renchérissement des denrées nécessaires provoqua contre les accapareurs des protestations si vives qu'elles faillirent dégénérer en émeutes (1).

Le 22 janvier 1577, on afficha à l'Hôtel de Ville un placard sur lequel on lisait notamment : *Toutes choses enchérissent et sont déjà si chères qu'à peine pouvons-nous nourrir nos femmes et nos enfants. Pour dix qui vivent grasement il y en a dix mille qui ont disette.* Le mécontentement grondait ; la police eut grand'peine à empêcher des troubles sérieux (2).

Le mercredi 22 juillet 1587, aux Halles de Paris, le peuple se mutina contre les boulangers vendant le pain trop cher à son gré, ravit leur dit pain à force ouverte, et furent tués deux bourgeois passant par là (qui ne pouvaient mais de la querelle, au contraire tâchaient de l'apaiser). Grand fut ce séditieux tumulte jusqu'à forcer les maisons de quelques bourgeois esquelles le peuple avait opinion que lesdits boulangers avaient retiré et caché leur pain. Toutes les hottes et les charrettes desdits boulangers qui se trouvaient au marché furent brûlées (3).

En province, les troubles furent plus graves. A la fin du siècle, les paysans plongés dans une affreuse détresse, s'insurgèrent parce qu'ils n'arrivaient plus à vivre à cause de la cherté et surtout à cause de la disette. Il y eut des révoltes sanglantes ; en 1589 ce fut celle des Gautiers dans le Perche, en 1594 celle des Croquants dans le Limousin, la Marche, le Quercy et le Périgord (4).

D'autres soulèvements eurent moins d'ampleur. Souvent l'agitation survenait à propos d'une brusque aug-

1. Dubois, op. cit., p. 181.

2. L'Estoile, *Registre journal de Henri III*, éd. Poujoulat, p. 82.

3. L'Estoile, op. cit., p. 229.

4. Dubois, op. cit., p. 124

honnête. Effrayés, le prévôt et les bourgeois promirent à la foule qu'elle aurait des grains à bon marché.

Pourtant le blé ayant été taxé, les riches vendirent leurs provisions à des étrangers parce que ceux-ci n'hésitaient pas à payer très cher sans se soucier de la taxe. Le peuple se fâcha. Les autorités prirent peur et interdirent le transport des grains hors de la ville, mais le prix du blé resta cependant très élevé jusqu'à la moisson. Telle fut l'émeute de 1573 dont les marchands de Provins gardèrent longtemps une frayeur salutaire.

La cherté de la vie provoqua aussi des grèves dont quelques-unes furent violentes. Les ouvriers étaient las de se priver et exaspérés par la résistance des maîtres qui, malgré la prospérité de leurs affaires, persistaient à refuser les augmentations de salaires indispensables. Les compagnons comprirent qu'ils n'obtiendraient rien s'ils restaient isolés. Il se groupèrent donc en associations distinctes des corporations. Sous prétexte d'honorer les saints patrons de leurs métiers, ils se réunirent en confréries pour délibérer de leurs intérêts communs, mais ces confréries furent sévèrement prohibées. Voulant maintenir les salaires à un niveau très bas, la royauté s'opposa résolument à toute coalition ouvrière. Malgré les défenses, le prolétariat tenta de s'organiser et le compagnonnage se développa ; c'était une première ébauche de l'organisation internationale des travailleurs.

A Lyon, métropole des industries de la soie et de l'imprimerie, l'élément ouvrier était particulièrement nombreux et turbulent, mais énergique et instruit. Pendant tout le xvi^e siècle, les compagnons imprimeurs de cette ville luttèrent inlassablement pour l'amélioration de leur sort.

En 1539, ils se mirent en grève pour revendiquer l'élévation des salaires, l'amélioration de la nourriture fournie par les patrons, et la diminution des heures de travail. Ils tinrent des réunions secrètes, s'organisèrent militairement, nommèrent des chefs,

déployèrent des étendards. Ils sillonnèrent la ville de patrouilles et interdirent l'entrée des ateliers aux compagnons qui voulaient travailler.

Les patrons lyonnais portèrent leurs doléances au Sénéchal. Celui-ci prohiba les réunions de plus de 5 personnes, les coalitions, les grèves, le port d'armes et les entraves à la liberté du travail. Aucune augmentation de salaire n'était accordée, mais les contestations sur la nourriture devaient être jugées par le Bureau de l'Aumône, institution d'assistance publique qui datait de 1531. Le 21 août 1539, le Conseil Privé confirmait la décision du Sénéchal ; des peines sévères étaient édictées : la prison, la torture et la mort (1).

L'effervescence avait gagné les imprimeries de la capitale ; les ouvriers parisiens réclamèrent des augmentations de salaires que les maîtres se refusèrent à accorder, et un édit du 31 août 1539 donna gain de cause aux patrons.

Les ouvriers lyonnais continuèrent à s'agiter. En 1541, un édit du 28 décembre leur interdit à nouveau de tenir des réunions de plus de 5 personnes. Le préambule de cet édit accuse les compagnons de s'être *bandés ensemble pour contraindre les maîtres imprimeurs de leur fournir plus gros gages et nourriture plus opulente, que par la coutume ancienne ils n'ont jamais eu*. Ainsi donc les pouvoirs publics s'opposaient au relèvement des salaires accoutumés. Tous les vivres avaient renchéri, la valeur intrinsèque de la livre tournois s'était abaissée, mais le salaire nominal n'avait pas changé. L'ouvrier payait les marchandises plus cher, et son travail lui procurait moins de métal précieux. Tant pis ! Le salaire devait rester invariable parce que telle était *la coutume ancienne* et parce que l'intérêt de l'industrie exigeait qu'il en fût ainsi (2).

1. Lavissee, *Histoire de France*, t. V, vol. I, p. 272 et suiv.

2. Le préambule de l'édit de 1541 déclare que les maîtres seraient incapables de supporter les frais entraînés par l'augmentation des

Les compagnons lyonnais ne se soumirent pas. Le pouvoir central dut multiplier ses interventions (1); il n'obtint pas grand succès. Aussi, devant la cherté du papier et les exigences des ouvriers, les libraires lyonnais prirent-ils le parti de faire imprimer leurs livres à l'étranger (2).

L'édit du 10 septembre 1572 vint confirmer la victoire des patrons ; il fixait les salaires des compagnons imprimeurs de Paris ; les salaires lyonnais devaient être déterminés par le Sénéchal. Tout compagnon cessant le travail sans juste motif devait être condamné à des dommages-intérêts. La cessation collective du travail était interdite.

L'histoire des grèves de Lyon montre bien l'ardeur farouche avec laquelle les ouvriers soutinrent leurs revendications. Mais au xvi^e siècle, ces grèves ne furent pas les seules (3). Pressés par la nécessité, luttant pour le pain quotidien, les travailleurs furent souvent contraints de recourir à la violence pour obtenir des salaires capables de leur assurer une existence convenable. Les pouvoirs publics s'alarmèrent et consentirent, de fort mauvais gré, à donner partiellement satisfaction aux justes réclamations des ouvriers.

Voici comment peut être dressé le bilan du renchérissement qui s'est produit au xvi^e siècle et qui a été l'un des principaux facteurs de la révolution économique.

Elément de prospérité au début, la hausse des prix est devenue par la suite l'une des principales calamités publiques qui accablèrent la France du temps de la Ligue.

Préjudiciable aux seigneurs, aux rentiers, aux fonc-

salaires, ce qui pourrait engendrer la ruine de l'imprimerie lyonnaise.

1. Lettres patentes du 22 août 1542. Arrêt du grand Conseil du 11 septembre 1544. Edit du mois de mai 1571.

2. Cf. Edit de mai 1571.

3. Fig., t. II, p. 81.

tionnaires et aux salariés, elle a favorisé par contre les marchands et les industriels. Beaucoup de créanciers en ont pâti, beaucoup de débiteurs en ont profité. Elle a eu tout d'abord pour les paysans des résultats heureux que les guerres de Religion ont plus tard annihilés.

Bouleversant les fortunes, elle a apporté la ruine à l'aristocratie foncière et l'opulence à une partie de la bourgeoisie. Elle a eu d'importantes répercussions dans tous les domaines. Grâce à elle l'influence politique de la bourgeoisie a grandi au détriment de la noblesse. La scission s'est accentuée entre le patronat enrichi et le salariat appauvri. Capitalisme et prolétariat se sont affrontés dans de violents conflits sans cesse renaissants. Il y a eu un grand nombre de déclassés. En détruisant l'équilibre entre les recettes et les dépenses de beaucoup de consommateurs, la hausse des prix a engendré bien des misères. Pour certains individus elle a été si cruelle, qu'après avoir gémi en vain, ils se sont révoltés et la sécurité publique a été par instants si sérieusement menacée que le pouvoir royal s'en est fortement inquiété et qu'il a multiplié les efforts pour combattre la vie chère.

Jamais les prix ne retombèrent à leur niveau du xv^e siècle. Mais quand Henri IV eut rendu la paix et l'ordre à son royaume, la production redevint abondante, l'équilibre se rétablit entre les ressources et les besoins de chacun, et la France connut à nouveau le bien-être.

LIVRE II

LA HAUSSE DES PRIX DEVANT L'OPINION PUBLIQUE

CHAPITRE V

LES PRÉJUGÉS DE LA MASSE ET LES IDÉES DE L'ÉLITE

Gravement affecté par la vie chère, le peuple, simpliste à l'excès, attribuait les difficultés dont il souffrait à la méchanceté et à l'avarice de certains marchands, à des accaparements ou à des agissements ténébreux.

La science économique n'a pas grand profit à tirer de l'examen de tels préjugés. L'aptitude du vulgaire à discerner les véritables causes de la hausse des prix n'a d'ailleurs pas fait grand progrès. Aujourd'hui, comme au xvi^e siècle, comme pendant la période révolutionnaire, et comme à toutes les époques de vie chère en France et à l'étranger, le peuple s' imagine que les maux qui l'accablent proviennent des manœuvres des spéculateurs et des agioteurs. Cette opinion n'est pas toujours inexacte, mais elle est trop absolue ; la spéculation et l'agiotage qui contribuent certainement à aggraver la hausse des prix n'en sont bien souvent que des conséquences (1).

1. Les spéculations sont favorisées par toutes les variations brusques et accentuées des prix, qu'il s'agisse de hausse ou qu'il s'agisse de baisse.

Pour rudimentaires que soient les conceptions économiques du peuple, elles ne sont pas sans entraîner des conséquences pratiques importantes. Ils ne sont pas rares les gouvernements impuissants à conjurer une crise de cherté extrême qui ont voulu tout au moins satisfaire la colère et les passions de la masse en édictant des mesures contre les accapareurs. Il n'est pas jusqu'aux intellectuels qui n'aient souvent partagé l'opinion de la foule et qui ne se soient laissé influencer par l'âpreté des plaintes populaires.

Il en a été ainsi au xvr^e siècle. Cependant les écrivains compétents en matière économique ne se sont pas contentés de l'explication que le peuple jugeait suffisante. Ils en ont cherché d'autres qu'ils ont essayé d'appuyer sur de solides raisonnements ; ils ont aussi préconisé des moyens de lutter contre le renchérissement, car on était généralement d'avis qu'il y avait lieu de le combattre.

Cette hostilité contre la hausse avait des motifs multiples. On déplorait les conséquences funestes de la cherté qui, détruisant l'équilibre dans les budgets des particuliers, apportait la misère à beaucoup de gens et devenait une source de désordres et d'émeutes. On estimait désirable que les denrées nécessaires à la vie fussent à bas prix afin que les ouvriers pussent se contenter de salaires modiques et qu'ainsi l'industrie nationale se trouvât dans une position avantageuse en face de la concurrence étrangère. On condamnait la hausse au nom de la morale et de la religion parce qu'on était persuadé de l'existence d'un *juste prix* des choses, et parce qu'on croyait que la hausse avait pour résultat de faire monter le prix des marchandises au-dessus de leur juste valeur (1).

A cette époque où l'amour de la stabilité était poussé au plus haut point, on contemplait avec regret les fluctuations continuelles des prix. Tandis qu'aujourd-

1. Cf. infra, ch. VI.

d'hui nos contemporains sont portés à considérer tout changement comme un progrès, nos aïeux, sans se refuser aux évolutions nécessaires, pensaient que tout changement est par lui-même un mal : changer pour changer paraissait dangereux. Quand les membres de l'Assemblée de Saint-Germain (1) se déclarèrent défavorables à la réforme monétaire, leur principal argument fut que tout changement doit être évité à moins qu'il ne soit absolument nécessaire. Pour montrer qu'il ne faut rien modifier à la légère, ils avaient recours à l'autorité des Anciens. Ils rappelaient que *Platon au septième livre de ses lois, dit que toutes mutations sont pernicieuses pour autant que les événements en sont incertains*. Ils ajoutaient encore que, pour les Anciens, *la pire loi accoutumée valait trop mieux que la meilleure qu'on pourrait introduire de nouveau* (2).

Cette horreur du changement explique pourquoi le prix accoutumé était considéré comme le prix équitable qu'il fallait maintenir. Sous ce régime où la législation avait pour base la coutume, on regardait souvent comme assises sur de véritables droits les situations de fait ayant une certaine durée. Si donc une élévation ou un affaissement des prix venait bouleverser la répartition des richesses, il semblait que les victimes du changement fussent indûment lésées.

Il serait trop long de rechercher, dans les écrits du temps, toutes les allusions et les controverses relatives à la hausse des prix. Nous nous contenterons de faire l'analyse de quelques-uns des ouvrages consacrés à la question qui passionnait l'opinion. Notre choix s'est porté sur des auteurs appartenant à des milieux assez divers, mais faisant tous partie de l'élite cultivée. Certains comme Malestroict, Garrault et Le Bogue sont de hauts fonctionnaires des Monnaies. Bodin est un théoricien éminent qui a joué un certain rôle politique aux Etats Généraux de 1576. Claude Haton n'est que le

2. Cf. infra, chap. XXIII.

3. Garrault, *Recueil des principaux avis...* (Partie négative.)

modeste curé d'un petit village de la Brie, mais ses observations ne sont pas les moins judicieuses.

Sur les conséquences du renchérissement, tous ces écrivains n'ont émis que des considérations sans originalité et d'un intérêt médiocre. Ils ont signalé la *pauvreté générale* (1) qui résultait de la hausse et les difficultés que la vie chère apportait aux rentiers et aux salariés, mais, en général, ce qu'ils ont surtout montré, ce sont les conséquences de la dépréciation de la livre tournois plutôt que les résultats de l'affaiblissement du pouvoir d'achat des métaux précieux.

Par contre, ils ont traité à fond la question des causes de la cherté et des remèdes à adopter pour la combattre. C'est sur ces deux points que nous insisterons spécialement en étudiant leurs ouvrages.

De toutes les causes de la vie chère au xvi^e siècle, il n'en est aucune qui n'ait été aperçue par quelqu'un des écrivains de cette époque, mais la plupart d'entre eux n'ont discerné la vérité que partiellement ; aucun d'eux n'a rassemblé dans une synthèse complète toutes les causes de la hausse. Le reproche qu'on peut leur faire à tous, sauf peut-être à Bodin, c'est de n'avoir pas su hiérarchiser convenablement ces causes : ils n'ont pas bien compris l'importance relative des différents facteurs de cherté ; ils n'ont distingué que d'une façon insuffisante les causes primordiales et essentielles des causes secondaires et accessoires.

Quant aux moyens de remédier à la crise, les écrivains ont préconisé la plupart de ceux dont on pouvait raisonnablement attendre quelque efficacité. Cependant, vis-à-vis du facteur monétaire, ils n'ont pas vu ou pas voulu voir toutes les réformes nécessaires ; certains ont commis à ce sujet des erreurs lamentables (2).

1. L'expression est de Malestroict.

2. Presque toutes les mesures proposées par les écrivains ont été sinon appliquées du moins édictées par le gouvernement. Elles seront critiquées plus amplement au livre III consacré à l'action des pouvoirs publics.

Quelle a été l'influence des théories des publicistes sur l'action du pouvoir et quelle a été l'influence des actes du pouvoir sur les théories des publicistes ? C'est une question à laquelle il n'est pas possible de répondre avec précision. Si parfois les gouvernements ont adopté les doctrines des publicistes, d'autres fois ce sont les publicistes qui se sont ralliés aux idées des gouvernants. Il semble pourtant qu'en cette matière ce sont les hommes d'Etat qui ont été le plus fréquemment les initiateurs.

Parmi les auteurs des ouvrages qui vont être cités, plusieurs faisaient partie de l'entourage immédiat du souverain ; on peut donc supposer qu'ils ont été souvent les inspirateurs de la politique royale. Les *Paradoxes* de Malestroict ont leur origine dans une enquête ordonnée par le gouvernement ; ceux de François Garraut ont été écrits à la suite de l'Assemblée convoquée par le roi à Saint-Germain-des-Prés en 1577. Jean Bodin n'était qu'un simple avocat du roi à Laon, mais lors des Etats Généraux 1576 une commission fut chargée de l'entendre exposer ses projets de réforme monétaire et ses idées sur la hausse des prix. François le Bogue, avocat général à la Cour des Monnaies sous Henri IV, fut mis à même, par ses fonctions, d'exercer lui aussi une influence considérable dans les milieux gouvernementaux.

Les dirigeants de la politique royale étaient donc loin d'ignorer les travaux des publicistes qui cherchaient une solution au problème de la vie chère. La collaboration et le contact des uns et des autres ont été probablement plus étroits qu'on ne l'imaginerait au premier abord.

CHAPITRE VI

L'IDÉE DU JUSTE PRIX ET LES THÉORIES DES DOCTEURS DE L'ÉGLISE RELATIVES AUX TAXATIONS

Avant de commencer l'étude des ouvrages consacrés à la hausse, il est bon de rappeler la doctrine du *juste prix*, qui fut l'une des causes de l'hostilité de l'opinion contre le renchérissement (1) et qui inspira quelques-unes des principales mesures qui furent prises contre la cherté. Cette doctrine remonte à l'Antiquité grecque. Elles fut reprise, modifiée et développée par les théologiens et les canonistes du Moyen Âge (2). Au xvi^e siècle elle demeurait fort en faveur, exerçant un grand ascendant sur l'élite cultivée et notamment sur les juristes qui remplissaient le Conseil du Roi, les Parlements et toute la haute administration.

C'est chez Platon que se trouve l'origine de la théorie du juste prix. L'auteur des *Lois* ne l'a d'ailleurs pas formulée nettement. Il demande seulement que l'Etat taxe les marchandises d'une façon raisonnable afin

1. La doctrine du juste prix est proprement dirigée contre les gros profits, et ceux-ci ne se confondent pas avec les hauts prix. Si cette doctrine a été l'une des causes de l'hostilité contre la hausse, c'est que le prix accoutumé était d'ordinaire considéré comme le juste prix ; l'élévation du prix accoutumé semblait donc contraire à l'équité. D'autre part la lutte contre les gros profits agissait dans un sens favorable au bon marché.

2. Les écoles du début du Moyen âge ne connaissaient pas directement Platon. D'après M. Garnier (*De l'idée du juste prix chez les théologiens et canonistes du Moyen Âge*, thèse Paris 1900) le contact a dû se faire par l'école d'Alexandrie qui groupait au iii^e siècle des philosophes platoniciens et éclectiques (p. 69).

d'empêcher les profits excessifs. Il se place à un point de vue moral : c'est au nom de la justice qu'il proscriit les gains immodérés et qu'il réclame l'intervention de l'Etat. Selon la doctrine platonicienne, c'est aux gardiens des lois assistés de gens compétents en la matière qu'incombe le soin de fixer des prix de vente raisonnables en tenant compte des débours faits par le vendeur et de la juste rémunération due à son travail (1).

Aristote, si sévère pour les commerçants, ne réclame pourtant pas la taxation légale des marchandises ; il veut que la valeur des choses se détermine librement. Mais, s'il admet que certains échanges sont naturels, il ne les considère comme légitimes qu'à la condition qu'ils soient conformes à la justice commutative qui doit présider aux transactions entre les citoyens. Pour que la justice soit respectée, Aristote estime nécessaire que les prestations reçues aient pour chacun des coéchangistes une égale utilité. *Si ce que l'un reçoit, dit-il, équivaut à l'utilité qu'a gagnée l'autre, ou au plaisir que l'autre a goûté, la rémunération de ce dernier sera tout ce qu'elle doit être* (2). Les choses échangées doivent avoir une égale valeur, et la valeur des choses est mesurée par leur aptitude à satisfaire les besoins (3), c'est-à-dire par leur utilité.

Au Moyen Age, les théologiens et les canonistes élaborèrent lentement une théorie du juste prix. Ils agirent sous la pression des circonstances, dans l'intention d'introduire plus de mansuétude et de charité chrétienne dans les relations économiques. Le peuple était véritablement rançonné par de gros marchands très riches et très puissants qui profitaient de la famine pour édifier des fortunes et qui n'hésitaient pas à provoquer artificiellement la disette. L'Eglise essaya de réagir contre ces pratiques funestes, mais ses docteurs allèrent d'abord trop loin en condamnant presque tout profit

1. *Lois* livre XII cité par Garnier, op. cit., p. 2 à 9.

2. *Morale à Nicomaque* V. V. § 6 cité par Dubois, op. cit., p. 49 et 50.

3. Cf. Dubois, op. cit., p. 50.

commercial. Interdire au marchand de vendre ses marchandises plus cher qu'il ne les avait achetées, c'était condamner le commerce à mort (1), c'était porter un coup funeste à l'activité économique.

Cependant la doctrine s'adoucit avec le temps. Au XIII^e siècle, Saint Thomas d'Aquin condamnait encore en théorie le gain commercial, mais il l'admettait en pratique à certaines conditions. Il n'est pas permis, disait-il, de vendre plus cher qu'on achète, sauf lorsque le marchand destine son profit aux besoins de sa famille, au soulagement des pauvres ou au service de la patrie (2). Par la suite, la légitimité du gain commercial non exagéré fut admise par les canonistes. Pour juger si le profit était moral ou non, on considérait surtout l'intention du vendeur.

Pour déterminer ce qu'était le prix équitable, il n'était pas suffisant de condamner ou de limiter moralement le gain des marchands. Les canonistes et les théologiens s'accordaient bien à dire que, pour ne pas pécher contre la justice commutative, le vendeur devait céder sa marchandise pour ce qu'elle valait réellement, autrement dit pour son *juste prix*. Ils étaient unanimes à affirmer que, pour que l'échange fût juste, il fallait que les deux contractants en retirassent pareil avantage. Mais comment pouvait-on comparer les profits retirés par chacun des coéchangistes ? C'est pour résoudre cette difficulté que les canonistes furent amenés à étudier et à creuser la notion de valeur.

Sur le fondement qu'il convenait de donner à la valeur, les opinions étaient très diverses et parfois très

1. Bien que le Christ n'ait expressément condamné ni la richesse, ni le profit, certains Pères de l'Eglise ont flétri en termes véhéments le commerce et la fortune. *Le riche est un larron*, dit Saint Basile. *L'opulence est toujours le produit d'un vol*, dit Saint Jérôme. Saint Jean Chrysostome n'est pas moins violent. Au contraire, Saint Clément d'Alexandrie et Saint Augustin se montrent moins intransigeants et ne désapprouvent que les gains immodérés. Cf. Garnier, op. cit., p. 94.

2. Cf. Garnier, p. 69.

vagues. Au xiii^e siècle, beaucoup prétendaient qu'une chose a toujours une valeur par elle même et que cette valeur est indépendante des besoins de l'homme. Au xiv^e siècle. Gerson soutenait encore cette théorie. Mais peu à peu, sous l'influence des idées de l'Antiquité qui se répandaient, une autre doctrine apparut, qui, inspirée d'Aristote, fit dépendre la valeur de l'utilité. Saint Thomas d'Aquin hésitait encore entre les deux conceptions, tantôt soutenant que la juste valeur est indépendante du besoin, tantôt au contraire donnant le besoin comme base du juste prix (1).

Saint Thomas admettait d'ailleurs l'influence du coût de production sur le prix de vente. Il reconnaissait aussi que la valeur d'une chose peut augmenter avec le temps, avec un déplacement dans l'espace ou par suite du risque couru par le marchand (2).

Au xiv^e siècle, Buridan, recteur de l'Université de Paris, posa les premiers jalons de la théorie psychologique de la valeur avec une profondeur de vue, qui, sur ce point, le met bien au-dessus des grands économistes classiques Adam Smith et Ricardo. Pour Buridan, les choses n'ont pas de valeur en elles-mêmes, mais elles ont d'autant plus de valeur qu'elles répondent à des besoins plus intenses (3). C'est l'utilité qui fait la valeur; la rareté n'est pas un élément distinct de l'utilité, mais elle renforce cette dernière, car le besoin est d'autant plus intense que la chose capable de le satisfaire est plus rare.

Point capital et fécond en conséquences pratiques, les docteurs du Moyen Age admettaient fort bien que les choses renchérissent lorsqu'elles devenaient plus rares. Buridan trouvait tout naturel que le vin fût cher

1. *Pretia imponuntur secundum quod homines indigent* (Com. à l'*Ethique*, livre V, leçon IX, t. XXI, cité par Garnier, op. cit., p. 51 et suivantes).

2. Dubois, op. cit., p. 87 et 91.

3. *Quæstiones in decem libros Ethicorum Aristotelis* (Garnier, p. 69).

dans les années où il faisait défaut ; le besoin plus intense justifiait un prix plus élevé.

Après le xiv^e siècle, la notion du juste prix s'élargit. Des auteurs comme Biel et comme Scot (1) déclarèrent que le juste prix devait être fixé d'après le besoin, la rareté et le coût de la production. Molina (2) sut dégager l'influence de l'offre, de la demande et du facteur monétaire sur la formation des prix.

Au fond, pour la plupart des docteurs de la fin du Moyen Age comme pour ceux du xvi^e siècle, le prix juste est celui que déterminerait l'action sans entraves des lois économiques, si des agissements répréhensibles ne venaient en fausser le jeu. L'offre, la demande, le coût de production, voilà les éléments dont la combinaison aboutit au juste prix, à la condition que n'intervienne aucune manœuvre frauduleuse. En outre, le juste prix doit être tel qu'il assure au vendeur de produits ou de services, une rémunération suffisante, une rétribution qui permette à tout travailleur de vivre d'une manière convenable eu égard au rang qu'il occupe dans la société.

Jamais les théologiens et les canonistes n'ont proposé un critérium satisfaisant pour préciser les limites du gain modéré. Aussi ont-ils été contraints d'accorder que le juste prix comporte une certaine latitude (1).

Reconnaissant la difficulté de déterminer le juste prix avec exactitude, la plupart des docteurs ont essayé de tourner la difficulté en réclamant avec insistance la fixation du juste prix par l'État. Quelques-uns, comme Azorius, allaient jusqu'à déclarer que tout prix fixé légalement constituait le juste prix (3), mais leur opinion rencontrait beaucoup d'adversaires, entre autres Biel et Scot qui soutenaient que, pour obliger en conscience, le tarif légal devait être conforme à la juste

1. *De Justitia et Jure*. Cf. Garnier, p. 69 et 94.

2. *De Contractibus*. Cf. Garnier, p. 94.

3. C'était l'avis d'Azorius et de Scot. Cf. Garnier, op. cit., p. 94.

valeur, c'est-à-dire au prix déterminé par les lois naturelles (1).

Un grand nombre d'auteurs étaient d'avis qu'en l'absence de taxation officielle, le prix accoutumé devait être considéré comme le juste prix. La hausse apparaissait donc d'ordinaire comme une iniquité, puisqu'elle modifiait le prix accoutumé. Pour la combattre, la fixation du juste prix par l'Etat semblait être le meilleur remède.

Quand Platon demandait la détermination d'un prix équitable s'imposant à l'acheteur comme au vendeur, c'était pour que la justice fût respectée à l'égard des deux échangeistes (2). Par contre beaucoup de théologiens et de canonistes comme Scot, Saint Bernardin de Sienne, et Gilles de Rome, ne recommandaient l'établissement de prix maxima que pour empêcher la cherté de devenir excessive. D'après Gerson, chancelier de l'Université de Paris au ^{xv}^e siècle, si l'Etat doit fixer des maxima aux marchandises, c'est afin d'éviter les contestations et d'assurer la stabilité des prix nécessaire à la paix intérieure (3).

Les docteurs de l'Eglise étaient loin d'être d'accord sur les règles dont l'Etat devait s'inspirer dans la détermination des prix. Azorius proposait de ne taxer que les choses nécessaires à la vie et de laisser le coût des objets de luxe à la libre appréciation des contractants, mais cette opinion avait des adversaires : on ne s'entendait pas sur les catégories d'objets qui devaient être soumises aux maxima.

Malgré ces divergences, les théologiens et les canonistes exercèrent une influence considérable. C'est chez

1. Cf. Garnier, *op. cit.*, p. 69 et 94.

2. La même idée se retrouve chez Saint Thomas d'Aquin, chez Henri de Langestein et chez Biel qui préconisent l'intervention de l'Etat afin que soit fixé le juste prix des choses.

3. Sur les doctrines du Moyen Age relatives aux taxations, les ouvrages suivants ont été consultés : Garnier, *op. cit.*, p. 69 et 94 ; Dubois, *op. cit.*, p. 72 et 86 ; Espinas, *Histoire des doctrines économiques*, p. 99 et suivantes.

eux, bien plus que chez les écrivains profanes, que les gouvernants allèrent chercher leurs inspirations. Dans les actes des pouvoirs publics et notamment dans les ordonnances royales, on retrouve d'une manière frappante la trace des théories des docteurs de l'Eglise : l'idée du juste prix fut presque toujours invoquée par les rois pour motiver leurs tentatives contre la hausse (1), et la taxation des denrées fut le principal moyen de lutte contre la vie chère.

Si grand était le prestige de la doctrine du juste prix que les écrivains profanes n'ont pas essayé de la discuter. Dumoulin, Jean Bodin, Haillan et tous ceux dont nous allons analyser les ouvrages ne lui ont pas adressé la moindre critique : ils l'ont admise comme une vérité qui ne souffre pas la controverse.

Assurément, cette doctrine manquait de ce qu'on appelle une base scientifique. Mais ce qu'il faut surtout considérer, c'est qu'elle a eu des résultats bienfaisants. Elle a servi à réfréner la cupidité des marchands qui cherchaient à abuser de l'ignorance et de la misère du peuple ; elle a contribué à modérer les trop brusques écarts de prix qui seraient résultés des variations soudaines et fréquentes de l'abondance des produits.

1. Cf. *infra*, chap. XIII.

CHAPITRE VII

MALESTROICT ET JEAN BODIN

Traitant incidemment de la hausse, dans un ouvrage paru en 1566, le juriconsulte Dumoulin attribue l'élévation des prix à l'accroissement de la population et à l'augmentation du stock monétaire (1). A cette époque, le renchérissement n'est pas encore très accentué. Aussi Dumoulin ne se préoccupe-t-il pas de lui chercher des remèdes. Il s'inquiète plutôt du désordre monétaire et demande qu'on mette fin au surhaussement des espèces et à l'affaiblissement de leur valeur intrinsèque.

Vingt ans plus tard, la cherté s'est aggravée à un point tel que le Roi confie à l'un de ses conseillers, le sieur de Malestroict, le soin de faire une enquête sur les causes de la cherté et sur les moyens d'y pourvoir.

L'enquête aboutit à un résultat surprenant : c'est que la cherté est imaginaire, c'est qu'il n'y a pas eu de hausse réelle. En 1566, Malestroict publie deux *Paradoxes*, qui résument ses travaux.

Partant de ce principe que l'or et l'argent sont *les vrais et justes juges du bon marché de toutes choses* (2), il construit le syllogisme suivant :

On ne peut dire qu'une chose soit maintenant plus chère qu'elle n'était il y a trois cents ans sinon que pour l'acheter il faille bailler plus d'or et plus d'argent.

Or est-il que pour l'achat de toutes choses, on ne

1. *Sommaire du livre analytique*, p. 86 et 87. Dumoulin paraît avoir conscience de la loi quantitative de la monnaie, sans toutefois la formuler nettement.

2. Malestroict, op. cit., *Paradoxe premier*.

*baille point maintenant plus d'argent que l'on en bail-
lait alors.*

Donc puis ledit temps, rien n'est enchéri en France.

Et pourtant Malestroict est obligé de constater l'é-
trange enchérissement de toutes choses dont le roi lui-
même s'est inquiété.

*La source et origine de ce mal vient, dit-il, du fonds
et abîme des monnaies (1). Le nombre de livres néces-
saire pour se procurer une chose déterminée est sans
doute bien plus élevé qu'il n'était autrefois ; cependant
ce n'est point là une hausse véritable. L'enchérissement
que l'on cuide être maintenant sur toutes choses, ce
n'est qu'une opinion vaine ou image de compte sans
effet ni substance quelconque (2).*

Certes, les rentiers et les salariés ont beaucoup de
difficultés pour vivre, mais cela vient non de ce qu'ils
doivent payer plus cher, mais de ce que leurs revenus
leur procurent moins d'or et moins d'argent par suite
de la dépréciation de la monnaie de compte.

*La perte que l'on cuide avoir par l'enchérissement de
toutes choses, ne vient pas de plus bailler, mais de
moins recevoir en quantité d'or et d'argent fin que l'on
avait accoutumé (3).*

Seuls les prix cotés en monnaie de compte ont aug-
menté ; ils se sont élevés dans la mesure où les espèces
et la livre tournois se sont dépréciés par rapport au
métal fin. Cette élévation n'est pas sans inconvénient.
Aussi convient-il d'enrayer le surhaussement des mon-
naies. En effet *tant plus nous haussons le prix des mon-
naies, tant plus nous y perdons : car de là vient le
grand enchérissement qui est maintenant de toutes
choses qui amène une pauvreté générale à tout ce
royaume (4).*

Malestroict n'a vu qu'un des aspects de la hausse, et

1. Malestroict, op. cit., préface.

2. Op. cit., *Paradoxe premier*.

3. Op. cit., *Paradoxe deuxième*.

4. Cf. supra, chap. II.

ce n'est pas le plus important. Si son opinion était exacte, les prix n'auraient augmenté que d'un tiers entre 1500 et 1565 ; or, la hausse a été bien plus considérable (1). L'auteur des *Paradoxes* n'a compris qu'une chose, c'est que l'affaiblissement de la valeur métallique de la livre tournois a entraîné une réduction du pouvoir d'achat de la monnaie de compte. Il ne s'est pas aperçu que les métaux précieux avaient diminué de valeur par rapport aux marchandises. Il n'avait donc à chercher ni les causes de cette diminution ni les moyens d'y remédier.

Malgré ses erreurs, l'opuscule de Malestroict a eu, un résultat utile : il a provoqué la réponse magistrale de Jean Bodin (1).

Ancien avocat au barreau de Paris, Bodin (2) fut nommé avocat du roi à Laon en 1576. Député du Vermandois aux Etats généraux de 1576, il a vu son nom immortalisé par les *Six livres de la République* dont Montesquieu s'est visiblement inspiré dans *l'Esprit des lois* (3). Penseur de génie, Bodin a fait preuve d'une clairvoyance admirable dans le domaine économique comme dans le domaine politique.

Le *Discours* (4) par lequel il répond à Malestroict met en lumière avec une perspicacité digne d'éloge, les causes de la hausse des prix que les contemporains ne parvenaient pas à découvrir.

Selon Bodin, ces causes sont en premier lieu l'abondance d'or et d'argent, puis les coalitions et les associations qui cherchent à provoquer la hausse, le luxe des princes qui entraîne celui des particuliers et enfin

1. *Discours de Jean Bodin sur le rehaussement et diminution des Monnaies... et Réponse aux Paradoxes de Monsieur de Malestroict*, 1^{re} édition en 1567. Nous suivons le texte de l'édition de 1593.

2. Né à Angers en 1530 mort à Laon en 1596.

3. Voir la thèse de E. Fournol, *Bodin prédécesseur de Montesquieu*, Paris, 1866.

4. On a déjà vu plus haut (ch. II) la partie du *Discours* relative à la controverse de Bodin et de Malestroict sur l'importance de la hausse.

l'affaiblissement de la valeur intrinsèque des monnaies.

Je trouve, dit-il (1), que la cherté que nous voyons, vient quasi pour quatre ou cinq causes. La principale et presque seule, que personne jusqu'ici n'a touchée, est l'abondance d'or et d'argent qui est aujourd'hui en ce Royaume plus grande qu'elle n'a été il y a quatre cents ans... La principale cause qui enchérit toutes... choses en quelque lieu que ce soit, est l'abondance de ce qui donne prix et estimation aux choses, c'est-à-dire l'abondance d'or et d'argent. Et Bodin cite à l'appui de sa thèse de nombreux exemples dont quelques-uns sont tirés de l'Antiquité : l'empereur Auguste ayant apporté d'Egypte d'immenses richesses, il en résulta que le prix des terres à Rome s'éleva considérablement. La cause de la hausse, ce n'était ni la disette des terres qui ne peuvent croître ni diminuer, ni le monopole qui ne peut avoir lieu en tel cas : mais c'était l'abondance d'or et d'argent qui cause le mépris d'icelui et la cherté des choses prisées... Et quand l'Espagnol se fit seigneur des terres neuves, les cognées et couteaux étaient plus cher vendus que les perles et pierres précieuses, car il n'y avait couteaux que de bois et de pierre, et force perles. C'est donc l'abondance qui cause le mépris (2).

Bodin s'attache ensuite (3) à prouver que le royaume est plus riche en métaux précieux qu'il ne l'était trois siècles auparavant. Charles IX, dit-il, tire facilement de ses sujets des sommes beaucoup plus importantes que celles que Louis XI n'obtenait qu'en soulevant les plaintes du peuple. La lecture des registres de la Chambre des Comptes montre qu'on a trouvé plus d'or et d'argent en France pour la nécessité du roi et de la république, depuis l'an cinq cent quinze (1515) à l'an soixante-huit qu'on avait pu trouver auparavant en deux cents ans.

Cette abondance des métaux précieux est en partie la

1. P. 47, verso.

2. Op. cit., p. 48, recto.

3. P. 48 et suivantes.

conséquence de la découverte du Nouveau Monde par les Espagnols qui envoient leur or à la France en échange des marchandises qu'ils en reçoivent (1).

La paix, le développement de l'agriculture, l'accroissement de la population, le commerce extérieur (2) et le travail des Français établis à l'étranger, voilà quelques-unes des principales sources de l'abondance des métaux précieux. Il faut y joindre la banque de Lyon créée par François I^{er} ; elle sert un intérêt si élevé (jusqu'à 20 o/o) qu'elle a attiré en France les capitaux étrangers. De même les emprunts faits par la Ville de Paris ont fait affluer l'argent dans le royaume (3).

L'abondance des métaux précieux, dit Bodin, est moins grande en France qu'en Espagne et en Italie. *Aussi tout est plus cher en Espagne et en Italie qu'en France, et plus en Espagne qu'en Italie, et même le service et les œuvres de main.* C'est pourquoi beaucoup d'Auvergnats et de Limousins s'en vont travailler en Espagne où ils gagnent trois fois plus qu'en France, car *l'Espagnol riche, hautain et paresseux vend sa peine bien cher* (4). Et l'auteur de conclure : *C'est donc l'abondance d'or et d'argent qui cause en partie la cherté des choses.*

Assurément, Jean Bodin n'est pas l'inventeur de la théorie quantitative de la monnaie, mais il l'a énoncée en termes fort clairs ; il a bien mis en évidence que la cause principale de la diminution du pouvoir d'achat des métaux précieux était l'abondance même de ces métaux.

Quant à la seconde cause de la cherté, *elle n'est pas si considérable au cas qui s'offre... c'est à savoir les monopoles des marchands, artisans et gagne-deniers*

1. P. 50, verso.

2. Et en particulier *la trafique du Levant, qui nous a été ouverte par l'amitié de la Maison de France avec la maison des Othomans, du temps du roi François I^{er}*, p. 51 recto.

3. P. 51.

4. P. 51 verso et 52 recto.

lorsqu'ils s'assemblent pour asseoir le prix des marchandises ou pour enchérir leurs journées et ouvrages ; et parce que telles assemblées se couvrent ordinairement du voile de religion, le chancelier Poyet avait sagement avisé qu'on devait ôter et retrancher les confréries, ce qui a été depuis confirmé à la requête des Etats à Orléans, tellement qu'il n'y a point faute de bonnes lois (1).

La troisième cause de l'enchérissement est la disette, qui advient par deux moyens : L'un est pour la traite trop grande qui se fait hors le royaume (2) ou pour l'empêchement d'y apporter les choses nécessaires, l'autre pour le dégât qu'on en fait. Le régime douanier et le gaspillage aboutissent tous deux au même résultat : la disette.

Bodin voit très bien que si les marchandises à vendre se raréfient tandis que la demande ne diminue pas, le prix de ces marchandises tend à s'élever. Cette idée fort juste que l'abondance fait le bon marché était courante au xvi^e siècle ; on la trouve répétée dans nombre d'ordonnances royales.

Suivant Jean Bodin (1), le régime douanier est une cause de cherté parce qu'il permet trop largement l'exportation des vivres et des denrées nécessaires et parce qu'il restreint ou prohibe des importations qu'il serait utile de favoriser. La sortie des blés et des vins engendre la cherté. Quand la France était en guerre avec l'Espagne, les traites étaient interdites et les denrées agricoles étaient à bien meilleur marché qu'elles ne le furent une fois la paix rétablie. Une partie des récoltes de la France est envoyée à l'étranger : les Espagnols emportent de grandes quantités de grains ; les blés du Lan-

1. P. 52 recto. Par *monopoles*, Bodin entend toutes les assemblées et coalitions patronales ou ouvrières qui, malgré les ordonnances royales, s'efforçaient d'augmenter les prix et les salaires.

2. Op. cit., p. 52 recto. Par *traite hors le royaume*, il faut entendre l'exportation.

3. Op. cit., p. 52.

guedoc et de la Provence s'en vont en Toscane et en Barbarie : *cela cause l'abondance d'argent et la cherté du blé.*

L'auteur s'en prend aussi au *plaisir des princes* qui, dit-il, *hausse le prix des choses qu'ils aiment* (1). Les princes sont les arbitres de la mode, ce sont eux qui donnent le ton. Le peuple suit aveuglément leur exemple, il *prise et enchérit tout ce que les grands seigneurs aiment, encore que les choses en soient indignes.*

François I^{er} ayant le goût des pierres précieuses, tout le monde a voulu en acheter à n'importe quel prix. Les Italiens en ont profité pour fabriquer des pierres fausses et pour les vendre en France, *ce qu'eux-mêmes n'ont pu celer, appelant le Français lourdaud... de se laisser ainsi écorner* (2). Mais quand les grands seigneurs voient le peuple avoir à foison les choses qu'ils aiment, ils commencent à les mépriser. Quand Henri II eut affirmé son dédain pour les pierres précieuses, elles redevinrent à bon marché.

Après avoir montré que le luxe des princes entraîne le luxe des particuliers (3), Bodin fait voir l'énorme gaspillage causé par le luxe inouï qui régnait alors ; il y avait là réellement une cause de cherté, car les consommations superflues favorisent la hausse des prix, en diminuant sans utilité la quantité des choses à consommer.

L'autre cause de l'enchérissement (4), *est le dégât qu'on fait des choses qu'on devrait ménager. La soie devrait être à grand marché, vu qu'on en fait tant en ce royaume, outre celle qui vient d'Italie.*

La cherté vient du dégât : car on ne se contente pas d'en accoutrer les bélîtres et les laquais, ains on la dé-

1. Op. cit., p. 53.

2. P. 53.

3. Y avait-il lieu de faire du *plaisir des princes* un facteur de hausse distinct du gaspillage résultant du luxe ? N'aurait-il pas suffi de noter que les princes donnaient l'exemple du luxe ?

4. Op. cit., p. 54.

coupe de telle sorte qu'elle ne peut durer ni servir qu'à un maître. Et de même on gaspille le drap. Pour donner grâce aux chausses, il faut une aune d'étoffe plus qu'au-paravant à faire un casaquin... Du dégât vient la disette ; de la disette vient en partie la cherté d'accoutrements, outre la façon qui passe bien souvent le prix des étoffes, pour les enrichir de broderies, pourfilures, passements, franges, tortils... et autres pratiques qu'on invente de jour à autre. Car, après la défense des draps d'or et d'argent, il se trouva des dames qui portaient des robes faites à Milan du prix de cinq cents écus la façon sans or ni pierreries. Et de telles braveries, on en vient aux meubles de la maison, aux lits de draps d'or ou broderies exquisés, aux buffets d'or et d'argent, et afin que tout s'entre-suive, il faut bâtir ou se loger magnifiquement, et que les meubles soient sortables à la maison, et la manière de vivre convenable aux vêtements : tellement qu'il faut garnir la table de plusieurs mets... De là vient la superfluité excessive en toutes sortes de viande, et la friandise inconnue à nos pères qui a tellement vaincu en ce royaume, qu'il n'y a pas valets de boutique qui ne veuillent dîner à la table du More (1) à un écu par tête, qui est l'une des pestes de Paris la plus pernicieuse.

Il y a eu des excès plus grands encore : un certain financier envoyait de Paris jusques en Flandre douze bottes de chemise blanchir à un teston pour pièce, et jamais ne donnait moins d'un teston pour les épingles... (2). Ce fut l'une des raisons qui mut du Prat chancelier (3) de se faire ennemi juré de tels larronneaux qui gâtent la simplicité du peuple et enchérissent toutes choses de propos délibérés... Je dis donc que de

1. Le More était un restaurateur à la mode.

2. Bodin note avec une visible satisfaction que Dieu s'en vengea, car le bourreau après l'avoir étranglé, lui dépouilla jusques à sa chemise.

3. Op. cit., p. 55. Allusion au procès de Semblançay et des autres financiers.

tels dégâts et superfluités vient en partie la cherté des vivres que nous voyons.

La cinquième cause de l'enchérissement, c'est l'affaiblissement des monnaies qui n'a d'ailleurs contribué à la cherté que pour une faible part (1). Par une argumentation serrée, Bodin prouve que Malestroit s'est trompé et que la hausse des prix des marchandises a été beaucoup plus forte que l'avisement des monnaies (2).

Après avoir établi les causes de la cherté, Bodin essaie de lui trouver des remèdes. Il estime en effet qu'il convient de donner satisfaction *aux plaintes ordinaires qu'on fait de l'enchérissement de toutes choses* (3) et qu'il faut venir en aide aux salariés et aux rentiers qui sont en proie aux difficultés de la vie chère (4).

Il est convaincu que la crise est due presque exclusivement à l'abondance des métaux précieux. Va-t-il donc proposer de réduire cette abondance ? Il s'en garde bien. Comme tous les hommes de son époque, il regarde l'or et l'argent comme la richesse suprême, celle dont les Etats n'ont jamais trop et qu'ils ne sauraient amasser en trop grande quantité. Aussi n'hésite-t-il pas à déclarer avec une pleine conviction : *L'abondance d'or et d'argent qui est la richesse d'un pays, doit en partie excuser la cherté, car s'il y en avait telle disette que le temps passé, il est bien certain que toutes choses seraient d'autant moins prisées et achetées que l'or et l'argent seraient plus estimés* (5).

Quant aux coalitions et au gaspillage, *inutile de faire de belles ordonnances touchant les monopoles, les excès de vivres et vêtements, si on ne les veut exécuter : et toutefois elles ne seront jamais exécutées si le Roi, par sa bonté, ne les fait garder aux courtisans : car*

1. Op. cit., p. 48 recto.

2. P. 56 et suiv.

3. Op. cit. Préface.

4. Cf. op. cit., p. 59 recto.

5. Op. cit., p. 60 verso.

le surplus du peuple se gouverne à l'exemple du courtisan en matière de pompe et d'excès (1).

Bien que certains personnages aient prétendu que l'on devrait interdire complètement le commerce avec l'étranger, Bodin n'est pas de leur avis. Il déclare que si parfois les exportations amènent la cherté, il est certain par contre que les importations favorisent le bon marché : *ce qui entre au lieu de ce qui sort cause le bon marché de ce qui défaillait* (2).

Bodin parle là comme un libre-échangiste. *La trafique*, écrit-il, *doit être franche et libre, pour la richesse et la grandeur d'un royaume*. Mais il faut faire exception pour le blé dont la sortie *doit se gouverner plus sagement qu'on ne fait*, car le bon blé de France est exporté et remplacé par du mauvais blé noir qui vient de la Côte Baltique (3). Quant aux importations, Bodin prétend qu'on peut les restreindre en développant la production de certaines marchandises (4).

Il préconise l'établissement de greniers publics dans chaque ville comme il en existait anciennement. Grâce à ces greniers, on aurait des provisions pour les mauvaises années, on empêcherait *la cherté si grande qu'on voit* et on retrancherait aussi *les monopoles des marchands qui serrent tout le blé et souvent l'achètent en herbe pour y asseoir le prix à leur plaisir* (5).

Pour remédier à l'enchérissement des choses nécessaires et sans lesquelles l'étranger ne peut vivre, Bodin propose des taxes sur les marchandises qui sortent du royaume. Il demande qu'on diminue les impôts qui pèsent sur les Français et que, pour compenser, on augmente les droits de traite foraine (c'est-à-dire les droits à l'exportation) sur les draps, les toiles, le pastel

1. Op. cit., p. 60 verso.

2. Cette même idée avait déjà été exprimée dans une ordonnance royale de 1557, cf. infra, chap. XXI.

3. P. 60 verso et 61 recto.

4. P. 52 verso.

5. P. 62 recto.

et principalement sur le vin, sel et blé, qui sont trois éléments desquels dépend, après Dieu, la vie de l'étranger. Si on relevait ces droits, l'étranger nous achèterait moins de marchandises, mais il nous les paierait plus cher, *ou qu'il ne peut s'en passer.* Les Etats voisins taxent les marchandises françaises à l'entrée; si la France mettait un impôt sur les exportations, une partie de l'impôt prélevé antérieurement par l'étranger tournerait au profit du roi et du royaume. Il ne faut pas objecter que la mesure proposée serait contraire aux traités de commerce, car les étrangers ont établi de nombreux droits de sortie; les Anglais et les Polonais ont même prohibé l'exportation des peaux et de la laine brute. En France, on a bien interdit la sortie de la laine brute *afin que les pauvres sujets aient le moyen de gagner leur vie à la draperie et que le profit de la main demeure au Royaume: mais il n'y a édicts qui tiennent, car pour une somme d'argent on obtient un passeport* (1).

L'élévation des droits de sortie réclamée par Bodin aurait présenté de sérieux avantages: elle aurait restreint la quantité des marchandises exportées, et par conséquent elle aurait augmenté l'abondance et le bon marché à l'intérieur. La France aurait retiré autant d'argent de ses exportations tout en fournissant moins de marchandises; les charges pesant sur les Français auraient pu être réduites et transférées en partie sur les étrangers. L'idée de Bodin était donc judicieuse. Il avait soin de limiter l'augmentation des droits aux marchandises que l'étranger était absolument obligé de nous acheter, car autrement les clients auraient pu se détourner du marché français (2).

1. C'est-à-dire une licence d'exportation. P. 62 verso et 63 recto.

2. Les Allemands et les Anglais du ^{xx}e siècle ont adopté en partie le système préconisé par Bodin lorsqu'ils ont frappé de lourdes taxes leurs exportations de charbon. Sachant leurs clients étrangers forcés de s'adresser à eux, ils en ont profité pour les rançonner quelque peu.

Bien que les prohibitions de sortie aient l'avantage de maintenir l'abondance et le bon marché sur le marché intérieur, Bodin s'en déclare l'adversaire, sauf en ce qui concerne les blés. Sans doute pourrait-on soutenir qu'il émet des idées contradictoires, mais on ne doit pas oublier que son hostilité au régime des prohibitions de sortie est motivée par les nombreuses dérogations qui étaient accordées et qui ne profitaient guère qu'à ces Italiens auxquels l'auteur de *la République* a voué une haine si solide.

Pour diminuer la cherté de la viande, Bodin a trouvé un moyen dont il est fort satisfait. Il voudrait (1) *que l'usage du poisson fût remis en tel crédit qu'il a été anciennement : car il est tout certain que le pauvre peuple aurait bien meilleur compte du bœuf, du porc, du mouton et des salures, et les volailles seraient à prix plus raisonnable.* La France a du poisson en abondance. Toutefois on n'en mange qu'à regret : et lorsque l'usage de la chair est défendu : tellement qu'il y en a plusieurs qui aimeraient mieux manger du lard jaune, le jour de Pâques, que d'un esturgeon, qui est cause que le poisson demeure, et la chair enchérit. Si l'usage du poisson est si peu répandu, c'est qu'il a été déconseillé par certains petits médecins qui pour mettre leur métier en crédit, se voyant peu prisés, tyrannisent les appétits des hommes. Et Bodin d'entreprendre une longue dissertation pour démontrer que le poisson est une nourriture saine. Les Grégeois, dit-il avec quelque naïveté, ne faisaient état en matière de friandise que de poisson, que nous mangeons par pénitence : tellement que les grands seigneurs s'appelaient par honneur : Dorade, Murène, Brochet !

Convient-il d'interdire, comme en Angleterre la consommation de la viande à certains jours de la semaine ? L'auteur est d'avis qu'il vaut mieux employer un moyen plus expédient, sans aucune défense : car il n'y a rien

1. P. 63.

plus doux ni plus agréable à l'homme que ce qu'il lui est défendu, quand celui qui donne les lois contrevient à sa défense... Si le prince vient à lever les défenses et néanmoins qu'il se fasse servir du poisson, tous les grands seigneurs le suivront et puis tout le peuple. Voilà le seul moyen de mettre le poisson en crédit.

Bodin attache une grosse importance au développement de la consommation du poisson et il a raison (1). En effet, répandre l'usage du poisson aboutit à augmenter la quantité des vivres mis à la disposition des consommateurs et par conséquent à diminuer la cherté de la vie (2).

Bodin voit juste lorsqu'il estime que l'exemple du roi suffirait à répandre l'usage du poisson. Quelques siècles plus tard, c'est l'exemple de Louis XVI qui a vulgarisé en France la consommation de la pomme de terre (3).

Bodin s'est rendu compte de l'influence capitale du système monétaire sur le prix des marchandises. Il a fort bien vu que, pour avoir des prix stables, il fallait avoir une monnaie stable. D'après lui, le moyen de *tenir les marchandises à prix égal, c'est l'égalité des monnaies* (4). *Car si la monnaie, qui doit régler le prix de toutes choses, est muable et incertaine il n'y a personne qui puisse faire état au vrai de ce qu'il a, les contrats seront incertains : les charges, taxes, gages, pensions et vacations incertaines : les peines pécuniaires limitées par les coutumes et ordonnances, seront aussi muables et incertaines, bref tout l'état des finances et*

1. Op. cit., p. 63 et 64.

2. Les pouvoirs publics eux aussi se montraient favorables à la consommation du poisson. A Paris ils facilitaient le ravitaillement des habitants en poisson de mer. Cf. ord. prévôt Paris. 28 sept., 1500.

3. Il est à remarquer que dans la période critique que la France vient de traverser, le gouvernement s'est appliqué à propager la consommation du poisson pour remédier à la pénurie des denrées alimentaires et en particulier de la viande.

4. P. 65, 66 et 67.

de plusieurs affaires publiques et particulières seront en suspens.

Bodin juge qu'une réforme monétaire complète est nécessaire. Pour avoir une bonne monnaie, il faudra, dit-il, supprimer l'alliage des métaux qui facilite l'industrie des faux monnayeurs.

Comme il est impossible d'obtenir des métaux absolument purs, il suffira d'affiner l'or à 23 carats et l'argent à 11 deniers 12 grains. *Et afin que la juste proportion de l'or à l'argent, qui est, en toute l'Europe et au régions voisines, à 12 pour 1 à peu près, soit aussi gardée aux poids des monnaies d'or et d'argent, il est besoin de forger les monnaies d'or et d'argent à même poids de 16 et 32 et 64 pièces au marc... En quoi faisant ni les changeurs, ni les marchands, ni les orfèvres ne pourront aucunement décevoir le menu peuple ni ceux qui ne connaissent ni la loi ni le poids : car toujours on sera contraint de bailler douze pièces d'argent pour une d'or et chacune des pièces d'argent pèsera autant que la pièce d'or de même marque.*

Il faudra si possible, bannir complètement le billon et le remplacer par de petites pièces d'argent⁽¹⁾. De cette façon, toutes les monnaies seront au même titre et les faux monnayeurs ne pourront plus fondre la bonne monnaie pour la transformer en pièces d'un titre inférieur. Il serait même désirable qu'une entente entre les princes interdit absolument le billon ⁽²⁾.

La stabilisation du cours et de la valeur intrinsèque des monnaies mettra fin à l'agiotage, au surhaussement et à la falsification des espèces. Elle aura en outre pour résultat la stabilité des revenus et des prix ⁽³⁾.

Les remèdes proposés par Jean Bodin peuvent se résumer ainsi : amener l'abondance des marchandises, réprimer les manœuvres illicites qui provoquent la

1. Op. cit., p. 74. L'inconvénient aurait été d'avoir des pièces d'argent trop petites et exposées à une usure rapide.

2. Op. cit., p. 75 recto.

3. Op. cit., p. 68 et 77 verso.

hausse, stabiliser la monnaie afin d'arrêter sa dépréciation. Ayant admirablement discerné les causes profondes du renchérissement, Bodin a indiqué avec beaucoup de justesse les moyens les plus pratiques pour y remédier. Il s'est rendu compte qu'il ne fallait pas songer à enrayer complètement la hausse, étant donné que la cause primordiale de la cherté était l'afflux d'or et d'argent que personne ne voulait arrêter. Bodin lui-même reconnaissait qu'il ne fallait pas s'y opposer, parce que l'abondance des métaux précieux était pour le pays une source de richesse et de puissance. Un intérêt supérieur commandait de reléguer au second plan la préoccupation de la vie à bon marché.

Le *Discours* de Jean Bodin eut un succès énorme attesté par le grand nombre des rééditions. Son influence fut considérable sur les gens éclairés et par conséquent sur les gouvernants (1). Il suscita un certain nombre d'imitateurs parmi lesquels il faut citer l'auteur du *Discours sur les causes de l'extrême cherté*.

1. Il est permis de croire que l'édit de février 1577, qui a établi des taxes à l'exportation et l'ordonnance de septembre 1577, qui a réformé le système monétaire, ont été inspirés par les idées de Jean Bodin.

CHAPITRE VIII

GIRARD DU HAILLAN

Le Discours sur les causes de l'extrême cherté qui est aujourd'hui en France présenté à la Mère-Reine, mère du Roi par un sien fidèle serviteur, est paru en 1574 à Paris (1). On est généralement d'accord pour l'attribuer à Girard, sieur du Haillan.

D'après certains économistes, ce discours ne serait qu'un plagiat et l'auteur n'aurait fait que piller Bodin (2). Il est vrai que l'opuscule de Girard du Haillan reproduit en partie celui de Bodin, et même que certains passages sont copiés textuellement ; mais c'était là un procédé courant à cette époque : l'on trouve, par exemple, dans le traité de Montchrétien, des pages qui ne sont qu'une transcription littérale du *Miroir des Français*.

Du Haillan avoue d'ailleurs fort honnêtement qu'il s'est inspiré de l'ouvrage de Bodin, et qu'en outre il a utilisé les *Remontrances* du Président Bailly (3). Pourtant le *Discours sur l'extrême cherté* contient des parties originales. Son auteur montre d'une façon saisis-

1. Il a été réédité plusieurs fois, notamment à Bordeaux, en 1586 et en 1587. C'est cette dernière édition que nous suivons, elle ne diffère de la première que par la pagination.

2. Dubois, op. cit., p. 182, note 1. M. Hauser, lui aussi, déclare que du Haillan ne fait que reproduire sans toujours les comprendre l'argumentation et la conclusion de Bodin (Hauser, *Travailleurs et marchands...*, p. 107).

3. *Remontrances faites... par M. de Bailly*, éditées à Paris en 1573. Du Haillan s'est servi de ces *Remontrances* surtout en ce qui concerne la spéculation et l'accaparement.

sante comment la guerre amène la hausse des prix en entravant la production et en favorisant le gaspillage. Il met en évidence la répercussion des impôts sur le prix des marchandises. Il insiste bien plus que Bodin sur le rôle des monopoles et de l'accaparement. S'il ne traite que d'une façon insuffisante les rapports de la monnaie avec la cherté, il expose clairement et d'une façon très personnelle comment la hausse des prix est engendrée par l'accroissement du stock monétaire et de la population, c'est-à-dire par l'augmentation du nombre des acheteurs et des instruments d'achat. Il se distingue encore de Bodin en ce qu'il s'affirme nettement favorable à la fixation légale des prix et à la réglementation du commerce des vivres. La lecture de son ouvrage est beaucoup plus attrayante que celle du *Discours* de Bodin. Du Haillan est loin d'être comme l'auteur de *la République* un profond penseur doublé d'un savant, mais son œuvre ne manque ni d'éloquence ni de pittoresque.

Le *Discours sur l'extrême cherté* a été écrit cinq ans après le *Discours* de Bodin, c'est du Haillan lui-même qui l'affirme. Cette différence de date explique bien des choses, notamment la grande importance accordée par du Haillan à la guerre et aux impôts considérés comme cause du renchérissement. De 1568 à 1574, l'état de la France s'est terriblement aggravé. Les guerres civiles ont ruiné la prospérité du pays et le poids des impôts est devenu plus accablant. La hausse engendrée par l'abondance des métaux précieux s'est effacée peu à peu devant la hausse provoquée par la rareté des produits.

L'auteur reconnaît avec une grande clairvoyance que si l'on souffre de la cherté, cela vient avant tout de l'anarchie et du désordre qui règnent dans le royaume. Il rattache avec raison le malaise économique au malaise politique.

La principale cause de la cherté, dit-il (1), est celle

1. Op. cit., p. 13.

qui est comme mère des autres, qui est le mauvais ordre donné aux affaires et à la police de la France.

La première cause de celles qui sont engendrées de celle-là est l'abondance de l'or et de l'argent qui est en ce royaume. Les autres causes sont le gaspillage des vivres et le luxe, les coalitions et les accaparements, les exportations excessives, le goût des princes pour les objets de luxe, l'exagération des impôts, les guerres civiles, le surhaussement des monnaies et enfin les mauvaises récoltes.

Quant à l'abondance d'or et d'argent (1), du Haillan affirme qu'elle est *plus grande qu'elle ne fut jamais*, mais il ajoute aussitôt : *de quoi plusieurs s'ébahiront, ou l'extrême pauvreté qui est au peuple : mais en cela il faut dire le vieux proverbe, c'est qu'il y a plus d'or et d'argent qu'il n'y eut jamais, mais qu'il est mal parti.* Il semble bien qu'en 1574 l'abondance des métaux précieux est déjà moindre qu'en 1568. Si l'auteur déclare qu'elle est plus grande que jamais, c'est qu'il est influencé par l'ouvrage de Bodin qui lui sert de modèle.

En ce qui concerne les causes de l'abondance d'or et d'argent, du Haillan ne fait guère que reproduire Jean Bodin, mais quand il s'agit d'expliquer par quel mécanisme l'abondance des métaux précieux a engendré la cherté, il se montre plus original, et il émet des considérations assez ingénieuses. Voici comment il explique l'action de l'afflux métallique sur les prix.

D'une part, la France livrant des marchandises en échange des métaux qu'elle reçoit, il en résulte que, sur le marché intérieur, les produits deviennent plus rares et plus chers.

D'autre part, les acheteurs, ayant plus d'or et plus d'argent, sont portés à dépenser davantage. Dans le langage du ^{xx}^e siècle, on pourrait dire que l'abondance des métaux précieux faisait monter les prix en diminuant l'offre intérieure et en accroissant la demande des marchandises.

1. Op. cit., p. 16.

L'or et l'argent, écrit du Haillan (1), sont venus abonder en nous : la plupart de nos marchandises s'en sont allées en pays étranger et ce qui nous est resté s'est enchéri tant par la rareté que pour le grand moyen que nous avons commencé d'avoir : étant tout certain que l'abondance de l'or et de l'argent rend les hommes plus libéraux et, si ainsi faut dire, plus larges à donner plus d'une chose et à acheter plus hardiment et plus souvent, et que là où il y a moins d'or, là se vendent moins les choses... Où il y a abondance d'or et d'argent et de peuple et de trafic, là se vendent les choses chèrement... C'est l'abondance d'or et d'argent qui fait que tout s'achète et qui est une principale partie de la cherté des choses.

La seconde cause de la cherté, c'est le dégât, c'est-à-dire le gaspillage, qui dissipe ce qu'on devrait manger (2).

En un dîner bien ordonné, on ne se contente pas d'avoir trois services ordinaires, le premier de bouilli, le second de rôti et le troisième de fruits : et encore il faut d'une viande en avoir cinq ou six façons, avec tant de sauces, de hachis, de pâtisseries, de toutes sortes de salmigondis et d'autres diversités de bigarrures qu'il s'en fait une grande dissipation. Si on était aussi frugal qu'autrefois, les vires seraient à meilleur marché. Et bien que les vires soient plus chers qu'ils ne furent onques, ci est que chacun aujourd'hui se mêle de faire festin, et un festin n'est pas bien fait s'il n'y a pas une infinité de viandes sophistiquées pour aiguïser l'appétit et irriter la nature. Chacun aujourd'hui veut aller dîner chez le More, chez Sanson, chez Innocent et chez Havart, ministres de volupté et de dépenses, qui devraient être honnis et chassés comme corrupteurs des mœurs (3).

Tandis qu'à l'étranger le vin est réservé aux maîtres,

1. Page 26 à 28.

2. Page 34.

3. P. 35 et 36.

nous voyons qu'en France le vin est commun à tous, aux enfants, filles, serviteurs, chambriers, charretiers et tous autres. Il en résulte que la moitié des terres est plantée en vignes et que la cherté des grains est perpétuelle (1).

On dépense pour se loger des sommes considérables ; on bâtit de superbes palais et on les garnit de meubles magnifiques.

La dissipation des draps d'or et d'argent, de soie et de laine et des passements d'or et d'argent et de soie est très grande. Il n'y a chapeau, cape, manteau, collet, robe, chausses, pourpoint, jupe, casaque, colletin ni autre habit, qui ne soient couverts de l'un et l'autre passement ou doublés de toile d'or et d'argent. Les gentilshommes ont tous or, argent, velours, satin et taffetas. Leurs moulins, leurs terres, leurs prés, leurs bois et leurs revenus se coulent et consomment en habillements (2).

A l'instar de Bodin, du Haillan constate que les efforts du roi pour combattre le luxe sont restés inutiles : *Les beaux édits sur la réformation des habits ne servent de rien, parce que la Cour ne donne pas le bon exemple.*

Les monopoles des marchands, fermiers et artisans sont la troisième cause de cherté (3). A ce propos, du Haillan s'exprime en tout point comme Bodin. Mais il s'étend davantage sur le rôle des accapareurs et spécialement des accapareurs de grains.

Au sujet des *traites* et du *plaisir des princes*, il ne fait guère que reproduire son modèle (4), mais il met en lumière l'influence des impôts sur les prix, ce que n'a pas fait l'auteur de *la République*. L'augmentation des impôts se répercute sur le prix des denrées et les

1. P. 37.

2. P. 42 à 44.

3. P. 45.

4. P. 53 à 55.

fait monter ; la cherté vient donc en partie des impôts. *En quoi il faut premièrement excuser la calamité du temps et les guerres que les rebelles de ce royaume ont suscitées contre le roi qui, pour les soutenir, a été... contraint de charger de quelques impositions son peuple. Il n'y a qu'à prendre patience jusqu'à la fin des divisions* (1).

Les charges sont si grandes que le pauvre laboureur n'a plus aucun moyen de les supporter : il n'a ni blé pour vivre, ni pour semer, ni pour payer ses dettes. S'il a du blé pour semer, il n'a point de chevaux pour labourer. Car ou les collecteurs de tailles les lui enlèvent pour le paiement d'icelles, ou le soldat auquel tout est permis, les lui vole, ou il est contraint de les vendre pour n'avoir moyen de les nourrir. Aussi, beaucoup de terres demeurent-elles incultes, les autres sont mal cultivées et le rendement des récoltes est très faible (2).

Au fond, la principale cause de la cherté, c'est la guerre civile (3). Le gaspillage qui résulte du luxe de la table et des vêtements n'est rien à la comparaison de celui que fait le gendarme et soldat, vaguant et ravageant impunément toute la France : chose véritablement lamentable, et laquelle entre toutes les causes de la cherté il faut coter la principale : étant comme monstrueux de voir le Français, contre tout droit et obligation naturelle, dévorer, piller, rançonner le Français et exercer sur lui cruauté plus grande qu'il ne ferait sur un étranger, un barbare ou un infidèle. Le Roi mande sa gendarmerie et lève le soldat pour son service et pour conserver et garantir ses sujets de l'oppression de ses ennemis. Mais tant s'en faut que le soldat fasse ce pourquoi il est levé, au contraire, autant qu'il y a de soldats, autant sont-ce d'ennemis qui se licencient et débordent par ce royaume et mettent tout en proie, comme en pays de conquête... Non contents de

1. P. 54 et 55.

2. P. 56.

3. P. 61 à 63.

manger et dévorer au pauvre laboureur sa poule, son chapon, son oison, son veau, son mouton, sa chair salée, et lui consommer ses provisions, ils le rançonnent, battent, emportent ce qui se trouve de reste... ; le pauvre homme dénué de tous moyens entre en un désespoir de se pouvoir plus remonter. Bien souvent le paysan est obligé de quitter sa ferme. Quand il continue la culture, la moitié des terres reste en friche et l'autre moitié est mal cultivée.

Un autre facteur de la cherté (1), c'est l'insuffisance des récoltes pendant cinq ou six années consécutives. *Le peu qui s'est recueilli a été dissipé par la guerre. Il ne reste plus de bétail ; on a tout mangé.*

Enfin, la dernière cause du renchérissement, c'est le *haussement du prix des monnaies* que du Haillan ne fait que mentionner et auquel il semble ne pas attacher grande importance. C'est du reste le principal reproche qui peut être fait à l'auteur du *Discours sur l'extrême cherté* : il néglige par trop l'influence du facteur monétaire sur les prix.

Ayant dégagé les causes de la cherté, du Haillan propose des remèdes qui, pour la plupart, sont analogues à ceux qu'a préconisés Bodin. Pourtant, il se déclare partisan des taxations légales que Bodin n'a pas réclamées.

Bien que l'abondance des métaux précieux ait engendré le *grand prix et haussement des choses*, du Haillan estime qu'elle ne doit pas être combattue parce *que c'est la richesse d'un pays*. Pour ce qui est du gaspillage résultant du luxe, il convient de faire exécuter les édits sur les habillements et sur les restrictions alimentaires, mais il est nécessaire que la Cour donne le bon exemple (2).

Vis-à-vis des coalitions il convient de faire respecter

1. P. 57.

2. P. 60.

l'ordonnance d'Orléans qui interdit les confréries (1).

Pour empêcher l'accaparement du blé, il faut ordonner que les grains soient vendus tous les ans à une époque déterminée (2) ; il faut aussi que les accapareurs soient punis sévèrement.

Les traites seraient grandement profitables si on y allait plus modestement qu'on ne fait. On ne devrait pas accorder les licences d'exportation aux fermiers du Domaine, des Aides et de la Gabelle, non plus qu'aux favoris de la Cour, afin que le transport de nos blés ne nous amène une cherté excessive et dommageable au public (3).

Il faudrait que les princes cessent de donner l'exemple d'un luxe excessif, car tous les gentilshommes les imitent et cela amène la cherté (4). Les Princes ne devraient tant reluire ni paraître par pierreries que par la vertu et sont assez connus, respectés et regardés par leur rang et autorité, sans désirer d'être davantage vus par la lueur des pierres précieuses. Aujourd'hui les grands veulent avoir des pierreries en abondance, pensant par là se rendre plus vénérables à leurs peuples. On pourrait à la rigueur excuser ce faste chez les princes si les petits compagnons ne voulaient les ensuivre en cette dépense.

Les impôts excessifs (5) contribuent grandement à la cherté. La seule chose possible, c'est que le roi les réduise lorsqu'il sera débarrassé des guerres civiles et délivré de ses dettes. Voilà l'espérance qui allège la pauvreté du peuple.

Et quant aux guerres qui ont enseigné aux soldats l'insolence pour brûler, piller, ravager et dissiper, tout cela requiert de belles ordonnances militaires sur le règlement de la vie des gens de guerre (6).

1. P. 64.

2. P. 65 et 67.

3. P. 70 à 73.

4. P. 73 et 74.

5. P. 74.

6. P. 75.

Le grand remède (1) qui, malgré la stérilité, peut diminuer la cherté, consiste en de *bonnes ordonnances sur la distribution, ordre, réserve, vente et taux des vivres, lesquelles suppléeront aucunement à ladite stérilité et nous apporteront, sinon un grand marché de toutes choses, pour le moins meilleur que nous ne l'avons. Car il n'y eut jamais si grande stérilité ni disette de biens que la bonne police n'y ait suppléé : mais là où elle fait défaut, on pourrait avoir des vivres en abondance que la cherté y sera toujours.*

Autres remèdes à la cherté (2) : créer des greniers publics et réglementer le commerce des grains. Dans les principales villes de chaque province, il faut amasser du blé dans des greniers municipaux et le distribuer au peuple en cas de disette ou de cherté excessive amenée par *le monopole des marchands*. Les villes devront s'entraider et s'informer des stocks qu'elles possèdent. Il faudra qu'elles puissent contraindre les gentilshommes, les fermiers et les marchands à vendre leurs blés et à n'en faire aucune réserve, sauf pour leur consommation personnelle. Les transports de blés de province à province ne seront autorisés qu'après une déclaration faite avant le départ aux officiers de police du lieu de l'expédition et ceux-ci avertiront leurs collègues du lieu de destination.

En cas de cherté menaçante, il conviendrait (3) d'interdire complètement le commerce des grains qui, en temps de hausse ne fait qu'aggraver la cherté au détriment du public, car celui qui a acheté le blé 100 *le veut vendre 150 et bien souvent doubler et tripler le prix de son achat.*

Peut-être pourrait-on reprocher à du Haillan de témoigner d'une confiance exagérée dans la réglementation et la taxation légale. En 1574, il y avait bien longtemps que le commerce des grains était réglementé ; l'ordonnance de 1567 avait organisé la taxation

1. P. 75 à 78.

2. P. 76.

3. P. 50.

légale de la plupart des marchandises, et malgré tout la hausse avait continué.

Il est à croire cependant que taxation et réglementation n'étaient pas complètement inutiles puisque, après l'expérience qui en avait été faite, du Haillan et beaucoup d'autres avec lui persistaient à en réclamer l'application.

CHAPITRE IX

FRANÇOIS GARRAULT

Bodin et du Haillan ont fait de la cherté l'objet principal de leurs *Discours*. Ils ont soutenu que la hausse des prix avait des causes multiples et ils ont proposé des remèdes très divers. Dans ses *Paradoxes sur le fait des Monnaies* parus en 1578, François Garrault, sieur des Gorges, conseiller du Roi et général des Monnaies, envisage la question sous un autre aspect.

Il s'occupe bien de la cherté, mais accessoirement, en tant qu'elle se rattache au désordre des monnaies. Il s'intéresse avant tout à la crise monétaire, mais qu'on n'en conclue pas qu'il la regarde comme la source unique du renchérissement.

Selon Garrault, la valeur des marchandises doit s'apprécier par rapport au métal fin. Il ne faut, dit-il (1), *considérer le nombre des lires qui interviennent en ventes et achats, mais la qualité et quantité des espèces*. Autrement dit, la commune mesure des valeurs, est une certaine quantité de métal fin : l'or et l'argent constituent l'étalon des valeurs.

Ceci posé, Garrault affirme que de l'augmentation et surhaussement du prix des monnaies vient la cherté et bon marché de toutes choses, et que de la réduction et rabais d'elles provient l'encherissement (2).

Quand le cours de l'œuf est porté de 60 à 65 sols,

1. Premier paradoxe.

2. Deuxième paradoxe.

les prix réels (1) doivent s'abaisser. Inversement, quand l'écu est ramené de 65 à 60 sols les prix réels doivent s'élever (2).

Comment Garrault démontre-t-il sa théorie ? De la façon très simple que voici. Lorsque l'écu vaut 4 livres, un marchand qui achète à l'étranger une aune de velours pour 3 écus devra la revendre 12 livres s'il veut retrouver ses 3 écus. Mais s'il advient qu'entre l'achat et la revente, le cours de l'écu soit réduit à 3 livres, le marchand, pour avoir ses 12 livres, devra vendre son velours à raison de 4 écus l'aune, alors que précédemment il pouvait se contenter de 3 écus. D'où *un enchérissement et augmentation de 25 0/0 advenant à cause de la diminution du prix des monnaies* (3).

Si on considère le commerce intérieur, on voit que les marchandises les plus nécessaires *sont augmentées et enchéries d'autant plus que l'on a diminué le prix des espèces*. Quand l'écu sol valait 4 livres, le franc d'argent 40 sols, le teston 25 sols (4), un homme payait à l'hôtel 15 sols pour son dîner et pour le repas de son cheval ; il donnait pour s'acquitter un quart de franc et cinq sols. A présent, les cours ayant été réduits, le dîner coûte toujours 15 sols, mais il faut donner davantage d'espèces : un demi-franc et cinq sols. Le quartier de mouton de 20 sols se payait autrefois un demi-franc ; aujourd'hui il se paye un franc. Avec un teston, on achetait autrefois une paire de souliers de 25 sols, aujourd'hui l'achat de cette paire de souliers nécessite un teston, dix sols et six deniers (5).

Que penser de la thèse de Garrault ? Si elle était exacte, le roi aurait commis une lourde erreur en

1 C'est-à-dire ici les prix évalués en quantité de métal fin.

2. La thèse de Garrault était, suivant le désir de son auteur, paradoxale à souhait. L'opinion courante, celle que le roi avait consacrée par son ordonnance de septembre 1557, c'était que le surhaussement des espèces engendrait la cherté.

3. Deuxième paradoxe.

4. Il s'agit de cours pratiqués dans le commerce.

5. Deuxième paradoxe.

réduisant le cours de l'écu de 65 à 60 sols afin de faire baisser le coût de la vie. Le raisonnement de Garrault est le suivant : les prix cotés en livres tournois étant supposés fixes, si le cours des espèces exprimé en livres vient à diminuer, il faut donner davantage d'écus pour s'acquitter d'un même nombre de livres, et par conséquent pour acquérir une même quantité de marchandises.

Un fait certain, c'est que l'hypothèse de Garrault ne correspondait pas à la réalité. Le rapport d'échange entre la livre tournois et les marchandises subissait de fréquentes variations. Les prix fixés en livres étaient des plus instables, car ils étaient affectés et par la dépréciation de la livre par rapport au métal, et par la dépréciation du métal par rapport aux marchandises.

Si, comme le suppose Garrault, les prix évalués en monnaie de compte étaient restés invariables, c'est la livre tournois qui aurait constitué le véritable instrument de mesure des valeurs. Dans ce cas, le surhaussement du cours des espèces aurait été à peu près indifférent, puisqu'il n'aurait eu aucune influence sur le prix réel (1) et qu'il aurait seulement modifié la quantité d'espèces équivalente à la livre tournois.

Mais si les prix qui servaient de base aux échanges étaient les prix évalués en quantité de métal fin, le surhaussement des espèces, n'affectant aucunement cette catégorie de prix, devait seulement faire varier les prix cotés en livres tournois. C'est ce qui s'est produit en pratique. Le surhaussement a déprécié la livre par rapport aux espèces et aux métaux précieux, et les prix en livres se sont accrus au xvi^e siècle dans une proportion bien plus forte que les prix évalués en espèces ou en quantité de métal fin.

D'ailleurs, Garrault n'hésite pas à se contredire. Ne déclare-t-il pas, dans son premier *Paradoxe*, que le mar-

1. Dans cette hypothèse, le prix réel (en entendant par là le prix servant de base aux échangistes) aurait été le prix en livres.

chand veut toujours deux écus pour une aune de drap à quelque prix que l'écu puisse monter, suivant l'estimation duquel écu il impose prix à sa marchandise.

Et par contre à la fin de son deuxième *Paradoxe*, l'auteur renonçant pour un instant à être paradoxal, consent à se rallier à l'opinion courante, il reconnaît que *l'occasion de l'enchérissement et surhaussement de toutes choses c'est le surhaussement et cours déréglé des monnaies.*

Deux thèses aussi opposées que celles que Garrault a soutenues successivement ne semblent pas faciles à concilier. Cependant leur auteur y réussit... presque. Il montre en effet que le surhaussement et la réduction du cours des monnaies ne sont en réalité que l'occasion du renchérissement, mais que la véritable cause c'est que *les hommes sont tellement adonnés et enclinés à l'avarice que, sans mettre aucune fin aux richesses, cherchent tous moyens de faire profit, quelque compte et réduction qu'on puisse faire, car s'ils contractent par sols et livres, ils ont égard à la qualité et quantité des espèces qui interviennent au prix. Et si on compte par espèces, considèrent le nombre des livres qu'ils recevaient au précédent, opposant toujours quelque objet pour pallier et couvrir leurs mauvaises actions.* Pour déjouer ces manœuvres, Garrault conseille au peuple de se soumettre à l'ordonnance du roi (1), « sans récalciter ni vouloir entrer en connaissance de cause, n'ayant icelle été faite qu'avec sage et mûre délibération » (2).

Si Garrault n'a pas discerné exactement quelle était l'action de la monnaie sur les prix (3), il a très bien compris qu'il existait une relation entre les prix des marchandises et le cours des monnaies. Le coût des marchandises, dit-il, est *en conséquence de celui des monnaies, ayant semblable cause, progrès et fin, et l'un et*

1. Ordonnance de septembre 1577.

2. Deuxième paradoxe.

3. Dans son premier paradoxe l'auteur soutient avec assez de vraisemblance que les marchands survendent leurs marchandises de 30 à 40 o/o en alléguant la perte qu'ils sont exposés à subir sur les espèces reçues en paiement à un cours trop élevé.

l'autre réglés, conduits et modérés par la nécessité qui contraint un chacun rechercher la juste valeur de toutes choses selon la valeur et l'estimation de la monnaie.

Les remèdes indiqués par Garrault sont plus sensés que ses conceptions sur les causes de la hausse. Il demande (1) qu'afin que *toutes choses soient réduites et maintenues en leurs justes prix et valeur*, on punisse ceux qui vendent des *marchandises fausses et défectueuses*. Toutes les marchandises devraient être visitées et marquées par des gens compétents, avant d'être mises en vente. Les prix devraient être fixés par les pouvoirs publics *suivant les anciens statuts* du royaume. En cas de survente il faudrait appliquer aux contrevenants les mêmes peines qui frappent le surhaussement des monnaies.

Garrault s'est lui-même chargé d'expliquer pourquoi il avait soutenu des théories contradictoires.

J'ai écrit cet ouvrage, dit-il dans la dédicace, *pour stimuler quelque gentil esprit à contredire par raisons que je pourrais bien déduire, étant le fait des monnaies tellement problématique qu'il se peut discuter en l'une et l'autre part*. Les *Paradoxes* n'ont été pour François Garrault qu'un passe-temps agréable ; il s'est diverti à soutenir avec une réelle ingéniosité des thèses qui allaient à l'encontre des idées reçues et qui choquaient même le simple bon sens. Heureusement pour sa mémoire, Garrault n'a pas été seulement le sophiste subtil des *Paradoxes*. Haut fonctionnaire des Monnaies, il figure parmi les promoteurs du compte par écus. Il a été l'un de ceux qui firent adopter par le roi l'admirable réforme de septembre 1577, réforme qui eût donné à la France une monnaie saine et stable et qui eût probablement enrayé la hausse des prix si les guerres civiles et l'anarchie n'avaient rendu impuissantes toutes les décisions du pouvoir royal (2).

1. Deuxième paradoxe, in fine.

2. François Garrault est l'auteur d'un *Recueil des principaux avis donnés es assemblées faites... en l'abbaye Saint-Germain-des-Prés*,

CHAPITRE X

NICOLAS DE MONTAND

AUTEUR DU « MIROIR DES FRANÇAIS »

Le Miroir des Français a été écrit en 1581 par Nicolas de Montand (1). C'est un pamphlet en forme de dialogues. L'auteur, qui déclare appartenir à la Religion réformée, s'attaque à la royauté et au catholicisme avec un acharnement passionné. Cette vigoureuse satire politique contient des vues assez justes sur les causes du renchérissement et sur les remèdes qu'il convient d'y apporter.

Si l'auteur s'est longuement étendu sur la hausse des prix, c'est que celle-ci comptait parmi les maux dont le peuple se plaignait le plus vivement et dont il rendait le souverain responsable. Ennemi du roi, ennemi de l'Eglise, de Montand n'abandonne rien de ses haines quand il pénètre sur le terrain économique. C'est à des causes politiques et morales que ce Réformé attribue la crise de cherté dont souffrent les Français. Il manque totalement d'impartialité, mais son œuvre n'en est pas moins fort intéressante. Négligeant complètement l'in-

publié à Paris en 1578. Cet ouvrage sera étudié dans un chapitre ultérieur (infra, ch. XXIII) avec la réforme monétaire de Henri III, car les délibérations de Saint-Germain-des-Prés ne sont pas de simples controverses doctrinales ; elles doivent être regardées comme des travaux préparatoires de l'ordonnance de 1577.

1. La préface est datée de Nancy, 1^{er} octobre 1581. L'indication du lieu est probablement fausse et destinée à tromper sur la véritable personnalité de l'auteur. D'après M. Dubois (Dub., op. cit., p. 147), de Montand serait le pseudonyme de Barnaud. L'édition que nous suivons porte le millésime 1582.

fluence de la monnaie sur la hausse des prix, de Montand voit les origines de la crise dans le relâchement des mœurs et l'abandon de la crainte de Dieu. Tout le mal vient de là ; les spéculations éhontées, les accaparements criminels, les guerres fratricides, le luxe et le gaspillage, les excès de toutes sortes, l'insuffisance de la production, la corruption des magistrats, la malhonnêteté qui préside aux transactions. On se demande, dit-il (1), *d'où procède la cherté des vivres*, mais elle vient de notre incrédulité et mauvaise vie... *Le seul mépris de la parole de Dieu en est la cause originare*. C'est parce que les hommes ne sont pas charitables (2), parce qu'ils méconnaissent le fait qu'ils sont tous frères et membres d'un même corps, c'est pour toutes ces raisons qu'il n'y a que tromperies, monopoles et perfidies au monde. Qu'on ne s'étonne donc pas si jusques à présent, les guerres nous ont accablés et que nos vivres et marchandises soient ainsi rares et enchéris.

Les maux qui accablent la France dérivent tous de cette cause très générale qu'est le mépris de la parole de Dieu, mais la cherté a des causes plus spéciales et plus proches que de Montand cherche à dégager.

Il se demande (3) si le prix élevé des marchandises provient de l'abondance d'or et d'argent. Il semble le nier et s'efforce de réfuter l'argumentation de Bodin en se basant sur les remarques suivantes :

Durant les années 1556 et 1557, l'or n'était pas abondant et pourtant *les vivres étaient merveilleusement chers*. Dans l'Antiquité l'or existait en quantités considérables. Au contraire, à l'époque où écrit l'auteur on ne voit plus *tant de belles et riches pièces d'or* comme on en voyait peu de temps auparavant (4).

1. P. 449.

2. P. 475 à 477.

3. P. 463.

4. Sans nous attarder à relever la faiblesse de ce raisonnement, notons que de Montand n'avait peut-être pas tort en contestant que

Pour l'auteur du *Miroir*, la vie chère provient en grande partie des agissements malhonnêtes des accapareurs et des exportateurs, gros marchands ou modestes regrattiers qui, avec la complicité des magistrats, réussissent à raréfier les produits sur les marchés.

La cherté (1), est le fait *des proviseurs de greniers qui amassent tout le blé d'un pays, sans le distribuer au peuple. Certains aiment mieux de le laisser pourrir et manger aux mouchérons, dans leurs greniers, que de le vendre au marché, pour le mettre à quelque raisonnable prix. D'autres qui exportent les grains affament artificiellement leurs voisins et patriotes pour gagner cent pour cent sur l'étranger.*

Il y a d'autres petits traîneurs de sacs (2), rats de greniers, coureurs de marchés, acheteurs de fruits en herbe, maquignons de dîmes, épieurs de paysans, tricoteurs de paches (3), et monopoleurs de denrées qui mettent la cherté partout où ils trafiquent, tellement que l'on jugerait que le feu ait arcé tous les greniers où ils ont passé. Combien se trouvera-t-il aussi de vinatiers qui enarrhent les vins de toute une contrée, pour faire passer sous leurs mains le public et qui épient et attendent le plus souvent les gelées et froidures avant que de mettre le signal (4) et bouchon à leurs caves, pour vendre leur vin à tel prix que bon leur semble... Il y en a de si méchants parmi eux qu'ils aiment beaucoup mieux laisser tourner, aigrir et perdre leur vin par la cave, plutôt que de le vendre par le menu.

Les princes, les grands seigneurs et les magistrats se mêlent de faire le commerce des grains et se livrent au trafic des licences d'exportation. Certains magistrats ont leurs mouchards proviseurs, qui ne laissent blé ni vin aux

l'abondance des métaux précieux fût cause de la cherté qui régnait alors. Vers 1581 le stock monétaire de la France était fortement diminué, l'or et l'argent avaient pris le chemin de l'étranger ; si la cherté persistait c'est que les produits s'étaient raréfiés.

1. P. 442.

2. P. 443. Il s'agit ici du menu fretin des petits revendeurs.

3. *Paches*, pactes.

4. Le signal qui annonçait qu'il y avait du vin à vendre.

caves, celliers et greniers de ceux qui sont de leurs ressort. qui ne soient marchandes et happés par eux pour affâmer le peuple (1).

De Montand s'élève contre les gens qui, pour faire leurs provisions, s'en vont à la rencontre des denrées en route pour la ville et il essaie de les persuader qu'ils auraient avantage à laisser les produits arriver aux marchés. Mais la plupart des *épieurs des chemins* étaient des gens qui achetaient pour revendre plus cher ; les exhortations de l'auteur du *Miroir* devaient les laisser insensibles.

Quant aux épieurs de chemins (2)... je leur prierai seulement de n'aller au-devant des bonnes gens qui viennent aux marchés, car s'ils ont patience d'attendre qu'ils soient arrivés à la ville, ils auront beaucoup meilleur prix et leurs voisins aussi que de se précipiter comme ils font... Les autres, qui sont encore plus diligents et qui vont acheter au marché à trois, quatre, cinq et six lieues, sont encore pis, car, s'ils laissaient venir les marchandises aux villes principales, tout y regorgerait d'abondance de toutes choses, et seraient bien aises les vendeurs de vendre à bon prix pour retourner de bonne heure au gîte de leur logis, joint qu'un marché de ville où il y a foison et quantité de vivres fait aviler incontinent toutes choses qu'on y apporte.

En bon sectateur de la Réforme, de Montand désigne comme étant les spéculateurs les plus dangereux les fermiers des évêchés, abbayes et prieurés, qui amassent les vivres et les exportent, grâce à la connivence des magistrats, la malice des évêques et des abbés... l'avarice des prélats et la stupidité du peuple.

L'auteur du *Miroir* déclare que la consommation excessive des boissons et des victuailles est une des causes les plus importantes de la cherté. L'ivrogne et le gourmand, dit-il (3), ne valent pas mieux que l'autre :

1. P. 444.

2. P. 444 et 445.

3. P. 448.

le premier enchérit bien fort le vin et le gourmand le pain et autres vivres nécessaires pour la vie humaine.

Entre les grands excès qui se font en ce royaume (1), celui des banquets est l'un des premiers, car aux mariages, aux baptêmes, aux fêtes bacchanales, jour de la Nativité de Jésus-Christ, des Rois, Pâques, Pentecôte, St Jean et autres jours chômables, item aux patrons dédicaces et vogues des villes et villages, aux lieux où on va gagner les pardons, aux banquets des femmes accouchées, aux confréries, chapelets et autres infinis et superflus banquets où en un jour on fera de dépense plus que l'on ne saurait le faire en deux mois en un autre temps... Et puis on s'émerveille de la cherté des vivres : de vrai il ne faut ébahir car la principale faute vient de nos friandises, délicatesses et gourmandises.

De Montand se rend bien compte que l'insuffisance de la production n'est pas étrangère à l'élévation des prix. La cherté, dit-il (2), vient de ce que les terres sont mal cultivées et de ce que *le plat pays ne nourrit plus aujourd'hui la centième partie du bétail et volaille qu'il nourrissait au temps jadis.*

La guerre est elle aussi, une cause de hausse (3) parce qu'elle entrave la production et augmente la consommation. Le *débordement des soldats* amène le gaspillage ; chacun sait en effet que *mille soldats dépenseraient plus en un jour que mille hommes paisibles en un mois.*

Les impôts contribuent également à la cherté. Sans l'affirmer nettement, l'auteur le reconnaît de façon implicite (4).

Nicolas de Montand ne manque pas d'indiquer de multiples moyens de remédier à la hausse. Il faut dit-il, (5) *établir une police de toutes les denrées et mar-*

1. P. 449.

2. P. 446.

3. P. 4833 et 449.

4. En effet, parmi les remèdes qu'il préconise, figure la réduction des impôts p. 468.

5. P. 212.

chandises quelconques afin qu'elles soient coutumièrement à un même prix.

La première mesure à prendre (1), c'est de faire un recensement de tous les Français et de tous les biens que chacun possède. De cette façon, on pourra *savoir les vivres et provisions ordinaires qui seront nécessaires aux habitants de chacune villes et village... et aussi les charges que chacun doit porter... voila un des moyens que nous avons trouvé pour mettre taux et prix raisonnable aux vivres, desquels dépendant le raval de toutes les autres denrées et marchandises, car quand le marchand et l'artisan auront les bles, vin, chair, volaille et reptiles à bon marché, ils seraient bien ingrats s'ils tenaient le prix de leurs marchandises aussi hautes comme elles sont présentement.*

Il faut cependant taxer les marchandises autres que les vivres, car *malgré que les monnaies aient été avilies (2)... les marchandises telles que le drap, la soie, les épiceries, et en conséquence les salaires et les denrées n'ont point diminué de prix.*

De Montand insiste beaucoup sur la nécessité de *mettre taux raisonnable* à toutes les marchandises, et il propose même un tarif détaillé (3).

Pour lutter contre les regrattiers et les accapareurs de denrées agricoles, l'auteur du *Miroir* préconise toute une série de mesures qui, pour la plupart, avaient été édictées par les pouvoirs publics depuis longtemps déjà. Il faut, dit-il (4), défendre aux marchands d'acheter des blés dans les villages voisins de leur bailliage avant que les terres ne soient ensemencées, interdire d'enar-rher les vins jusqu'à la Saint-Martin, accorder des

1. P. 445 à 459.

2. L'ordonnance de septembre 1577 avait réduit le cours nominal de l'écu et le roi avait ordonné que le prix des marchandises fût réduit en semblable proportion.

3. P. 177.

4. P. 456 et 457.

délais de paiement aux laboureurs afin qu'ils aient le temps de vendre leurs denrées (1), empêcher les marchands étrangers d'acheter les blés et les vins jusqu'à ce que le recensement ait fait connaître les ressources disponibles, rendre obligatoire la déclaration des récoltes par les échevins des villages et les obliger à avertir les échevins des villes, multiplier les foires afin que les villageois soient contraints d'apporter leurs denrées aux villes, enregistrer les prix des grains dans les marchés, etc.

Il faut aussi (2) que les villes aient des greniers publics où elles amasseront les grains et les légumes *pour sustenter les pauvres en temps de famine et mettre abondance dans le pays. J'ai vu par expérience* dit l'auteur, *en d'aucuns lieux où le blé était merveilleusement cher, faire ouvrir des greniers pleins de millet, pois chiches et légumes qui abondaient les marchés d'un bailliage et faisaient ravalier le prix du blé d'heure à autre.* Les villes devront pareillement constituer des réserves de vin et de tous les vivres nécessaires au peuple. Lorsque les marchands ne voudront pas vendre ou qu'ils vendront à prix excessif, on ouvrira les caves et magasins municipaux et la ville fera vendre les denrées *au détail, par quelques honnêtes hommes.*

Ainsi, de Montand préconise déjà la vente des denrées par les municipalités. Il ne fait d'ailleurs que se rallier à une institution qui fonctionnait déjà en Italie (3) : les baraques Vilgrain ont des précédents qui remontent loin.

L'auteur du *Miroir* réclame une répression sévère des monopoles et des accaparements (4). Les coupables

1. Pour vivre jusqu'à la récolte, les laboureurs étaient souvent obligés d'emprunter aux marchands qui se rembouraient en saisissant les récoltes à l'échéance. Ainsi, les produits agricoles n'étaient pas envoyés sur les marchés des villes et étaient accaparés par les marchands.

2. P. 457, 481, 482, 484.

3. Cf. Délibération du Conseil du Roi de nov. 1583.

4. P. 477 et 478.

devront être punis de grosses amendes qui, pour être efficaces, seront proportionnées à la fortune des délinquants. On devra châtier sans pitié les magistrats qui se laissent corrompre. *Tous juges, consuls et autres officiers tant de la justice, que de la police, ne feront aucun trafic et négociation (1) de marchandises, en façon et manière que ce soit, afin qu'ils soient tant plus équitables pour bien policer et faire le taux des vivres et autres marchandises. On mettra en accusation (2) les magistrats qui tolèrent les monopoles et font le trafic des blés et des vins.*

Les commerçants qui bien souvent trompent leurs clients sur la qualité de la marchandise doivent être soumis à un contrôle sévère. Les fraudes (3) sont particulièrement fréquentes chez les grossiers et vendeurs de sucre et épiceries ; il en est de même chez les cordonniers qui emploient du si mauvais cuir que dans un mois au plus une paire de souliers est usée et gâtée.

Ce qui ne souloit valoir que dix et douze sols, ils le vendent trente et trente-cinq sols tournois. Toutes les marchandises sont de mauvaise qualité, les manufactures ne sont d'aucune durée (4), mais nos marchands ne laissent de les vendre aussi chèrement que si elles étaient les mieux faites du monde.

Un autre moyen de faire baisser les prix (5), c'est de réprimer la débauche qui entraîne des gaspillages de toutes façons. Il faut nettoyer le royaume des superfluités et immondices qui sont dedans... Pour commencer qu'on n'entende plus parler... du changement d'hommes en femmes, soit en habits, tortillements de cheveux que en autres bigarrées façons de faire plutôt gomorienne que française (6). Qu'on fasse cesser le luxe de la vaisselle,

1. P. 457

2. P. 445.

3. P. 470 à 472.

4. P. 475, *Manufactures* signifie produits manufacturés.

5. P. 465.

6. Allusion aux mœurs de la cour de Henri III.

des bijoux et des habits. Qu'on fonde les chapelets et les croix d'argent des vieilles femmes et qu'on les transforme en monnaie.

Qu'on interdise le gaspillage des vivres (1). Qu'on supprime toutes mignardises, délicatesses de pâtissiers qui mettent à mal grande quantité de farine, dont on se pourrait bien passer. Qu'on punisse les boulangers qui emploient la fleur de leur farine à pâtes légères qui ne servent de rien que pour faire mal à l'estomac des enfants, et qui est cause que le peuple ne saurait avoir de bon pain des boulangers. Qu'on réprimande les femmes qui emploient quantité de farine à faire des gâteaux, gaufres, beignets, matafans et autres pâtes chaudes. Il serait bon aussi de fermer les cabarets (2). En toutes républiques bien policées, les tavernes devraient être bien étroitement défendues, car les engouleurs de vin et de cabaretiers sont volontiers blasphémateurs, paillards, gourmands et fainéants.

L'accroissement de la production est un moyen de faire baisser les prix. Pour développer la production, qu'on oblige les moines au travail ; au lieu qu'on ne trouve qu'à drachme et grande difficulté des artisans, on en aura à rechange, tellement que... toutes marchandises... rabaisseront de prix. Mais les moines sortis de leurs couvents pour travailler devront être garantis contre la malignité publique, car leur travail amènera l'abondance des vivres et de toutes les marchandises (3).

L'agriculture doit être protégée : il faut empêcher les dégâts qui sont commis dans les cultures tant par les hommes que par les bêtes (4). Les seigneurs qui chassent dans les terres ensemencées doivent en être empêchés ou être contraints d'indemniser le cultivateur.

1. P. 452.

2. P. 446.

3. P. 197 et 457.

4. P. 479.

De Montand se montre protectionniste : il recommande de prohiber la sortie des *marchandises crues*, pour augmenter la production nationale (1).

Si une baisse générale des prix paraît difficile à obtenir, il faut du moins chercher à diminuer le prix des choses les plus nécessaires. Pour cela il convient d'abolir les taxes sur les matières premières. Si le roi a besoin d'argent, qu'il mette les taxes *sur les plus rares et précieuses marchandises qui se négocient en son royaume, afin que les riches et glorieux supportent les charges*. C'est, en somme, la taxation du luxe que réclame de Montand. On s'étonne lorsque, à côté d'idées aussi raisonnables, on le voit préconiser des remèdes enfantins et cruels comme la mise à mort des sorciers (2).

Pour relever la production, il compte beaucoup sur la paix qui ramènera la tranquillité et qui permettra à tous de travailler en pleine sécurité. La guerre finie, on mettra en culture les terres en friches. *Finalement on verra produire plus de biens, s'il plaît à Dieu, dans une année que l'on en recueillait en cinq ou six précédentes* (3).

Certes, l'auteur du *Miroir* n'était pas un spécialiste des questions économiques. Critiquer ses erreurs serait trop aisé. On pourrait notamment lui reprocher d'avoir méconnu l'influence considérable de la monnaie sur la hausse des prix. On pourrait dire aussi qu'il a manqué d'originalité en proposant comme remèdes des mesures qui, pour la plupart, avaient été déjà édictées ou préconisées.

Il n'en faut pas moins reconnaître la perspicacité et la profondeur de certaines idées qu'a soutenues l'auteur du *Miroir*. Son grand mérite, c'est d'avoir bien vu que

1. P. 457.

2. P. 495. Dans les pays où les sorciers ne sont ni surveillés, ni punis, *adviennent les stérilités des fruits, grêles, tempêtes, guerre, peste et famines*.

3. P. 483.

la hausse des prix était en corrélation étroite avec la situation politique et économique et même avec l'état moral de la nation. Il a compris que la cherté n'était que l'un des aspects de la crise qui sévissait sur le pays. Il a montré, et ses prévisions ont été justifiées, que l'on cesserait de souffrir de la vie chère quand la paix, l'ordre et l'activité productrice auraient été restaurés. Au fond, de Montand ne semble pas avoir grande confiance dans l'efficacité des moyens humains. Il n'espère guère qu'en l'intervention divine et il est convaincu que les hommes n'obtiendront la miséricorde de Dieu que s'ils essayent de s'en rendre dignes.

Toutes marchandises et autres choses, dit-il, retourneront en leur premier être et encore mieux qu'elles ne furent, si les hommes s'adonnent à chercher le règne de Dieu et sa justice (1).

CHAPITRE XI

CLAUDE HATON

Les *Mémoires* de Claude Haton, curé du Mériot, village de la Brie, embrassent les années 1553 à 1582. Ils ont été publiés, pour la première fois, dans la *Collection des Documents inédits sur l'histoire de la France* (1).

Ces mémoires n'ont rien d'une œuvre doctrinale. Claude Haton se borne à enregistrer les événements qui sont sous ses yeux et à les accompagner de réflexions souvent fort judicieuses. Ses idées présentent d'autant plus d'intérêt qu'elles nous font connaître l'état d'esprit des gens de la petite bourgeoisie et du peuple, avec lesquels le curé du Mériot était en contact quotidien. Après avoir enregistré l'avis de conseillers royaux comme Garrault et Malestroict, d'un grand jurisconsulte comme Dumoulin et d'un écrivain de génie comme l'auteur de *la République*, il peut être utile d'entendre le témoignage d'un humble prêtre de village.

Les doctrinaires tels que Malestroict, Garrault et même Bodin, procèdent surtout par déduction. Partant de certaines idées générales auxquelles ils sont fermement attachés, ils sollicitent et accommodent un peu trop la réalité pour la faire cadrer avec leur thèse. Claude Haton, lui, n'a pas de système préconçu ; il raconte ce qu'il voit ; il note ses impressions sans chercher à construire une théorie générale des causes de la cherté. Pourtant, lorsqu'il constate une élévation

1. Deux vol. in-4. Paris, 1857.

des prix, il s'efforce d'en donner l'explication, il essaye d'en indiquer l'origine.

Les causes de la cherté que Claude Haton cite le plus fréquemment sont l'insuffisance des récoltes, les agissements des spéculateurs et la guerre qui entrave la culture.

Pour lui, la cause principale de la hausse des prix, c'est la disette des produits du sol (1). Le blé et le vin dépendent plus particulièrement des caprices de la nature. Ils *enchérissent certaines années plus que d'autres selon la stérilité* (2). Mais la fécondité plus ou moins grande de l'année a sa répercussion sur d'autres marchandises. C'est ainsi qu'en 1578 la toile a renchéri par suite de la mauvaise récolte de chanvre (3).

Quand les récoltes sont abondantes, les prix des denrées doivent être bas. Si, malgré l'abondance, les prix sont élevés, c'est qu'il y a eu des manœuvres de la part des marchands (4).

Ceux-ci pour s'enrichir, se livrent trop souvent à l'acaparement : Haton en donne de nombreux exemples. En 1566 (5), le blé se vendait 7 sols et 6 deniers le boisseau, mesure de Provins. *Il eût valu moins de 18 deniers sur boisseau qu'il ne fût, si les marchands n'eussent bouté la cherté après ladite moisson : mais à cause du grand hasard qu'ils avaient vu durant ladite cherté sur le grain, l'achetaient à l'envi les uns des autres pour remplir leurs greniers, estimant qu'en peu de temps après reviendrait une aussi grande cherté, ce que Dieu ne permet pas.*

D'autres fois, c'était en expédiant le grain dans d'autres pays que les marchands le rendaient plus rare et plus cher. En 1573, par exemple (6), le blé renchérit

1. T. I, p. 15.

2. I, 112.

3. II, 965.

4. Ch. notamment t. I, p. 112 et suivantes, p. 409 et 410.

5. I, p. 410.

6. I, 716.

considérablement parce que les marchands en envoyaient de grandes quantités au dehors de la province.

Haton accuse volontiers l'avarice des marchands. En 1578 (1), dit-il, *les souliers furent... en une grande cherté et si n'eût-on su dire qui en était cause, sinon l'avarice des tanneurs et bouchers qui vendaient les peaux et les cuirs, avec la cherté du chanvre et l'avarice des cordonniers.*

Une cause de cherté sur laquelle Haton revient fréquemment, c'est la guerre. Il rapporte que les soldats se conduisant comme de véritables brigands et ravageant les campagnes, les paysans pris de peur s'enfuyaient et laissaient les champs en friches. L'an 1569 (2), le blé était à haut prix malgré la fertilité de l'année; cette cherté provenait de ce que beaucoup de terres restaient incultes *à raison des gens de guerre qui, es années passées, comme en cette présente, avaient dérobé et emmené les chevaux et juments des laboureurs, sans qu'il en fût fait aucune punition par justice.*

De même, en 1573, les grains furent à un prix élevé parce que la moitié des terres n'avaient pas été semencées à cause des guerres (3).

En 1582 (4), les denrées agricoles se vendirent fort cher : *les brigands qui tenaient les champs par grandes troupes, sous le nom de la guerre des Flandres et qui passèrent par le bailliage de Provins en furent cause.*

Il arrivait que la hausse fût provoquée par un brusque afflux de consommateurs. Haton rapporte qu'en 1573 (5) l'élévation considérable des prix provenait de l'arrivée d'une masse de réfugiés, qui, fuyant les provinces dévastées par la guerre, avaient envahi les environs de Provins. La plupart de ce malheureux vendaient leurs vêtements et leur linge pour avoir du pain.

1. T. II, p. 965 et 966.

2. T. II p. 546.

3. T. II p. 731.

4. T. II, 1091.

5. T. II p. 727.

Ils faisaient du pain d'avoine et de gruau. Certains mangeaient les herbes des jardins et des champs.

Le décri des monnaies amenait parfois un brusque renchérissement. Au début de 1577, le roi ayant annoncé le décri de certaines espèces, les marchands, pour se défaire de leur argent avant qu'il n'eût plus cours, achetèrent toutes sortes d'objets à n'importe quel prix et il en résulta un renchérissement énorme (1).

La hausse des denrées amena la hausse des salaires. *Pour bailler moyen de vivre au peuple, il fallut en 1574 (2), rehausser la paye et le salaire de tous états à l'équipollent de la cherté du grain. Et onques depuis ne voulurent besogner tous ouvriers à meilleur marché, quelque bon temps qu'il soit venu après.*

Quant aux remèdes à apporter à la cherté, Haton s'en préoccupe fort peu. Il se borne à enregistrer les mesures prises par les pouvoirs publics, telles que la taxation des denrées, la constitution de réserves de grains, les perquisitions pour trouver le blé caché, etc. Cependant à propos de l'ordonnance du 21 novembre 1577 qui prescrivait la taxation d'un grand nombre de marchandises, Haton démontre que la taxation n'est admissible que si elle est générale; il critique avec beaucoup de bon sens les édits de maxima alors en vigueur.

Certains, dit-il (3), trouvaient l'ordonnance de 1577 fort bonne et prétendaient *qu'il était nécessaire d'en user pour remettre les choses à moindre prix, ce qui était vrai, mais il fallait tenir un ordre meilleur car mettre taxe et prix à une marchandise sans s'enquérir d'où provient le principe et ce qui s'ensuit, serait folie. Il faudrait taxer le principe de toute chose, et taxer ensuite la chose, après qu'elle est en sa perfection (4) et dernier point pour être vendue. Taxer les souliers sans taxer le cuir avec son poil, l'écorce de chêne et la*

1. T. II p. 902.

2. T. I p. 731.

3. T. II, p. 924.

4. Taxer les matières premières et les produits achevés.

poudre d'icelle, la chaux vive et la façon du tanneur, est faire tort au cordonnier ; taxer le setier ou bichet de blé, sans taxer l'achat des chevaux, la peine du maréchal, du charron, du faucheur et moissonneur, est faire tort au laboureur ; taxer la peine et ouvrage des maréchaux et charrons, sans mettre taxe au bois, fer et charbon, serait les ruiner et faire mendier leur vie, et ainsi de toutes autres choses, denrées et marchandises auxquelles il n'est licite d'y faire taxe sans taxer les autres où elles prennent leur commencement. Comment peut entreprendre un roi de mettre taxe aux marchandises et denrées des habitants de son royaume, si lui-même le premier ne veut mettre taxe honnête aux tailles, gabelles et subsides qu'il lève sur ses sujets ? Comment payeront les pauvres laboureurs, vigneron et artisans des villes et villages les tailles à leur roi si excessives, avec les exactions, emprunts, gabelles qu'il met sur eux par chacun jour, si taxe est mise en même temps à leurs denrées, marchandises et peines et salaires ?

Claude Haton ne paraît pas avoir discerné d'une façon suffisante l'influence exercée sur les prix par l'abondance d'or et d'argent, mais la plupart de ses remarques sont d'une grande justesse et témoignent d'un esprit perspicace. Sa critique vraiment magistrale des taxations prouve qu'il avait parfaitement saisi la complexité du problème de la vie chère ; il se rendait bien compte de la solidarité des différents prix entre eux et de la répercussion inévitable des impôts sur le coût de la vie.

On ne saurait trop souhaiter à certains de nos contemporains un peu de la logique et du bon sens du curé du Mériot. N'en auraient-ils pas grand besoin ceux qui, récriminant contre la hausse des produits agricoles, ne veulent pas voir que le cultivateur paye tout plus cher, et ceux-là aussi qui prétendent tout à la fois accabler le commerçant d'impôts et exiger que les marchandises soient à bon marché ?

CHAPITRE XII

LE BOGUE, MONTCHRÉTIEN ET SCIPION DE GRAMONT

Voici trois ouvrages qui sont un peu postérieurs à la période qui nous occupe, mais qui méritent cependant un bref examen. On y trouve en effet l'écho des controverses du siècle précédent et la preuve que la question de la cherté continuait à passionner les esprits durant le premier quart du xvii^e siècle.

1. — François Le Bogue

François Le Bogue, avocat général à la Cour des Monnaies, a fait paraître en 1600 un ouvrage de grande valeur intitulé : *Traité et avis sur les désordres des Monnaies et diversités de moyens d'y remédier*.

De même que François Garrault, Le Bogue ne s'occupe de la hausse des prix que d'une façon accessoire. Il néglige donc de proposer délibéré les causes du renchérissement étrangères au facteur monétaire. Mais il met parfaitement en lumière la part qui, dans l'inflation des prix, revient à la dépréciation de la livre tournois par rapport aux métaux précieux et la part qui doit être attribuée à la dépréciation des métaux précieux par rapport aux marchandises.

Le surhaussement des espèces, dit-il (1), n'est que l'une des causes de la hausse des prix. Le renchérissement qu'il engendre n'est qu'une chose imaginaire, *ce qui ne peut être dit de celui qui advient par l'influence*

1. P. 37 et 38.

et apport de ces riches métaux, lesquels pour être plus communs s'échangent en plus grande quantité contre les autres nécessités que la terre ne produit plus prodigalement. Depuis trois siècles, la puissance d'achat de l'or et de l'argent a diminué de moitié. Outre le vrai enchérissement par l'affluence de ces métaux, il est à croire que la diminution du précieux métal en la livre ou sol augmente le nombre des livres et sols en la prisée des choses, ce que nous appelons enchérir.

Le Bogue reconnaît que la hausse des prix résultant de la dépréciation de la livre a une grosse importance pour ceux qui doivent s'acquitter d'une obligation contractée à un moment où la valeur de la livre était plus élevée. Le remède, dit-il, c'est une *réappréciation* ; il faut modifier le montant nominal des dettes de façon que le créancier reçoive autant d'espèces qu'en représentaient au moment du contrat les prestations stipulées (1).

Pour empêcher le surhaussement et donner au système monétaire une base solide, Le Bogue préconise une mesure déjà proposée par la majorité de l'assemblée de Saint-Germain-des-Prés : il demande la fabrication de pièces de monnaie dont les unes vaudraient une livre et dont les autres seraient des multiples ou des fractions de la livre. En réalité, Le Bogue s'inquiète fort peu de remédier à la cherté. Quand il demande l'observation des lois somptuaires, la prohibition de l'entrée des produits manufacturés, le développement de l'industrie, la suppression de l'agiotage et la réglementation des traites, il ne songe pas à enrayer la hausse des prix. Il recherche avant tout les moyens de procurer à la France un stock abondant de métaux précieux et une monnaie saine dont la valeur nominale soit voisine de la valeur intrinsèque. C'est pourquoi il se garde de proposer de restreindre l'abondance d'or et d'argent qu'il considère cependant comme un facteur de hausse.

Si Le Bogue n'a pas indiqué toutes les causes de la cherté, il ne faut pas en conclure qu'il manquait de clairvoyance. Son ouvrage n'est qu'un traité monétaire, mais on y trouve, exposés d'une façon parfaite, les rapports existant entre la monnaie et les prix.

2. — Montchrétien

Le *Traité de l'Economie politique*, le livre bien connu de Montchrétien n'est paru qu'en 1615 ; il appartient donc au début du XVII^e siècle. Nous relèverons cependant dans cet ouvrage certains passages relatifs à la hausse des prix, car il nous a semblé intéressant d'enregistrer l'opinion de celui qui, le premier, donna à un traité ce nom d'économie politique.*

Suivant Montchrétien, la cherté provient en partie de l'abondance d'or et d'argent, mais elle résulte aussi des agissements des accapareurs et des regrattiers. C'est par la réglementation du commerce et spécialement par la taxation des marchandises, c'est par l'interdiction de la sortie des vivres et par la répression de l'accaparement, que Montchrétien estime possible d'obtenir l'abaissement des prix.

Vos Majestés (1), dit-il, ont un signalé intérêt de régler tous les menus trafics qui se font en ce royaume afin que leurs sujets puissent venir à cette facilité de vie, et ceci est une autre part non seulement de la commodité, mais aussi de la richesse de l'Etat. Ici quelqu'un m'arrêtera possible dès l'entrée et m'objectera qu'il est impossible de faire maintenant que les marchandises se puissent donner à aussi bon marché que par le passé, à cause de la grande quantité d'or et d'argent qui se trouve à cette heure en Europe par le moyen des mines de l'Amérique, laquelle a fait hausser le prix de toutes sortes de denrées. Je réponds sommairement que

1. Op. cit., p. 256. L'ouvrage est dédié à Louis XIII et à la reine-mère.

la valeur des marchandises est immuable, non le prix accidentel, qui dépend de plusieurs choses, pour le plus et le moins ; que rien n'est cher qui n'ait été à bon marché, rien à bon marché qui ne puisse être cher ; que d'ailleurs, on ne les (1) voit pas toujours suivre la mesure et proportion de l'argent.

Ainsi donc, Montchrétien pense qu'à la différence des prix, qui sont *accidentels*, la valeur des marchandises reste immuable. Qu'entend-il par valeur ?

Veut-il parler de ce qu'on nomme parfois la valeur d'usage, c'est-à-dire l'aptitude des choses à satisfaire les besoins ? Mais rien n'est plus changeant que cette valeur essentiellement subjective.

Quant à la valeur d'échange d'une marchandise, elle peut être calculée soit par comparaison avec la monnaie, soit par comparaison avec d'autres marchandises (produits ou services). Le prix d'une marchandise n'est que le rapport dans lequel elle s'échange contre l'unité de monnaie ; or, Montchrétien prétend que le prix est accidentel. Il est donc bien probable qu'en affirmant que les marchandises ont une valeur immuable, l'auteur songe au rapport dans lequel elles s'échangent les unes contre les autres. Si telle est sa pensée, il commet certainement une grosse erreur, car la valeur des différentes marchandises comparées les unes aux autres est très variable : un hectolitre de blé n'équivaut pas aujourd'hui à la quantité d'huile contre laquelle il s'échangeait il y a un siècle.

La formule défectueuse de Montchrétien contient cependant une part de vérité. C'est que les prix peuvent varier sans que soient modifiés les rapports d'échange entre les différentes marchandises. En pareil cas, c'est le pouvoir d'achat de la monnaie qui est changé.

Montchrétien reproduit presque textuellement les passages du *Miroir des Français* qui concernent les manœuvres de regrattiers et des accapareurs. Il attri-

1. Il s'agit des marchandises.

bue à celles-ci une grande importance, déclarant que si elles semblent de petite conséquence, elles n'en sont pas moins entre les causes premières de l'enchérissement des vivres (1).

A l'exemple de Nicolas de Montand, Montchrétien s'en prend à ces guetteurs de chemins, qui tous les jours de marché, se trouvent au-devant des bonnes gens pour les décharger de leur marchandise et quelquefois s'en vont la revendre tout à l'heure (2). Il dénonce aussi ceux qui sont en perpétuel mouvement à trois, quatre et cinq lieues à la ronde, pour détourner tous les petits ruisseaux qui, s'amassant dans les villes comme en un vivier, causeraient l'abondance et le bon marché de toutes choses (3). Il accuse les gros fermiers qui essayent de provoquer la hausse en accaparant les denrées, les commerçants fraudeurs qui vendent très cher des produits de mauvaise qualité, les marchands qui, par amour du lucre, rafflent le grain de leur province pour l'envoyer à l'étranger (4). Il s'en prend aussi à ces petits traîneurs de sacs, coureurs de marché, acheteurs de blés en herbe, maquignons de dîmes, épieurs de paysans, tricoteurs de paches et monopoleurs de denrées, qui mettent la cherté partout où ils trafiquent, et que l'on peut dire être les vrais hannetons qui dévorent toute la substance du peuple (5). Contre tous ces fauteurs de cherté, Montchrétien réclame des châtimens exemplaires ; il voit dans leur punition un bon moyen d'abaisser le coût de la vie ; il demande au roi de réglementer minutieusement toutes les transactions afin d'empêcher les abus. C'est dit-il (5), par la seule police telle que Vos Majestés la peuvent établir, maintenir et faire exercer en ce royaume, que peuvent retourner les vivres et marchandises, en leur premier être. La moitié de la besogne est déjà faite pour ce regard. Car vous y trouverez des belles lois, des plus saintes ordonnances du monde, que

1. P. 263.

2. P. 261.

3. P. 258 à 261.

4. Cf., *le Miroir des Français*, p. 443 et 444.

5. P. 257 et 258.

les étrangers entendent avec autant d'admiration que d'étonnement de les voir si peu ou si mal pratiquées. C'est à Vos Majestés d'en commander l'exécution avec un soin très particulier et une sévérité telle que le cas mérite contre tous les contrevenants quels qu'ils soient.

Le rôle du gouvernement, c'est non seulement de réprimer les agissements illicites et d'empêcher les fraudes, c'est aussi de veiller à ce que toutes choses se vendent au juste prix. Pour cela, les pouvoirs publics ne doivent pas hésiter à fixer le prix des marchandises. *C'est aux directeurs de la police (1) qu'il appartient de donner ordre que les choses se vendent au plus juste prix, de tenir la main aux fraudes et monopoles, d'empêcher les vices et corruption des marchandises.*

L'interdiction de la sortie des blés et des vivres paraît également désirable (2). *Quel si grand mal y aurait-il quand tous les blés et vins demeureraient en ce Royaume? Le peuple en vivrait à meilleur marché de la moitié. Est-ce pas la marque d'un bon et bien heureux règne?*

Montchrétien réclame aussi une monnaie stable (3), mais sans exprimer l'intention d'arrêter la hausse des prix.

Il est certain que l'auteur du *Traité de l'Economie politique* a fait preuve d'une trop grande confiance dans l'efficacité de la réglementation légale en s'imaginant que celle-ci pourrait à elle seule annihiler l'action de l'afflux des métaux précieux et l'influence des autres facteurs de la cherté. Au sujet des origines de la hausse et des remèdes qu'il convenait d'y apporter, Montchrétien est loin de témoigner d'une grande originalité. Les théories qu'il émet à ce propos ont été empruntées par lui à certains auteurs du xvi^e siècle. Mais il faut lui reconnaître une éloquence qui a fait souvent défaut à certains de ses prédécesseurs.

1. P. 141.

2. Op. cit., p. 246.

3. P. 76.

3. — Scipion de Gramont

Signalons, pour terminer cette étude des ouvrages consacrés à la cherté, un livre remarquable paru en 1620 : *Le Denier royal, traité curieux de l'or et de l'argent*, par Scipion de Gramont. Si nous n'en parlons que très brièvement, c'est que ce traité est postérieur à la période qui nous intéresse spécialement ; et pourtant il mériterait une longue étude.

Scipion de Gramont critique de façon fort ingénieuse les Discours de Malestroict et de Bodin. Il nie, en jouant sur le sens des mots, que les marchandises aient renchéri depuis un siècle. Il admet bien que, pour se procurer une même quantité de marchandises, il faut donner plus d'or et plus d'argent qu'on en donnait jadis, mais il prétend (1) que cette augmentation *n'apporte qu'une cherté imaginaire*. Le mot *cherté*, dit-il, qui vient du latin *caritas* signifie disette. Comme les choses sont aussi abondantes qu'autrefois, elles ne sont pas à présent plus chères. C'est l'argent qui a diminué de valeur par rapport aux marchandises, parce qu'il est devenu plus abondant (2).

Au fond, Scipion de Gramont attribue la hausse des prix à la réduction du pouvoir d'achat des métaux précieux engendrée par l'abondance de l'or et de l'argent. Il admet cependant que la hausse est parfois résultée de la pénurie des marchandises quand celles-ci n'existaient qu'en quantités insuffisantes pour satisfaire à la demande (3). Les progrès de l'industrie qui accroissent la production lui apparaissent favorables au bon marché des objets manufacturés.

Ces idées parfaitement justes, qui témoignent d'un sens profond des réalités, sont malheureusement développées sous une forme paradoxale un peu déconcer-

1. P. 107 et suivantes.

2. P. 118.

3. P. 129.

tante. C'est pourquoi le traité de Scipion de Gramont n'a pas rencontré la faveur dont il était pleinement digne.

Les quelques ouvrages qui viennent d'être cités suffisent, semble-t-il, à montrer quelles étaient les idées courantes au sujet de la cherté. Les chapitres qui vont suivre feront voir comment ces idées ont agi sur les pouvoirs publics, comment ceux-ci les ont adoptées, transformées et mises en pratique avec plus ou moins de bonheur.

LIVRE III

LES POUVOIRS PUBLICS CONTRE LA CHERTÉ

CHAPITRE XIII

LES MOTIFS DE L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS

Les perturbations sociales, les émeutes et les atteintes à l'ordre public engendrées par la hausse des prix suffiraient à expliquer pourquoi les gouvernants ont essayé d'arrêter cette hausse, mais l'intervention des pouvoirs publics eut encore d'autres causes.

Les précautions prises pour parer à la famine étaient souvent l'occasion de mesures contre la cherté; en luttant contre la disette, on cherchait tout naturellement à prévenir l'une de ses conséquences les plus fâcheuses.

Par ailleurs, le désir de satisfaire l'opinion publique était loin d'être étranger aux efforts prodigués par la royauté et par les autorités inférieures pour enrayer la hausse des prix. Le peuple, souffrant de la cherté, se tournait vers ses chefs pour qu'ils missent fin à ses malheurs. Mais la hausse persistait. Les Etats généraux adressaient des remontrances (1). De tous côtés s'élevaient des plaintes très vives dont on trouve l'écho dans les ordonnances (2). Le roi s'inquiétait d'autant plus du

1. Cf. Edit de septembre 1561.

2. Voir, par exemple, les édits du 17 octobre 1542 et du 14 juillet 1551, l'ordonnance de 1508 et surtout l'ordonnance de janvier 1572 qui signale *les continuelles et diverses plaintes... de l'excessivité du*

mécontentement général que beaucoup de gens le rendaient personnellement responsable de la crise (1).

L'hostilité de la royauté contre le renchérissement ne résultait pas seulement des inconvénients pratiques qu'il entraînait ; elle découlait aussi de conceptions doctrinales qu'on doit connaître quand on veut comprendre les diverses phases de la lutte contre la cherté et l'enchaînement logique de ses péripéties.

A l'égard de la hausse, le gouvernement partageait l'opinion des écrivains et des gens cultivés (2). Nettement opposé à l'élévation des prix, il était plus particulièrement défavorable au renchérissement des choses nécessaires à la vie. Il désirait maintenir des prix justes, stables et bas. Tandis qu'au début du siècle il se souciait fort peu du coût des objets de luxe, il arriva par la suite à y attacher une grande importance, car il finit par apercevoir la solidarité des différents prix entre eux : il comprit que la cherté du luxe inciterait les travailleurs à augmenter leurs exigences pécuniaires et à obtenir un relèvement de leurs gains.

Les édits rendus contre la cherté sont fortement imprégnés des idées des canonistes et des théologiens au sujet du juste prix. On rencontre souvent dans les ordonnances l'affirmation que le *juste prix* doit être respecté et que les vendeurs doivent se contenter d'un prix *raisonnable*. Parfois ce sont des protestations parce que les marchandises sont *survendues* ou parce que les prix sont *excessifs* (3).

Pour se rendre compte de la faveur dont jouissait la théorie du juste prix dans les milieux gouvernementaux, il suffit de lire les considérants de la grande ordonnance monétaire de septembre 1527 (4).

prix de toutes sortes de vivres et autres denrées nécessaires pour la vie et usage des hommes.

1. Cf. ord. du 14 juillet 1551 et de janvier 1572.

2. Cf. supra, chapitres V et VI.

3. Cf. ordonnances et édits des 20 octobre 1508, 17 octobre 1542, 14 juillet 1551, 29 avril 1565.

4. Dans cette ordonnance, le roi rappelle que l'usage de l'or et de

Il n'est pas rare qu'en invitant les contractants à ne pas violer la justice, les ordonnances invoquent la religion et la morale. C'est ainsi qu'une ordonnance de François I^{er} stigmatise les hôteliers qui *par cupidité et avarice désordonnée, au détriment du salut de leurs âmes, non gardant loyauté et justice commutative et contre toute charité et honnêteté, mettent prix excessif et déraisonnable es dites denrées à la grand'foule et détriment de la chose publique* (1).

La part faite à l'intérêt public est naturellement plus grande dans la doctrine royale que dans la doctrine des théologiens. La doctrine royale c'est que les prix doivent être *raisonnables* (2). Dans l'esprit des gouvernants, il y a pour chaque travail une juste rémunération qui est conditionnée par le rang social du travailleur, par ses capacités et par l'effort qu'il a dû fournir. Comme le critérium pour déterminer le juste gain manque de précision, l'Etat s'arroge le droit de fixer ce juste gain. Il considère que c'est à lui qu'incombe de limiter les profits au nom de l'intérêt public. Les prix pratiqués doivent être tels qu'ils assurent une bonne répartition des travailleurs dans les différentes branches de l'activité nationale. Des inconvénients d'ordre social ou d'ordre économique pourraient résulter des gains excessifs réalisés par certaines catégories de producteurs ou de vendeurs : c'est ainsi qu'il serait mauvais qu'un charretier gagnât davantage qu'un officier de police. C'est pourquoi l'Etat intervient. Il essaie, par exemple, d'empêcher la hausse du salaire des manœuvres parce qu'il estime que le pays a intérêt à ce que les salaires soient bas. Les gains contraires à l'intérêt public apparaissent comme des gains injustes.

l'argent a été introduit parmi les hommes au lieu de l'ancienne permutation de toutes choses pour mettre juste prix et estimation à icelles. Il retrace tous les efforts qu'il a faits pour retenir toutes espèces d'or et d'argent à leur juste prix et valeur.

1. Ordonnance du 21 novembre 1519.

2. Cf. Ordonnance du Châtelet du 27 juillet 1571. Il est prescrit aux marchands de foin de se contenter de *modeste gain et compétent prix*.

Sans perdre tout contact avec la justice, la notion du juste prix va sans cesse en se rapprochant du raisonnable et de l'utile.

Dans la détermination du juste prix par l'Etat, l'arbitraire était impossible à éviter. Pourtant la royauté était loin de faire fi des lois économiques; elle ne les ignorait pas et s'efforçait de ne pas les transgresser. C'est ce que prouvent suffisamment les recommandations adressées aux magistrats chargés de dresser les tarifs maxima. Pour ne prendre qu'un exemple, l'ordonnance de 1508 prescrivant la fixation de prix *raisonnables* enjoint de tenir compte de l'abondance de la marchandise, de la qualité, du prix de revient, d'un gain *raisonnable* pour le marchand, et des prix courants avant la hausse et depuis.

La doctrine royale n'est en somme que la reproduction à peine modifiée des théories des docteurs de l'Eglise. Le juste prix qu'elle préconise, c'est à peu de choses près le prix tel qu'il s'établirait spontanément sans l'intervention d'agissements indéliçats ou malhonnêtes.

La stabilité des prix était l'un des grands soucis du gouvernement. Les deux principales ordonnances (1) qui ont essayé d'arrêter la hausse affirment, dans leur préambule, que leur but est la restauration de l'état de choses ancien et le rétablissement des prix antérieurement pratiqués.

En 1567, Charles IX se déclare averti *du désordre et du dérèglement advenus depuis dix ans et augmentant de jour à autre en toutes choses qui dépendent du fait de la police*. Il proclame son intention de *les remettre et réduire en l'ancien état et façon*.

Dix ans plus tard, Henri III annonce qu'il est résolu à *réduire et réformer en leur ancien état au mieux qu'il est possible les prix dérèglés qui se sont introduits à la faveur des guerres civiles*.

1. Ordonnances du 4 février 1567 et du 21 novembre 1577.

Cette aversion pour le changement tenait pour une bonne part à l'esprit et à l'essence même d'un régime politique et social profondément conservateur, mais elle s'expliquait aussi par les très graves inconvénients de l'instabilité des prix.

Les fluctuations incessantes du pouvoir de l'argent étaient une gêne pour les transactions ; elles trompaient les prévisions de ceux qui contractaient à longue échéance ; elles apportaient le trouble dans les budgets particuliers en détruisant l'équilibre entre les dépenses et les recettes. La hausse des prix réduisait dans de fortes proportions les facultés d'achat des rentiers et des créanciers de redevances. Or, parmi ceux-ci, une grande partie appartenait à la noblesse pour laquelle la royauté n'était pas sans sollicitude parce qu'elle savait que le bouleversement des fortunes et la ruine des gentilshommes pouvaient être l'occasion de fissures dangereuses dans l'édifice social.

Le gouvernement qui aurait voulu des prix immuables, souhaitait que la stabilisation se fit à un niveau très bas. Il désirait surtout que les salaires et les marchandises les plus indispensables fussent à très bon marché. La vie à bas prix paraissait un élément favorable à la tranquillité publique. Quand le peuple se procure aisément les denrées nécessaires à sa subsistance, n'est-il pas réfractaire aux idées de révolte ?

Il convient d'insister sur ce fait que l'un des principaux mobiles qui animait la royauté contre la hausse des prix, c'était la crainte des désordres possibles. La réduction des prix, disait le roi en 1559, *sera d'obvier à grand désordre et de faire vivre notre peuple en plus grande tranquillité* (1). Et on pourrait citer bien d'autres ordonnances (2) où se trouvent décrits les rapports du coût de la vie avec le bon ordre.

1. Edit du 14 juillet 1559.

2. Voir les ordonnances du 7 novembre 1544 et du 22 mai 1586. L'édit du 20 octobre 1573 signalant la cherté du blé à Paris déclare qu'il y pourrait advenir du désordre s'il n'y était pourvu.

Si le gouvernement tenait tant au bas prix des denrées, c'était encore parce que celui-ci rendait possibles des salaires modérés qui, permettant de produire à bon marché, plaçaient la France en bonne posture vis-à-vis de ses rivaux étrangers. Produire à bon marché, c'était le moyen d'exporter beaucoup tout en important très peu et par suite de faire entrer dans le royaume beaucoup d'or et d'en laisser sortir de très faibles quantités. C'était à quoi tendait la politique mercantile qui ne commença à s'épanouir que dans les dernières années du siècle (1) ; dès avant le triomphe du mercantilisme, la vie à bon marché et les bas salaires étaient regardés comme très favorables au développement de la production et à la prospérité générale du pays.

Pour recommander les prix bas et stables, il existait encore une autre raison qui touchait beaucoup le gouvernement mais qui, en réalité, n'était pas des mieux fondées : c'était une raison d'ordre fiscal. La hausse avait fait monter les dépenses publiques ; il avait fallu y faire face en augmentant les impôts, ce qui avait suscité des plaintes. La cherté de la vie ayant apporté la misère ou la gêne à beaucoup de gens, certains contribuables ne pouvaient acquitter leurs impôts et les recettes de l'Etat s'en ressentaient.

Il semble pourtant que les conséquences de la hausse ne furent pas trop fâcheuses pour le trésor public. Les gages des fonctionnaires ne furent que médiocrement augmentés tandis que les impôts étaient très fortement accrus. Les mécomptes donnés par la perception des tailles furent compensés et au delà par la rentrée des impôts indirects dont les rendements furent excellents jusqu'à la ruine de l'activité économique entraînée par les guerres de Religion.

1. Voir Auguste Deschamps, *Le Métallisme et la Politique mercantile* (*Revue d'Histoire économique et sociale*, 1920).

CHAPITRE XIV

LES CAUSES DE LA CHERTÉ DÉNONCÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

Les édits royaux rendus pour arrêter la hausse des prix sont pour la plupart abondamment motivés. Il en est de même des décisions des autorités inférieures, notamment des règlements et des arrêts rendus par les Parlements. Mais, les subalternes ne faisant guère que reproduire, souvent textuellement, les considérants des ordonnances royales, il suffira d'envisager les actes émanant du pouvoir central.

Beaucoup d'édits indiquent la cause qu'ils attribuent à la cherté. Suivant l'objet que se propose plus spécialement tel ou tel édit, c'est telle ou telle cause qui est mise en avant. Lorsque le roi essaie de combattre la cherté en s'attaquant au luxe, il désigne naturellement le luxe comme la principale cause de la cherté. Et quand le roi veut arrêter la hausse par des réformes monétaires, il proclame qu'elle a son origine dans les variations de la monnaie.

Si l'on rapproche toutes les causes de cherté indiquées par les actes royaux, on réalise une synthèse intéressante parce qu'elle permet de dégager certaines idées générales et qu'elle fournit des données précieuses sur les conceptions économiques des gouvernants.

Pour la royauté, la cause essentielle de la cherté est la pénurie des produits provenant tant de l'insuffisance de la production que des exportations ou des consommations excessives. La cherté vient aussi, en grande partie, des manœuvres des accapareurs, des coalitions

ayant pour but d'élever les prix et des profits prélevés par des intermédiaires parasites souvent malhonnêtes. Le mauvais fonctionnement de la police, les troubles civils, les guerres étrangères comptent aussi parmi les causes du renchérissement.

La cause la plus importante est la rareté des marchandises.

C'est une vérité incontestée qui est révélée par le plus simple bon sens que l'abondance fait le bon marché et que la rareté fait la cherté. Ce principe essentiel déjà connu de l'Antiquité grecque, mis en évidence par les docteurs du Moyen Age, admis sans discussion par les écrivains du xvi^e siècle, se trouve proclamé dans nombre d'ordonnances royales. Beaucoup d'entre elles indiquent nettement que le renchérissement vient de la pénurie des produits ; d'autres déclarent que l'abondance doit entraîner le bon marché et que, quand il en est autrement, il faut attribuer la cherté à des manœuvres frauduleuses. L'ordonnance du 7 novembre 1544 l'affirme en termes catégoriques : *Encore que d'aucunes sortes de grains y ait cette année... assez grande uberté, l'on en voit et connaît évidemment les prix si excessivement haussés que cela fait certaine et oculaire preuve des fautes et fraudes en ce commises* (1). Fréquemment la cause de la rareté des produits est le mauvais rendement des récoltes. Un grand nombre d'édits imputent la cherté à la stérilité ou à l'infertilité de l'année (2).

L'insuffisance de la production n'est pas toujours due aux éléments naturels, elle provient parfois du manque de travailleurs. Comme le proclame l'ordonnance de décembre 1581 : *l'abondance des artisans rend la marchandise à beaucoup meilleur prix*. Mais, à l'inverse, la rareté des ouvriers et la rareté des fabriques, étant une

1. Voici par exemple l'édit du 22 décembre 1557, l'édit du 26 novembre 1546, et aussi l'ordonnance du Châtelet de Paris du 22 août 1578.

2. Cf. notamment les édits du 26 novembre 1546, du 8 juin 1565, du 20 octobre 1573 et les lettres patentes du 25 septembre 1574.

cause d'insuffisance des produits, doivent être quelquefois considérées comme responsables de la hausse. Un édit du mois de novembre 1548 signale la cherté qui règne à Paris *par faute que les mattres ne peuvent finer d'ouvriers et si peu qu'ils en recouvrent, survendent si cher leur peine et travail, què toutes marchandises et manufactures y sont pour le jourd'hui... grandement enchéries*. De même l'ordonnance du 4 février 1567 attribue la cherté du cuir au nombre trop restreint des tanneries.

L'insuffisance et la cherté des marchandises peuvent résulter aussi de l'augmentation du nombre des consommateurs. Un brusque afflux de population dans une ville peut amener une hausse de prix soudaine. Le cas s'est produit à Paris en 1586 et une ordonnance du 22 mai de cette année signale qu'une foule de mendiants s'étant réfugiés dans la capitale, ont amené la disette et la cherté (1).

Le gaspillage et le luxe sous toutes leurs formes restreignent sans utilité l'abondance des marchandises. Aussi la Royauté les range-t-elle parmi les causes principales de la cherté.

L'excessive cherté de toutes sortes de vivres disent les lettres patentes du 20 jänvier 1563, *est procédé principalement du luxe et superfluité qui s'est peu à peu introduit au vivre de nos sujets*. Et l'ordonnance du 4 février 1567 déclare que *la grande superfluité de viande qui se fait ès noces, festins et banquets apporte la cherté des volailles et gibiers*. Les lettres patentes du 22 avril 1561 et la déclaration du 24 mars 1583 déplorent pareillement la cherté des étoffes qui est résultée du luxe de l'habillement (2).

Ce n'est pas seulement parce qu'il diminue la quantité de produits que le luxe est cause de cherté, c'est parce qu'il occasionne aux gens de toutes classes des dépenses excessives qui contraignent les plus modestes

1. Voir l'avis du Conseil du Roi de novembre 1583 (F. IV. 1378) qui attribue la hausse des loyers urbains à l'afflux des étrangers et des réfugiés ayant fui les campagnes dévastées par la guerre.

2. Cf. Edit du 22 mai 1539 sur le gaspillage du bois.

marchands et les plus humbles artisans à exiger des rémunérations exagérées. Une déclaration de juillet 1576 constate que *les roturiers et le commun populaire font telles dépenses de leurs habits qu'il sont contraints de revendre leurs marchandises : dont procède en partie la grande cherté des vivres et autres marchandises nécessaires à l'homme.*

L'exportation inconsidérée de produits que la France ne possède pas en quantités suffisantes entraîne le relèvement des prix. *La graisse et fertilité de nos provinces sont commuées en une fréquente nécessité et cherté par suite des exportations exagérées (1). A l'occasion des troubles il se fait de nombreuses sorties qui empêchent l'abondance... Il s'en est ensuivi, dit Henri III, une cherté excessive en toutes choses (2).*

L'accaparement est fréquemment la cause d'une restriction artificielle des quantités de produits offertes sur le marché. La royauté, suivant en cela l'opinion des contemporains, attache une importance considérable et excessive à l'accaparement et aux manœuvres délicieuses qui tendent à faire hausser les prix. Elle les dénonce comme étant grandement responsables de la cherté. L'édit du 28 octobre 1531 s'élève avec vigueur contre les accapareurs qui ont acheté et amassé dans leurs greniers de grandes quantités de grains *pour iceux vendre à leur plaisir et volonté alors qu'ils verront le peuple être en nécessité, à cause de quoi... le blé s'est enchéri grandement (3).*

Parmi les causes de cherté alléguées par les ordonnances figurent habituellement les *monopoles*, c'est-à-dire les coalitions de marchands et d'artisans ayant pour but de faire monter les prix soit par l'accaparement, soit par d'autres manœuvres. La royauté condamne

1. Edit de juin 1571. Voir aussi les lettres patentes du 25 septembre 1574.

2. Edit de février 1577.

3. Cf. Arrêts du Parlement de Paris du 22 décembre 1565 et du 4 août 1571.

toutes les tentatives de ce genre. Toute élévation des salaires ou des profits au-dessus de ce que le gouvernement estime être le *juste prix* constitue une faute contre la justice, un acte malhonnête. La royauté ne méconnaît pas la solidarité des salaires et du coût des produits ; elle comprend bien qu'un accroissement des salaires entraîne l'augmentation du prix des marchandises. Et pourtant il est rare que les ordonnances attribuent la hausse aux élévations de salaires (1). S'il en est ainsi, c'est qu'alors les salaires n'augmentent que très peu ; leur ascension est plus lente que celle du prix des produits.

Au contraire, bien des abus ont lieu chez les commerçants. Très volontiers, les ordonnances se contentent de les incriminer en termes vagues et généraux. Elles accusent *la cupidité et avarice désordonnées* des marchands, *la malice d'aucuns*, *les fautes et les fraudes*, *l'avarice et les exactions* des hôteliers *rançonneurs et enchérisseurs* (2).

Le roi se montre particulièrement sévère pour les regrattiers, c'est-à-dire pour les détaillants qui achètent pour revendre sans faire subir à la marchandise aucune transformation utile. Ces regrattiers sont coutumiers de manœuvres malhonnêtes : ce sont trop souvent des fraudeurs et des accapareurs (3). Même s'ils procèdent honnêtement, les regrattiers sont considérés comme des fauteurs de cherté parce qu'on les regarde comme des intermédiaires inutiles. Les condamnations portées contre le commerce par les canonistes visent surtout les regrattiers dont le profit semble injustifié. Les gros marchands faisant venir des produits de l'étranger sont vus d'un bon œil parce que leur trafic augmente l'abondance et favorise le bon marché. Au

1. V. cependant édit de nov. 1548 et déclaration de juillet 1576.

2. Edits du 21 novembre 1519, du 22 décembre 1557, du mois de mars 1583. Ordonnances du 7 novembre 1544 et du 30 mai 1572.

3. Cf. Lettres patentes du 8 mars 1556.

contraire, le regrattier achetant pour revendre sur place, ne faisant subir aux produits aucune modification utile, est regardé comme un parasite. *Il est certain que la regratterie des denrées qui est aujourd'hui si familière augmente extrêmement la cherté d'icelles*, dit un avis du Conseil du Roi du mois de novembre 1583.

Ce ne sont pas seulement les regrattiers qui font hausser les prix. Ce sont aussi tous les intermédiaires qui ne servent à rien et tous ceux qui grèvent inutilement les frais de production ou de vente. Suivant l'ordonnance du 4 février 1567, la cherté des cuirs provient en partie *de la multiplicité des ouvriers par les mains desquels passent les cuirs après la tannerie et des différends continuels qu'ils ont entre eux*.

L'incidence des impôts sur les prix n'échappe pas aux gouvernants, mais ils ne la reconnaissent pas explicitement. On comprend pourquoi : l'Etat contraint d'augmenter sans cesse les impôts juge inutile d'exposer aux contribuables tous les inconvénients d'une fiscalité excessive. Cependant plusieurs ordonnances prouvent que la répercussion des impôts sur les prix est comprise par les pouvoirs publics. L'édit du 20 mai 1581 affirme que forcé par une nécessité impérieuse de demander à ses sujets de nouveaux sacrifices, le roi veut frapper seulement les objets de luxe afin que les *pauvres sujets* ne soient pas atteints. Dans l'ordonnance du 20 septembre 1602, le roi rappelle qu'afin de faire baisser les prix, il a réduit dans la mesure du possible les taxes frappant les marchandises.

Obligé de constater la vanité de ses efforts contre la hausse, le roi explique parfois la persistance du renchérissement par la négligence des magistrats qui n'accomplissent pas leur devoir et notamment s'abstiennent de taxer les marchandises et de réprimer les agissements délictueux des marchands. L'ordonnance de 1508 voit même dans la carence des magistrats la cause essentielle de la hausse. La cherté des vivres, dit-elle, provient principalement de ce que les officiers de police

n'ont eu et n'ont le soin, cure et diligence de pourvoir et mettre taux et police raisonnable aux marchandises nécessaires à la vie. L'ordonnance de janvier 1572, les lettres patentes du 25 septembre 1574, l'édit du 17 octobre 1542 prétendent pareillement que la cherté persistante est due à la négligence apportée par les magistrats à faire exécuter les ordres du roi. L'ordonnance du 30 mai 1572 va plus loin encore, elle accuse les juges et les officiers publics d'avoir favorisé la hausse de *connivence* avec les marchands.

Nulle part, dans les ordonnances royales, l'abondance des métaux précieux n'est dénoncée comme une cause de l'élévation des prix. Nous essaierons de démontrer que les auteurs des ordonnances ne pèchent pas par ignorance et négligent sciemment cette cause de cherté. Ils ne déniaient d'ailleurs pas au facteur monétaires toute influence sur les prix ; ils indiquent même souvent que la monnaie est cause du renchérissement, non parce qu'elle est trop abondante, mais parce qu'elle subit certaines variations dans sa valeur intrinsèque et dans sa valeur nominale. C'est surtout le surhaussement ou augmentation du cours nominal des monnaies qui est accusé de la cherté. *L'augmentation du prix de l'or et de l'argent*, dit l'ordonnance de la Cour des Monnaies du 9 août 1555, *apporte enchérissement de toutes victuailles et autres marchandises et denrées.* De même l'ordonnance du 21 novembre 1577 impute la cherté au *surhaussement* des monnaies (1).

C'est d'ailleurs à juste titre que la royauté, considère le surhaussement comme entraînant la hausse des prix (2), elle n'a pas tort non plus d'incriminer l'affaiblissement de la valeur intrinsèque de la monnaie consécutif à la rognure des espèces (3). Elle est moins bien inspirée lorsqu'en 1602 (4), elle s'en prend au compte par écus.

1. Voir aussi l'édit du 17 août 1561.

2. Voir chapitre XXIV.

3. Ordon. 23 septembre 1568.

4. Ord. 20 septembre 1602.

La royauté accuse volontiers les guerres et les désordres qui en résultent (1). La guerre est une cause de cherté parce qu'elle provoque des destructions inutiles, qu'elle favorise le gaspillage, qu'elle entrave la production, qu'elle entraîne des dépenses qui contraignent l'Etat à augmenter les impôts dont elle rend par ailleurs la perception plus difficile. Mais, pour les gouvernants du xvi^e siècle, si la guerre engendre le renchérissement, c'est surtout parce qu'elle est source de désordre et de désobéissance aux lois.

Du règne de Charles IX jusqu'au début du règne de Henri IV, la France est ravagée par les guerres civiles. Le pouvoir central est réduit à l'impuissance. C'est l'anarchie : tout le monde veut commander, personne ne veut obéir. Les ordonnances restent lettres mortes. La justice est paralysée. Sûrs de l'impunité les spéculateurs s'engraissent de la misère publique. Les édits de taxation ne sont plus observés, le cours des monnaies est abandonné au caprice et à la cupidité des marchands qui exploitent honteusement l'ignorance du peuple. Les frontières ne sont plus surveillées, le contrôle des entrées et des sorties est pratiquement annihilé. La débauche, le luxe, la paresse s'étalent, sans qu'il y ait une autorité capable de les réfréner. *L'injure et calamité du temps* empêchent l'observation des lois, constate un édit de septembre 1561. Henri III, dans une ordonnance de mars 1577 déplore la *confusion* amenée par *les troubles*. Il en est résulté, dit-il, que *toutes choses n'ont pu être policées selon le désir de nos prédécesseurs et de nous*. La guerre, surtout la guerre civile, empêche toute police, et, sans police, c'est le désordre : tout est déréglé, les prix comme le reste.

Telles sont les causes de la cherté, indiquées par les ordonnances royales. Au début du siècle, la hausse générale étant encore modérée et progressive, alors qu'on souffre de crises passagères provoquées par des

1. Cf. Edits du 26 novembre 1546 et du 3 mars 1583.

disettes accidentelles, le renchérissement est surtout attribué à l'insuffisance des récoltes et à la malhonnêteté des marchands. Ces deux causes continuent à être fréquemment invoquées jusqu'à la fin du siècle. Mais à partir de 1560 le luxe et le gaspillage sont volontiers incriminés. Sous Henri III et sous Charles IX les guerres et le désordre passent au premier rang des préoccupations du souverain qui leur impute la cherté comme les autres calamités dont gémit le pays. C'est surtout dans la seconde moitié du siècle que la monnaie est dénoncée comme source de l'élévation des prix, et le rôle qu'on lui attribue va sans cesse grandissant. En comparant les préambules des deux ordonnances capitales en matière de lutte contre la vie chère, on remarque qu'en 1567 c'est le désordre qui est regardé comme l'origine principale de la hausse tandis qu'en 1577, c'est le surhaussement des monnaies qui est déclaré responsable.

Sur les causes de la cherté, les auteurs des ordonnances ont à peu près les mêmes conceptions que la majorité des écrivains. Ceux-ci se sont du reste beaucoup inspirés des ordonnances royales. Il faut cependant mettre à part l'abondance d'or et d'argent que quelques auteurs regardent comme la cause primordiale de la cherté et dont la royauté semble ignorer l'influence. Il y a d'autres différences très compréhensibles entre les actes des gouvernants et les ouvrages des écrivains. Naturellement la royauté s'abstient d'imputer la cherté au *plaisir des princes* comme l'a fait Bodin. Elle n'insiste pas non plus sur la large part de responsabilité qui revient à l'augmentation des impôts, chose que du Haillan a mise en lumière.

Si l'on veut juger les conceptions économiques officielles d'après les ordonnances qui viennent d'être passées en revue, on peut dire que la royauté n'a pas attaché une importance suffisante aux causes essentielles et qu'elle a attribué une trop grande influence à des causes accessoires. Des facteurs d'importance très diverses ont été mis sur le même plan. La royauté n'a

pas ignoré les rapports de la production et des prix non plus que la répercussion des impôts sur le coût des marchandises, mais elle n'a peut-être pas reconnu d'une façon suffisante l'action profonde exercée sur les prix par la réduction de l'activité économique et l'aggravation des charges fiscales.

Au contraire, elle a exagéré le rôle joué par le luxe et par la malhonnêteté des marchands. Chose plus grave, elle n'a pas indiqué les rapports de la hausse avec l'afflux des métaux précieux. C'est une grosse lacune, du reste explicable.

En somme, il ressort des ordonnances que l'une des causes primordiales de la cherté a été clairement discernée : l'insuffisance de la production, c'est-à-dire l'offre trop faible en face de la demande. Le rôle néfaste des intermédiaires parasites et des marchands trop cupides a été pleinement dégagé. La répercussion des variations monétaires sur les prix a été partiellement reconnue.

Avec une grande clairvoyance, la royauté a mis en évidence l'influence de la guerre sur les prix, et la nécessité de la paix et de l'ordre pour que la nation soit prospère et vive à bon marché.

Quand on accuse la royauté d'ignorance, en cette matière (1), il semble donc qu'on se trompe gravement. Les conceptions économiques des gouvernants du xvi^e siècle étaient vraisemblablement plus proches de la vérité que les considérants des ordonnances n'inciteraient à le croire. Les préambules de ces ordonnances ne sont pas des œuvres didactiques ; la royauté n'a pas eu la prétention d'enseigner à ses sujets les lois de l'économie politique ; elle a cherché plutôt à apaiser les plaintes populaires. Elle semble avoir adopté les préjugés et les rancunes de la masse en attribuant aux marchands la responsabilité de la hausse ; mais, ce faisant, n'a-t-elle pas eu pour but de diriger vers d'autres

1. Voir Levasseur *Cl. ouv.*, t. II, p. 58 de la première édition.

objets les colères qui grondaient et qui auraient pu se tourner contre elle ? N'est-il pas des gouvernants plus proches de nous qui ont agi de même ?

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que les considérants d'un édit ont pour but de motiver les dispositions prises par cet édit. Parfois les causes assignées à la cherté ne sont que des prétextes pour justifier certaines mesures : ainsi, bon nombre d'édits somptuaires affirment que le luxe est la cause principale de la cherté. Quoi d'étonnant à ce que cette exagération manifeste ait été consciente et qu'elle ait servi à couvrir le véritable motif des édits contre le luxe : la jalousie des nobles contre les roturiers parvenus ? Et parmi les ordonnances qui incriminent la malhonnêteté des marchands, n'en est-il pas quelques-unes dont les auteurs ont songé surtout à justifier la création d'offices de contrôleurs et de jurés, qui constituaient pour le Trésor une précieuse ressource ?

A notre avis, les gens éclairés qui préparaient et rédigeaient les ordonnances, ont discerné des causes qu'ils n'ont pas voulu publier.

Un des gros reproches faits à la royauté, c'est d'avoir ignoré l'influence de l'abondance des métaux précieux sur les prix. Mais est-il bien sûr que les gouvernants du xvi^e siècle aient méconnu la loi quantitative de la monnaie ? Il nous paraît certain qu'ils ne l'ont pas ignorée. On la trouve indiquée chez Dumoulin, jurisconsulte dont l'autorité était considérable, on la trouve affirmée par Bodin en 1567 et, plus tard, du Haillan et d'autres auteurs l'ont exposée à leur tour. Dans son *Traité* paru en 1600, François le Bogue, avocat général à la Cour des Monnaies, admet sans discussion la théorie quantitative. Or, on peut affirmer que les idées de Dumoulin, de Bodin et de Le Bogue étaient connues du pouvoir royal si désireux de s'informer de l'avis des gens compétents.

D'autre part, on trouve à chaque instant, dans les ordonnances, cette affirmation que l'abondance plus

ou moins grande des marchandises fait leur bon marché ou leur cherté. Pourquoi ce qu'on regardait comme vrai pour les marchandises n'aurait-il pas été vrai pour la monnaie? Pourquoi l'or et l'argent n'auraient-ils pas suivi la loi commune? Observons que, de plus en plus, la monnaie était considérée comme une marchandise (1) et que l'ordonnance de septembre 1577 avait marqué le triomphe de ceux qui l'envisageaient comme telle.

Si les rédacteurs des ordonnances se sont abstenus de désigner l'abondance des métaux précieux comme une cause de cherté, c'est qu'ils ont pensé que loin de combattre cette abondance il fallait au contraire l'encourager. En ces temps où régnaient les doctrines métallistes, l'or et l'argent apparaissaient comme nécessaire à la puissance et à la prospérité du pays. Sans doute l'afflux métallique entraînait-il des inconvénients tels que la hausse des prix, mais les avantages dépassaient les inconvénients. Dans ces conditions, pourquoi les gouvernants auraient-ils pris soin d'exposer au peuple que la cherté provenait de l'afflux de métaux précieux que tous les efforts de l'Etat tendaient à favoriser?

On s'explique donc parfaitement pourquoi les auteurs des ordonnances ont négligé d'indiquer que la hausse était due à l'abondance de la monnaie: ils parlaient en politiques et non en économistes doctrinaires.

1. Cf. Garrault, *op. cit.*

CHAPITRE XV

LES AGENTS ET LES MODES DE L'INTERVENTION

C'était, dans l'ancienne France, une tradition unanimement admise que la direction de l'activité économique de la nation appartenait à l'Etat. Le contrôle du prix des denrées était considéré comme une affaire de *police* (1).

Or les compétences en matière de police n'étaient pas nettement déterminées ; elles étaient diversement réparties selon les lieux entre les représentants du roi, des seigneurs et des villes, de sorte que la tâche de surveiller les prix était partagée entre un grand nombre de personnages : prévôts, baillis, sénéchaux, maires, échevins et autres magistrats. En outre, les Parlements, invoquant leur droit général de police, intervenaient eux aussi pour empêcher le renchérissement des denrées.

Comme la police était placée sous l'autorité suprême du monarque, ce fut le roi qui dirigea la lutte contre la cherté, ce fut lui qui donna l'impulsion et les directives, lui encore qui stimula maintes fois le zèle des officiers locaux trop enclins à la négligence.

Afin de combattre plus efficacement la hausse, le gouvernement jugea bon de créer des organes spéciaux, des commissions de magistrats et de consommateurs chargées de taxer les denrées et de rechercher tous les moyens propres à conjurer le renchérissement. Ces commissions étaient investies de pouvoirs très étendus ;

1. Ce mot avait alors un sens extrêmement large ; on y faisait rentrer toutes les mesures qui avaient trait de loin ou de près au maintien du bon ordre et de la tranquillité publique.

elles avaient notamment le droit d'infliger des pénalités.

Il y avait là une institution un peu analogue à celle des Conseils de consommateurs qui ont été établis récemment, mais dont les attributions sont beaucoup plus restreintes.

Chaque fois que la royauté prescrivait des taxations, elle enjoignait aux magistrats de prendre l'avis des consommateurs et souvent des producteurs. Pourtant ce n'est guère qu'en 1567 que furent organisés d'une façon sérieuse les conseils où collaboraient les représentants des pouvoirs publics et de l'opinion.

Voici les grandes lignes du système instauré à Paris par l'ordonnance du 4 février 1567.

Des délégués (1) élus par les habitants de chaque quartier étaient chargés de faire appliquer les ordonnances de police, mais surtout de surveiller les prix et de faire observer les maxima. Ces délégués avaient *puissance d'ordonner et exécuter jusqu'à la valeur de soixante sols pour une fois*. Ils devaient se réunir chaque semaine devant les magistrats de police du quartier et rendre compte de leur mandat.

Tous les mois une assemblée générale réunissait les magistrats et tous les délégués de la ville. Ce jour-là on convoquait les gens de métiers et tous ceux dont la présence paraissait utile, *pour aviser les moyens de corriger les abus et excès, tenir les choses en même point et état, sans souffrir aucune hausse ou innovation* (2).

D'après l'ordonnance de 1567, l'organisation parisienne devait être imitée par les principales villes du royaume, mais celles-ci ne mirent aucun empressement à obéir.

En 1572, quelques modifications furent apportées au système de 1567 et les villes furent à nouveau invitées à suivre l'exemple de la capitale.

Une assemblée qui se réunissait deux fois par se-

1. Ces délégués avaient été institués pour la première fois par l'édit du 15 février 1566.

2. Ord. du 4 février 1567 : *de l'exécution des présentes*, article 2.

maine, dans la salle de la Chancellerie du Palais de justice, était chargée d'imposer tous les maxima utiles ; elle devait recevoir et juger les rapports des commissaires du Châtelet et des autres officiers de police. L'assemblée comprenait un président et un conseiller au Parlement, un maître des requêtes, le Lieutenant civil ou le Lieutenant criminel, le Prévôt des marchands ou un échevin, les procureurs au Châtelet et à l'Hôtel de Ville, quatre bourgeois non marchands et, facultativement, les avocats et procureurs du roi au Châtelet. Les sentences prononcées étaient exécutoires nonobstant appel, jusqu'à 100 sols parisis.

On voit que les consommateurs étaient associés par le gouvernement à la lutte contre la cherté. La royauté voyait dans l'opinion l'un de ses meilleurs auxiliaires pour combattre la hausse. Elle invitait le peuple à suggérer des moyens de remédier à la crise économique ; elle ouvrait des enquêtes, provoquait des réunions (1) où les citoyens de toutes classes pouvaient venir discuter la question de la cherté.

Le gouvernement sollicitait avec instance le concours des consommateurs. Tout en édictant des peines très sévères pour sanctionner ses ordres, il se rendait compte qu'en pareille matière, il s'agissait de convaincre plutôt que de contraindre. Il enjoignait donc aux baillis et aux sénéchaux de se livrer à une véritable propagande auprès de l'élite de la nation pour la persuader de l'utilité des mesures prises. C'est ainsi qu'en 1563 Charles IX demandait à ses sujets de pratiquer l'économie et les invitait en termes pressants à s'imposer des restrictions volontaires : *Nous exhortons et admonestons les pères de famille et chefs d'hôtels, de se régler et mettre d'eux-mêmes la loi de frugalité et modestie en leurs maisons, retranchant toute superfluité au vivre et habilement d'eux, leurs femmes, enfants, serviteurs et domestiques* (2).

1. Cf. Bodin, op. cit. (dédicace).

2. Lettres patentes du 30 janvier 1563 (art. 26).

Il n'est pas facile d'apprécier à sa juste valeur l'aide apportée par l'opinion au gouvernement. Sans doute les controverses où brillèrent Bodin, du Haillan et tant d'autres, eurent-elles pour résultat de jeter quelque lumière sur les origines du renchérissement et sur les moyens capables d'y pallier.

Il semble par contre que les Etats Généraux, cependant qualifiés pour représenter les consommateurs, ne jouèrent qu'un rôle très peu important. La question de la cherté n'eut qu'une place restreinte dans leurs cahiers et dans leurs délibérations.

Il faut faire exception pour les Etats de 1560 qui s'occupèrent assez longuement de la hausse des prix et qui, pour y remédier, réclamèrent l'interdiction du luxe, la prohibition des marchés à terme, la répression des fraudes, l'unification des poids et mesures, l'impression et l'application des statuts des métiers (1).

Aux Etats de 1576, le Tiers demanda des restrictions à la sortie des blés et des matières premières ; il réclama des mesures contre l'accaparement et contre le luxe ; il protesta vivement contre le désordre monétaire (2). A Blois, en 1588, le Tiers renouvela les plaintes habituelles contre l'exagération des impôts qu'il dénonça, avec juste raison, comme l'une des causes de la cherté ; il demanda avec insistance la réduction des tailles et des impôts indirects et la répression des excès de gens de guerre (3). En réalité, la hausse des prix n'a que fort peu retenu l'attention des Etats généraux ; ils n'ont traité cette question que d'une façon accessoire et leur part dans la lutte contre la cherté a été des plus minimes.

Durant tout le Moyen Age, les pouvoirs publics s'étaient opposés à la hausse des prix. Pour la combattre, ils s'étaient efforcés, par des procédés assez divers, d'augmenter l'abondance des produits et d'em-

1. Picot, op. cit., t. II, p. 48, 188, 130, 205, 256.

2. Picot, t. III, p. 34, 35, 37, 38.

3. Picot, t. III, p. 192 et 201.

pêcher les gains excessifs ; ils avaient notamment fixé des prix maxima, restreint les exportations, réglementé les marchés, prohibé les coalitions et réprimé les fraudes. Ils avaient en outre essayés d'arrêter la dépréciation de la monnaie en interdisant le surhaussement des espèces.

Au cours du xv^e siècle, les autorités locales avaient suffi à parer aux crises provoquées par des élévations de prix accidentelles. Les choses changèrent dès le règne de Louis XII, et on se trouva bientôt devant un renchérissement général assez accentué et suffisamment grave pour motiver l'intervention répétée et systématique du pouvoir central.

Les rois du xvi^e siècle employèrent contre la hausse les armes qui avaient déjà servi durant les périodes antérieures ; il y eut peu d'innovations, mais beaucoup de perfectionnement furent apportés aux méthodes anciennes.

La taxation resta le moyen le plus usité malgré les déboires qu'elle avait donnés. Parmi les nombreuses ordonnances qui lui furent consacrées, les trois plus importantes furent celles de 1508, de 1567 et de 1577. Elles témoignent de la faveur persistante que rencontraient les maxima près des souverains, au temps de la Renaissance comme au temps de la Ligue.

Pour combattre la cherté, Henri II et ses fils employèrent volontiers les édits somptuaires qui jusque-là avaient été inspirés par des considérations étrangères au coût de la vie. Sous Charles IX, on eut souvent recours à la réglementation du commerce extérieur qu'on regardait comme l'un des meilleurs moyens d'arrêter la hausse.

Ce n'est que sous Henri III qu'eut lieu une tentative vraiment originale de réduire le coût de la vie : on essaya de transposer le niveau général des prix en réformant l'étalon monétaire.

Nombreuses donc furent les mesures par lesquelles on tâcha de remédier à la cherté. Pour les exposer métho-

diquement, on pourrait les classer d'après le but poursuivi.

On décrirait d'abord celles qui visaient à augmenter l'offre : on y comprendrait tous les moyens d'accroître la production, de développer les importations et de réduire les exportations.

Puis viendraient les mesures propres à amoindrir la demande : les restrictions alimentaires, la prohibition du gaspillage et du luxe.

On relaterait ensuite les efforts faits pour diminuer les frais de production et de vente : la suppression des intermédiaires inutiles, la taxation des produits et des services, l'interdiction des coalitions, des fraudes et de certaines autres manœuvres peu honnêtes.

On terminerait par les réformes relatives au facteur monétaire.

Bien que cette classification paraisse satisfaisante au point de vue logique, nous préférons y renoncer parce qu'elle provoquerait beaucoup de redites et qu'elle ne mettrait pas assez en lumière l'importance relative que les gens du xvi^e siècle attachaient à chacune des mesures prises. Il faut tenir compte en effet non seulement du but poursuivi, mais du moyen de parvenir au but.

Or beaucoup des moyens avaient des buts complexes. Qu'on prenne l'exemple de l'interdiction des monopoles : elle cherchait à empêcher la restriction de l'offre par suite de manœuvres condamnables et, en même temps, elle visait à l'abaissement des gains exagérés.

De même la prohibition du luxe tendait à la réduction des prix par deux voies différentes : en s'opposant à une destruction excessive des produits et en évitant les grosses dépenses qui auraient forcé les consommateurs à augmenter leurs salaires ou leurs profits.

Nous préférons donc adopter un plan moins logique mais plus commode.

Nous étudierons d'abord les taxations qui constituaient le remède le plus direct et le plus courant.

Nous passerons ensuite à un ensemble de mesures

qui ne manquent pas de diversité, mais où l'on retrouve plus ou moins le souci de restreindre les frais de vente et de production, soit en s'opposant aux coalitions, soit en entravant certains agissements malhonnêtes, soit en réduisant le nombre des intermédiaires. Citons parmi ces mesures le contrôle de certaines professions, l'interdiction des monopoles, la lutte contre l'accaparement, l'institution des greniers publics, la réglementation des marchés, l'interdiction de regratter.

Puis nous arriverons à la restriction des consommations et des exportations, c'est-à-dire aux moyens d'empêcher la réduction inutile ou exagérée de l'offre intérieure.

Nous continuerons par un chapitre consacré aux tentatives faites pour développer la production : la lutte contre l'oisiveté, la réorganisation des métiers, la protection douanière et les encouragements aux différentes branches de l'activité économique.

Viendra ensuite l'exposé de la réforme monétaire qui fut le remède employé ne dernier lieu, alors que tous les autres avaient échoué.

Nous terminerons en signalant certains palliatifs aux inconvénients de la hausse.

Avant d'étudier en détail l'intervention des pouvoirs publics, rappelons qu'en beaucoup de cas la réduction des prix n'a été pour le gouvernement qu'un but accessoire, quelquefois même un simple prétexte mis en avant pour justifier certaines mesures.

CHAPITRE XVI

LES TAXATIONS

1. — Les maxima avant le XVI^e siècle

Lorsqu'un gouvernement désire la réduction des prix, il est aisément porté à l'imposer par voie d'autorité en fixant des prix maxima. Contre la hausse, la taxation paraît être le procédé le plus direct, comme le remède le plus simple et le plus efficace. Aussi la limitation des prix par l'Etat est-elle très ancienne et l'Antiquité en offre-t-elle de nombreux exemples.

Inspirés par la tradition du Bas-Empire et par les doctrines des canonistes, les souverains du Moyen Age rendirent de nombreux édits de taxation qui s'appliquaient principalement au cours des monnaies, aux salaires et aux marchandises de première nécessité (1).

Les maxima intervenaient d'ordinaire dans des périodes de diminution du pouvoir de l'argent engendrée par des mutations monétaires. Souvent aussi, c'était la disette qui incitait les princes à taxer les vivres. D'autres fois, à la suite d'une guerre ou d'une épidémie, la main-d'œuvre devenue plus rare se montrait exigeante et il fallait modérer ses prétentions.

A maintes reprises, Philippe de Valois et Jean le Bon

1. Dès 808, un capitulaire de Charlemagne avait fixé un prix maximum aux vêtements, mais cette mesure avait surtout pour but de réprimer le luxe.

édictèrent des maxima applicables aux produits et aux services. L'ordonnance du 30 janvier 1350, rendue par Jean le Bon pour la police de la ville de Paris, présente une importance particulière, parce qu'elle a servi de modèle aux grandes ordonnances de 1567 et de 1577. Lorsqu'elle fut publiée, la peste noire venait de ravager Paris ; le nombre des travailleurs était très réduit ; les produits trop rares avaient considérablement renchéri. L'ordonnance essaya d'imposer des limites ; elle taxa les salaires, les vivres et diverses marchandises ; elle fixa à 10 0/0 le profit maximum que les commerçants étaient autorisés à prélever sur leurs ventes (1).

2. — Règles générales des taxations au XVI^e siècle

Si la tradition était favorable à la réglementation des prix, l'opinion des gens du xvi^e siècle ne l'était pas moins. Interprètes des désirs de leurs contemporains, Girard du Haillan, François Garrault, de Montand et bien d'autres ont réclamé instamment les taxations officielles.

A l'exemple de leurs prédécesseurs, les souverains du xvi^e siècle n'ont pas manqué de recourir aux maxima (2). Qu'on ne croie pas cependant que les gouvernements

1. Vers la même époque, l'Angleterre se trouvait dans des circonstances analogues. Pour réfréner *the insolence of the servants*, le *Statute of laborers* de 1350 punit de prison ceux qui ne voulaient pas se contenter des salaires en usage vingt ans auparavant (Levasseur, *Salariat et salaires*, p. 97).

2. En Angleterre, plusieurs ordonnances d'Elisabeth et de Jacques I^{er}, en Allemagne une patente de l'Empire de 1536 édictèrent des maxima (Levasseur, *Salariat et salaires*, p. 96). Pour l'Alsace, on peut citer les taxations ordonnées par Guillaume évêque de Strasbourg dans un mandement de 1531 (Hanauer, op. cit., t. II, p. 67). Sur les maxima de salaires institués en Angleterre en 1564, cf. d'Avenel, op. cit., t. III, p. 67.

considéraient les prix comme dépendant absolument de leur fantaisie arbitraire. Il n'est pas douteux qu'à cette époque où les droits de l'individu étaient si peu de chose devant l'omnipotence du souverain, les rois et les seigneurs s'attribuaient le droit de fixer les prix à leur guise, mais on verra qu'ils n'usaient de ce droit que d'une manière raisonnable, en suivant certaines règles et non leurs caprices.

Quel était donc le but précis des taxations ? C'était évidemment d'empêcher la hausse et parfois d'amener la baisse en fixant des limites aux prix. Il s'agissait d'obtenir la vie à bon marché, beaucoup plus que de faire respecter la justice en forçant les contractants à se conformer au *juste prix*. Le désir de faire observer le *juste prix*, mis en avant par beaucoup d'ordonnances, n'était d'ordinaire qu'un prétexte. En général, l'Etat ne faisait que déterminer un maximum ; il permettait et même conseillait de descendre au-dessous.

Le pouvoir central n'était pas seul investi du droit d'édicter des taxations : les autorités inférieures possédaient ce droit de façon plus ou moins étendue, en vertu des coutumes ou des ordonnances royales.

A Calais, d'après la coutume locale rédigée en 1583, le juge général, le maire et les échevins réunis avaient pour mission de fixer *le taux des vivres et victuailles* (1). Dans le baillage d'Amiens, la coutume générale révisée en 1567 donnait aux seigneurs ayant haute ou moyenne justice le droit de taxer le vin vendu au détail et d'y mettre *prix raisonnable*... selon la qualité (2). A Boulogne-sur-Mer, la coutume locale arrêtée en 1550 décidait dans son article 22 que le maire et les échevins auraient le droit de *mettre prix sur sel, grains, vins, ha-*

1. Coutume locale de Calais, art. 14 (Bourdot de Richebourg, op. cit., t. I, p. 18).

2. Coutume générale d'Amiens, titre XI (B. de Richebourg, t. I, p. 185).

rengs, poissons et toutes autres marchandises arrivées en cette dite ville (1).

Quant à l'étendue des pouvoirs des taxateurs, il y avait une certaine imprécision, et, suivant les villes, des différences importantes. Ici les autorités locales ne pouvaient taxer que certaines marchandises ; là, au contraire, elles pouvaient imposer tous les maxima jugés utiles. Les sphères de compétence n'étaient pas nettement déterminées ; les conflits d'attribution surgissaient sans cesse entre les représentants du roi, ceux des seigneurs et ceux des villes. De plus les Parlements intervenaient eux aussi en vertu du droit général de police qu'ils se reconnaissaient.

Rappelons que les ordonnances royales du xvi^e siècle créèrent des organes nouveaux, des assemblées chargées spécialement de la taxation et composées de fonctionnaires et de représentants des consommateurs.

Les prix maxima n'étaient imposés que de façon intermittente. Quand les prix paraissaient raisonnables, les pouvoirs publics n'usaient d'aucune contrainte. Ainsi Claude Haton rapporte qu'en l'an 1574 les magistrats de Provins s'abstinrent de taxer les grains parce qu'on pouvait s'en procurer assez facilement (2).

Le roi n'intervenait guère que lorsque la cherté présentait une gravité particulière. Le plus souvent, il se contentait de stimuler le zèle des pouvoirs locaux, il leur rappelait qu'ils avaient le devoir de fixer des prix maxima, il posait les règles générales de la taxation et chargeait les autorités subalternes de régler les détails d'application.

Parfois l'édit royal n'était applicable qu'à Paris, mais il enjoignait aux magistrats des autres villes d'établir chacun pour son ressort un règlement adapté aux circonstances et se rapprochant autant que possible du règlement fait par le roi pour la capitale.

1. B. de Richebourg, t. I, p. 63.

2. Haton, op. cit., t. II, p. 742.

Les autorités locales n'avaient pas toujours pleine liberté pour établir les maxima. Le roi leur imposait certaines règles ; très souvent il fixait les limites que les taxations locales ne devaient pas dépasser.

En général, on taxait seulement les objets de première nécessité, notamment le pain, la viande, le vin, le bois, le foin, les vêtements communs, les chaussures. Les maxima frappaient rarement les loyers, sauf ceux des chambres d'hôtel. On taxait le cours des monnaies, le prix des métaux précieux, le taux de l'intérêt, mais ici le souci d'empêcher la hausse des prix n'était pas prédominant ou même n'existait pas. Chose remarquable, certains produits agricoles et notamment le blé échappaient souvent à la taxation ; on craignait que l'imposition de prix maxima ne vint restreindre une production à peine suffisante pour les besoins.

Les objets de luxe étaient rarement soumis au maxima, l'ordonnance de 1508 les en exempta expressément. Par contre, l'ordonnance de 1577 taxa les draps d'or et d'argent et les bas de soie qui étaient certainement des objets de luxe, mais qui étaient d'un usage courant dans l'entourage du roi.

Les salaires limités par les ordonnances de police étaient surtout ceux des journaliers et des manœuvres sans spécialité. Quant aux artisans des métiers, les règlements particuliers à chaque profession déterminaient d'ordinaire leur rémunération (1). Les ordonnances royales permettaient d'ailleurs de taxer tous les salaires, quels qu'ils fussent.

Les profits des commerçants étaient également limités ; on s'attaquait surtout aux bénéfices des bouchers, des meuniers, des boulangers et des marchands de vin. Les arrêts des Parlements invoquaient souvent l'ordonnance de 1350 qui fixait les profits maxima à 10 0/0.

Le domaine des taxations s'élargit sans cesse au cours du xvi^e siècle. D'abord restreint à certains salaires

1. Cette rémunération constituait à la fois un maximum et un minimum.

et aux denrées de première nécessité, il s'étendit parla suite à tous les produits et à tous les services. Les formules extrêmement compréhensives employées par les ordonnances de la fin du siècle permettaient d'imposer des maxima chaque fois qu'on le jugeait utile.

Les taxations étaient principalement destinées aux villes, car c'était là surtout que la cherté était à craindre par suite de la disette des denrées. A la campagne, la nécessité des maxima était moindre parce que la plupart des habitants vivaient de leurs propres produits. Même dans les villes, les taxations ne s'appliquaient pas indistinctement à tout le monde. Les marchands forains, c'est-à-dire les marchands étrangers à la ville, échappaient presque toujours aux tarifs légaux ; on leur permettait de vendre aux prix qu'ils jugeaient bon afin de les inciter à apporter les produits du dehors. On voulait par là favoriser l'approvisionnement des citadins.

Des taxations inconsidérées, une réduction excessive des bénéfices et des salaires, peuvent décourager les travailleurs et réduire la production ; elles peuvent aussi détourner les commerçants d'apporter leurs marchandises dans les régions soumises aux maxima. Instruits par la longue expérience de leurs prédécesseurs, les gouvernants du xvi^e siècle apercevaient fort bien cet écueil et tous leurs efforts tendaient à l'éviter. Il ne fallait pas que les maxima réduisissent l'abondance ; il fallait avant tout empêcher la disette. C'est pourquoi le blé était si fréquemment soustrait à la taxation. Les dirigeants de la politique royale avaient remarqué aussi que la taxation peut avoir pour effet de diminuer la qualité des marchandises ; ils en concluaient que parfois les maxima sont néfastes et qu'en certaines occasions il vaut mieux ne pas entraver la liberté du commerce. En 1583, le Conseil du Roi consulté sur le point de savoir s'il fallait limiter le prix de vente des chevaux amenés de l'étranger, répondit qu'il fallait s'en garder si l'on voulait éviter que la France ne reçût plus que des chevaux de mauvaise qualité.

Le gouvernement comprenait parfaitement que les taxations devaient être faites en tenant compte de ce qu'on appelle les lois économiques naturelles. Aussi enjoignait-il aux magistrats subalternes de fixer les prix maxima d'après l'abondance plus ou moins grande des produits. Il insistait beaucoup sur cette prescription qu'on trouve répétée à chaque instant dans les édits. D'après les instructions royales, ce n'était pas seulement l'abondance des produits que les taxateurs devaient envisager, c'étaient aussi le coût de production, la qualité, les prix courants et le gain raisonnable auquel le travailleur avait droit.

Aux autorités locales chargées de dresser les tarifs, le roi recommandait de consulter les consommateurs, souvent aussi les marchands et les producteurs ouvriers et patrons (1). Les magistrats ne devaient fixer les maxima qu'après avoir entendu les divers intérêts en présence. Les représentants de l'Etat jouaient ainsi le rôle d'arbitres dans le différend économique qui divise perpétuellement les consommateurs qui veulent acheter à bon marché et les producteurs qui cherchent à vendre le plus cher possible. Un pareil système était assez favorable à la paix sociale. En outre, comme les maxima étaient établis avec la collaboration des vendeurs et des acheteurs, ils avaient quelques chances de s'appliquer aisément.

La France du xvi^e siècle était loin de l'unité économique ; elle ne formait pas un marché unique. Par suite des barrières douanières, de l'insécurité des communications, de la lenteur et de la rareté des moyens de transport, le royaume était fragmenté en une multitude de marchés et les prix étaient très différents d'une ville à l'autre. En outre, sur un même marché, les écarts de prix étaient soudains et fréquents, l'abondance des produits variait brusquement. L'approvisionnement était à la merci des mauvaises récoltes ou des accapareurs ;

1. Cf. ord. de 1567.

il n'y avait guère à compter sur les provinces voisines pour rétablir la situation.

Pour que les maxima légaux restassent proches des prix déterminés naturellement, il fallait donc un système de taxation parfaitement souple, capable de se prêter à l'extrême instabilité des conditions économiques dans l'espace et dans le temps. A ce point de vue, les gouvernements du xvi^e siècle, profitant de l'expérience des siècles précédents, arrivèrent à mettre sur pied une organisation aussi satisfaisante que possible.

Le roi, nous l'avons dit, se bornait à poser les principes de la taxation et les autorités locales étaient chargées des détails d'application. C'était en effet une idée chère à l'ancienne France, que les lois doivent s'adapter aux circonstances et varier suivant les nécessités locales. Cette conception entraînait bien des inconvénients, mais elle avait de gros avantages notamment en ce qui concerne la souplesse des taxations. Chaque fois que cela paraissait utile, on édictait des règlements particuliers, même pour des circonscriptions très petites. Dans un seul bailliage, il pouvait y avoir cinq ou six tarifs différents s'appliquant chacun à une portion du territoire (1). En 1583, on se demanda s'il ne convenait pas que les taxations fussent faites par le pouvoir central. Le Conseil du Roi consulté répondit par la négative en disant qu'il était *nécessaire de considérer les lieux et saisons* et que par conséquent il fallait laisser aux pouvoirs locaux le soin de déterminer les prix.

Les maxima devaient être soumis à des révisions très fréquentes grâce auxquelles ils pouvaient suivre les variations des prix libres, se modeler sur elles et tenter de les modérer.

Si les prescriptions royales avaient été obéies, les maxima se seraient beaucoup rapprochés des prix qu'aurait déterminés la libre concurrence, l'interven-

1. Cf. ordonnance du bailli de Provins du 13 février 1563 (Haton, op. cit., t. II, p. 1119 à 1126).

tion des fraudeurs et des accapareurs étant écartée. Comme la grande utilité des taxations était d'entraver l'action des manœuvres délictueuses sur les prix, les marchands malhonnêtes essayaient de se soustraire aux taxations ; ils cherchaient à tourner la loi lorsqu'ils n'osaient la heurter de front.

Pour couper court à leurs agissements, les ordonnances royales enjoignirent aux taxateurs de fixer les prix de détail et de gros, en indiquant l'unité de poids ou de mesure et, comme les marchands abusaient trop souvent de l'ignorance du peuple, le gouvernement s'appliqua à assurer une très large publicité aux maxima officiels.

Très souvent, des commerçants avides de gain s'efforçaient de corrompre les officiers chargés d'établir et d'appliquer les tarifs. Redoutant justement la collusion des fonctionnaires et des marchands, la royauté édicta des peines sévères contre les magistrats négligents et des châtimens plus rigoureux encore contre les magistrats complices des fraudeurs et des spéculateurs.

Parmi les nombreuses décisions des pouvoirs publics qui ont institué des maxima, ce sont surtout les ordonnances royales qui méritent d'être étudiées, car c'est là que se trouvent contenus les principes de la taxation, principes que les autorités subalternes se sont bornées à reproduire et à appliquer.

Les principales ordonnances relatives aux maxima sont celles du 20 octobre 1508, du 4 février 1567 et du 21 novembre 1577. Ce sont les textes fondamentaux en la matière.

3. — L'Ordonnance du 20 octobre 1508

Après avoir constaté, en termes très amers, la hausse générale et surtout l'élévation exagérée des frais d'hôtels, l'ordonnance de 1508 ne se contente pas d'imposer un frein aux exactions des hôteliers, elle organise la taxation de la plupart des produits et des services ; elle

pose les principes qui doivent guider les officiers chargés de fixer les maxima (1).

C'est à la négligence des magistrats qu'elle attribue la cherté ; elle leur reproche de n'avoir pas taxé les marchandises comme ils auraient dû le faire.

L'article premier détermine les autorités chargées de la taxation. *Les sénéchaux, baillis, alloués, prévôts, viguiers et autres justiciers et officiers ordinaires de notre Royaume pays et seigneuries, chacun en sa juridiction, appelés avec eux deux gens d'Eglise et deux gentilshommes de leur destroit (2) et juridiction, bien renommés et de bonne expérience, aimant leur honneur et conscience : et aussi appelés les Maires, échevins, consuls, conseillers, officiers et gouverneurs des villes et lieux de leur dit destroit en nombre suffisant et autres que bon leur semblera, non suspects, feront et ordonneront en bonne et saine conscience dont il feront serment solennel, un taux et prix raisonnable, chacun en sa province et quartier du pays, de ce que les dits hôteliers devront avoir et prendre pour repue d'homme et cheval.*

Pour calculer le *prix raisonnable*, les magistrats devront considérer : la valeur actuelle des vivres, le prix accoutumé avant la hausse, le gain raisonnable que doit faire le commerçant et l'abondance des denrées dans la région.

Les prix devront être *si bien spécifiés par le menu que débat n'en puisse venir*. Pour chaque chose taxée, il faudra indiquer le prix de gros, le prix de détail, la quantité et la qualité.

L'ordonnance ne s'occupe pas seulement des hôtels, elle enjoint (art. 2) de taxer les *vêtements et accoutrements nécessaires pour les hommes et pour les chevaux*. Pour tous ces objets, les magistrats devront fixer un *prix raisonnable et praticable en tenant compte de la qualité, de la quantité et du prix de revient*.

L'article 4 va plus loin encore en ordonnant qu'il soit mis *ordre, taux et police sur toutes choses nécessaires pour la*

1. L'ordonnance de 1508 reproduit en partie l'édit du 11 mars 1498.

2. Destroit signifie district.

vie et conservation humaine, de quelque marchandise, art mécanique ou métier qu'elles soient, chaque fois que des abus ou des fraudes résulteront de l'absence de règlement. Cette formule extrêmement large permet de taxer non seulement les produits mais aussi les services.

Certaines denrées doivent être obligatoirement taxées : telles sont la viande, le vin, le gibier (art. 1^{er}).

Pour certains produits, le roi fixe lui-même les prix maxima (art. 5). Les *fins draps de laine* ne doivent pas dépasser un certain prix : 8 livres tournois l'aune pour le drap écarlate, 6 livres tournois pour le drap noir fin, 4 livres 10 sols pour les draps gris.

Les objets de luxe échappent à la taxe ; l'article 7 les en exempte. Mais tout acheteur trompé sur la qualité ou sur la quantité pourra exiger la résolution de la vente à son profit et le vendeur sera frappé d'une amende.

L'article 6 punit d'amende arbitraire l'acheteur et le vendeur qui ne se conforment pas aux maxima.

L'article 8 prescrit une vaste publicité. L'ordonnance devra être envoyée dans les moindres villages *par manière qu'aucun n'en puisse prétendre cause d'ignorance*. Chaque année, à la Saint-Martin d'hiver, le 11 novembre, l'ordonnance sera publiée à nouveau. Les récoltes étant terminées à cette époque, on pourra juger alors de l'importance des provisions existantes et modifier les prix en cas de besoin. Si, dans le courant de l'année, des modifications aux tarifs paraissent nécessaires par suite des variations dans l'abondance des denrées, les magistrats pourront procéder aux rectifications utiles.

L'article 10 fait défense aux officiers chargés de la taxation de se laisser influencer *par dons corrompables ou autrement, des marchands hôteliers ou autres vendeurs qui y pourraient avoir intérêt, ne par amour, haine, amitié et consanguinité*, à peine de destitution et de châtiment arbitraire. Il faut croire que cette prescrip-

tion était bien nécessaire et très peu respectée, car les ordonnances postérieures ont dû la répéter et l'appuyer des sanctions de plus en plus rigoureuses.

L'ordonnance de 1508 reconnaît aux autorités locales des pouvoirs très étendus ; elle présente une importance considérable parce que c'est elle qui a régi la matière des taxations jusqu'en 1567 ; c'est-à-dire pendant la majeure partie du siècle.

4. — Les maxima de 1508 à 1567

De 1508 à 1567, les édits royaux ayant pour objet les maxima de prix ne visent que des points très spéciaux. La plupart s'occupent des vivres dans les hôtelleries ; d'autres taxent les futailles, les fagots, le gibier, la viande, etc.

Les hôteliers s'étaient acquis une réputation déplorable et soulevaient la réprobation universelle par les prix exorbitants qu'ils exigeaient. Ils avaient coutume de majorer leurs notes d'un supplément qu'ils nommaient la *belle-chère* et qu'on appellerait aujourd'hui le service. Il est difficile de savoir si les hôteliers exagéraient beaucoup leurs bénéfices ou s'ils ne faisaient que suivre le mouvement de hausse générale.

L'ordonnance de 1508 ayant interdit la *belle-chère* et limité les frais d'hôtels, les hôteliers résistèrent. Aussi le roi dut-il intervenir fréquemment. Le peu d'efficacité de ses efforts est attesté par le grand nombre d'édits qu'il dut rendre, édits du 21 novembre 1519, du 1^{er} juin 1532, du 17 octobre 1542, du 26 novembre 1546, du 14 juillet 1551, du 22 décembre 1557, du mois de septembre 1561, du 20 janvier 1563, du 15 février 1566.

L'édit du 21 novembre 1519 ordonne que le taux des vivres dans les hôtelleries soit révisé tous les trois mois. Le pain, le vin, la viande et les autres aliments, le bois, le foin, la paille devront être taxés. Pour chaque denrée le roi détermine l'unité de poids ou de

mesure qui servira de base à la taxation. Les juges chargés de fixer les maxima devront avoir égard aux prix des denrées sur les marchés les plus proches. Sous peine d'être destitués, ils ne pourront accepter des hôteliers aucun cadeau. Le tarif officiel devra être affiché devant l'Eglise ou dans un autre lieu public. Les hôteliers devront *tenir en leur logis poids et mesures justes et loyales marquées par iceux juges*. Ils ne devront pas exiger plus de trois deniers tournois par jour pour *attache de cheval* ; un lit avec une paire de draps blancs ne devra pas coûter plus de 5 deniers, une nappe 3 deniers, une serviette 1 denier.

L'édit ne manque pas de prendre des précautions contre la négligence et la malhonnêteté des magistrats. Il prescrit aux sénéchaux, baillis et prévôts de s'assurer que les juges de leur ressort font respecter l'ordonnance et de punir les coupables en les frappant de suspension ou d'amende arbitraire. Les Conseillers du Roi, Présidents des Parlements, Maîtres des Requêtes de l'Hôtel, membres du Grand Conseil et des Parlements, devront au cours de leurs déplacements faire des enquêtes sur l'application de l'ordonnance et en faire rapport au roi.

L'édit de 1519 peut être considéré comme le type des édits sur le taux des vivres dans les hôtelleries. Les édits postérieurs sont bâtis sur le même modèle et contiennent des prescriptions semblables. Quelques-uns cependant renferment des dispositions nouvelles destinées surtout à assurer une application plus stricte des taxations et à relever les maxima trop éloignés des prix réels. Tous ces édits s'accordent à constater l'inexécution complète des ordres royaux.

L'ordonnance du 1^{er} juin 1532 oblige tout hôtelier à placer à la porte de son logis un tableau contrôlé par le juge ou son greffier et indiquant les prix officiels. Les hôteliers ayant essayé d'échapper à la taxe en fournissant à leurs clients des choses non spécifiées dans les tarifs légaux, l'ordonnance détermine limitative-

ment les denrées dont la vente est permise dans les auberges.

L'édit du 17 octobre 1542 a pour principal objet d'instituer des peines très sévères. A la première plainte justifiée portée contre eux, les hôteliers seront *incontinent constitués et tenus en prison ferme et étroite par le temps de trois jours continuels et consécutifs* ; ils paieront en outre une amende de 25 sous parisis. A la deuxième infraction, ils auront huit jours de prison et 40 sols parisis d'amende. A la troisième, ils seront *fustigés à la discrétion de justice* et devront payer une amende de 100 sols parisis.

Pour encourager les dénonciateurs, l'édit décide que la moitié du produit des amendes leur sera adjugée, mais les faux dénonciateurs sont menacés de châtimens sévères. Une prime est promise à toute personne qui signalera à l'autorité supérieure les magistrats n'accomplissant pas leur devoir.

Le roi craignant qu'à la suite de son édit, les hôteliers ne délaissent leur profession, leur interdit de cesser le commerce à moins qu'ayant un motif légitime ils n'obtiennent la permission des magistrats (1).

L'édit de septembre 1561 a comme but d'élever les maxima pour les mettre en rapport avec la hausse des prix considérable contre laquelle les taxations répétées étaient restées impuissantes. Le prix maximum d'une journée d'hôtel pour un cavalier et sa monture qui était de 10 sols en 1542 est porté à 13 sols, dont 5 sols 6 deniers pour le dîner et 7 sols 6 deniers pour le souper et le coucher.

Les lettres patentes du 20 janvier 1563 décident que les ordonnances des magistrats instituant des maxima seront enregistrées aux greffes et que les procès-verbaux des taxations seront envoyés au chancelier dans le mois qui suivra la confection des tarifs. La chancel-

1. Cette interdiction de délaissér, répétée dans beaucoup d'ordonnances, donne à croire que les taxations étaient bien rigoureuses et ne laissaient à l'hôtelier qu'un tout petit bénéfice.

lerie remettra en échange un récépissé faute duquel baillis, sénéchaux et prévôts ne pourront toucher leurs gages.

L'édit du 15 février 1566 ordonne la révision des taxations qui ne correspondent plus aux prix réellement pratiqués, car les hôteliers exigent 28 à 30 sols par jour pour un homme et un cheval, alors qu'avant l'édit de 1563 ils se contentaient de 17 à 18 sols. La taxation devra être renouvelée tous les trois mois. Dans chaque ville, les juges désigneront *certaines bons et notables personnalités* chargés de surveiller les infractions et d'en aviser la justice. Ces notables recevront le tiers des amendes, aussitôt le jugement prononcé.

Beaucoup de voyageurs s'abstenant de se plaindre *pour ce qu'ils n'ont loisir de séjourner pour en attendre la justice*, les officiers de police institueront, dans chaque localité où se trouve une hôtellerie, un greffier ou notaire chargé d'enregistrer les plaintes et de saisir la justice (1).

Entre 1508 et 1567, la royauté est intervenue à plusieurs reprises pour ordonner la taxation de certains produits et de certains services dont le renchérissement était spécialement à craindre ou provoquait des plaintes particulièrement vives. Parmi les ordonnances ainsi rendues pour faire face à des nécessités occasionnelles ou à des crises passagères, quelques-unes peuvent être citées à titre d'exemple.

Les lettres patentes du 27 mai 1539, publiées en prévision d'une vendange exceptionnellement fructueuse, enjoignent au Prévôt de Paris de taxer les futailles pour éviter qu'elles ne soient accaparées par les spéculateurs.

1. Pour rémunérer les personnalités chargés du contrôle des hôtels, une ordonnance de décembre 1566 établit une taxe de 2 1/2 0/0 sur toutes les sommes perçues par les hôteliers. Un règlement du 1^{er} juin 1567 permet aux hôteliers de s'acquitter par un système d'abonnement. Cette taxe présente des analogies curieuses avec certaines taxes récentes.

Les lettres patentes du 20 janvier 1563 ordonnent la taxation du gibier et de la volaille vendus par les hôteliers et par les autres commerçants. Elles prescrivent de faire varier les maxima *selon l'abondance et commodité des lieux*, sans toutefois que les taxations locales puissent dépasser les limites indiquées par le roi, à savoir 6 sols pour les gros chapons, 5 sols pour les moyens, 4 sols 6 deniers pour *la meilleure poule*, 4 sols pour la moindre. Le poulet ne devra pas être taxé au-dessus de 20 deniers, la perdrix au-dessus de 4 sols, le lapin de garenne plus de 5 sols et la bécasse plus de 3 sols.

Un autre édit sur les hôtelleries rendu le 14 juillet 1551 renferme également une prescription d'application générale : la taxation de la viande. Dans chaque ressort, le taux devra être fixé par les officiers présidiaux après avis des principaux habitants *non suspects*.

Usant des pouvoirs qui leur étaient reconnus par les ordonnances royales, les autorités subalternes ne manquaient pas d'imposer certains maxima. Leurs nombreuses décisions ne pouvant être toutes rapportées ici, il suffira d'en signaler quelques-unes.

En 1520, le prix du blé s'étant accru par suite des mauvaises récoltes, une Assemblée de Police du Châtelet (1) augmenta le prix du pain, le portant provisoirement *du tournois au paris*, c'est-à-dire le relevant d'un vingtième.

Le 21 juin 1548, la même assemblée, craignant la cherté que rendait probable l'insuffisance des moissons, ordonna une enquête sur le prix du pain. On procéda à un *essai général*, épreuve officielle dont le but était d'établir le prix de revient du pain. En présence des magistrats, une quantité déterminée de blé fut transformée en farine, puis en pain. Le résultat de l'enquête fut, qu'étant donnés les frais de mouture et de panifi-

1. Cette assemblée comprenait à cette époque le Lieutenant Civil, le Lieutenant Criminel, l'Avocat du Roi, les Conseillers et les Examineurs au Châtelet.

cation, il convenait de relever les prix de vente. On décida que les boulangers auraient droit à une rémunération de 5 sols tournois par setier de blé. En conséquence, le petit pain blanc qui se vendait 2 deniers parisis fut porté à 3 deniers parisis et les autres sortes de pain subirent une augmentation correspondante.

Les boulangers n'observaient pas toujours la taxe. En novembre 1560, un arrêt du Parlement de Paris essaya de les contraindre à l'obéissance ; il fixa provisoirement les prix maxima (1) et décida que les officiers du Châtelet taxeraient le pain tous les mois, d'après les cours officiels des grains sur les marchés publics.

Afin d'éviter la cherté de la viande, le Parlement limita aussi le loyer des étaux de bouchers. Un arrêt de règlement du 29 mars 1551 fixa le loyer à 16 livres parisis par an et par étal (2). Sous Charles IX les marchands de bois se plaignaient vivement des voituriers parce que ceux-ci exigeaient des salaires si élevés qu'il était réellement impossible de faire venir du bois à Paris. Par arrêt du 10 janvier 1563, le Parlement enjoignit aux voituriers de se contenter des prix antérieurement pratiqués, la Cour se réservant d'élever les salaires après avoir entendu les explications des intéressés.

5. — Les ordonnances de 1567 et de 1572

En 1567 s'ouvre une période au cours de laquelle la politique des maxima prend une ampleur nouvelle. Le pouvoir central essaie de généraliser le système des taxations qui apparaît alors comme le grand remède à la hausse des prix.

1. A 4 d. t. pour le *petit pain blanc de Châlis* pesant 12 onces, à 8 deniers pour le *pain bourgeois* de 2 livres, à 16 deniers pour l'autre pain pesant 4 livres.

2. Ce taux avait déjà été adopté par un arrêt du 4 mai 1540 intervenu pour trancher un procès entre bouchers.

A ce moment, la royauté se rend compte du peu d'efficacité de la plupart des moyens jusque-là employés pour diminuer la cherté. Les coalitions ont été interdites, le luxe combattu, les exportations réglementées, des restrictions alimentaires imposées aux consommateurs, mais toutes ces mesures n'ont donné que de piètres résultats et les prix ont continué leur ascension.

La royauté met alors son espoir dans les maxima. L'ordonnance du 4 février 1567 sur la Police Générale du Royaume est principalement consacrée à l'organisation d'un système de taxation très étendu. Il en est de même de l'ordonnance du 21 novembre 1577 qui concerne également la Police Générale du Royaume et qui modifie ou complète sur certains points l'ordonnance de 1567.

L'objet que se propose l'ordonnance de 1567, c'est surtout la réduction des prix à leur ancien niveau. Dans le préambule, Charles IX rappelle qu'avant d'édicter les mesures nécessaires, il a voulu s'éclairer et qu'il a fait *assembler plusieurs personnes notables, connaissant et expérimentées en tels cas pour enquerir et entendre les sources et occasions du dit désordre et les moyens d'y remédier.*

Après mûre réflexion, il a décidé la taxation obligatoire de la plupart des produits et des services. Pourtant, en ce qui concerne certaines marchandises et certains salaires, il permet aux autorités locales de ne pas taxer, si elles le jugent préférables.

D'autre part, il est des cas où les pouvoirs des magistrats sont restreints dans des limites assez étroites, parce que le roi fixe lui-même les maxima.

Il est institué à Paris une assemblée de magistrats et de bourgeois chargés de faire respecter les taxations et de les faire modifier en cas de besoin. Les dispositions de l'ordonnance de 1567 sont édictées pour la capitale, mais la plupart sont applicables aussi aux autres villes du royaume *en tant qu'elles se pourront au peu près conformer à l'exemple de ladite Ville de Paris.*

Les grains ne sont pas taxés ; certaines mesures sont prises pour qu'ils soient à bon marché.

Le pain au contraire est taxé, mais il ne peut être question de lui fixer un maximum rigide, car le prix des grains est des plus instables et il faut de toute nécessité que le prix du pain varie suivant le prix du blé. L'ordonnance se contente donc d'établir le rapport entre le prix du blé et le prix du pain. Pour établir ce rapport elle se base sur le dernier *essai général* qui est à Paris l'essai de 1549. Elle prescrit aux boulangers de fabriquer trois sortes de pain. Le pain *le plus blanc*, dit *pain de Chailly*, devra peser 12 onces et se vendre au maximum un denier parisis lorsque le setier de froment mesure de Paris vaudra 20 sous tournois. Le pain *moyennement blanc* dit *pain bourgeois* du poids de 2 livres ne devra pas être vendu plus de deux deniers parisis, le blé étant au prix de 20 sols tournois le setier. Le pain noir ou *pain de brode* pesant 6 livres sera vendu 4 deniers parisis au maximum, le blé étant au prix ci-dessus.

Le cours du blé qui servira de base à la taxation du pain sera déterminé tous les trois mois. On prendra la moyenne des prix des trois premiers marchés du mois enregistrés à la police *pour selon lesdits prix et valeur, hausser et abaisser le prix du pain si faire se doit.*

Le vin sera taxé tous les six mois. Les magistrats fixeront deux prix, l'un pour les bourgeois, l'autre pour les cabarets, *en taxant le prix du bourgeois toujours moindre que celui de l'hôtelier.*

L'ordonnance ne fixe pas de prix maximum à la viande, mais elle interdit de louer chaque étal de boucher plus de 24 livres parisis par an. Le roi détermine lui-même les prix maxima des volailles, des lapins et du gibier. Ces prix doivent s'imposer non seulement aux commerçants mais encore aux cultivateurs qui jusque-là pouvaient vendre à leur gré (1).

1. Voici quelques-uns des maxima édictés. Le pigeon est taxé 12 deniers, le plus gros chapon 7 sols tournois ; la meilleure poule

Les infracteurs seront punis d'une amende de 20 livres parisis dont le tiers reviendra au dénonciateur. Les prix pourront être diminués *par années ou saisons suivant les occurrences et occasions qui se présenteront.*

En ce qui concerne le taux des vivres dans les hôtelleries, les ordonnances précédentes sont confirmées.

Le prix de façon des vêtements est limité à 60 sols par habit. Les magistrats de la police, après avoir convoqué les maîtres des métiers intéressés et quelques bons bourgeois, taxeront les pourpoints, chausses, robes et saies. Ils régleront le costume des valets, chambrières, laboureurs et *gens de village*. Le vendeur et l'acheteur qui enfreindront la taxe paieront chacun 60 livres parisis d'amende dont un tiers sera versé au dénonciateur.

Le maximum pour les souliers est fixé à *raison d'un sol tournois pour point, à savoir 10 sols tournois pour paire de souliers à 10 points et du plus plus ou du moins moins étant lesdits souliers à double semelle ; et s'ils sont à simple semelle en sera le prix diminué du quart. Les gros souliers de vache à double semelle, pour les gens de village, pourront atteindre 15 sols tournois.*

Les officiers de police et l'assemblée des bourgeois des villes auront pouvoir de taxer les ouvrages de cuir *comme ils aviseront pouvoir et devoir être fait.*

L'ordonnance prescrit qu'en la ville de Paris le prix du gros bois soit et demeure en son ancien et ordinaire taux, sans icelui hausser : à savoir de 60 sols tournois la charrette remplie de 60 bûches. Le prix maximum des fagots est fixé à 25 sols tournois le cent. Les charretiers qui chargent le bois recevront au plus 8 deniers par voie (1) de gros bois. Le salaire des jurés mouleurs et compteurs de bois sera de 2 liards par voie de gros bois. Ceux qui exigeront davantage seront punis de châtiment corporel et de 60 livres parisis d'amende.

5 sols, le gros poulet 20 deniers, le lapin de garenne 6 sols, la perdrix 5 sols, la bécasse 4 sols, la grive 15 deniers.

1. La voie de bois valait 1 stère 92.

Chaque année, entre septembre et octobre, on mettra prix au foin *selon l'abondance ou pénurie*. A Paris, le prix ne pourra excéder 100 sols tournois pour 100 bottes de foin, à peine de confiscation du foin et d'une amende de 20 livres parisis.

Dans les villes, les transports de marchandises de toutes sortes ne devront pas coûter plus de 5 sols tournois par voiture. Ce maximum ne pourra pas être dépassé, mais les tarifs édictés pourront imposer des prix moindres suivant les distances. La taxation devra être affichée. Les contraventions seront punies d'amende et, en cas de récidive, de châtiment corporel.

Chaque année les officiers de police, ayant appelé près d'eux quelques bons bourgeois et les maîtres des métiers intéressés taxeront les pierres de taille, les moellons, les tuiles et le plâtre. Ils fixeront également les salaires des ouvriers couvreurs, scieurs d'ais, maçons, tailleurs de pierres, charpentiers et ceux des manœuvres. A Paris, pour l'année 1567, le salaire des ouvriers sera de 10 sols tournois au maximum, celui des manœuvres ne devra pas dépasser 5 sols (1) ; moyennant ce salaire, les travailleurs devront *servir en été de 5 heures du matin jusques à 6 heures du soir, et en hiver depuis 6 heures du matin jusques à 6 heures du soir*. Ceux qui exigeront des salaires plus élevés seront punis de prison et d'amende arbitraire. Un tiers du produit de l'amende récompensera le dénonciateur.

Les taxes susdites établies pour la Ville de Paris ne pourront faire conséquence pour les autres villes de ce royaume : mais seront tenues icelles villes s'aider des règlements susdits pour se réformer et réduire à modération, sans rien hausser de ce qu'elles ont à plus grande aisance et commodité, ains en diminuer s'il y échet et faire se doit : à quoi les Procureurs du Roi sur les lieux tiendront la main (2).

1. C'est le chiffre indiqué par Malestroict pour le salaire courant du manœuvre.

2. Police pour les maçons, charpentiers... et manouvriers (art. 16).

Telles sont les principales dispositions de l'ordonnance de 1567 relatives aux maxima. L'ordonnance fut très mal exécutée. La hausse persista et les plaintes continuèrent à s'élever. Aussi Charles IX crut-il nécessaire d'apporter quelques changements au système des taxations. Une ordonnance de janvier 1572 réorganisa les assemblées chargées de fixer les maxima ; elle prescrivit la taxation de certaines marchandises qui, comme le blé, n'étaient pas mentionnées dans l'ordonnance de 1567.

Conformément aux prescriptions édictées en 1567 et en 1572, les magistrats locaux rendirent un certain nombre d'ordonnances de taxations. Dans la région parisienne, les principales furent l'ordonnance du Prévôt de Paris du 27 juillet 1571 pour la police de la marchandise de foin, l'arrêt du Parlement du mois de juillet 1571 sur le commerce du bois et surtout l'ordonnance de police du 19 avril 1572. Cette dernière ordonnance est sortie d'une assemblée tenue à la Chancellerie le 18 avril 1572. Elle taxe certaines marchandises notamment le bois, le foin et le charbon. Elle détermine également certains salaires maxima. A Paris, et, dans la Prévôté et Vicomté de Paris, les salaires journaliers ne pourront dépasser les taux suivants : maîtres maçons et charpentiers, tailleurs de pierres : 12 sols tournois ; manœuvres, *gens de bras*, laboureurs, vignerons : 6 sols tournois. Là où les prix habituels sont moindres, ils devront être maintenus.

C'est également l'Assemblée de police de la Chancellerie qui a rendu le 30 mars 1574 une ordonnance fixant les frais de mouture du blé à 7 sols 6 deniers tournois par setier et prescrivant l'affichage de la taxe dans les moulins (1).

1. En mars 1577, Henri III rappela aux hôteliers qu'ils devaient se conformer aux taxations et cesser leurs *abus et malversations*. Il décida en outre que nul ne pourrait tenir une auberge ou un cabaret sans des lettres de permission qu'obtiendraient seuls les gens de bonne vie et mœurs.

6. — L'ordonnance du 21 novembre 1577 et les maxima de la fin du siècle

Le 21 novembre 1577, une ordonnance sur la Police générale du Royaume vint renouveler l'ordonnance de 1567 en la remaniant quelque peu. L'ordonnance de 1567 n'avait pu arrêter la hausse. Le gouvernement royal jugea bon de compléter en le renforçant le système des taxations et de stimuler le zèle des magistrats qui négligeaient de se conformer aux instructions du pouvoir central. Dans le préambule de l'ordonnance de 1577, Henri III, constatant le renchérissement général, déclare vouloir ramener les prix à leur ancien niveau. Plusieurs sortes de modifications sont apportées au système des taxations. L'ordonnance étend à l'extrême le domaine des maxima. Elle désigne expressément comme devant être taxés certains produits de luxe comme les bas de soie et les étoffes d'or et d'argent. Elle contient en outre une formule très générale qui permet aux magistrats de police d'imposer des maxima chaque fois qu'ils le jugeront utile.

Pour mettre les taxations en harmonie avec le nouveau système monétaire institué en septembre 1577, l'ordonnance exprime en écus certains prix antérieurement cotés en livres. D'autre part, elle relève légèrement le niveau de quelques maxima, mais il est probable que ce relèvement n'est pas proportionnel à la hausse des prix du commerce.

Quant au pain, rien n'est changé à l'ordonnance de 1567. Il est prescrit aux magistrats de calculer le rapport du prix du pain avec le prix du grain en se basant sur l'essai de 1549. Cela revient à dire, que les frais de mouture et de panification sont considérés comme n'ayant pas varié entre 1549 et 1577, ce qui est absolument inexact. A Paris, le vin est taxé à 3 sols tournois la pinte du meilleur. Le prix de la charretée de gros bois non flotté qui était de 60 sols en 1567 est traduit

en écus et fixé à 1 écu un tiers. L'édit monétaire ayant donné cours à l'écu pour 60 sols, il semble au premier abord que le prix maximum du bois est augmenté. Mais en réalité le cours de l'écu est bien plus élevé et le gouvernement va être bientôt contraint de tolérer le cours de 65 sols ; le relèvement de la taxe n'est donc qu'apparent.

Le prix des 100 bottes de foin qui était de 100 sols tournois dans l'ordonnance précédente, est porté à 2 écus, soit théoriquement 120 sols. Le tarif des transports à Paris est légèrement rehaussé, il est porté de 5 à 6 ou 8 sols par voiture selon la distance.

Rien n'est changé aux maxima de la volaille et du gibier.

Les ordonnances sur les hôteliers sont confirmées. Le taux maximum des frais d'hôtel est fixé à 25 sols par jour pour un homme et son cheval. Comme, en 1566, les hôteliers qui exigeaient 28 sols étaient considérés comme d'abominables voleurs, la taxation de 1577 prouve que le roi était forcé de céder peu à peu et de suivre, quoique d'assez loin, la marche ascendante des prix du commerce.

Pour les fers à cheval, les maxima sont légèrement relevés ; le petit fer est taxé 18 deniers au lieu de 15 d. en 1567.

L'augmentation est plus forte en ce qui concerne les souliers. Le cuir doit avoir beaucoup renchéri, car les maxima sont à peu près doublés. Les souliers de vache peuvent se vendre jusqu'à 2 sols par point. Les souliers de veau, de maroquin et de cordouan peuvent atteindre 16 deniers par point. Les prix doivent toujours être réduits d'un quart si les chaussures n'ont qu'une simple semelle. Les bottes, dont ne faisait pas mention l'ordonnance de 1567, sont taxées à 2 écus $\frac{1}{3}$ pour les plus grandes et à un écu pour les plus petites.

Avant 1577 les ordonnances royales s'abstenaient d'ordinaire de taxer les produits de luxe. En 1577, le roi fixe lui-même le prix maxima des draps de soie et

de certaines étoffes de luxe. Il n'y a pas lieu de s'étonner de cette innovation. Le luxe s'étant répandu, les prix ont monté et les gens de l'entourage du roi n'ont pas dû être les derniers à se plaindre du renchérissement des étoffes précieuses.

Enfin l'ordonnance contient la formule extrêmement large que voici. *Pour mettre prix et taux à toutes les marchandises et denrées qui ne sont contenues ni spécifiées en ce présent règlement, et pareillement aux gages et salaires des serviteurs, maçons, tailleurs de pierre, charpentiers, artisans, ouvriers, vigneron et autres manœuvres et mercenaires. Sa Majesté enjoint très expressément à ses officiers de police d'y pourvoir diligemment, appelés pour ce faire ceux qui seront à appeler (1).*

L'ordonnance de 1567 ne fut pas mieux exécutée que les ordonnances précédentes. Et Claude Haton put écrire à juste raison que *cet édit ne fut en rien gardé à Provins ni au bailliage, et ne fut observé à Paris qu'environ quinze jours (2)*.

Ce fut la dernière ordonnance royale du ^{xvi}^e siècle qui édicta une réglementation d'ensemble des taxations. L'abstention du pouvoir central à partir de 1577, peut s'expliquer par les circonstances tragiques traversées par la France. Le gouvernement luttait pour sa propre existence. La question des prix et des maxima devenait secondaire. D'ailleurs, on eût rendu de nouvelles ordonnances qu'elles n'eussent pas été respectées. Il faut bien

1. Voici quelques-uns des maxima établis par le roi :

Velours renforcé, l'aune, 2 écus 2/3.

Velours à ramage, l'aune, 3 écus.

Satin et damas de Gênes, l'aune, 2 écus. Satin cramoisi de Venise l'aune, 2 écus 1/3.

Taffetas noir, la livre, 4 écus 2/3.

Taffetas de couleur, la livre, 5 écus 1/3.

Passement d'or et d'argent, l'once du commun, 1 écu 5 sols.

Le beau passement d'or et d'argent à jour, l'once, 1 écu 10 sols

Toiles d'or et d'argent à un fil, l'aune, 3 écus 1/3.

Bas de soie de Milan, 6 écus la paire.

Bas de soie d'Espagne et de Naples, les plus grands, 7 écus.

2. Claude Haton, *Mémoires*, t. II, p. 924.

dire aussi que si l'on ne modifia pas l'ordonnance de 1577, c'est qu'on la trouvait bien conçue et qu'on désespérait de pouvoir faire mieux.

Au mois de novembre 1583, le Conseil du Roi, réuni à Saint-Germain-en-Laye délibéra sur la question de savoir s'il fallait modifier la politique des maxima. La conclusion fut qu'il y avait lieu de rester dans le statu quo. L'une des questions posées à l'assemblée était de savoir s'il convenait de *mettre taux aux denrées, vivres, hôtelleries, journées des artisans, gages des serviteurs et autres nécessités* ? Fallait-il que tous les maxima fussent fixés désormais par le pouvoir central ou que le soin en fût laissé aux magistrats locaux trop souvent négligents ? Les membres du Conseil se prononcèrent pour le maintien de l'ancien système. Voici quelle fut leur réponse : *Pour ce qu'il serait impossible de faire cette règle générale, étant nécessaire de considérer les lieux et saisons, sont d'avis, suivant l'ouverture qui a été faite, qu'il ne s'y peut donner meilleure provision que d'enjoindre auxdits juges de police, d'assembler deux fois l'an, au jour Saint Martin d'hiver, au mois de juin, de bons et notables bourgeois, pour avec leur avis, et y ayant apporté les considérations requises, mettre le taux en toutes choses, et les charger expressément d'en envoyer un état à M. le Chancelier qui servira à deux fins, pour connaître où sera l'abondance et nécessités des vivres, et aussi comme Sa Majesté aura été bien servie en la distribution de ses fermes.*

On demanda aux Conseillers s'il fallait étendre le domaine des taxations et notamment s'il convenait de taxer les loyers. Leur réponse vaut d'être méditée car elle est empreinte d'une grande sagesse.

Ils déclarèrent que la hausse des loyers urbains provenait de la cherté générale et de l'affluence du peuple dans les villes. *A quoi, dirent-ils, il est quasi impossible de pourvoir, car de prescrire prix certain pour lesdits louages, encore que la distinction desdites maisons des villes et des quartiers serait très difficile, ce ne serait pas néanmoins pourvoir à l'abus qu'il serait trop aisé de couvrir à ceux qui*

qui ne voudraient respecter l'ordonnance qui, sans faire fruit, pourrait apporter cette incommodité, que ceux qui la craindraient le plus, voyant le profit des louages diminuer, se retiendraient de bâtir, qui serait perdre l'occasion de l'ornement et décoration des villes, qui a été de tous temps si recommandée, de sorte que lesdits sieurs n'y peuvent donner certain remède: sont d'avis qu'il faut attendre que par la continuation de la paix, la demeure des champs se retrouve plus assurée, et que par ce les villes commencent un peu à se décharger de cette grande presse qui est : et espèrent que la vicissitude du temps pourra remettre cela et beaucoup d'autres choses à plus juste prix qu'elles ne sont maintenant. Et cependant, qu'il soit enjoint auxdits juges de police, de donner règlement pour les chambres garnies à louer, qui est une espèce de regratterie qui accoutume les hommes à une grande oisiveté.

Le résultat des délibérations du Conseil du Roi fut que l'ordonnance de 1577 resta en vigueur. Les autorités locales promulguèrent les règlements de taxation qui leur étaient demandés par le pouvoir central. En ce qui concerne la région parisienne, on peut citer comme exemples les ordonnances de police du 29 septembre 1590, du 16 juin 1598 et de 1601.

Cette dernière ordonnance qui émane du Prévôt de Paris taxe les gages des travailleurs agricoles accusés d'exiger des salaires excessifs. Elle détermine comme il suit le maximum des salaires annuels : charretiers 15 écus, cochers 12 écus, seconds charretiers 8 écus $\frac{1}{3}$. Le salaire du manœuvre non nourri ne doit pas dépasser 8 sols par jour en été et 6 sols en hiver.

7. — Critique des taxations

Les historiens et les économistes ont été sévères pour la politique de taxation suivie au xvi^e siècle. Ils l'ont accusée notamment d'avoir transgressé les données les plus certaines de la science économique et d'avoir entravé la production sans réussir à faire baisser les

prix. Une revue rapide de ces critiques va montrer que certaines sont injustifiées.

Les partisans du régime de libre concurrence reprochent aux maxima d'entraver l'activité des individus et de fausser le jeu des lois naturelles. La question est de savoir si l'intérêt public ne justifie pas certaines atteintes aux lois économiques et aux libertés individuelles. Il y a eu des républiques qui n'ont pas hésité à se courber sous une dictature, quand la nation semblait en danger de mort : une crise économique de même qu'une crise politique, peut rendre nécessaire d'imposer à la liberté des restrictions temporaires et exceptionnelles.

Quant aux lois naturelles, on a vu que les gouvernants du xvi^e siècle ont eu le souci constant de ne s'en point trop écarter. Les instructions royales prescrivaient de taxer en tenant compte de l'abondance et de la qualité des produits, des prix accoutumés et du prix de revient. Or les variations naturelles des prix libres ne sont-elles pas régies par le coût de production et par les rapports de l'offre à la demande ?

On a dit bien des fois que les maxima découragent les producteurs et qu'ils éloignent les produits des marchés soumis à la taxe. Cela peut être vrai lorsque les taxations sont mal faites, lorsqu'elles réduisent à l'excès le gain des vendeurs. Mais, comme nous l'avons déjà montré, la royauté se préoccupait au contraire d'assurer à tous les travailleurs ce qu'elle nommait un *juste profit* ou un *juste salaire*, c'est-à-dire une rémunération raisonnable leur permettant de vivre et de tenir leur rang social. Les répercussions fâcheuses que les maxima peuvent avoir sur la quantité et la qualité des produits, la royauté les avait aperçues aussi bien que quiconque et elle avait pris des mesures pour y parer.

Elle ne taxait que lorsque c'était utile. Elle savait ne pas taxer lorsque la liberté des prix constituait le moindre mal, quand la cherté était la condition nécessaire d'un

approvisionnement suffisant. La liberté fréquemment laissée au prix des céréales constitue un exemple frappant. On se préoccupait avant tout de satisfaire les besoins ; sans doute, on désirait le bon marché, mais avant tout on voulait éviter la famine. Si l'on ne taxait pas les loyers, c'était parce qu'on craignait de décourager la construction des maisons et de provoquer ainsi une crise du logement. La leçon aurait pu servir.

Pourtant la politique royale des maxima n'était pas sans défaut. Claude Haton lui a reproché d'être incomplète et fragmentaire, de taxer par exemple certains produits achevés sans taxer les matières premières nécessaires à leur fabrication. L'idée de Claude Haton était juste. Quand la taxation n'est que partielle, quand elle ne vise que certains produits ou certains services, elle peut apporter un trouble profond et désastreux dans la vie économique, les activités se détournant des métiers dont les gains sont limités pour se diriger vers des professions plus rémunératrices.

Si l'on taxe seulement les denrées de première nécessité, on risque de diminuer le nombre des bouchers, des boulangers et des paysans en même temps que d'augmenter le nombre des producteurs d'objets de luxe. De même, si on ne limite pas les frais du producteur alors qu'on restreint ses bénéfices, on peut l'acculer à la faillite. Quand on taxe les produits, il faut taxer les services. Quand on taxe les produits ouvrés, il faut taxer les matières premières.

Voilà pourquoi Haton critiquait la politique royale qui, d'ailleurs, ne méritait pas complètement ses reproches. En pratique, il est vrai, nombre de produits et de services échappaient à la taxation, mais, en théorie, les magistrats pouvaient imposer tous les maxima utiles, et d'autre part la royauté agrandit constamment le domaine des taxations. Taxant les denrées, elle n'hésita pas à taxer aussi les salaires. A notre époque, l'Etat démocratique n'a pas eu le même courage et peut-être doit-on l'en blâmer.

On a accusé le gouvernement royal et les autorités inférieures d'avoir fixé les maxima à un taux trop bas, si bas que l'observation de ces maxima en était rendue impossible. Il y a du vrai dans cette critique. Imbus de l'idée qu'il fallait absolument arrêter la hausse, les pouvoirs publics ont quelquefois manqué de mesure et édicté des réductions de prix qui n'étaient pas en rapport avec les conditions économiques. On a vu que les frais de mouture et de panification étaient officiellement les mêmes en 1549 et en 1577 ; aux yeux du gouvernement, la rémunération des meuniers et des boulangers ne devait pas être, en 1577, plus élevée qu'elle ne l'était vingt-huit années auparavant ; et cependant le prix de la vie avait augmenté considérablement.

Un autre grief assez fondé, c'est que la taxation des salaires nominaux a réduit à l'excès le salaire réel de l'ouvrier. Il était plus facile d'imposer l'observation des maxima à un modeste artisan qu'à un gros marchand. Tandis que l'ouvrier était obligé de payer beaucoup plus cher toutes les choses nécessaires à son existence, l'Etat empêchait son salaire de s'élever dans la proportion du renchérissement général. Souvent d'ailleurs l'ouvrier, pressé par la nécessité, refusait de s'incliner devant les ordonnances qui limitaient les salaires (1). L'excuse de la royauté c'est qu'au xvi^e siècle la nécessité de maintenir les salaires à un niveau très bas était un axiome de la science économique embryonnaire qui existait alors.

D'ailleurs, les maxima étaient souvent assez voisins des prix libres. Si l'on en croit Malestroict, le salaire journalier du manœuvre était de 4 sols en 1566. Or, c'est à ce même taux qu'il est fixé par l'ordonnance de 1567. De même le prix des souliers indiqué par Malestroict concorde à peu près avec le maximum imposé par la même ordonnance.

La royauté comprenait très bien que pour être obser-

1. Cf. Jean Bodin, *op. cit.*, p. 59 recto.

vés les maxima ne devaient pas trop s'éloigner des prix libres. Aussi posa-t-elle comme principe que les taxations devaient être *raisonnables et praticables* parce qu'elle savait qu'à vouloir réduire à l'excès les salaires des ouvriers et les bénéfices des marchands, on provoquerait des fraudes innombrables.

Sans doute y a-t-il eu de nombreuses infractions aux tarifs officiels. On a même dit maintes fois que les taxations ont été complètement inefficaces⁽¹⁾. Et certes, on ne peut contester que les écrivains du xvi^e siècle et les ordonnances royales elles-mêmes s'accordent à constater l'inobservation des maxima. Cependant il ne faut rien exagérer : si les ordonnances royales se plaignent avec une si grande insistance de l'inexécution des prescriptions légales, c'est peut-être bien pour stimuler le zèle des magistrats.

En vérité, les maxima n'étaient pas sans influence sur les prix réellement pratiqués. Dans les décisions judiciaires, dans les contrats passés devant les officiers publics, dans les partages de successions, il est très probable que les maxima légaux servaient de base aux estimations. Il en était de même sans doute sur les marchés réglementés et surveillés par les officiers de police. Les cours de ces marchés devaient certainement avoir une répercussion sur tous les échanges. Même dans les transactions qui échappaient au contrôle immédiat de la police, il est à croire que les taxations n'étaient pas aussi négligées qu'on l'a prétendu. Les punitions très sévères qui frappaient les infracteurs devaient donner sérieusement à réfléchir, surtout que bien souvent les acheteurs étaient châtiés comme les vendeurs. Ce n'est qu'aux époques d'anarchie, aux moments où l'Etat était paralysé par la guerre civile que les échanges se firent dans un mépris complet des taxations.

Assurément les taxations ne pouvaient arrêter tout à

1. Cette thèse a été soutenue par des économistes comme M. Levasseur et M. d'Avenel.

fait la hausse, car elles ne supprimaient pas ses causes profondes. Les maxima ne sont vraiment efficaces contre la cherté que lorsque celle-ci est due aux manœuvres des spéculateurs. Dans ces cas-là, la crainte du châtiment peut suffire à faire respecter les prix officiels. Mais lorsque le renchérissement est dû à des causes monétaires ou à la raréfaction des produits, les taxations restent impuissantes à supprimer la hausse. Tout ce qu'elles peuvent faire c'est de la ralentir.

Si les taxations du ^{xvi}^e siècle n'ont pas donné tous les résultats qu'on en attendait, elles ont eu néanmoins un effet bienfaisant. Sans elles, la hausse aurait été plus soudaine et plus désordonnée. Elles ont modéré et ralenti les variations des prix ; elles ont opposé un frein à la cupidité des marchands trop avides qui cherchaient à profiter des circonstances pour rançonner les consommateurs. Somme toute, la politique royale des taxations était parfaitement justifiée, car l'intérêt public exigeait qu'on atténuat les brusques écarts des prix et les perturbations sociales qui auraient pu en résulter.

Les maxima sont des remèdes de temps de crise qui peuvent être parfois nécessaires. Quand le danger est imminent, on s'occupe de parer au plus pressé ; on ne songe pas tout d'abord aux conceptions de grande envergure qui seraient bien capables d'arrêter le mal, mais seulement à très longue échéance.

Il en est des taxations comme de certains médicaments qu'on administre en des moments particulièrement pénibles pour soulager des douleurs trop aiguës. Ces remèdes n'apportent pas la guérison parce qu'ils ne s'attaquent pas aux causes de la maladie, mais ils aident le patient à traverser un passage difficile, ils atténuent ses souffrances et lui donnent quelques instants de calme et de répit.

CHAPITRE XVII

CONTRE LES GAINS ILLICITES

1. — La réglementation des poids et mesures

Jamais la réglementation des poids et mesures n'est plus nécessaire qu'en période de lutte contre la cherté. A quoi bon s'efforcer de faire baisser les prix au moyen de taxations ou d'autres procédés, si les marchands compensent la diminution de prix qui leur est imposée en réduisant l'unité qui sert à mesurer les quantités à livrer ? Que l'Etat impose une réduction de 10 0/0 sur le prix de l'aune de drap, le client n'en retirera aucun avantage si le marchand lui remet sous le nom d'aune une longueur de drap inférieure du dixième à celle que l'aune représentait précédemment. La réglementation des poids et mesures apparaît donc comme le complément nécessaire de la réglementation des prix, si l'on ne veut pas que celle-ci reste absolument illusoire. Les gouvernants du xvi^e siècle l'ont bien compris.

Il y avait dans le royaume une infinie diversité de systèmes de poids et mesures. Des noms semblables désignaient parfois des quantités différentes et dans une même ville on se servait souvent de plusieurs sortes d'unités pour un même genre de mesures. Il en résultait des tromperies et des fraudes nombreuses et en outre de sérieuses entraves au développement du commerce. La royauté voulut remédier à cette situation déplorable.

mais le pays n'était pas encore mûr pour l'uniformité : les efforts des rois échouèrent devant la routine et le particularisme local, et c'est seulement la Révolution française qui put réaliser l'unification des poids et mesures dans toute la France. Pourtant si la réforme fut tardive, la faute n'en fut pas aux souverains du xvi^e siècle.

Au mois d'août 1527 (1), François I^{er} décida que tous les vins amenés à Paris devraient être jaugés à la mesure de cette ville. Les unités alors en usage étaient la queue valant 54 setiers et le muid valant 36 setiers.

Au mois d'avril 1540, le même prince ordonna que dans tout le royaume on se servit d'une aune uniforme, mesurant 3 pieds 7 pouces et 8 lignes. Il prescrivit que des étalons fussent déposés dans toutes les villes.

En 1557 et en 1558, Henri II essaya d'unifier les poids et mesures, tout d'abord à Paris (2), puis en banlieue (3), et enfin dans tout le royaume (4). Ces réformes échouèrent devant les réclamations qui surgirent de tous côtés et Charles IX, par édit du 21 février 1563, dut rétablir comme mesure du charbon et de l'avoine l'ancienne unité, le setier, valant 21 boisseaux.

La royauté ne chercha pas seulement à imposer l'unification des poids et mesures. Elle voulut contraindre les commerçants à avoir chez eux des instru-

1. Edit d'août 1527.

2. Edit de 29 mai 1557. Cet édit fixe comme il suit les unités de poids et mesures :

Blé et autres denrées vendues à la mesure, sauf le sel : 1 setier = 4 minots ; 1 boisseau = 13 minots ; 1 muid = 12 setiers.

Liquides : muid de vin = 36 setiers sur marc et lie (37 1/2 compris marc et lie) ; 1 setier = 8 pintes ; 1 pipe = 54 setiers.

Mesures de longueur : a) Aune = 3 pieds 1/2 1 pouce et 8 lignes ; 1 pied = 12 pouces ; 1 pouce = 12 lignes.

b) Toise = 6 pieds ; 1 pied = 12 pouces.

Unités de poids : 1 livre = 2 marcs ; 1 marc = 8 onces ; 1 once = 8 gros ; 1 gros = 3 deniers = 2 estelins ; 1 denier = 24 grains ; 1 estelin = 2 oboles = 28 grains ; 1 obole = 2 felins ; 1 felin = 7 grains.

3. Edit d'octobre 1557.

4. Edit du 31 août 1558. Les dispositions de cet édit furent reproduites plusieurs fois, notamment par l'édit du 14 juin 1575.

ments de pesage et de mesure contrôlés par les autorités publiques. Elle décida la création d'étalons de mesure mis à la disposition du public. Enfin, dans la plupart des édits de taxation, elle détermina avec soin les unités de poids et mesures qui devaient servir de bases aux tarifs officiels.

Les ordonnances sur le taux des vivres dans les hôtelleries insistent particulièrement sur l'obligation faite aux hôteliers d'avoir chez eux des instruments de pesage contrôlés.

Ainsi l'ordonnance du 20 janvier 1563 décide que les hôteliers seront contraints de mettre à la disposition de leurs clients des poids et mesures *marqués d'une marque publique* et conformes aux étalons déposés à la maison commune ou à défaut *en quelque lieu certain où l'on les puisse trouver*. Les contrevenants seront punis d'une amende de 10 livres à la première infraction ; à la deuxième infraction ils auront 20 livres d'amende et quinze jours de prison ; à la troisième, ils se verront infliger un châtiment corporel.

L'ordonnance de 1563 fixe également les unités que les magistrats devront prendre comme base lorsqu'ils taxeront les denrées. Ce sera, par exemple, pour le pain l'once, pour le vin la pinte ou une autre mesure variant suivant les lieux.

L'ordonnance de 1567 renouvelle aux hôteliers l'ordre d'avoir chez eux des poids et mesures étalonnés. Elle détermine le poids des pains dont la mise en vente sera autorisée. Les boulangers devront avoir *en leurs fenêtres, ouvriers ou charrettes, des balances et poids légitimes, et marqueront leurs pains de leurs marques particulières afin de discerner les pains que feront les uns et les autres* (1). L'ordonnance s'occupe également de la mesure du bois. Elle décide que la charretée de bois devra être de la jauge et mesure requise dont *l'anneau et étalon sera*

1. Signalons une ordonnance de police du Châtelet du 23 novembre 1546 qui réglemente la mesure et le pesage des blés et farines dans les moulins.

planté et attaché es places publiques où la vente est accoutumée d'être faite.

L'ordonnance du 21 novembre 1577 et une ordonnance du mois de mars répètent les mêmes prescriptions et ajoutent que des piloris seront établis sur les places publiques afin de punir les délinquants qui ne se seront pas conformés aux mesures officielles.

2. — Le contrôle de certaines professions

Pour éviter les fraudes et pour assurer l'application des maxima et des prescriptions légales concernant les poids et mesures, la royauté voulut mettre toutes les transactions sous le contrôle étroit d'officiers publics, personnages assermentés présentant certaines garanties d'honnêteté. Ces officiers étaient chargés de mesurer, de peser, de compter les marchandises ; certaines ventes devaient se faire par leur intermédiaire ; ils étaient chargés de dénoncer à la police les abus parvenus à leur connaissance. Leurs services étaient en général obligatoires pour les particuliers.

Un grand nombre d'officiers furent institués sous des noms divers ; il y eut des jurés priseurs et compteurs de foin, des jurés vendeurs et contrôleurs de vin (1), des jurés mouleurs et compteurs de bois, des jurés vendeurs de bestiaux, des jurés mesureurs de grain.

Le besoin d'argent poussa trop souvent la royauté à multiplier le nombre de ces officiers dont la rémunération pesait lourdement sur le coût des marchandises. Les charges étaient vendues très cher. Pour en tirer un profit suffisant, les titulaires se livraient à des agissements d'une moralité douteuse ; le roi dut très souvent interdire à ces officiers de trafiquer pour leur propre compte et de se laisser corrompre par les marchands.

1. Cf. Edit du mois d'octobre 1550 et Règlement du 8 mars 1573.

Malgré les imperfections du système, la surveillance exercée par la multitude des jurés vendeurs et contrôleurs a pu avoir des résultats favorables au bon marché en empêchant les tromperies sur la quantité et la qualité de la marchandise vendue et en obligeant les contractants à se conformer aux maxima officiels.

3. — L'interdiction des *Monopoles*

Suivant en cela l'opinion commune des contemporains, les pouvoirs publics étaient persuadés que la hausse était pour une bonne part le résultat des manœuvres de certaines personnes malhonnêtes. On a vu que le gouvernement attribuait volontiers la cherté aux « *monopoles* », c'est-à-dire aux coalitions des marchands et des artisans qui se concertaient et s'unissaient pour provoquer le renchérissement des denrées ou des salaires.

Innombrables sont les ordonnances royales et les arrêts des Parlements qui imputent l'élévation des prix à ces « *monopoles* ». C'est, par exemple, un arrêt du Parlement de Paris qui, le 13 février 1523, accuse les groupements de boulangers d'avoir provoqué la cherté du pain. C'est l'édit du 28 octobre 1531 qui reproche aux marchands de s'être entendus pour faire monter le prix du grain. C'est l'ordonnance du 21 novembre 1577 qui attribue le prix excessif des draps de soie aux monopoles des marchands.

Convaincus que les monopoles comptaient parmi les facteurs importants de la hausse, les pouvoirs publics les combattirent avec vigueur. Une des formes de coalition qui fut prohibée avec la plus grande sévérité, ce fut celle des confréries ouvrières (1).

Le xvi^e siècle ne fut guère favorable aux salariés. Tandis que le patronat amassait d'énormes profits, tandis que le coût des denrées les plus nécessaires

1. Cf. supra chapitre IV.

quintuplait ou décuplait, le gain nominal de l'ouvrier ne s'élevait que très lentement et dans une proportion très insuffisante : le salaire réel subissait une grave diminution. Au milieu de la richesse générale, parmi le luxe et la débauche universelle, l'ouvrier n'était trop souvent qu'un véritable paria : la misère le poussait à employer la force pour obtenir la justice. Avec l'appui des pouvoirs publics, les maîtres prétendaient maintenir les salaires accoutumés, en entendant par là les salaires nominaux exprimés en livres.

Groupés sous prétexte de cérémonies religieuses et de banquets corporatifs, les ouvriers utilisèrent les confréries pour organiser la lutte et arracher à la classe possédante les sommes nécessaires à la subsistance du prolétariat. Le résultat fut que des grèves et des émeutes très violentes éclatèrent par toute la France (1).

Il est bien naturel que dans ces conditions l'Etat se soit montré hostile aux confréries d'artisans qui apportaient le désordre et l'anarchie, entravaient la production en suscitant des grèves et, en outre, cherchaient à faire relever les salaires, chose considérée comme tout à fait contraire à l'intérêt public.

Le gouvernement ne voyait pas non plus d'un bon œil les confréries de maîtres ou de travailleurs indépendants, car elles essayaient de rehausser les prix des marchandises. D'ailleurs le roi était l'ennemi de toutes les associations qui ne se rangeaient pas sous sa tutelle et refusaient de se soumettre à un contrôle étroit.

Sous le nom de *monopoles*, on flétrissait et on combattait aussi toutes les ententes illicites, soit permanentes, soit accidentelles, formées par les producteurs et les marchands pour accroître leurs gains. Le but ordinaire de ces ententes était de faire monter les prix par des moyens divers et notamment par l'accaparement qui est déjà dangereux lorsqu'il est le fait d'un seul individu, mais qui le devient beaucoup plus lorsqu'il est l'œuvre de tout un groupement.

1. Cf. Chap. IV, supra.

Il ne faut pas songer à citer toutes les décisions des pouvoirs publics interdisant les confréries et les monopoles : l'énumération serait trop longue et peut-être sans intérêt. Dans les édits et les arrêts concernant les vivres et les autres marchandises, c'était devenu une clause de style que de défendre de *monopoler*.

C'est ainsi que l'édit du 20 juin 1539 sur la circulation des grains et des vivres, interdit de *commettre au fait desdits vivres et marchandises aucuns monopoles, conventicules ou fraudes*.

Au mois d'août 1539, François I^{er} prohiba les confréries de gens de métier et d'artisans. Il fit défense à *tous les maîtres, ensemble aux compagnons et serviteurs de tous métiers, de faire aucunes congrégations ou assemblées grandes ou petites, ne pour quelque cause ou occasion que ce soit : et ne faire aucuns monopoles, et n'avoir ou prendre aucunes intelligences les uns avec les autres, du fait de leur métier, sous peine de confiscation de corps et de biens*.

Charles IX et Henri III renouvelèrent les prohibitions faites par François I^{er} (1). L'ordonnance de 1567 prescrivit l'affichage et l'exécution des ordonnances rendues pour la correction des monopoles et intelligences qui sont entre les marchands de blé, les mesureurs et les boulangers, l'interdiction des assemblées d'iceux es tavernes.

A l'occasion des grèves de Lyon, le roi rendit plusieurs édits pour rappeler l'interdiction des coalitions ouvrières. L'édit du 28 décembre 1541 défendit aux compagnons de tenir des réunions de plus de cinq personnes et de faire *aucun serment et monopoles*. L'édit du 10 septembre 1572 interdit aux imprimeurs toute cessation concertée et collective du travail.

Le Parlement de Paris multiplia les arrêts contre les monopoles. Le 13 février 1523, il alla jusqu'à supprimer la communauté des boulangers accusée d'avoir provoqué la hausse du prix du pain ; il défendit aux boulangers de s'assembler sous peine de confiscation de

1. Ord. de Moulins de 1566 ; ord. du 4 février 1567 ; ord. de Blois de 1579.

corps et de biens. Le 4 mai 1540, il enjoignit aux bouchers *de ne faire ou dresser aucunes assemblées, conventions et monopoles secrètes, pour trouver occasion et moyen d'enchérir la chair, sous peine d'une amende de 10 marcs d'argent.*

En 1571, le prévôt de Paris s'attaqua à une sorte particulière de coalition, celle d'ouvriers, se liguant pour empêcher que la concurrence ne réduisît leurs salaires. Dans une ordonnance datée du 26 juillet, il menaça du fouet les crocheteurs et gagne-denier qui défendaient l'entrée des bateaux aux travailleurs venus pour décharger les marchandises.

La royauté ne parvint pas à supprimer les *monopoles*. Jusqu'à la fin du siècle, les ordonnances durent répéter les prohibitions, et les écrivains qui cherchaient à dégager les causes de la cherté continuèrent à accuser les coalitions. Il est certain néanmoins que les pouvoirs publics ont réussi souvent à empêcher les abus des monopoles.

Dans la mesure où les interdictions ont été respectées, elles ont eu sur les prix une influence heureuse, mais trop faible pour que l'ascension des prix pût être sensiblement enrayée. C'est que les *monopoles* ne comptaient pas parmi les causes essentielles de la hausse des prix du xvi^e siècle. Jean Bodin, s'écartant en cela de l'opinion de ses contemporains, avait bien compris que les monopoles n'étaient responsables de la cherté que pour une part très minime. Pourtant leur prohibition n'a pas été inutile. Si on avait laissé les marchands et les ouvriers se grouper et s'entendre à leur guise, la hausse des prix aurait été plus forte encore, les profits des marchands, déjà considérables, auraient dépassé toute mesure.

Malheureusement, la suppression des confréries a été fatale à la classe ouvrière. Elle a enlevé à beaucoup d'humbles travailleurs leur meilleure arme pour la conquête d'un salaire suffisant. L'interdiction des monopoles n'a-t-elle pas en outre entravé le dévelop-

pement économique en empêchant les producteurs de s'organiser librement d'une façon rationnelle et en privant l'activité nationale des forces de l'association ? Il n'en faut rien croire. La royauté n'a pas méconnu l'utilité de l'association, bien loin de là. Mais elle a cherché à mettre tous les groupements religieux, littéraires et économiques sous sa dépendance et sous son contrôle, afin d'assurer le bon ordre, de prévenir les abus et, en cas de besoin, de faire prévaloir l'intérêt public sur les intérêts particuliers.

4. — La lutte contre l'accaparement

L'accaparement était fréquent au ^{xvi}e siècle, surtout l'accaparement des grains. Sa conséquence naturelle c'était la cherté, car la raréfaction des produits augmente leur valeur et la suppression de la concurrence permet de vendre à des prix exorbitants.

Dans l'Ancienne France, les manœuvres des accapareurs étaient favorisées par les conditions économiques, notamment par l'insuffisance de la production, la difficulté des transports et les entraves mises à la circulation des denrées.

L'accaparement était quelquefois l'œuvre d'un seul individu, mais, très fréquemment, il résultait d'un concert entre des gens peu honnêtes, et dans ce cas il devenait particulièrement dangereux. C'est pourquoi la crainte de l'accaparement fut l'une des causes déterminantes de l'interdiction des « *monopoles* ».

Les pouvoirs publics et l'opinion voyaient dans l'accaparement l'une des principales sources de la cherté. Et ce n'était pas sans raison. Sans doute l'accaparement était-il absolument étranger à la hausse générale des prix, mais il était au contraire l'origine de beaucoup de hausses locales et accidentelles, il aggravait souvent la cherté engendrée par la disette naturelle des produits agricoles. C'est donc à bon droit que la royauté l'a vigoureusement combattu.

L'accaparement des blés étant surtout redouté, on limita les provisions de grain que chaque particulier était en droit de posséder. L'interdiction de *faire amas* fut imposée non seulement aux marchands, mais aussi aux bourgeois qui, en ces temps troublés, s'efforçaient d'échapper à la famine en entassant clandestinement d'énormes réserves. Beaucoup de ces bourgeois prévoyants consentaient d'ailleurs à céder une partie de leurs stocks au peuple affamé, mais à des prix si rémunérateurs que la justice royale s'en émut à plusieurs reprises et ordonna des enquêtes sur les exactions de ces braves gens (1).

Au mois de juillet 1482, Louis XII prohiba l'accaparement des grains. Il interdit, sous peine d'amende arbitraire et de confiscation, de faire des provisions de blé dépassant les besoins de la consommation personnelle.

Cette interdiction fut plusieurs fois répétée. L'ordonnance du 4 février 1567 enjoignit aux fermiers de ne pas garder leurs blés dans les greniers pendant plus de deux ans. En outre, défense fut faite *aux fermiers et receveurs de terres et seigneuries où se trouvent mines et se fait et aiguisse le fer, d'en faire retenues ou magasins pour le rendre plus cher aux marchands*. De même il fut interdit de faire *amas de bois*, à peine de confiscation et de 20 livres parisis d'amende. Cette prescription fut précisée en juillet 1571 par un arrêt du Parlement qui autorisa les Parisiens à constituer une provision de bois suffisante pour les besoins d'une année.

Les magistrats de la police parisienne suivirent l'exemple du pouvoir central. Une ordonnance du Châtelet, en date du 23 novembre 1546, enjoignit aux boulangers et aux pâtisseries de ne faire *amas ni garnison de blés*. L'ordonnance rendue à l'Assemblée de la Chancellerie du 18 avril 1572 proscrivit expressément les *amas de bois*. Le 22 août 1578, le Châtelet, usant d'un

1. Cf. Arrêt du Parlement de Paris du 4 août 1571.

moyen détourné pour éviter l'accaparement du vin, interdit à tous les marchands, même aux grossistes, d'acheter plus de cent muids de vin à la fois et ne leur permit de loger leurs achats que dans deux caves au plus.

Pour faire respecter les prohibitions, des perquisitions étaient parfois ordonnées, surtout en temps de disette. L'ordonnance du 4 février 1567 autorisa les officiers de police à *faire ouvrir les greniers en cas de nécessité*. En 1565, un arrêt du Parlement rendu le 22 décembre ordonna des visites domiciliaires pour rechercher le blé. Le 4 août 1571, le Parlement décida des perquisitions chez les marchands et les bourgeois de Paris en vue de vérifier les quantités de bois qu'ils avaient amassées.

Un moyen qu'on employa maintes fois contre l'accaparement des produits agricoles, ce fut l'interdiction faite aux marchands de procéder à leurs acquisitions durant certaines périodes de l'année. On les empêcha d'acheter avant la récolte ou même un certain temps après.

Pour être plus sûrs de réussir dans leurs manœuvres coupables, les spéculateurs avaient coutume d'acheter les blés avant la maturité ; ils versaient des arrhes alors que les tiges étaient encore vertes. D'où la prohibition si souvent répétée *d'arrher les blés en vert* (1). L'édit de Cléry, au mois de juillet 1482, défendit sous peine de confiscation et d'amende arbitraire *d'acheter blés en vert sur le plat pays*. L'édit du 20 juin 1539 et l'ordonnance du 7 novembre 1544 renouvelèrent cette défense. L'ordonnance du 4 février punit de châtimement corporel et d'une amende de 500 livres parisis tout marchand achetant des blés en vert ou versant des arrhes avant la moisson.

On interdit parfois aux marchands de vin de faire

1. Cette coutume qu'avaient les accapareurs de verser des arrhes était très répandue ; le nom même donné à leurs manœuvres en fait foi ; accaparement vient de *ad + capere + arrha* et signifie prise d'arrhes. Cf. Laurent et Richardot, Petit dictionnaire étymologique.

leurs provisions au moment de la vendange (1). On décida aussi que les commerçants ne pourraient faire leurs achats que lorsque les bourgeois auraient fait les emplettes nécessaires à leur usage personnel.

Les grains constituant la base de l'alimentation populaire, le gouvernement veillait tout spécialement à ce que les consommateurs en fussent pourvus à bon compte. C'est pourquoi il voulut soustraire le trafic des grains aux spéculateurs malhonnêtes pour le remettre aux mains de gens d'une moralité éprouvée. L'ordonnance du 4 février 1567 réserva le commerce des grains aux personnes *bien famées et renommées* qui après avoir obtenu l'autorisation des magistrats se seraient fait inscrire aux greffes de justice. La confiscation des grains et une amende de 200 livres parisis devaient châtier les marchands qui achèteraient ou vendraient des grains sans autorisation.

Bien d'autres procédés très divers furent employés pour lutter contre l'accaparement. Certaines zones dans le voisinage des villes furent interdites aux marchands ; on défendit d'aller à la rencontre des marchandises acheminées vers une ville et de les acheter en cours de route ; on organisa des greniers publics, on prescrivit la vente de certaines denrées sur les marchés. Toutes ces mesures seront étudiées à propos des marchés et de l'approvisionnement des villes.

1. Cf. Ordonnance du Châtelet du 22 août 1578.

2. Ordonnance du 4 février 1567 (*Police pour les marchands d'étoffe*).

CHAPITRE XVIII

L'APPROVISIONNEMENT DES VILLES, LES GRENIERS PUBLICS ET LA RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS

C'était surtout dans les villes que la royauté cherchait à faire baisser les prix, car c'était dans les grandes agglomérations que le renchérissement entraînait le plus de misère et que la misère était le plus redoutable pour la sécurité publique. Les paysans, se nourrissant de leurs propres produits, souffraient de la cherté beaucoup moins que les citadins.

Pour que ceux-ci eussent les denrées à bon prix et pour parer aux disettes trop fréquentes, les pouvoirs publics facilitèrent l'approvisionnement des populations urbaines. Espérant que l'abondance amènerait le bon marché, ils essayèrent par divers moyens de faire affluer vers les villes les vivres et les autres marchandises.

1. — Prescriptions diverses

Il fut défendu aux marchands de faire leurs achats dans un certain rayon autour des villes. Celles-ci se trouvaient donc au centre d'une zone dont la production leur était pratiquement réservée. Les denrées de la zone étaient amenées en ville par les producteurs eux-mêmes ; il y avait donc une économie d'intermédiaires favorable au bon marché. Par ailleurs, les marchands pour gagner leur vie étaient obligés de s'en aller au loin chercher des produits qui venaient augmenter l'abondance, et ils étaient contraints de vendre à des

prix raisonnables par la concurrence des producteurs de la banlieue.

L'ordonnance de 1567 interdit aux marchands de faire des achats de grains, de foin et de bétail dans un rayon de deux lieues autour des villes qu'ils habitaient et dans un rayon de sept à huit lieues autour de Paris. La zone réservée était parfois plus étendue : d'après un arrêt du Parlement rendu le 14 août 1577, il était défendu aux marchands de vin de faire leurs provisions dans un rayon de vingt lieues autour de la capitale.

On interdit à quiconque d'aller au devant des marchandises destinées aux villes et de les acheter au cours du transport. Ces injonctions étaient dirigées contre les accapareurs et contre les regrattiers ; elles intervenaient surtout en temps de disette (1). L'ordonnance du 4 février 1567 punit d'une forte amende et de la confiscation des marchandises tous ceux qui essaieraient d'acheter en cours de route les grains, le bétail, les étoffes et les autres denrées *destinées ou acheminées pour être menées es villes ou marchés*. Les pouvoirs publics répétaient sans cesse l'interdiction d'aller au devant des marchandises (2), mais les commerçants s'en souciaient fort peu, ainsi qu'en témoignent les ordonnances royales elles-mêmes (3).

Pour faciliter l'approvisionnement des villes, on recourait parfois à la libre concurrence. On permettait aux forains d'amener librement leurs marchandises et de les vendre à leur guise, sans être entravés par la minutieuse réglementation qui causait tant de tracas aux commerçants installés à demeure. En certaines occasions, on allait plus loin : on autorisait quiconque, habitant ou forain, à faire le trafic de certaines denrées. C'est ainsi qu'au mois d'août 1565, le Parlement, constatant que la cherté était due aux agissements

1. Cf. arrêt du Parlement de Paris du 7 avril 1521.

2. Règlement du 8 mars 1573, arrêt du Parlement de Paris du 27 juillet 1571, ordonnance du Châtelet du 28 septembre 1590.

3. Notamment le règlement du 8 mars 1573.

malhonnêtes des marchands, décida que tous ceux qui voudraient acheter du blé au dehors pour le revendre à Paris, pourraient le faire librement.

Par contre, à certains moments critiques, on empêcha la sortie des vivres. Le 7 avril 1521, le Parlement interdit la sortie du blé de la capitale. Plus tard, Charles IX défendit aux boulangers forains de *remporter* le pain amené par eux à Paris et il prohiba la sortie du bétail entré dans la banlieue (1).

2. — Les réserves de vivres et les achats municipaux

Afin de parer aux disettes très fréquentes, les pouvoirs publics constituaient des réserves de vivres et surtout de grains. Le but poursuivi était d'empêcher la famine bien plus que d'éviter la cherté, mais les denrées amassées pouvaient à certains moments servir à faire baisser les prix et à déjouer les manœuvres des accapareurs.

Le procédé le plus simple pour constituer les réserves eût été que les villes procédassent elles-mêmes à l'acquisition des provisions nécessaires. Mais ce système aurait eu des inconvénients et notamment, il aurait exigé des capitaux importants que les municipalités n'avaient pas à leur disposition. Sans renoncer aux achats municipaux, on chercha donc à y suppléer dans la mesure du possible.

Dans certains cas les magistrats chargés du ravitaillement se contentaient de provoquer et de soutenir l'initiative des commerçants (2).

Parfois on obligeait certaines personnes aisées, bourgeois ou communautés ecclésiastiques, à constituer des réserves qui devaient être tenues à la disposition des autorités. Le 22 décembre 1565, le Parlement enjoignit

1. Ord. du 4 février 1567.

2. Arrêt du 13 septembre 1565.

aux habitants de la capitale de faire des provisions de grain pour quatre mois et prescrivit aux riches bourgeois d'avoir cinq à six muids de blé pour les envoyer au marché dès qu'ils en recevraient l'ordre. Des visites domiciliaires devaient assurer l'exécution de ces prescriptions⁽¹⁾. L'ordonnance de 1567 décida qu'en temps de cherté, les magistrats des villes inviteraient les habitants à amasser dans leurs greniers *quelque médiocre et raisonnable quantité de grain... pour leur aide et subvention particulière*. En cas de besoin les provisions devaient être réquisitionnées. Comme les communautés et les corps ecclésiastiques étaient supposés très riches, un édit du 20 octobre 1573 leur ordonna *d'avoir des réserves de blés et de ne se plus venir pourvoir aux marchés et places publiques*. Il aurait été hasardeux de compter exclusivement sur les provisions des particuliers. C'est pourquoi beaucoup de municipalités procédaient à des achats de grain et établissaient des greniers publics.

L'institution des greniers publics était très ancienne. Il y en avait au Moyen Age dans un grand nombre de villes. Déjà dans l'ancienne Rome, où ils dépendaient du Préfet de l'Annone, ils avaient joué un rôle considérable. En France, au xvi^e siècle, leur existence fut intermittente : ils furent rares sous Charles IX, mais devinrent plus nombreux sous Henri III⁽²⁾.

Des controverses s'élevées sur le point de savoir les si autorités locales pouvaient procéder à des achats de grains. L'ordonnance du 4 février 1567 vint trancher la question. Les municipalités furent autorisées à amasser dans des greniers publics les provisions de grains suffisantes pour satisfaire à la consommation

1. Il en était de même en province. L'an 1566, rapporte Claude Haton (op. cit., t. I, p. 409), les magistrats de Provins firent le recensement des gains possédés par les particuliers et établirent pour chaque possesseur une réserve qui devait être vendue au peuple de la ville.

2. Jean Bodin écrivant en 1568 réclamait la constitution de greniers publics tels qu'il en existait au siècle précédent.

pendant trois mois. Elles reçurent le droit d'emprunter les sommes nécessaires aux achats. Les pouvoirs accordés aux magistrats locaux pour remplir les greniers étaient très larges. C'est ainsi qu'en 1573, à Provins, les gens de justice et les gouverneurs de la ville perquisitionnèrent chez les particuliers pour se rendre compte des provisions de blé de chacun ; ils prélevèrent une partie de ces provisions pour constituer une réserve publique. Mais les réquisitions, faites sans impartialité, soulevèrent des plaintes très vives. *Pour cette réserve, dit Claude Haton (1), en fournirent le moins les plus riches et qui avaient le plus de blé en leurs greniers, ains chargea on le plus sur le commun. Car en toutes choses faveur fait aveugler le droit.*

Dans les derniers mois de l'an 1573, Paris fut menacé de la famine. Un édit du 20 octobre autorisa le Prévôt des marchands et les échevins à acheter des grains pour la subsistance de la ville. Ces grains devaient être mis en réserve et distribués suivant les indications des officiers royaux. Comme la ville n'avait pas d'argent pour faire les achats prescrits et pour nourrir les nombreux chômeurs qui encombraient la capitale, le roi décida que les sommes nécessaires seraient fournies par une contribution de quarante mille livres tournois levée sur les habitants de la capitale et de ses faubourgs. Les sommes versées devaient être remboursées aux prestataires après la vente des grains, mais comme les dépenses étaient urgentes et qu'il fallait un certain temps pour recouvrer la contribution, on obligea les gens les plus riches à avancer l'argent.

En 1577, Henri III ordonna aux autorités locales de faire des provisions de grain (2), mais les municipalités ne mirent aucun empressement à obéir (3).

La politique suivie pour assurer des provisions de grain aux villes pourrait étonner certains par sa grande

1. T. II, p. 723, op. cit.

2. Ord. 21 novembre 1577.

3. Cf. Avis du Conseil du Roi du mois de novembre 1583.

hardiesse. Quelques-uns des procédés usités mériteraient la qualification de « socialistes ». Dans l'Ancienne France en effet, le gouvernement n'hésitait pas à sacrifier l'individu à la collectivité et d'ailleurs, les circonstances justifiaient souvent certaines atteintes très graves à l'indépendance des citoyens. On ne saurait blâmer les autorités publiques d'avoir essayé par tous les moyens de sauver le peuple de la famine, car les mesures prises eurent d'heureux effets et atténuèrent bien souvent la disette et la cherté.

Devant les bons résultats donnés par les greniers publics, on songea à étendre le domaine des achats municipaux. Depuis longtemps certaines villes italiennes, avaient organisé des magasins qui vendaient des denrées de toutes sortes. En France, on avait préconisé l'adoption de ce système pour faire baisser le coût de la vie (1). Le Conseil du Roi fut saisi en 1583 d'une proposition tendant à l'établissement de magasins municipaux dans tout le royaume. La discussion mit en évidence les avantages du projet : on aurait supprimé beaucoup d'intermédiaires inutiles : les cours soustraits aux spéculations des marchands seraient devenus plus stables ; les prix auraient été réduits considérablement, car les villes n'auraient prélevé aucun bénéfice. Tout en se déclarant favorables au principe des magasins municipaux, les Conseillers du Roi reculèrent devant les difficultés pratiques. *L'exécution, dirent-ils, semble difficile pour les grandes villes, spécialement pour Paris, où il faudrait faire d'innombrables provisions, de grandissimes lieux pour les servir et une avance de bien grande somme de deniers pour en faire l'achat* (2). L'institution obligatoire de magasins municipaux fut donc jugée inopportune, mais le Conseil recommanda aux magistrats locaux d'en installer chaque fois que cela serait utile et possible.

1. Cf. De Montand, *le Miroir des Français* (cf. supra, livre II, ch. X).

2. Avis du Conseil du Roi de novembre 1583.

Il ne semble pas que les magasins municipaux aient pris un grand développement à la fin du xvi^e siècle. On peut le regretter sans croire toutefois qu'ils auraient pu faire baisser les prix dans une mesure importante. Les Conseillers du Roi allaient probablement trop loin lorsqu'ils souhaitaient le remplacement des commerçants détaillants par des établissements municipaux : la suppression du commerce de détail n'aurait pas résolu la crise de cherté. On peut assurément admettre qu'à certains moments critiques, l'Etat ou les communes se mettent à vendre quelques denrées de première nécessité, mais cette immixtion d'organismes politiques dans un domaine qui n'est pas le leur doit être exceptionnelle, parce qu'elle présente de multiples inconvénients, notamment le gaspillage provenant du manque de surveillance, l'incompétence des gens chargés du fonctionnement de l'entreprise, l'absence chez ces individus du stimulant de l'intérêt personnel et l'introduction dans la gestion de considérations politiques.

En général, les résultats sont déplorables. Néanmoins, dans les périodes de cherté, les magasins municipaux ont un rôle utile à jouer, c'est de servir de modérateurs et de régulateurs des prix. Ils peuvent constituer un excellent frein à la cupidité des marchands.

3. — La Réglementation des Marchés

Dans la plupart des agglomérations de quelque importance, il existait des marchés, c'est-à-dire, des emplacements déterminés où se réunissaient, à jours et à heures fixes, les gens qui désiraient vendre ou acheter des marchandises.

A la campagne, les marchés étaient à peu près libres, tandis que, dans les villes, ils étaient réglementés et surveillés par la police.

L'organisation des marchés urbains avait pour but d'attirer les denrées dans les villes et d'obtenir l'abais-

sement des prix par l'abondance des marchandises (1), de réprimer les manœuvres délictueuses, d'éliminer les regrattiers et d'assurer l'application des ordonnances de taxation.

Du seul fait que les vendeurs savaient trouver sur les marchés un débouché à peu près assuré, les produits y affluaient et l'abondance tendait à faire baisser les prix. Les producteurs et les consommateurs pouvant se mettre en contact direct, l'intermédiaire des regrattiers devenait inutile, les trafics des accapareurs étaient fortement gênés. La surveillance étroite exercée sur les marchés mettait un sérieux obstacle aux délits et aux fraudes de toutes sortes que les marchands auraient été tentés de commettre. Traitant seul à seul avec l'acheteur, le vendeur n'aurait songé qu'à gagner le plus d'argent possible ; sur les marchés au contraire, il était obligé de modérer ses prétentions par la peur de l'opinion publique et la crainte des officiers de police. Enfin les marchés constituaient un excellent moyen de faire respecter les taxations officielles. Les prix des marchés devaient être conformes aux maxima légaux quand il en existait. Réciproquement dans l'établissement des tarifs maxima, on tenait le plus grand compte des prix pratiqués sur les marchés et enregistrés par la police.

On voulait que sur les marchés les prix fussent bas, parce que l'on comptait que ces prix auraient leur répercussion sur toutes les transactions, même sur celles qui avaient lieu en dehors de tout contrôle. On espérait, non sans raison, que l'acheteur ayant la faculté de s'approvisionner à bon compte sur les marchés, se refuserait à payer ailleurs des prix exorbitants.

Ainsi les marchés pouvaient servir de facteurs de baisse et de régulateurs des prix ; le gouvernement comprit tout le parti qu'il était possible d'en tirer. Mais

1. Les foires franches étaient bien aussi un moyen de faire affluer les marchandises dans certaines localités. Mais elles se distinguaient des marchés en ce que les transactions s'y faisaient à peu près librement. Cf. *infra* chapitre XI, § 2.

pour rendre les marchés capables de remplir le rôle qu'on attendait d'eux, il fallait leur assurer un approvisionnement abondant et un chiffre d'affaires important. C'est pourquoi l'on édicta à plusieurs reprises, l'obligation de vendre sur les marchés publics. Déjà Philippe le Bel, avait ordonné, en l'an 1305, que toutes les denrées fussent amenées et vendues en plein marché. Au xvi^e siècle, semblables prescriptions furent souvent répétées, notamment quant à la vente des grains. Le 28 octobre 1531, François I^{er}, voulant faire cesser la cherté qu'il attribuait aux accapareurs, interdit de vendre les grains ailleurs que sur les marchés publics, à peine de confiscation des grains ou d'amende arbitraire supportée moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur (1). Quand l'abondance succédait à la disette, le roi autorisait la vente libre du blé. C'est ce que fit François I^{er} par lettres patentes du 3 février 1535. Mais la cherté étant revenue quelques années plus tard, cette permission fut révoquée le 7 novembre 1544.

L'ordonnance du 4 février 1567, confirmée plus tard par l'ordonnance du 21 novembre 1577, décida qu'en *temps de cherté ou doute d'icelle* la vente des grains ne pourrait avoir lieu que sur les marchés publics aux jours et heures accoutumés, mais qu'en temps normal, les habitants pourraient procéder aux ventes dans leurs greniers à condition de ne pas dépasser les prix du dernier marché. Les commerçants forains, restèrent seuls soumis à l'obligation de conduire leurs grains au marché public à moins d'une dérogation accordée par la police. On obligea les marchands à amener du blé au marché au moins une fois par mois.

A Paris, le bois, le foin et le vin étaient en grande partie amenés par eau ; le lieu de débarquement servait de marché et d'ordinaire de marché obligatoire. Cette coutume était ancienne : on en trouve la trace dans une ordonnance de Philippe-Auguste qui, en l'an 1192,

1. En juillet 1482, par l'édit de Cléry, Louis XII avait lui aussi imposé la vente des grains sur les marchés.

prescrivit aux marchands de vin forains de procéder aux ventes en gros dans les bateaux. Le règlement du 8 mars 1573 et plusieurs arrêts du Parlement de Paris confirmèrent l'ordre de vendre les arrivages de vin sur le port (1). Quant au bois amené par eau, l'ordonnance de 1567 décida qu'il resterait au port pendant trois jours afin que les bourgeois et les maîtres charpentiers pussent s'approvisionner. La même ordonnance prescrivit à nouveau de conduire au marché tout le bétail amené dans la capitale pour y être vendu. Elle édicta semblable obligation pour le foin arrivé par bateau, mais l'ordonnance du Prévôt de Paris du 26 juillet 1571 autorisa les forains à apporter et à vendre librement leur foin à la condition de se contenter d'un gain modeste. Le 28 septembre 1590, le Châtelet de Paris réitéra la défense de vendre ou d'acheter ailleurs qu'aux marchés les vivres de toutes sortes amenés dans la capitale.

En certaines occasions, l'obligation de vendre sur les marchés publics était suspendue. Il en était ainsi pendant les foires franches (2). On voulait par ce moyen faire affluer les marchandises en supprimant toute entrave au commerce, mais de ce fait on renonçait temporairement aux garanties de loyauté et d'honnêteté procurées par la réglementation.

L'obligation de vendre au marché, de même que les mesures prises pour faciliter le ravitaillement des villes, tendaient à assurer aux marchés publics un approvisionnement abondant favorable à la baisse des prix. Afin d'amener les cours au plus bas niveau possible, on usa de divers autres procédés. On chercha notamment à assurer l'observation des maxima officiels et à éliminer des transactions les fraudes et les tromperies qui concouraient à l'élévation des prix. Pour obtenir ce résultat, les autorités publiques exercèrent sur les marchés un contrôle sévère, veillant à la loyauté

1. Notamment les arrêts du 4 août 1577 et du 8 octobre 1594.

2. Cf. Edit de mars 1586.

des échanges et au maintien du bon ordre. L'ordonnance de 1567 prescrivit aux magistrats chargés de la police de redoubler de vigilance et d'assister en personne à tous les marchés (1).

Les transactions se trouvaient aussi sous la surveillance des nombreux titulaires d'offices de vendeur ou de mesureur. Ceux-ci étaient pour la police des auxiliaires très précieux ; ils devaient dénoncer tous les abus que leurs fonctions les mettaient à même de constater. Certaines ventes ne pouvaient se faire que par l'entremise de ces officiers. En règle générale, ils étaient les seuls intermédiaires autorisés. On éliminait ainsi tous les courtiers marrons dont l'honnêteté était très sujette à caution. Le courtage étant réservé aux officiers assermentés, les agissements des accapareurs et des spéculateurs de toutes sortes étaient entravés ; bien des tromperies étaient évitées.

C'était aussi pour écarter les intermédiaires suspects qu'on obligeait les particuliers à vendre leurs denrées en personne ou par l'entremise des jurés vendeurs. Parfois même, les services des titulaires d'office étaient imposés aux producteurs qui voulaient céder leurs propres denrées. Toutefois les frais entraînés par les offices étaient si élevés et retombaient si lourdement sur le prix des marchandises que la royauté se résolut à supprimer un certain nombre de charges (2), mais elle ne le fit qu'à regret et en de très rares occasions.

Magistrats de la police et officiers jurés devaient enregistrer et contrôler les quantités de denrées amenées sur le marché et les prix auxquels elles étaient vendues. L'ordonnance de 1567 rappela cette obligation aux jurés mesureurs de grain, aux jurés poulailliers, aux jurés vendeurs de bestiaux et aux jurés priseurs et compteurs de foin (3).

1. *De l'exécution des présentes.*

2. Cf. *infra* chapitre XIX.

3. Pareille obligation fut imposée aux jurés-vendeurs de vin par les lettres patentes du 8 mars 1556 et le règlement du 8 mars 1573.

Le Parlement de Paris obligea les marchands de certaines denrées à déclarer à l'Hôtel de Ville les quantités qu'ils amenaient au port et il invita les jurés à vérifier la sincérité des déclarations (1).

Afin d'empêcher l'accaparement par les marchands et notamment par les regrattiers, on limita l'importance des achats. C'est ainsi que les ordonnances de 1567 et de 1577 interdirent aux boulangers d'acheter à chaque marché plus d'une certaine quantité de grain. Certaines marchandises étaient obligatoirement partagées entre tous ceux qui pouvaient les mettre en œuvre : les peaux amenées au marché devaient être distribuées par lots égaux à tous les tanneurs de la ville, le bétail devait être réparti pareillement entre les bouchers et il en était de même pour les autres marchandises (2).

Lorsqu'il s'agissait de denrées qui, comme le bois, étaient susceptibles d'être utilisées par les bourgeois, mais pouvaient aussi servir de matières premières pour certains métiers, on établissait un tour de faveur pour les bourgeois, on permettait ensuite aux maîtres des métiers de s'approvisionner ; en dernier lieu, les marchands et les regrattiers pouvaient prendre ce qui restait. Ainsi les gros acheteurs, ceux qui auraient pu accaparer, passaient les derniers. On avantageait toujours les habitants de la ville au détriment des forains et on favorisait souvent les très petits acheteurs en leur accordant un rang privilégié. L'édit du 28 octobre 1531 (3) et l'ordonnance du 7 novembre 1544 rendus à l'occasion de récoltes déficitaires, accordèrent aux pauvres gens un tour de préférence pour l'achat des grains au marché ; le but poursuivi était de secourir les

1. Arrêts du 14 août 1577 (vin) et du 22 octobre 1579 (bois).

2. Ordonnance de 1567, *Police pour la grosse chair* : *Le dit bétail amené auxdits marchés sera loti entre les mattres bouchers s'ils le requièrent afin que chacun soit également fourni comme il se fait ès autres marchandises.*

3. L'édit du 28 octobre 1531 décide que dans les ventes ou distributions de grains *le menu populaire vivant au jour la journée sera à quelque heure qu'il arrive ès dits marchés le premier préféré.*

malheureux bien plus que de faire baisser les prix. Mais toute préoccupation d'assistance était absente de la pensée des auteurs de l'ordonnance de 1567, quand ils décidèrent que des heures seraient fixées pour l'accès au marché de façon que fussent approvisionnés, en grain, d'abord les bourgeois, puis les boulangers de la ville, et enfin les forains. En application de cette ordonnance, les rôtisseurs ne purent commencer leurs achats qu'après les heures réservées aux bourgeois. Les marchands durent laisser le bois au port pendant trois jours à dater de l'arrivée, afin, était-il dit, *que les bourgeois et maîtres charpentiers en aient et lotissent pour leur nécessité et commodité comme font les menuisiers pour le fait de leur métier*.

Les prix demandés étaient parfois si élevés qu'ils écartaient d'abord les clients. Les marchands espéraient que, pressés par le besoin, les acheteurs finiraient par consentir les sacrifices exigés. C'est pour déjouer ce calcul qu'il fut décidé que les marchandises conduites au marché devaient être vendues dans un certain délai passé lequel elles seraient mises au rabais. On évitait ainsi que par suite de l'obstination des vendeurs certaines denrées ne fussent défrachées et complètement perdues. Dans l'ordonnance de 1567, l'article 16 de la Police des grains était ainsi conçu : *Celui qui aura déclaré le prix de son grain... sera tenu de le vendre dans le premier ou second marché, et s'il vient jusques au troisième sera mis au rabais*. Le bois et le foin devaient être mis au rabais s'ils n'étaient pas vendus trois jours après l'arrivée (1). Pour le vin, les délais étaient plus longs ; ils variaient d'ordinaire entre huit et quinze jours selon les sortes (2).

On défendit au vendeur d'élever le prix tout d'abord déclaré (3). C'était une mesure tout à fait judicieuse

1. Ordonnance de 1567. *Police du bois* et *Police du foin*.

2. Règlement du 8 mars 1573 et arrêt du Parlement du 14 août 1577.

3. Ord. du 4 février 1567 et du 21 novembre 1577 (*Police des grains*) Cf. Règlement du 8 mars 1573.

qui empêchait les marchands d'accroître leurs prétentions lorsque, vers la fin du marché, les acheteurs devenaient plus nombreux et la marchandise plus rare. Le vendeur était donc dans l'impossibilité de profiter de l'augmentation de l'offre et de la diminution de la demande pour élever ses prix. Chose étonnante, il fallut interdire aux acheteurs d'offrir aux marchands plus que ceux-ci ne demandaient. Quels étaient donc ces singuliers clients, si bizarrement généreux ? C'étaient d'ordinaire des regrattiers accapareurs qui consentaient à acheter très cher pour revendre plus cher encore. C'étaient aussi de riches bourgeois qui ne regardaient pas à la dépense et voulaient s'assurer les meilleurs morceaux ou bien tout simplement éblouir le peuple de leur prodigalité. L'Assemblée de Police du Châtelet du 28 septembre 1590, voulant mettre fin à cette pratique qui contribuait à aggraver la cherté, prit la décision suivante : *Et parce qu'avons aperçu qu'aucuns sont si mal affectionnés au public ou mal avisés et indiscrets, que d'offrir plus grand prix que le marchand n'a premièrement demandé : défenses sont faites à toutes personnes de commettre cette faute sous peine de confiscation de la marchandise qu'elles auront achetée et de punitions corporelle, s'il se trouve qu'il y ait dol ou monopoles.*

Les nombreuses prescriptions concernant les marchés furent-elles respectées ? C'est très probable, car en cette matière, les autorités publiques se plaignirent, rarement de l'inexécution de leurs ordres (1).

Les magistrats surveillèrent rigoureusement les marchés et l'armée des jurés vendeurs contrôleurs et mesureurs eut à cœur de justifier par son zèle l'existence de charges dont l'utilité pour les consommateurs était très contestée. Il semble qu'en général tous ces officiers ont fait leur service et que la réglementation des marchés a eu toute l'efficacité dont elle était susceptible. Assurément, dans les cas de disette, les marchés

1. Voir cependant le Règlement du 8 mars 1573.

les mieux organisés restaient impuissants à procurer aux citadins des vivres à bon compte, mais néanmoins, ils exerçaient sur les prix une action bienfaisante.

Malheureusement les marchés n'étaient pas toujours aussi fréquentés qu'ils auraient dû être. Deux causes principales contribuaient à les faire délaisser. La perfection même du contrôle incitait les marchands forains à s'écarter des marchés les mieux réglés. D'autre part, les échangistes se détournaient des marchés publics parce qu'on y percevait des taxes assez lourdes sur toutes les denrées vendues. Sous François I^{er}, un droit de 1 sol par livre frappait la vente du bétail à *pied fourché* sur le marché de Paris. Des marchés libres se constituèrent aux environs de la capitale. Comme ils n'étaient pas surveillés et échappaient à l'imposition, le marché de Paris fut déserté. Une déclaration du 1^{er} juillet 1539 soumit les nouveaux marchés aux taxes perçues ailleurs. Mais Henri II ayant porté à 1 sol 6 deniers par livre l'imposition levée à Paris, le marché de cette ville fut à nouveau délaissé et la cherté s'ensuivit (1). Pour y remédier l'ordonnance du 4 février 1567 égala les droits levés sur les différents marchés et, un mois plus tard (2), le droit perçu sur le marché de Paris fut réduit à 1 sol par livre.

Il fallait que l'utilité de marchés publics bien réglés fût évident pour que le roi toujours à court d'argent consentît à modérer une fiscalité chaque jour plus avide. L'opinion publique elle aussi était favorable à la réglementation. De Montand, l'auteur du *Miroir des Français*, considérait l'organisation de marchés publics contrôlés comme l'un des meilleurs moyens de lutter contre la cherté. Les représentants de la Ville de Paris n'étaient pas d'un avis différent. En 1598, le roi, voulant se procurer des ressources, créa aux environs de Paris de nouveaux marchés qui, par la suite, furent laissés sans surveillance. Aussi le marché parisien devint-

1. Delamarre, II, 594.

2. Edit du 17 mars 1567.

il à peu près désert ; le prix de la viande augmenta d'une façon considérable. Le Prévôt et les échevins élevèrent alors une protestation énergique (1) : la désertion du marché de Paris, dirent-ils, a pour conséquence que les habitants *passent par la miséricorde des bouchers qui vendent à tel prix qu'ils veulent.*

On voit que les gens du xvi^e siècle étaient persuadés que la réglementation des marchés avait une influence heureuse sur le coût de la vie. Il est à croire qu'ils ne se trompaient pas.

1. Avis du 19 mai 1598. Delamarre, t. II, p. 596.

CHAPITRE XIX

LA RÉDUCTION DU NOMBRE DES INTERMÉDIAIRES

Avant de parvenir au consommateur, une marchandise passe d'ordinaire par les mains d'intermédiaires qui concourent à la production ou à la vente et qui prélèvent chacun une rémunération. Il est certain que plus il y a d'intermédiaires inutiles, plus le prix de la marchandise a tendance à s'élever. Ce fait n'avait pas échappé à nos ancêtres du xvi^e siècle et même à leurs devanciers. Lorsqu'il voulurent lutter contre la cherté de la vie, une de leurs armes favorites fut la diminution du nombre des intermédiaires. Les mesures qu'ils prirent furent variées. Les principales peuvent être groupées en quatre catégories : l'interdiction de regratter, l'obligation de vendre en personne, la réunion de métiers concourant à une même fabrication et la suppression d'offices inutiles.

L'opinion et les pouvoirs publics s'accordaient à considérer les regrattiers comme des êtres malfaisants, responsables en grande partie de la cherté. Cette hostilité était un reste de l'antique réprobation qui avait entouré si longtemps tous les commerçants. Au xvi^e siècle, on commençait à se rendre compte que le commerce était quelque chose d'utile, mais pendant tout le Moyen Age, le marchand était apparu comme une sorte de parasite et de voleur. Les docteurs de l'Eglise, après Aristote, l'avaient flétri en termes véhéments. Il n'y a pas à s'en étonner, car les marchands de cette époque n'étaient trop souvent que des usuriers ou des accapareurs qui profitaient de la disette et

même la provoquaient artificiellement. L'industrie étant peu développée, les artisans produisaient sur place de quoi satisfaire à la consommation locale. Cependant les besoins s'amplifièrent et se compliquèrent peu à peu ; le commerce extérieur devint plus intense et nombre de marchands allèrent chercher au loin les produits qui faisaient défaut à leur pays. D'autres commerçants, sortant de leur rôle d'intermédiaires passifs, firent subir à leurs marchandises certaines transformations. Par exemple, ceux qui vendaient des volailles se mirent à les préparer et à les faire cuire, ce qui souleva d'ailleurs des protestations très vives.

On reconnut que beaucoup de marchands étaient réellement créateurs d'utilité soit en amenant certaines denrées à proximité des consommateurs, soit en rendant certains produits plus aptes à satisfaire les besoins. On excepta donc de la réprobation générale les négociants qui trafiquaient au loin et les petits marchands qui étaient mi-commerçants, mi-artisans. Ces distinctions entre le commerce utile et le commerce parasite, Aristote les avait déjà faites, mais certains docteurs de l'Eglise, plus rigoureux, les avaient repoussées. Par la suite les canonistes et les théologiens adoucirent leur sévérité et, dans le courant du xvi^e siècle, les préjugés contre le commerce disparurent en partie. Le commerce extérieur finit par être regardé comme la source principale de la richesse et de la puissance. C'est sur lui que le gouvernement compta pour s'approprier une part des métaux précieux et des richesses de toutes sortes que les découvertes maritimes avaient mis à la portée des convoitises européennes. Les pouvoirs publics jadis hostiles aux commerçants commencèrent à les protéger.

Pourtant, au début du siècle, on gardait vis-à-vis des marchands une certaine méfiance. On voyait toujours avec défaveur les regrattiers qui se bornaient à revendre en détail, sans les transformer, les produits qu'ils avaient achetés en gros. La hausse des prix avait eu

pour résultat de multiplier le nombre de ceux qui faisaient du commerce. Au métier parfois rude de paysan ou d'artisan, beaucoup préféraient la profession peu fatigante et souvent lucrative de revendeur. Naturellement, tous ces intermédiaires inutiles prélevaient un gain sur les marchandises qui passaient entre leurs mains et les prix s'élevaient d'autant.

L'hostilité contre les regrattiers avait encore une autre raison. C'est que ces parasites étaient d'ordinaire des gens louches qui étaient coutumiers d'agissements malhonnêtes souvent dénoncés par les écrivains comme par les ordonnances royales. Dans les lettres patentes du 8 mars 1556, on trouve décrites les manœuvres des regrattiers qui *surviennent les vins*, de sorte qu'il est impossible de s'en procurer *au juste prix*. *Quand ils ont commencé à vendre à bas prix un jour, les haussent le lendemain et les mettent à plus haut prix, et où ils ne les peuvent vendre à leur mot, les enlèvent desdits ports et étapes sans les vendre et achever les ventes commencées et les mettent dans des caves pour y regagner et regratter*. Habituellement, ceux qu'on appelait les regrattiers ne faisaient pas partie de l'organisation générale des métiers ; ils n'appartenaient pas aux corporations réglementées qui offraient certaines garanties d'honnêteté. Pourtant certains marchands, membres de corporations officiellement reconnues, se livraient, eux aussi, aux manœuvres que le roi condamnait sous le nom de regratteries.

Les pouvoirs publics édictèrent à maintes reprises la prohibition absolue de regratter. Une ordonnance du Châtelet de Paris, rendue le 23 novembre 1546, interdit le regrat en ces termes catégoriques : *Tous regrattiers qui se entremettent de vendre grains de blé, seigle, orge, avoine et pain en cette ville et faubourgs de Paris, sont du tout abolis, et défendons de revendre grain et pain sur peine de punition corporelle*.

Pour supprimer plus sûrement le trafic des regrattiers, l'ordonnance de 1567 réserva le commerce des grains aux personnes autorisées par la police. Cette

ordonnance interdit aussi de regratter le bois et le foin. Quant aux regrattiers du bétail, elle décida qu'ils seraient châtiés « exemplairement » et qu'au besoin, on les contraindrait à vendre leurs bêtes à prix coûtant (1).

Le regrat n'était pas toujours interdit d'une façon absolue. On se rendait compte qu'en certaines occasions il pouvait rendre quelques services. En novembre 1583, le Conseil du Roi reconnut publiquement la nécessité qu'il y eût *quelque débatement par le menu des denrées pour la commodité du menu peuple et des passants*. Il refusa de tenter la suppression complète des intermédiaires en rendant obligatoire l'institution de magasins municipaux (2).

En temps de disette, on autorisait parfois le regrat parce que l'on espérait que l'ingéniosité des petits commerçants ferait sortir les vivres de leurs cachettes. Mais quand le regrat n'était pas prohibé, on prenait des précautions pour éviter les abus. C'est ainsi que le Parlement, par arrêt du 4 mai 1540, accorda aux regrattiers de conserver le bétail et de l'engraisser pendant une durée n'excédant pas six semaines. Les lettres patentes du 8 mars 1556 et le règlement du 8 mars 1573 invitèrent les officiers de police à redoubler de sévérité à l'égard des regrattiers. On a vu (3) d'autre part que, sur les marchés, les regrattiers ne pouvaient s'approvisionner qu'une fois les bourgeois servis.

Afin de supprimer les intermédiaires inutiles, on employa aussi un autre moyen, voisin de l'interdiction de regratter. On obligea les propriétaires de marchandises à les vendre par eux-mêmes ou par leurs gens. On désirait éviter que les vendeurs n'eussent recours à des courtiers dont la rémunération aurait aggravé le coût des marchandises et qui, mandataires de plusieurs

1. L'interdiction de regratter fut souvent renouvelée, notamment par le Parlement, le 22 octobre 1579, et par le Châtelet de Paris, le 26 juillet 1571.

2. Cf. *supra*, ch. XVIII.

3. Cf. *supra*, ch. XVIII.

marchands, auraient pu devenir des spéculateurs et des accapareurs dangereux. On voulait aussi empêcher que des courtiers libres ne vinssent faire concurrence aux titulaires d'offices de vendeurs. Les ordonnances de 1567 et de 1577 décidèrent que ceux qui amèneraient du foin sur les marchés devraient le débiter en personne ou par leurs gens. La même obligation fut imposée aux marchands de vin par le règlement du 8 mars 1573. Une série d'arrêts concernant les maîtres de la Grande Boucherie leur enjoignit d'occuper en personne leurs étaux (1), mais un arrêt du 4 mai 1540 leur permit de louer.

La royauté qui désirait le bon marché et la suppression des frais grevant inutilement le prix des denrées aurait dû, semble-t-il, s'attaquer aux privilèges des corporations. En effet, ces privilèges avaient pour résultat qu'un objet dont la fabrication n'aurait exigé qu'un seul individu, devait passer entre les mains de trois ou quatre ouvriers appartenant à des métiers différents. Quelle économie n'aurait-on pas réalisée à réunir des métiers comme ceux de savetiers et de cordonniers, comme ceux de rôtisseurs et de poulaiillers, professions connexes dont les domaines étaient minutieusement déterminés et jalousement défendus contre les empiètements du voisin ? La royauté n'osait guère toucher à ces privilèges parce qu'elle en vendait la concession et la confirmation. Pourtant elle n'était pas sans comprendre qu'une meilleure organisation des métiers par la suppression des rouages inutiles aurait pu diminuer la cherté.

En 1513, les charcutiers furent dispensés d'acheter leurs porcs chez les bouchers comme ils avaient dû le faire jusque-là (2). Le but de cette mesure était de faire

1. Arrêts des 2 avril 1465, 7 septembre 1501, 17 mai 1521.

2. Lettres patentes du 18 juillet 1513. L'exposé des motifs indique que, les bouchers vendant la viande de porc à leur mot et plaisir, le roi a voulu supprimer leur intermédiaire pour que la Ville de Paris fût plus amplement fournie, mieux pourvue desdites chairs de porc, et beaucoup à meilleur marché.

baisser le prix de la charcuterie, le roi l'affirmait nettement. L'ordonnance de 1567 essaya elle aussi de faire baisser les prix en réduisant les frais de production. Son article 4 décide : *que pour ôter la multiplicité des ouvriers, par les mains desquels passent les cuirs après la tannerie et les différends continuels qui sont entre eux, dont provient en partie la cherté des cuirs... les métiers de baudroyeur et de corroyeur seront confus en un, et pourront mêmes personnes faire l'un et l'autre métier pour parer et amollir les cuirs gros ou petits, durs ou mollets... pour employer l'une et l'autre façon, comme ils verront être.* Par contre, l'article 5 spécifie que la distinction est maintenue entre savetiers et cordonniers.

La royauté avait, comme on l'a vu, institué un grand nombre d'officiers chargés de compter, de mesurer, de peser ou de vendre les marchandises. Ces titulaires d'offices, dont les services étaient souvent obligatoires, recevaient un salaire qui grevait le prix de la marchandise. On n'ignorait pas que le nombre exagéré de ces officiers aggravait la cherté. Mais, comme les officiers étaient pour le Trésor une source de profits très importants, le roi ne consentit que rarement à en réduire le nombre pour soulager ses sujets. Cependant l'ordonnance du 4 février 1567, voulant diminuer les frais des marchés publics, supprima l'intermédiaire obligatoire des titulaires d'offices pour la vente des grains, exception faite pour les offices de gardiens de greniers et de jurés mesureurs. Elle réduisit à 12 le nombre des jurés visiteurs-priseurs-et-compteurs de foin et décida qu'ils devraient exercer en personne. Au mois de décembre 1593, Henri IV abolit certains offices en alléguant qu'ils étaient une lourde charge pour les sujets et même pour le souverain.

Tels furent les efforts des gouvernants du xvi^e siècle pour combattre l'abus des intermédiaires. L'idée que cet abus constituait un facteur de cherté n'était pas inexacte, mais on exagérait peut-être l'importance de ce facteur. L'interdiction de regratter a été sans doute

bienfaisante, mais il semble que l'utilité du commerce de détail n'a pas été suffisamment comprise.

On ne peut que déplorer la politique contradictoire de la royauté qui, supprimant certains intermédiaires, en créait d'autres de ses propres mains en multipliant le nombre des officiers inutiles et en concédant des privilèges aux corporations. L'excuse de cette politique, c'est qu'on avait grand besoin d'argent et qu'on n'avait guère le choix des moyens pour s'en procurer.

CHAPITRE XX

LA RÉPRESSION DU GASPILLAGE ET DU LUXE

1. — Les édits contre le gaspillage

Parmi les mesures qui furent prises contre la cherté, les édits contre le gaspillage tinrent une place importante. La royauté essaya de restreindre ou de supprimer les consommations qu'elle jugeait inutiles ou abusives soit à cause de leur nature (c'était le cas pour l'usage des draps d'or), soit à cause de leur quantité (cas des excès de bonne chère).

Les consommations inutiles, qu'on peut englober sous le nom de gaspillages, ont pour résultat l'élévation des prix, parce qu'elles diminuent l'abondance ou augmentent la disette des produits. Le luxe n'est qu'une forme du gaspillage, mais ce n'est pas la seule. Il y a certains actes de consommations qui sont inutiles ou même nuisibles et qui sont tout à fait différents du luxe. Répandre sur le sol une bouteille de bon vin, ou prendre un meuble précieux pour en faire du feu, c'est évidemment du gaspillage, ce n'est pas du luxe (1).

Les édits royaux se sont parfois attachés à réprimer ces modes de gaspillage distincts du luxe qui étaient d'ordinaire désignés sous le nom de *dégâts*. On peut citer comme exemple les édits rendus contre le gaspil-

1. Pour distinguer le luxe des autres modes de gaspillage, on pourrait dire qu'il implique soit une idée de splendeur, soit une sensation de plaisir. Mais ce critérium n'est pas complètement satisfaisant. D'après M. Leroy-Beaulieu, *le luxe consiste dans cette partie du superflu qui dépasse ce que la généralité des habitants d'un pays, dans un temps donné, considère comme essentiel non seulement aux besoins de l'existence, mais même à la décence et à l'agrément de la vie* (*Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} novembre 1894).

lage du bois le 22 mai 1539, le 24 septembre 1563, le 29 avril 1565 et au mois de mai 1597. Ils interdirent de faire des échalas pour la vigne avec du chêne, de faire des colrets avec des arbres capables de servir de bois d'œuvre, de couper les bois taillés plus souvent que tous les dix ans. L'important, c'est qu'ils constatent explicitement que le gaspillage a pour résultat la cherté (1).

2. — Les édits contre le luxe

Le grand effort de la royauté se tourna contre le luxe de la table, du vêtement et de la vaisselle. Les parures et les habits fastueux, la vaisselle et les bijoux précieux, les festins plantureux et même les libations généreuses, en un mot toutes les formes du luxe attirèrent la sévérité du gouvernement qui combattit ces abus, sinon avec une vigueur efficace, du moins avec un très grand nombre de textes législatifs.

Quel critérium fallait-il employer pour distinguer les consommations excessives des consommations normales ? On considérait, au xvi^e siècle, qu'il y avait pour les marchandises un juste prix, pour les artisans un juste salaire, pour le commerçant un juste profit, et on estimait de même qu'il existait pour tout individu, suivant sa catégorie sociale, un train de vie convenable, un certain niveau d'existence qu'il ne devait pas dépasser. Tels besoins, jugés normaux chez un noble seigneur, étaient regardés comme superflus et condamnables chez un roturier. Le même costume qui sur le dos d'un bourgeois aurait semblé d'un luxe outrancier paraissait modeste et convenable s'il était porté par un gentilhomme. L'usage du vin était jugé nécessaire pour la classe moyenne, mais pour les domestiques c'était une dépense superflue qui devait être interdite. Il y avait donc pour tout homme une quantité déterminée de jouis-

1. Voir l'édit du 22 mai 1539 qui attribue au *dégât* la cherté du bois de chêne.

sances dont il devait se contenter. Rien de plus vague que ce « living standard », pourrait-on croire : pourtant la royauté n'estima pas impossible de le déterminer avec quelque précision ; elle s'imagina qu'il était en son pouvoir de limiter à sa guise les actes de consommation de ses sujets. Quels étaient donc les motifs qui l'inspiraient ? Ils étaient d'ordre très divers, religieux, moraux, sociaux, politiques, économiques et même fiscaux.

Le luxe était condamné par la religion et par la morale. Les prédicateurs ne cessaient de le flétrir du haut de la chaire. Ne favorisait-il pas la débauche, et l'argent qu'il faisait gaspiller n'aurait-il pas été mieux employé à secourir les pauvres ? Comme le disait Charles VIII : « Tels abus sont déplaissants à Dieu notre Créateur (1). »

En outre le luxe, et principalement celui des habits et des parures, avait l'inconvénient de confondre extérieurement les diverses classes de la société. La splendeur des vêtements et des bijoux devait servir à l'accroissement du prestige du souverain et des grands. Au Moyen Age et même au xvi^e siècle, le luxe des princes était un instrument politique, un moyen de gouvernement. Dans un état bien organisé, le costume devait être le symbole apparent de la hiérarchie des classes. Du haut en bas de l'échelle sociale les supérieurs interdisaient jalousement à leurs inférieurs de rivaliser avec eux par la richesse des accoutrements. Aux Etats-Généraux de 1560 (2), le Tiers demanda la répression du luxe des artisans tandis que la noblesse s'élevait contre le luxe des bourgeois, et, aux Etats de 1576 (3), la noblesse réclama l'application des lois somptuaires pour distinguer les gentilshommes des roturiers.

Au désir de maintenir la hiérarchie se joignait un motif d'ordre fiscal. La confusion des costumes facili-

1. Edit du 17 décembre 1485, préambule.

2. Picot, op. cit., t. II, p. 205.

3. Picot, op. cit., t. III, p. 58.

tait les usurpations de titres de noblesse, usurpations qui entraînaient des exemptions de la taille dont le poids retombait sur l'ensemble des contribuables déjà surchargés. C'est pourquoi, lors des Etats de 1560, le Tiers se trouva d'accord avec la Noblesse pour protester contre le luxe qui favorisait les usurpations (1).

Les lois somptuaires furent inspirées aussi par le souci d'attirer ou de retenir les métaux précieux en France. Jusqu'au xvii^e siècle, la plupart des objets de luxe, étoffes précieuses, bijoux, parfums, provenaient de l'étranger, surtout de l'Italie. Il en résultait des sorties d'or et d'argent. D'un autre côté, comme la France ne vendait guère au dehors que des denrées agricoles, les excès de table diminuaient les quantités de produits susceptibles d'être exportées et par suite les quantités de métaux précieux que le commerce extérieur faisait entrer dans le royaume.

Une autre considération que les édits reproduisaient volontiers, c'était que le luxe devait être réprimé parce qu'il entraînait des frais inutiles, *une grande et superflue dépense, du tout inutile*, comme disait Henri II dans sa déclaration du 19 mai 1547. Or, aux yeux du roi, les dépenses excessives étaient sources de ruines, multipliaient le nombre des gens sans ressources et renforçaient ainsi les éléments de désordre.

Parmi les motifs des édits somptuaires, voici maintenant celui qui nous intéresse le plus : on combattait le luxe parce qu'il était cause de raréfaction des denrées et de cherté.

Une conséquence des consommations superflues, c'était qu'elles détruisaient sans utilité des produits susceptibles d'être employés à la satisfaction des besoins les plus nécessaires. Si elles n'allaient pas jusqu'à amener de véritables disettes, elles engendraient tout au moins une augmentation du prix des marchandises. En effet, quand les habitudes de luxe se répandent, la demande

1. Picot, op. cit., t. II, p. 275.

de produits s'accroît et, si l'offre reste constante, les prix s'élèvent (1).

Autre conséquence du luxe : les dépenses excessives qu'il entraînait exigeaient des ressources énormes. Le luxe s'étant généralisé et s'étant étendu à toutes les classes de la société, marchands et artisans devaient faire face à des dépenses de plus en plus considérables ; il leur fallait donc des profits et des salaires de plus en plus élevés. Le résultat c'était naturellement la hausse des prix (2).

La royauté avait très bien compris l'action du luxe sur les prix ; elle l'exposa clairement dans plusieurs ordonnances. Les États Généraux partageaient à ce sujet l'opinion des conseillers du roi. Lors des États de 1560, les députés attribuèrent le renchérissement des denrées aux dépenses superflues faites par les femmes d'artisans (3). Les écrivains eux aussi regardaient le luxe comme un facteur de la cherté et, si Jean Bodin et du Haillan n'avaient qu'une médiocre confiance dans les edits somptuaires, de Montand au contraire les considérait comme un excellent moyen de remédier à la hausse.

Ainsi donc la répression du luxe au xvi^e siècle procéda de considérations très diverses. Suivant les périodes et suivant l'objet spécial de chaque édit, ce fut telle ou telle préoccupation qui domina, les autres ayant été reléguées au second plan ou faisant tout à fait défaut. D'ordinaire la réglementation du costume et des parures visait surtout à éviter la confusion des classes et aussi à empêcher la sortie des métaux précieux. Les restrictions imposées aux festins se référaient principalement à la crainte de la disette et de la cherté, ainsi qu'au désir de prévenir le désordre et d'enrayer la débauche. Quant à la prohibition du luxe de la vaisselle, elle avait pour cause à peu près unique la pénurie des

1. Cf. Préambule de l'édit du 24 mars 1583.

2. Cf. Préambule de l'édit de juillet 1576.

3. Picot, *op. cit.*, t. II, p. 205.

matières d'or et d'argent dont souffraient les Hôtels des Monnaies.

En combattant le luxe, Philippe le Bel avait voulu maintenir la hiérarchie sociale. Charles VIII avait eu certains soucis religieux. Sous François I^{er} le désir d'éviter les dépenses inutiles prédomina en même temps que la crainte de l'exportation du numéraire. Un peu plus tard, et jusqu'aux dernières années du règne de Henri III, ce fut la lutte contre la cherté qui prit la première place. Sous Henri IV enfin, l'idée mercantiliste fut la grande inspiratrice des édits : on voulut attirer l'or et le retenir.

Il ne faut pas oublier que dans beaucoup d'ordonnances somptuaires le but poursuivi était complexe et qu'il n'était pas toujours clairement indiqué. Souvent, il n'était pas facile de distinguer, parmi les motifs donnés par le préambule, ce qui était la cause véritable et ce qui n'était que prétexte.

3. — Les restrictions alimentaires

Au cours du xvi^e siècle, les Français furent saisis d'une ardente soif de jouissance qu'ils avaient peut-être rapportée d'Italie, mais qui certainement provenait pour une bonne part de la prospérité économique. Les nouveaux riches, nombreux à cette époque, s'empressèrent de profiter de leur fortune récente; ils firent bombance et menèrent joyeuse vie. Les habitudes de bonne chère se répandirent et jusque dans les classes populaires on voulut bien boire et bien manger. Les banquets joyeux et copieux se multiplièrent, on saisit toutes les occasions de festoyer : réunions corporatives, fêtes de familles, solennités religieuses.

Tant que l'industrie et le commerce prospérèrent, tant que les agriculteurs purent travailler en paix, tout alla assez bien. Mais peu à peu, la consommation des vivres devint trop grande par rapport à la production. Quand celle-ci fut fortement compromise par les guerres

de religion, les consommateurs ne parurent pas disposés à se restreindre : le coût de la vie devait forcément s'en ressentir.

On a vu comment des écrivains tels que Bodin, du Haillan et de Montand ont décrit, en la déplorant, la gloutonnerie de leurs contemporains qui aggravait la cherté des vivres déjà si grande.

Le gouvernement crut nécessaire d'intervenir pour mettre fin aux excès. Son intervention ne manquait pas de précédents. Déjà à Rome, les pouvoirs publics avaient réglementé les festins, restreint le nombre des convives et déterminé la dépense qui pouvait être faite (1). Plus tard, en l'an 1294, Philippe le Bel voulant contraindre ses sujets à l'économie, avait limité le nombre des plats et la quantité des victuailles autorisées dans les festins (2).

Pendant la première moitié du xvi^e siècle, les restrictions alimentaires imposées furent très rares. On défendit bien aux hôteliers de servir à leurs clients certaines denrées, mais les voyageurs étaient autorisés à se procurer ailleurs tous les mets qu'ils désiraient. L'ordonnance de Villers-Cotterets, rendue au mois d'août 1539, interdit les banquets à l'occasion de la réception des nouveaux maîtres de métier (3) : ce faisant, elle cherchait seulement à réduire les frais d'accession à la maîtrise.

Plus tard, quand les guerres civiles eurent ruiné le commerce et l'agriculture et que la pénurie des vivres se fit sentir, les prix s'élevèrent considérablement et on craignit la famine. Le roi s'en émut et voulut y pourvoir par les lettres patentes du 20 janvier 1563 qui constituent le texte le plus important en la matière.

1. Loi Orchia, 205 avant J.-C. Loi Fannia, 183 avant J.-C. Loi Licinia, 97 avant J.-C. (Delamarre, I, 460 et 461).

2. Delamarre, t. I, p. 462.

3. Cette interdiction fut renouvelée plusieurs fois, notamment en 1563, 1566, 1567, 1579. Elle fut répétée par l'ordonnance de décembre 1581.

car les édits qui l'ont suivi n'ont guère fait que le reproduire. Le préambule affirmait que *l'excessive cherté de toutes sortes de vivres* était due principalement au luxe et aux excès de bonne chère

L'article 2 interdisait aux hôteliers de servir du gibier, du lapin ou de la volaille. Mais la portée de cette défense était restreinte par l'article 23 qui autorisait les clients à apporter à l'auberge n'importe quelles viandes pour les faire cuire par l'hôtelier.

L'article 30 était ainsi conçu : *Et pour ce que lesdites superfluités se nourrissent et croissent par mauvais exemple que les uns prennent des autres : nous inhibons et défendons que..... en quelques noces, banquets, festins ou tables privées que ce soit, n'y ait dorénavant plus de trois services : à savoir les entrées de table, puis la chair ou poisson, et finalement l'issue. Que toutes sortes d'entrées, soit en potage, fricassée et pâtisserie n'y aura que six plats. Pareillement de viande, soit de chair ou de poisson, n'y aura pour le plus que six plats, en chacun desquels ne pourra avoir qu'une sorte de viande..... Et quant à l'issue des tables, soient fruits, tarte ou autre pâtisserie, fromage et autre quelconque n'y aura au semblable que six plats. On voit que les restrictions imposées n'étaient pas bien rigoureuses et qu'on pouvait encore se restaurer confortablement.*

Le contrevenants devaient être punis d'une amende de deux cents livres pour la première fois, et de quatre cents livres en cas de récidive. Pour stimuler les dénonciateurs on leur promettait la moitié du produit des amendes (art. 30). Tout convive, prenant part aux repas faits en infraction à l'ordonnance, devait avertir les magistrats dans les vingt-quatre heures à peine de quarante livres d'amende (art. 31). Si parmi les invités se trouvaient des magistrats royaux, ils devaient partir incontinent et procéder promptement à la condamnation des infracteurs (art. 32). Les cuisiniers ayant préparé ou servi les banquets qui tombaient sous le coup de la loi, étaient très sévèrement châtiés. A la première infrac-

tion, ils pouvaient en être quittes avec 10 livres d'amende et quinze jours de prison au pain et à l'eau, mais ils étaient exposés, en cas de double récidive, à payer 40 livres d'amende et à être *fustigés et bannis du lieu, comme pernicious à la chose publique* (art. 33).

Vu la grande pénurie de moutons et poulailles, et afin de favoriser le repeuplement, il était interdit de tuer ou de manger des agneaux jusqu'à nouvel ordre et des poules pendant un an (art. 35).

Les efforts du roi n'ayant pu empêcher la cherté et la disette de vivres de s'accroître, la déclaration du 20 février 1565 essaya d'y remédier en réitérant les prescriptions de l'ordonnance de 1563, mais les ordres royaux restèrent vains et l'édit du 19 février 1566 les renouvela sans plus de succès.

L'ordonnance du 4 février 1567 confirma les édits précédents. L'usage du vin fut interdit « aux valets et mercenaires des laboureurs des champs », sauf à certains jours de l'année. Il fut défendu aux hôteliers de recevoir chez eux les habitants de leur ville lorsque ceux-ci ne se trouvaient pas en compagnie d'étrangers. Le 25 mars 1567, une déclaration royale essaya de faire exécuter les édits de 1563 et de 1565, mais malgré les efforts du gouvernement, la disette se mit à sévir cruellement : le peuple eut mille maux pour se procurer du pain. Pendant ce temps les riches employaient en prodigalités et en dépenses superflues l'argent qu'ils auraient dû destiner au soulagement des pauvres (1).

Le 20 octobre 1573, le roi rendit un nouvel édit pour faire cesser les *grandes et excessives dépenses* qui se faisaient en habits et en festins. Il ordonna la publication et l'observation des édits somptuaires et autorisa les commissaires du Châtelet de Paris à assister à tous les banquets.

Les cabarets étant devenus de véritables repaires de

bandits et des lieux de débauche où la jeunesse se livrait à de folles dépenses, un édit du mois de mars 1577 décida d'en *retrancher le nombre superflu*, et d'exiger pour l'exercice de la profession d'hôtelier une autorisation royale. L'édit n'eut pas les résultats qu'on en attendait ; la débauche persista et la jeunesse continua à faire bombance (1). L'ordonnance du 21 novembre 1577 reproduisit les dispositions antérieures relatives aux restrictions, mais elle en adoucit quelque peu la rigueur.

Au mois de novembre 1583, les Conseillers du Roi reconnurent qu'il était inutile de faire de nouveaux règlements sur les banquets et les *excès de cuisines*. *Il y a, dirent-ils, grandes quantités de belles lois somptuaires pour ce faites, qui sont du nombre de celles qui sont déperies faute d'avoir été poursuivies jusqu'à exécution* (2).

Les prescriptions royales, maintes fois répétées restèrent inobservées. Les eût-on mieux respectées qu'elles eussent quand même été impuissantes à conjurer le renchérissement des denrées. Pendant les dernières années du siècle, comme la guerre continuait à ravager les campagnes et comme les terres demeuraient incultes, la production se trouva tout à fait inférieure aux besoins. Le peuple était dans une profonde misère : pour lui la disette était continuelle. Les restrictions édictées par le gouvernement n'auraient eu lieu de s'appliquer qu'aux quelques trafiquants enrichis par les calamités nationales. Ce n'est pas le superflu arraché à quelques profiteurs qui aurait pu permettre au peuple de vivre à bon compte ou même de manger à sa faim.

4. — La répression du luxe du costume et de la vaisselle

Vers la fin du xv^e siècle, les Français rapportèrent d'Italie le goût des habillements somptueux. La pros-

1. Delamarre, III, p. 724.

2. Fontanon, t. IV, p. 137.

périté économique aidant, le luxe se répandit dans tous les milieux, *chose qui moult déplaisait à aucuns des vieilles gens*, comme le notait Claude Haton (1). Les hommes rivalisèrent de coquetterie avec les femmes. C'était à qui aurait les plus beaux atours. Les écrivains du temps étaient unanimes à juger ce luxe insensé ; beaucoup le déploraient tout en le décrivant avec complaisance.

Les bourgeois des villes, dit Claude Haton, *se sont voulu habiller hommes et femmes, à la façon des gentilshommes, les gentilshommes aussi somptueusement que les princes, les gens des villages à la manière des bourgeois des villes* (2).

On ne se contentait pas d'être richement habillé, ni d'être couvert de bijoux, on voulait des meubles luxueux, tout couverts de dorures. Tandis que beaucoup de bourgeois avaient de la vaisselle d'or ou de vermeil, les plats d'argent n'étaient pas rares chez les artisans et chez les paysans.

Au xvi^e siècle, suivant l'exemple de Charlemagne, de Philippe le Bel et de Jean le Bon (3), les rois essayèrent de réfréner les goûts somptuaires de leurs sujets. Les édits contre le luxe assez peu fréquents au début se multiplièrent par la suite.

Dès le règne de Louis XII, des restrictions furent apportées à la fabrication de la vaisselle d'or et d'argent parce qu'on attribuait aux orfèvres la pénurie de monnaie dont souffrait alors la France (4). En 1516, un édit du 18 février prohiba l'entrée en France des draps d'or, d'argent et de soie afin d'empêcher la sortie du numéraire. Après la fameuse disgrâce de Semblançay,

1. Haton, op. cit. t., I, p. 17.

2. Claude Haton, op. cit., I, p. 92.

3 Charlemagne, par un capitulaire de 808, fixa un prix maximum aux vêtements afin d'éviter les accoutrements somptueux. Philippe le Bel, en 1294, régla minutieusement le costume et les parures d'après le rang social des individus. Jean le Bon et Charles VII réglèrent les ouvrages d'orfèvrerie. Parmi les nombreux édits somptuaires, citons l'ordonnance du 17 décembre 1485 qui interdit le port des draps d'or, d'argent, de soie et de velours.

4. Ordonnance du 22 septembre 1506.

au mois de juin 1532, un édit fut rendu contre le luxe des financiers ; son but était exclusivement politique et sa portée très restreinte.

Le 8 décembre 1543, François I^{er}, voulut mettre fin à l'*excessive et superflue dépense* qui résultait du luxe des habits et qui occasionnait aux Français des *frais inutiles* tandis qu'elle permettait aux étrangers de s'enrichir aux dépens du Royaume. Le roi interdit à tous ses sujets, sauf aux Enfants de France, de porter des draps d'or, d'argent ou de soie ainsi que des passements d'or, d'argent ou de velours. Quelques années plus tard, la reine Catherine et son entourage italien introduisirent à la Cour un luxe inouï qui se répandit partout, si bien que Henri II, par déclaration du 19 mai 1547, dut renouveler les défenses de François I^{er} en les étendant aux femmes non visées par l'édit de 1543.

Le souci de combattre la cherté n'était sans doute pas étranger aux édits de 1543 et de 1547. Quand le roi, tel un bon père de famille soucieux du bien-être de ses enfants, interdisait les dépenses inutiles, il cherchait à préserver ses sujets de la ruine, mais, très probablement, il se rendait compte aussi que les dépenses excessives favorisaient la hausse des prix.

Dans l'édit du 12 juillet 1549, Henri II déclara qu'il voulait enrayer la hausse du coût de la vie. Voici, d'après le préambule, pourquoi cet édit fut rendu. Les ordonnances précédentes n'étaient pas respectées et le luxe augmentait chaque jour. Il en résultait qu'un grand nombre de familles étaient menacées de ruine et que les gens de tous états étaient contraints de chercher l'accroissement de leurs gains et salaires. La conséquence, c'était le renchérissement de toutes les marchandises. Le luxe s'étant répandu parmi les gens de toutes classes, il était devenu impossible de les distinguer les uns des autres.

L'édit régla avec minutie les costumes et les parures des hommes et des femmes. Il fixa la couleur, la disposition, la nature des étoffes que chaque individu devait porter suivant son rang et les bijoux dont chacun

pouvait se parer. C'était, comme on l'a dit, un véritable « code de la toilette masculine et féminine » (1). Ronsard le célébra en des vers enthousiastes qu'il adressa au Roi :

*Le velours trop commun en France
Sous toi reprend son vieil honneur
Tellement que ta remontrance
Nous a fait voir la différence
Du valet et de son seigneur (2).*

L'édit de 1549 ne fut pas sans rencontrer quelque opposition. L'interprétation souleva des difficultés que le Parlement soumit au Roi. Celui-ci trancha les controverses par décision du 27 octobre 1549. Le 24 mai 1550, le Parlement enjoignit au Prévôt de Paris et à ses lieutenants de faire publier à nouveau l'édit contre le luxe avec ses interprétations et de veiller à son exécution intégrale.

Mais, à la mort de Henri II le luxe s'étala de plus belle. En 1560, lors des Etats d'Orléans, Lange, orateur du Tiers, s'éleva contre le luxe du clergé, des gens de justice et surtout des partisans et financiers qui surpassaient, disait-il, *toutes les efféminations des Asiatiques et des Anciens Sybarites* ? L'orateur de la noblesse, Jacques de Silly, protesta contre les gens de toutes conditions qui allaient à cheval et s'habillaient comme la noblesse en avait seule le droit (3).

L'ordonnance d'Orléans de janvier 1560 et les lettres patentes du 22 avril 1561 s'efforcèrent de donner satisfaction aux remontrances des Etats. L'ordonnance d'Orléans (art. 145 et 146) défendit de dorer le plomb, le fer et le bois ; elle interdit l'usage des parfums étrangers. Les lettres patentes de 1561 déterminèrent d'une façon très détaillée, les vêtements et parures autorisés suivant les catégories sociales ; il fut interdit aux marchands de vendre de la soie à crédit.

1. L'expression est de M. Pigeonneau, t. II, p. 67.

2. Cité par Pigeonneau, t. II, p. 68 en note.

3. Delamarre, I, 421.

Cette ordonnance, écrit Delamarre (1), n'eut aucune exécution; les troubles de l'Etat augmentèrent et le luxe fit le même progrès; ainsi au lieu de diminuer la superfluité et la dépense excessive des habits, deux modes nouvelles enchérèrent sur tout ce qui s'était vu par le passé. Les hommes inventèrent des habits dont les hauts de chausse étaient rembourrés de crin, de bourre, de coton ou de laine et les plus enflés étaient les plus beaux; les femmes prirent d'Espagne la mode des vertugadins, qui élevaient leurs robes en cercles autour d'elles de huit ou dix pieds de circonférence; ainsi l'un et l'autre sexe fit consister la parure à grossir sa taille... Cette mode bizarre consommait beaucoup d'étoffe et coûtait des sommes considérables en façons.

L'édit de pacification du mois de mars 1563 (2) ayant rétabli pour quelque temps le calme dans le Royaume, le chancelier de l'Hôpital voulut en profiter pour restaurer l'ordre et en particulier pour réprimer les excès du luxe. La déclaration du 17 janvier 1563 reproduisit les motifs et les dispositions des lettres patentes d'avril 1561. Pour faire cesser les abus récents, elle édicta quelques prescriptions nouvelles. Comme le prix de la façon des habits dépassait de beaucoup le prix de l'étoffe, le roi interdit de donner plus de 60 sols par pièce pour la façon d'un habit; pour les vêtements d'un laquais, le prix maximum autorisé fut fixé à 20 sols. Une amende de 100 livres parisis par infraction devait punir les contrevenants. Il fut défendu aux femmes de porter des vertugadins de plus d'une aune et demie (3). En 1565, après que le roi eut permis aux damoiselles l'usage du taffetas, on se mit à fabriquer du taffetas dont le prix atteignit bientôt celui des étoffes interdites (4). L'ordonnance du 4 février 1567 confirma

1. Delamarre, I, 422 et 423.

2. Dela. I 423.

3. Autre disposition de l'édit : ne pourront aussi les damoiselles porter dorure à la tête... sinon la première année qu'elles seront mariées.

4. Déclaration du 20 février 1565.

les ordonnances précédentes. La mise en vente et le port d'habits prohibés furent punis de confiscation et d'amende. Les magistrats furent invités à taxer les vêtements et à régler le costume des gens des champs.

Les guerres de religion ayant à nouveau troublé le bon ordre, les abus recommencèrent malgré l'inter-vention réitérée du roi (1) et des Parlements et malgré la réprobation véhémement des prédicateurs. Henri III, depuis peu sur le trône, essaya de rétablir la paix intérieure en accordant l'édit de pacification du 5 mai 1576. Plein de zèle, le nouveau roi voulut supprimer tous les abus : le luxe lui parut le plus criant. Dès le mois de juillet 1576, accusant le luxe d'être une cause de cherté et de confusion sociale, Henri III prescrivit d'observer les édits somptuaires sous peine d'une amende de 1.000 écus. Il défendit aux roturiers de prendre le titre et le costume des nobles ; il interdit à leurs femmes de porter du velours et de s'habiller comme des damoiselles.

L'ordonnance monétaire de septembre 1577 régla-menta les ouvrages d'orfèvrerie et fit défense de dorer ou d'argenter les objets qui n'étaient pas destinés au culte divin ou à l'usage des princes. Bientôt les guerres intestines recommencèrent et l'anarchie qui en résulta empêcha l'exécution des ordres royaux. Henri III dut constater lui-même que ses efforts restaient vains : *Jamais, demémoire d'homme, dit-il, il ne s'est vu un tel excès et licencieux débordement ès dits habits et autres ornements, qu'il est à présent. De là vient que toutes sortes d'étoffes enchérissent de jour à l'autre, l'or et l'argent se transportent en grande quantité hors cestuy notre Royaume, nos sujets se détruisent et appauvrissent et... Dieu y est grandement offensé et la modestie s'en va presque du tout éteinte : tellement que mal aisément peut-on reconnaître aujourd'hui les qualités et condi-*

1. Ordonnance du 25 mars 1567. Edits des 21 avril 1571, 15 février 1573, 2 janvier 1574.

tions des personnes pour le peu de différence qui est es étoffes, valeur et somptuosité de leurs vêtements (1).

Le 24 mars 1583, une ordonnance royale vint à nouveau réglementer le port des habits, bijoux et pierres en tenant compte du rang social des individus. Elle fut tout d'abord très mal observée et, dès le 4 juin, le roi dut stimuler le zèle du Prévot de Paris. Il semble que par la suite l'ordonnance fut mieux respectée, car au mois de novembre 1583, le Conseil du Roi déclara qu'elle avait été aisément exécutée et qu'elle avait généralement rencontré l'approbation de l'opinion.

Pendant la plus sombre période des guerres de la Ligue, l'autorité royale étant paralysée, les édits somptuaires restèrent lettre morte. « *Jamais, constate Delamarre, le désordre de la pompe des habits et autres dépenses superflues ne se déborda si fort que pendant les calamités publiques : il semble... que ce soit un fléau de Dieu qui aille de pair avec les guerres (2).*

De 1594 à 1598, le roi renouvela cinq fois l'interdiction des draps d'or et d'argent (3), mais, afin de favoriser l'industrie qu'il voulait développer en France, il autorisa l'usage de la soie et interdit l'entrée des soies étrangères en même temps qu'il prohibait à nouveau les draps d'or et d'argent (4).

La soie n'étant plus défendue, l'usage en devint commun et les habits de pure soie ne satisfirent plus les amateurs de luxe. On mêla donc aux tissus de l'or, de l'argent et des perles (5). Les métaux précieux manquèrent alors aux Hôtels des Monnaies et le roi dut intervenir au mois de juillet 1601. Désireux de voir ses sujets reluire *plutôt en bonne mœurs et parcimonie qu'en clinquants et dorures*. Henri IV interdit le port, la

1. Préambule de l'ordonnance du 24 mars 1583.

2. Delamarre, I, 420.

3. Pigeonneau, t. II, p. 316.

4. Edit de janvier 1599.

5. Delamarre, I, 426.

vente et la fabrication des draps, toiles, boutons et passements d'or et d'argent. Une amende de 500 écus et la confiscation des objets prohibés devaient frapper les contrevenants.

Le préambule de l'édit de 1601 pourrait servir de conclusion à l'histoire des lois somptuaires du xvi^e siècle. Le roi s'exprimait en ces termes empreints de quelque amertume : *C'a été peu de chose que les lois, quand les mœurs se sont trouvées contraires, et du tout corrompues... Les magistrats qui devaient avoir l'œil sur l'observation d'icelles... les ont laissé violer à leur vue et connaissance... Les plus petits même sont entrés en de si grandes superfluités et vaines apparences que n'ayant ni or ni argent en leurs coffres, en ont leurs habits tout couverts. Et quelques-uns, à l'exemple et envi des plus riches, portent sur eux la meilleure partie de leurs fonds et héritages.*

Il paraît donc certain que les édits sur le costume n'ont pas été exécutés. Les doléances des Etats généraux de 1560 et de 1576, l'attestation des écrivains du temps concordent sur ce point avec l'édit de 1601 et les innombrables ordonnances qui, avant lui, déplorèrent l'inobservation des ordres royaux. Jean Bodin l'affirme nettement : *On a fait de beaux édits, mais ils ne servent de rien : car puisque on porte à la Cour ce qui est défendu, on en portera partout, tellement que les sergents sont intimidés par les uns et corrompus par les autres. Joint aussi qu'en matière d'habits on estimera toujours sot et lourdaud celui qui ne s'accoutre pas à la mode qui court* (1).

5. — Critiques des édits somptuaires

Pourquoi donc, malgré les injonctions répétées des pouvoirs publics et malgré la menace de châtimens sévères, les progrès du luxe ne purent-ils être enrayés ? Est-ce à cause des guerres civiles qui réduisirent la royauté à l'impuissance ? Est-ce, comme le croyait Bodin, parce que les princes et leur entourage furent

1. Bodin, op. cit., p. 54 verso.

les premiers à donner le mauvais exemple ? Ces deux explications sont admissibles. Mais il est bien probable que l'inexécution des édits somptuaires tenait à leur nature même.

Vouloir déterminer les vêtements que chacun portera, les étoffes et les bijoux dont il pourra se parer, la quantité et la qualité des victuailles qu'il pourra consommer, mais c'est instaurer un véritable régime de tyrannie. Si l'on veut faire exécuter de telles prescriptions, il faut donner aux agents de la police des pouvoirs inquisitoriaux dont l'arbitraire paraîtra toujours intolérable à des Français. Les restrictions alimentaires qu'on a voulu imposer pendant la dernière guerre franco-allemande n'ont pas eu beaucoup plus de succès que celles qui furent édictées il y a quatre siècles, au temps des guerres civiles. Mieux avisés, les gouvernants du ^{xx}^e siècle n'ont pas essayé de réglementer les vêtements, et ils ont bien fait, car la loi reste sans force lorsqu'elle veut heurter de front cette reine puissante qu'est la Mode. L'intervention maladroite du législateur ne peut qu'ajouter l'attrait du fruit défendu à la satisfaction de suivre le goût du jour. Les édits somptuaires ont bien d'autres inconvénients. Le luxe est un puissant stimulant des énergies et, quand on le supprime, on enlève à beaucoup de gens tout motif de travailler. Par ailleurs les restrictions diminuent la demande et cette diminution peut être fatale à l'activité économique en décourageant les producteurs. Cependant les édits somptuaires ne méritent pas une condamnation absolue et sans réserves. Les restrictions peuvent être nécessaires en certaines circonstances pour écarter la famine et pour éviter la cherté. Il peut arriver que la production devienne très inférieure à la consommation et qu'il soit impossible d'augmenter la production par suite de guerres, de mauvaises récoltes ou d'autres calamités. Que faire alors ? Recourir à l'étranger ? C'est affronter le risque, si la situation se prolonge, d'appauvrir considérablement le pays. Il vaut beaucoup mieux res-

treindre la consommation pour parer aux insuffisances de la production. Mais, en pareil cas, il faut procéder plutôt par la persuasion que par la contrainte.

Nos rois l'avaient compris puisqu'ils essayèrent d'obtenir par la propagande l'obéissance que la force n'avait pu assurer (1). Devant le luxe qui persistait malgré la ruine économique du pays, la royauté demanda aux Français de s'imposer des restrictions volontaires et elle essaya de contraindre les récalcitrants à l'économie. On ne saurait l'en blâmer.

On peut toutefois regretter que les édits somptuaires n'aient pas eu pour but unique la lutte contre la cherté. Une des causes de leur échec, c'est que, cherchant à maintenir la distinction des classes, ils ont été source d'humiliations et de vexations. N'ont-ils eu aucun effet sur la hausse ? Les restrictions édictées furent-elles sans action sur les prix ? Il serait difficile de l'affirmer. Le gaspillage et les prodigalités auraient peut-être été encore plus insensés et la cherté plus grande si beaucoup de gens n'avaient été retenus par la crainte des lois.

1. Cf. supra Chapitre XV et lettres patentes du 20 janvier 1563.

CHAPITRE XXI

LA RÉGLEMENTATION DE LA SORTIE DES VIVRES ET LE DÉVELOPPEMENT DES IMPORTATIONS (1)

1. — Les Restrictions à la sortie des vivres

Pour maintenir l'abondance et le bon marché, un procédé très direct se présentait à l'esprit : c'était d'empêcher les denrées de sortir du royaume. Les écrivains et les députés des Etats généraux étaient persuadés que la hausse du coût de la vie venait pour une bonne part de la réglementation défectueuse de la sortie des vivres. A vrai dire, ce qui motivait les protestations, c'était moins l'absence de bonnes lois que la mauvaise application de celles qui existaient.

Depuis longtemps, les seigneurs du Moyen Age avaient prohibé ou restreint étroitement la sortie des grains et des denrées de première nécessité afin de les conserver dans leurs domaines. A cette époque, les transports étaient lents et difficiles, les routes incommodes et peu sûres ; les méthodes rudimentaires de culture ne procuraient que des récoltes très médiocres. Les famines étaient fréquentes ; il suffisait pour les provoquer d'une guerre ou d'une année stérile. Et alors il ne fallait pas compter sur l'aide des provinces voisines, car les conflits et les rivalités continuels rendaient très rares les échanges entre les pays qui ne relevaient pas d'un même seigneur. Chacun

1. Etant donnée l'importance que les contemporains attachaient à cette question, elle fait l'objet d'un chapitre spécial au lieu d'être étudiée avec l'ensemble de la politique douanière.

gardait ses produits et les denrées étaient d'ordinaire consommées sur les lieux de production.

A l'instar de leurs prédécesseurs, les rois du ^{xvi}^e siècle réglementèrent avec soin l'exportation des denrées les plus nécessaires à la vie. Ils s'occupèrent surtout de la sortie des grains et des autres fruits de la terre. Dans la seconde moitié du siècle, ils interdirent aussi l'exportation de certains produits bruts tels que la laine, le chanvre et le fer, mais les prohibitions de cette catégorie eurent pour but de protéger l'industrie nationale en lui fournissant des matières premières à bon marché (1) plutôt que de s'attaquer directement à la hausse des prix.

Au Moyen Age, par suite du morcellement de la souveraineté, la zone dans laquelle les produits étaient confinés sans pouvoir en sortir était habituellement très étroite ; au ^{xvi}^e siècle elle tendit à s'élargir. Les rois qui avaient réalisé l'unité politique du pays s'efforcèrent d'obtenir l'unité économique. Il leur arriva bien d'interdire la circulation du blé d'une province à l'autre quand la disette ou la guerre étaient menaçantes ; mais, en général, ils se montrèrent favorables à la libre circulation des grains à l'intérieur du royaume (2).

Cette politique reçut l'approbation du Tiers aux Etats Généraux de 1560 (3) ; par contre, elle se heurta souvent à l'hostilité des autorités locales dont elle choquait les préjugés égoïstes et le particularisme mesquin. Il y eut des municipalités et des parlements qui, malgré la volonté formelle du roi, s'opposèrent à la circulation des grains de ville à ville ou de province à province.

Quant à la sortie des denrées destinées à l'étranger, le régime normal était la prohibition qui, d'ailleurs, n'était absolue qu'en de très rares occasions, en cas de

1. Cf. *infra*, chap. XXII.

2. La libre circulation des grains n'empêchait pas le blé destiné aux provinces non soumises aux aides, d'acquitter les droits de l'imposition foraine.

3. Picot, *op. cit.*, t. II, p. 253.

famine ou d'extrême cherté. Ordinairement les licences d'exportation étaient assez faciles à obtenir, mais les conditions à remplir pour se les procurer étaient très variables, car les édits étaient souvent modifiés. Ceci s'explique aisément. Le blé et les denrées agricoles qui faisaient l'objet principal de la réglementation se trouvaient soumis aux fluctuations des récoltes. Suivant l'abondance des vivres, le roi autorisait plus ou moins largement les sorties. Parfois il ne fixait le contingent susceptible d'exportation qu'après s'être rendu compte de l'importance des stocks.

Le gouvernement était loin d'être hostile à la sortie des marchandises. Il comprenait bien qu'en échange des denrées exportées la France recevrait certains produits dont elle manquait et notamment les métaux précieux (1). Mais comme les exportations françaises consistaient surtout en produits alimentaires, il était partagé entre la crainte de la disette et le désir d'amasser le précieux métal, objet de l'ardente convoitise des princes. Le but avoué des édits sur la traite des vivres était de remédier à la pénurie et au renchérissement des denrées. A côté des motifs qu'on proclamait ouvertement, il en était un autre qu'on préférait d'ordinaire dissimuler : le besoin de procurer des ressources au Trésor.

Les taxes à l'exportation étaient pour le fisc une source de revenus très importants. Sous le régime féodal, la plupart des marchandises sortant de la seigneurie étaient frappées de taxes portant des noms divers.

1. Le préambule de l'édit du 14 février 1557 est significatif. Voici comment il est conçu : *L'on a toujours vu et connu par commune expérience que le principal moyen de faire les peuples et sujets... assez riches et opulents a été et est la liberté du commerce et trafic qu'ils font avec leurs voisins et étrangers avec lesquels ils échangent les denrées et marchandises et commodités qu'ils leurs portent de lieux et pays où ils sont, pour y en apporter d'autres qui y défailent, avec or, argent et autres choses utiles, nécessaires et profitables : dont s'ensuit par ce moyen que le prince, le pays et les sujets tous ensemble, sont réciproquement accommodés de ce qui leur est nécessaire.*

C'étaient, par exemple, les droits de *rêve* et de *haut passage* perçus à la sortie du royaume. Ce fut plus tard *l'imposition foraine* supportée par les marchandises envoyées dans les provinces non soumises aux aides. Ces différents droits finirent par s'étendre à toutes les exportations. En 1577 (1). Henri III réalisa le vœu de Jean Bodin en instituant la *traite domaniale* qui fut levée à la sortie du royaume sur les blés, les vins, les toiles, les laines et les pastels, c'est-à-dire sur les marchandises les plus nécessaires à l'étranger.

Toutes ces impositions constituaient certainement une sérieuse entrave à l'exportation, mais elles n'avaient guère qu'un but fiscal. Pour se procurer de l'argent, les rois firent mieux encore : ils organisèrent le trafic des licences d'exportation qu'ils allèrent jusqu'à mettre aux enchères. Parfois ils n'édicteraient les prohibitions que pour vendre des dérogations, ou bien ils révoquaient les autorisations accordées pour qu'on leur en achetât de nouvelles. Le besoin d'argent primait alors toute autre considération. Il n'est donc pas étonnant que le régime des traites ait soulevé des plaintes nombreuses et véhémentes.

Voici maintenant une rapide revue des principaux édits qui régirent l'exportation des denrées alimentaires.

Les lettres patentes du 12 mars 1515 interdirent la sortie des blés de l'Ile-de-France, de la Beauce et de la Picardie parce qu'on prévoyait des guerres imminentes. En 1534, la récolte fut si bonne que la traite des grains fut permise (2). Le 20 juin 1539, François I^{er} rétablit l'entière liberté de la circulation des grains à l'intérieur du royaume mais, le 20 novembre de la même année, il interdit d'expédier les grains hors de France sans autorisation royale.

Par lettres patentes du 14 février 1557, Henri II proclama la liberté du commerce avec l'étranger, même avec l'ennemi ; pourtant, il exclut de ce régime libéral

1. Ordonnance de Blois, février 1577.

2. Lettres patentes du 20 février 1534.

les grains et les légumes. Les droits de sortie furent réduits, mais toutes les exportations durent passer par certains points désignés par le roi. L'année 1558 ayant été particulièrement abondante, certaines provinces furent autorisées à envoyer leurs produits agricoles à l'étranger (1).

Le 10 décembre 1559, François II révoqua toutes les licences d'exportation et suspendit complètement la sortie des blés et des vins jusqu'au moment où il serait informé des provisions possédées par chaque province. Quelques jours plus tard (2), il établit à Paris un bureau chargé de délivrer les autorisations de sortie, mais ce bureau fut éphémère ; il disparut avec le souverain qui l'avait institué.

Au mois de juin 1565, le prix du blé ayant subi une forte hausse, Charles IX interdit l'envoi des grains hors de France (3), sous peine de confiscation de la marchandise si le coupable était étranger, de peine corporelle et de confiscation générale des biens s'il s'agissait d'un Français. L'ordonnance du 4 février 1567 décida que les grains circuleraient librement à l'intérieur, mais qu'ils ne pourraient être exportés sans permission. Le roi, voulant *retenir l'abondance des grains en son royaume et obvier à la cherté d'iceux*, révoqua les autorisations de sortie antérieurement accordées. Mais, comme il avait besoin d'argent, il annonça que de nouvelles licences seraient délivrées quand les gouverneurs des provinces auraient dressé l'état des stocks.

Les prescriptions royales ne furent pas respectées ; les exportations inconsidérées amenèrent la cherté des grains, et la France dut faire venir à grands frais des blés étrangers. Charles IX essaya de remédier à la situation par un *Règlement général pour la traite foraine du blé* qu'il rendit au mois de juin 1571. Ce règlement, très important, constituait un sérieux progrès.

1. Lettres patentes du 29 août 1558.

2. Lettres patentes du 28 décembre 1559.

3. Edit du 8 juin 1565.

Voici les grandes lignes du système qui fut institué. Chaque année, au mois d'août, les baillis et sénéchaux devaient s'enquérir des récoltes et indiquer au roi la quantité de grains que leur circonscription était capable d'exporter. A l'automne, le roi devait fixer le contingent que chaque province pourrait envoyer à l'étranger ; les baillis et les sénéchaux devaient vendre aux enchères les autorisations de sortie. Afin d'éviter les fraudes, des bureaux étaient établis dans chaque province. Un contrôleur général des traites était placé à la tête de l'organisation. L'exportation ne pouvait avoir lieu que par certains passages. La circulation des grains à l'intérieur restait libre.

En 1573 et en 1574, la sortie des blés fut interdite pour parer à la disette et au renchérissement (1). L'ordonnance du 21 novembre 1577 subordonna l'exportation des grains à l'autorisation du roi et à l'acquittement des droits de traite domaniale. En 1587 (2), la sortie des grains, des légumes et des vins fut prohibée. Huit ans plus tard, Henri IV, craignant la disette dut renouveler les mêmes défenses tout en reconnaissant que la liberté du commerce était le meilleur moyen d'enrichir un pays (3).

Le traité de Vervins conclu en 1598 mit fin aux guerres et ramena la tranquillité dans le royaume. Les cultivateurs purent alors travailler en paix et la production du blé augmenta. Les prohibitions de sortie étant devenues inutiles, les lettres patentes du 26 février 1601 accordèrent pour un an la libre exportation des grains.

Les nombreux édits consacrés aux traites donnèrent-ils les résultats qu'on en espérait ? Ont-ils pu enrayer la disette et la cherté ? Certes, ils ne furent pas complètement inutiles, mais leur application fut tout à fait déplorable. La vente des licences pour procurer de l'argent au Trésor, viciait profondément le système, et,

1. Edit du 20 octobre 1573. Lettres patentes du 25 septembre 1574.

2. Edit du 19 septembre 1587.

3. Lettres patentes du 12 mars 1595.

qui pis est, les ministres et les courtisans faisaient eux aussi le trafic des autorisations. Les frontières étaient mal gardées, les fraudes étaient faciles et nombreuses. Le roi s'en rendait bien compte et se plaignait de l'inexécution de ses ordonnances (1).

Cependant, pour autant qu'elles s'appliquèrent, les mesures prises par le pouvoir royal eurent un heureux effet sur le coût des denrées. Sans doute, elles ne parvinrent pas à conjurer la crise de cherté, mais sans elles la situation eût été plus grave encore, la famine eût accompli de plus grands ravages. En faisant varier les quantités exportées suivant l'abondance des ressources du royaume, le gouvernement s'appuyait sur une idée très juste. La détermination du contingent après enquête dans le pays était une mesure des plus raisonnables. Le principe était donc bon mais la pratique fut défectueuse.

On pourrait dire aussi que l'interdiction des traites sacrifiait l'avenir au présent, qu'elle avait bien pour résultat immédiat d'entraver la hausse des prix, mais qu'elle aboutissait à décourager les producteurs en leur enlevant l'appât des gros grains de l'exportation. Cette critique serait justifiée à l'égard d'un régime de prohibition rigoureux, mais elle aurait moins de force vis-à-vis du système très souple de l'édit de juin 1571.

Et puis n'y a-t-il pas des cas où l'avenir compte pour peu ? Quand le danger est pressant, ne faut-il pas songer à l'immédiat ? Les prohibitions de sortie peuvent être absolument nécessaires en temps de crise et malgré les critiques dédaigneuses qu'elles ont soulevées, les gouvernements du xx^e siècle y ont eu recours, eux aussi, avec l'approbation de nombreux publicistes.

1. Voir, par exemple, l'édit de juin 1571.

2. — Le développement des importations

Au ^{xv}^e siècle et même au début du ^{xvi}^e, la royauté se montra habituellement hostile aux importations parce qu'elle y voyait une source d'affaiblissement du stock monétaire. Des prohibitions sévères et des taxes très élevées frappaient les marchandises étrangères qui voulaient entrer en France. Outre que les taxes procuraient au fisc d'appréciables ressources, la restriction des importations avait pour but d'empêcher la sortie des métaux précieux et de protéger les industries nationales en leur réservant le marché intérieur.

Mais la hausse des prix survint, puis les guerres de religion qui ralentirent sensiblement la production française. Des écrivains comme Jean Bodin protestèrent contre les entraves mises à l'importation et les dénoncèrent comme l'une des causes du renchérissement.

Dix ans avant Bodin, l'ordonnance du 14 février 1557 s'était déjà déclarée favorable à ce qu'on appelait alors la liberté du commerce extérieur; elle avait affirmé que le royaume avait tout intérêt à échanger les marchandises qu'il avait en surabondance contre les denrées étrangères dont il était privé. Le gouvernement finit par comprendre que certaines importations pouvaient être avantageuses, les unes parce qu'elles augmentaient l'abondance des produits et qu'elles aidaient ainsi, à éviter la disette et la cherté, les autres parce qu'elles étaient mises en œuvre à l'intérieur du royaume, puis réexportées sous forme de produits manufacturés. La législation douanière fut donc adoucie en faveur des matières premières (1) et des denrées alimentaires qui manquaient à la France.

Depuis longtemps d'ailleurs, l'interdiction des importations n'était plus absolue. Dès le Moyen Age, les foires franches y avaient apporté d'importantes déro-

1. Cf. en ce qui concerne les matières premières le chapitre XXII, paragraphe 4.

gations. Les princes s'étaient efforcés d'attirer sur leur territoire les produits du dehors qui leur faisaient défaut. Ils avaient encouragé le développement des foires en concédant certaines faveurs aux marchands étrangers. Jamais, sans doute, les édits n'ont proclamé que les foires étaient des instruments de lutte contre la vie chère, mais le gouvernement se rendait parfaitement compte de l'heureuse influence qu'elles exerçaient sur le prix de vente des denrées ; il n'était pas sans voir que l'abondance qu'elles amenaient en certains lieux contrecarrait efficacement la cherté.

Les foires de Champagne très prospères au ^{xiii}e et au ^{xiv}e siècle furent éclipsées au ^{xvi}e par les foires de Lyon et de Bordeaux. Instituées par le dauphin Charles dès 1419, les foires de Lyon virent leurs privilèges étendus et confirmés par Louis XI et par ses successeurs (1). D'une façon générale, les foires franches étaient soustraites à la réglementation tracassière du commerce ; elle jouissaient d'exemptions d'impôts et n'étaient pas soumises à la limitation du taux de l'intérêt. A Lyon, les marchands de la foire possédaient certaines immunités de juridiction et relevaient d'un tribunal spécial.

Les foires constituaient des centres de paiement. C'était là que se réglaient les comptes internationaux. Aussi les banquiers étaient-ils nombreux dans les villes où se tenaient les foires ; les banques italiennes pullulaient à Lyon. C'était pour les rois un motif de plus d'encourager les foires, car, sur ces places où l'argent abondait, ils trouvaient assez facilement à emprunter les sommes dont ils avaient toujours besoin.

Comme la France manquait de certains produits exotiques dont la consommation avait pris une grande extension, le roi voulut encourager l'importation de ces denrées afin qu'elles se vendissent à bas prix.

Au début du siècle, le gouvernement mit toutes sortes

1. Voir notamment les édits de mars 1462 et juin 1494, des 27 avril 1543, 12 octobre 1552, 22 septembre et 7 avril 1553.

d'entraves à l'entrée des denrées coloniales (1) parce qu'il désirait éviter les sorties de numéraire. Plus tard par contre, il accorda largement la permission d'importer (2), afin de faire baisser le prix des épiceries et drogueries. Le but de ce changement de politique fut nettement exprimé par un édit du 25 juillet 1566 qui déclara qu'en vue de réduire le coût des marchandises étrangères, il fallait accroître les importations.

On a vu que les marchands qui se livraient au commerce extérieur jouissaient de la faveur des pouvoirs publics et de l'opinion, alors que les autres commerçants n'avaient pas encore échappé complètement à la réprobation qui les entourait depuis l'Antiquité. La royauté encouragea les navigateurs et les négociants qui allaient trafiquer au loin. Elle assura à nos marchands une situation prépondérante dans le Levant. Elle appuya aussi certains essais de colonisation qui n'obtinrent au xvi^e siècle que des résultats malheureux.

Si le gouvernement n'a pas donné aux importations toute l'ampleur nécessaire, c'est qu'il oscillait entre la politique de la vie à bon marché et la politique d'accumulation des métaux précieux. Nous verrons que parfois ces deux politiques coïncidaient, mais que quand elles étaient divergentes, c'était presque toujours la soif de l'or qui l'emportait.

1. Edit du 15 novembre 1540.

2. Edits du 25 mars 1543 et du 10 septembre 1549.

CHAPITRE XXII

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION

L'abondance, étant avec raison regardée comme le facteur essentiel du bon marché, il était naturel que pour combattre la cherté on songeât à augmenter la production. Le roi s'appliqua constamment à développer toutes les branches de l'activité économique nationale. Ce faisant, il n'avait pas seulement en vue la diminution du coût de la vie ; il cherchait aussi à accroître la richesse du royaume et notamment son stock de métaux précieux. Il estimait justement que l'abondance des denrées engendre le bien-être général nécessaire à l'ordre public et au bon rendement des impôts.

Pour accroître la production, la royauté usa de moyens divers : elle combattit l'oisiveté, réorganisa les métiers, encouragea l'agriculture et soutint l'industrie par des subventions et par la protection douanière. Les mesures qui furent prises ne tendaient pas toutes d'une manière directe à la réduction des prix, mais la préoccupation de la vie à bon marché n'en était pas absente ; elle fut même formulée explicitement par plusieurs édits royaux.

1. — L'obligation au travail et la lutte contre l'oisiveté

La remarquable ordonnance de décembre 1581 affirma ce principe *que l'abondance des artisans rend la marchandise à beaucoup meilleur marché*. Cette idée

déjà exprimée par quelques ordonnances antérieures (1) était d'une vérité incontestable : le grand nombre des producteurs et la concurrence qui en résulte permettent évidemment une production abondante et des salaires à bon marché.

En imposant l'obligation au travail, les pouvoirs publics obéirent à des motifs assez complexes. Ils voulurent éviter que des hommes valides ne tombassent à la charge de la collectivité ; ils cherchèrent à empêcher l'oisiveté, source de misère et de désordres, mais ils songèrent aussi à lutter contre la cherté.

En effet, la plupart des ordonnances qui décrétèrent le travail forcé furent rendues en des périodes de hausse des prix. C'est ainsi qu'une ordonnance de novembre 1354 (2) intervint pour remédier à la rareté et à la cherté des produits qui résultaient de la pénurie de travailleurs consécutive à la Peste Noire. *Pour prévenir les fraudes des marchands, gens de métier et autres, qui exigeaient des prix excessifs*, il fut prescrit à tous les gens en bonne santé, ayant ou non un métier, de travailler pour gagner leur vie. Les paresseux étaient punis de trois jours de prison au pain et à l'eau ; en cas de récidive on les marquait au front avec un fer chaud. Naturellement, les classes privilégiées échappaient à la contrainte, et seuls les roturiers n'avaient pas droit à la fainéantise.

Plusieurs ordonnances semblables furent rendues sous Jean le Bon. Au xvi^e siècle, on les considérait comme toujours en vigueur. C'est pourquoi on jugea inutile de proclamer à nouveau d'une façon générale le principe de l'obligation au travail, mais plusieurs édits en firent des applications particulières (3).

Les parlements et les prévôts se reconnaissaient le

1. Edit de novembre 1548. Ordonnance du 4 février 1567 (*Police pour le cuir*).

2. Levasseur, *Histoire du Commerce*, t. I, p. 124.

3. Edits du 28 décembre 1571, du 2 novembre 1554, du 10 septembre 1572. Ordonnance du 22 mai 1586.

droit d'interdire l'oisiveté en vertu de leurs larges pouvoirs de police et des ordonnances du Moyen Age. En maintes occasions, les pouvoirs publics obligèrent les gens valides et sans ressources à travailler. C'était souvent dans l'intention de maintenir le bon ordre, de lutter contre la mendicité et de pourvoir à l'entretien des pauvres ; dans ces cas-là, la question de la hausse des prix n'était pas en jeu (1). Par contre, ce fut pour remédier à la cherté qui sévissait alors avec intensité, qu'en avril 1572 l'Assemblée de Police de la Chancellerie, contraignit au travail les maîtres et les compagnons de certaines professions.

L'ordonnance de police du 19 avril 1572 enjoignit à tous gens de métier et manouvriers vaquer à leurs métiers et travailler sur peine du fouet, au cas qu'ils fussent trouvés vagabonds par la ville. Elle contenait en outre les dispositions suivantes : les maçons, tailleurs, charpentiers, manœuvres, maîtres et compagnons seront tenus d'aller à leurs journées et s'employer ès ateliers dès le matin... au premier qui les voudra employer. Et où ils ne trouveront personne qui les requière, seront tenus avant l'heure de sept heures en été et de huit heures du matin en hiver, eux transporter par devers ceux qui ont la charge des œuvres publiques et communes de cette dite ville (2), et faubourgs, pour y servir tout le long du jour, et seront payés et salariés au prorata du prix acoutumé être baillé à ceux qui besogneront les dits ouvrages : le tout sur peine du fouet pour la première fois et de plus griève punition pour la seconde (art. 18). Et au cas qu'après ladite heure passée, lesdits manouvriers, maîtres ou compagnons, seront trouvés oisifs ès rues ou places de ladite Ville de Paris ou ailleurs, sans soi appliquer à aucune besogne, seront pris et constitués prisonniers ès pri-

1. Ordonnance du Châtelet de Paris du 13 mai 1579. Arrêt du Parlement de Paris du 22 avril 1532. Ordonnances royales du 9 juillet 1547^e et du 22 mai 1586.

2. La Ville de Paris.

sons du Châtelet de Paris... et punis ainsi qu'il appartenait (art. 19).

Le gouvernement se montra absolument hostile aux grèves. Il prohiba les coalitions ouvrières et la cessation concertée du travail (1). Il s'opposa à la réduction des heures de travail parfois réclamée par les ouvriers. Et cependant, la journée des compagnons était vraiment longue, puisque d'ordinaire, elle atteignait treize heures (2).

La classe ouvrière ne fut pas la seule qu'on voulut obliger à produire. L'ordonnance de police d'avril 1572 s'appliquait aux maîtres des métiers, c'est-à-dire à des gens qui touchaient à la bourgeoisie. D'autres mesures furent prises qui tendaient à contraindre au travail beaucoup de ceux qui vivaient de leurs rentes. La royauté était nettement défavorable aux rentiers. Elle estimait dangereux qu'une partie de la nation restât oisive et profitât de la prospérité générale sans y concourir par son labeur ; elle voyait dans la constitution d'une classe capitaliste inactive, un danger pour la sécurité publique et une menace pour la richesse du royaume.

A plusieurs reprises, elle réduisit le taux de l'intérêt, concéda des remises partielles d'arrérages et accorda des délais de paiement (3). Toutes ces mesures visaient à soulager les débiteurs et à faciliter le placement des emprunts d'Etat, mais, si l'on s'en rapporte aux édits, elles avaient aussi pour but de combattre l'augmentation du nombre des oisifs. Ainsi, l'édit de mars 1567, qui réduisit le taux des rentes au denier douze, alléguait comme motif que la hausse de l'intérêt avait amené beaucoup de commerçants et d'agriculteurs à abandonner leur métier pour vivre de leurs rentes, d'où il résultait que la production était fortement diminuée. Charles IX

1. Cf. édits du 28 décembre 1541 et du 10 septembre 1572.

2. Lavisso, *Histoire de France*, t. V, vol. I, p. 273.

3. Edits de mars 1567, juin 1572, 8 juillet 1594, 16 avril 1595, arrêt du Conseil d'Etat du 16 janvier 1601.

s'éleva avec véhémence contre ceux qui profitaient du taux élevé des rentes pour vivre sans travailler, *demeurant inutiles et sans aucune occupation*. De là, dit-il, *sourdent et proviennent les maux et désordres que l'oisiveté est coutumière de mener après soi* (1).

Henri IV fit preuve d'une semblable rigueur à l'égard des bourgeois qui avaient déserté leurs professions et qui aimaient mieux *sous la facilité d'un gain à la fin trompeur, vivre de leurs rentes en oisiveté parmi les villes qu'employer leur industrie avec quelque peine aux arts libéraux ou à cultiver et approprier leurs héritages* (2).

La royauté mérite de graves reproches pour avoir décrété le travail forcé. Considérant de façon exclusive l'intérêt de la collectivité, elle a sacrifié trop volontiers l'indépendance des individus ; elle a fait trop peu de cas de la liberté humaine. Et par là, elle s'est rapprochée beaucoup des théories de certaines écoles socialistes.

Mais quand on se place au point de vue de la lutte contre le renchérissement, on ne peut qu'approuver le gouvernement royal d'avoir cherché à augmenter le nombre des travailleurs. Vers la fin du xvi^e siècle, la cherté était due surtout à l'insuffisance de la production ; la répression de l'oisiveté pouvait donc concourir efficacement au redoublement de l'activité économique qui constituait le vrai remède à la situation.

Il est probable, par contre, que la royauté a commis une erreur en s'opposant d'une manière intransigeante la réduction du temps de travail, car la durée exagérée de la journée des ouvriers était préjudiciable au bon rendement.

Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'on se trouvait alors dans une période de sous-production et de cherté. En pareil cas, il faut préférer la politique suivie par la royauté à un système employé plus récemment et con-

1. Edit de juin 1572.

2. Edit de juillet 1601.

sistant à empêcher les gens de travailler autant qu'ils le voudraient, par une réduction inconsiderée des heures de travail.

2. — La réorganisation des métiers

Pour augmenter le nombre des ouvriers et des chefs d'entreprise, le roi n'usa pas seulement de contrainte, il tenta aussi de faciliter l'accès de certaines professions en améliorant les règlements corporatifs.

L'ordonnance du 4 février 1567, constatant que la cherté du cuir était due au manque de fabriques, abrégea d'une année l'apprentissage des tanneurs et raccourcit également d'un an le stage exigé pour la maîtrise.

En décembre 1581, Henri III tenta une réforme de plus large envergure en réorganisant le système corporatif et en le généralisant. Il voulait tout à la fois accroître la production et l'améliorer par le contrôle. L'un des motifs allégués était le désir de rendre les marchandises à *beaucoup meilleur prix*. Jusque-là, le régime des maîtrises et des jurandes n'était en vigueur que dans certaines villes. Comme il présentait de sérieuses garanties pour la bonne qualité des produits et la loyauté des échanges, comme il était en outre une source de revenus pour le Trésor, le roi essaya de l'établir dans toute la France (1).

L'édit de 1581 visait un autre but qui, comme nous l'avons dit, concernait le développement de la production. Les maîtres des métiers avaient fini par constituer une caste séparée ; l'exclusivisme jaloux du patro-

1. Au xvi^e siècle la royauté réglementa la fabrication de certains produits et organisa un contrôle sévère soit au moyen des jurés des corporations, soit au moyen de fonctionnaires spéciaux. Elle voulait empêcher les tromperies sur la marchandise vendue ; elle cherchait aussi à assurer un bon renom aux produits français. C'était un moyen de développer nos exportations et par suite l'industrie nationale tout entière.

nat écartait les ouvriers des maîtrises devenues en fait héréditaires. La direction de l'activité économique se trouvait donc entre les mains de gens dont beaucoup étaient incapables, alors que des individus, pauvres d'argent mais riches de talent et d'intelligence, se trouvaient relégués pour toute leur vie dans des emplois subalternes. Henri III, en prince très avisé qu'il était, comprit tout le préjudice que cet état de choses portait au pays et voulut y remédier.

L'édit de 1581 décida que partout où il n'existait pas de métiers jurés, tous les artisans et gens de métier chefs d'entreprises devaient prêter le serment de maîtrise. Par mesure transitoire, tous ceux qui exerçaient lors de la promulgation de l'édit étaient dispensés du chef-d'œuvre. Afin de favoriser l'établissement d'ouvriers habiles mais trop pauvres pour parvenir au patronat, le roi se réservait de créer trois maîtrises dans chaque métier et de les conférer avec dispense du chef-d'œuvre.

L'édit de 1581 constituait une excellente réforme, on pourrait même ajouter : une réforme démocratique. Il tendait à faciliter aux ouvriers l'accès du patronat et à multiplier le nombre des petits entrepreneurs. N'est-ce pas dans cette voie qu'aujourd'hui encore se trouve le moyen d'assurer la paix sociale en même temps que d'accroître la production ? Quand un individu travaille pour son propre compte, quand il recueille des bénéfices proportionnels à son activité, il est porté à travailler davantage que le mercenaire qui n'attend de l'effort quotidien que le moyen de subsister médiocrement. L'homme qui a réussi et qui est arrivé à posséder quelque avoir devient aussitôt intéressé à la prospérité générale et au maintien de la société qui garantit la propriété. Ces considérations inspiraient l'édit de 1581 qui malheureusement ne fut pas exécuté par suite des troubles civils. Mais Henri IV le repouvola au mois d'avril 1597 et put assurer son application qui donna d'heureux résultats.

3. — Les subventions et les encouragements à l'industrie

Désireux de développer l'industrie nationale, les rois accordèrent aux directeurs de manufactures des avantages de toutes sortes : exemptions d'impôts, subventions, distinctions honorifiques, monopoles de vente et de fabrication (1).

Il n'y a pas lieu ici de traiter cette question en détail ; il suffira de signaler quelques-unes des mesures prises par la royauté.

Parmi les manufactures privilégiées qui furent créées, certaines sont bien connues : l'atelier de tapisserie de Fontainebleau et la manufacture d'étoffes de luxe de Lyon (2) qui datent de François I^{er}, la verrerie de Saint-Germain-en-Laye fondée sous Henri II, la manufacture de draps de soie et la manufacture de tapis établies à Orléans par Catherine de Médicis. On sait que Henri IV favorisa l'installation de nombreuses fabriques de soie, de satin, de cuir, de toile fine, et de tapisseries (3). Ses efforts pour répandre la culture du mûrier sont restés célèbres. Il voulait que la France elle-même fournisse aux manufactures nationales les matières premières nécessaires.

Comme la plupart des manufactures fondées par les souverains du xvi^e siècle fabriquaient des produits de luxe, leur création n'était pas, à proprement parler, inspirée par le souci de combattre la cherté de la vie, mais elle visait à réduire le coût de certaines marchandises de luxe d'un usage assez répandu.

1. Dubois, op. cit., p. 197.

2. En 1466, Louis XI avait déjà établi à Lyon une manufacture de soie qui fut transportée à Tours en 1470.

3. Dubois, op. cit., p. 205.

4. — La protection douanière

Afin de favoriser la croissance de l'industrie française, le gouvernement voulut lui réserver le marché intérieur. Il frappa de droits élevés et même de prohibition l'entrée des produits manufacturés étrangers. Il maintint au contraire à un taux modéré les droits sur l'importation des matières premières nécessaires à l'industrie. Il prohiba ou restreignit l'exportation des vivres (1) et n'établit que des droits très réduits sur l'entrée des denrées alimentaires, parce qu'il voulait que l'ouvrier pût vivre à bas prix et se contenter d'un salaire médiocre. On sait que la royauté cherchait à maintenir les matières premières et la main-d'œuvre à bon marché pour que l'industrie nationale fût capable de produire à bon compte et se trouvât dans une situation avantageuse en face de la concurrence étrangère.

La politique protectionniste avait pour but de procurer des ressources au fisc, de donner du travail aux sujets du roi, d'enrichir le royaume et d'y attirer les métaux précieux. Plus la production nationale était abondante, moins on achetait à l'étranger et plus on pouvait lui vendre. La différence de valeur entre les importations et les exportations se réglant en or et en argent, on avait donc, du point de vue mercantile, tout intérêt à avoir une balance commerciale favorable, autrement dit à avoir un excédent d'exportations (2).

1. Cf. Supra. Chapitre XXI.

2. Dans les premières années du siècle, on usait de procédés assez simplistes pour défendre le stock de métaux précieux. On prohibait la sortie de l'or et de l'argent et on essayait de réduire au minimum les importations de marchandises. Peu à peu un autre système s'élabora. Ce fut le système mercantile qui prévalut sous Henri IV. Le développement de la production, surtout de la production industrielle, parut le vrai moyen d'augmenter les exportations de marchandises et les importations d'or et d'argent.

Considérant que le solde de la balance commerciale était seul important, on encouragea l'entrée des matières premières qui, étant

Au début du xvi^e siècle, la préoccupation de fournir du travail aux Français et de fortifier l'industrie nationale fut, semble-t-il prédominante, mais le désir d'éviter les sorties de numéraire jouait déjà un grand rôle, surtout dans les prohibitions d'entrée des étoffes de luxe (1). Dès 1538. François I^{er}, renouvelant les défenses édictées par Charles VIII et par Louis XII au sujet de l'importation des draps de laine d'Espagne, de Sardaigne et du Roussillon, affirmait son intention de protéger l'industrie du Languedoc et de donner satisfaction aux plaintes des Etats de cette province (2).

Au cours du siècle, la politique protectionniste devint de plus en plus systématique. Sans doute, parmi les ordonnances établissant des taxes d'entrée, beaucoup eurent-elles surtout un but fiscal (3), mais d'autres mesures furent prises, dont le but essentiel était la protection de l'industrie. C'est ainsi que la déclaration du 28 janvier 1563 et l'ordonnance du 4 février 1567 prohibèrent la sortie de la laine brute.

Vers la fin du règne de Charles IX, le souci de lutter contre la vie chère s'accrut dans la politique protectionniste. A ce moment la cherté se faisait vivement sentir et allait chaque jour en croissant malgré les efforts tentés pour l'enrayer. Le chancelier René de Birague pensa qu'il fallait chercher de nouveaux remèdes à la crise : le développement de l'industrie nationale par la protection douanière lui parut propre à ralentir la hausse des prix.

réexpédiées sous formes de produits manufacturés,attiraient dans le royaume plus d'or qu'elles n'en avaient fait sortir.

1. Voir notamment l'édit du 18 février 1516 qui interdit l'entrée des draps d'or et d'argent et celle des soieries.

2. Lettres patentes du 12 janvier 1538.

3. Telles furent l'ordonnance du 22 octobre 1539 qui confirma les taxes antérieures sur les étoffes de luxe et sur les épices, l'ordonnance du 18 juillet 1540 qui réorganisa la douane de Lyon, l'ordonnance du 10 septembre 1549 qui établit un nouveau tarif de droits d'entrée, l'édit du 14 octobre 1564 et l'ordonnance de Moulins de 1566 qui assujettirent à la douane de Lyon les marchandises venant d'Italie.

L'ordonnance de janvier 1572 donna un exposé très net des doctrines protectionnistes du chancelier. Elle affirma qu'il fallait réduire au minimum les importations et accroître autant que possible les exportations. L'un des motifs allégué était que les étrangers achetaient les matières premières à très bas prix en France, tandis qu'ils y revendaient les produits manufacturés à des prix excessifs. L'ordonnance défendit la sortie de certaines matières premières : laines, chanvres, lins, filasses et prohiba l'entrée de la plupart des produits de luxe comme les draps d'or et d'argent, les tapisseries, etc... L'importation des épiceries et drogueries ne fut autorisée que par certains ports : Marseille, Bordeaux, La Rochelle et Rouen.

On retrouve la préoccupation du coût de la vie dans l'ordonnance de février 1577 qui réitéra l'interdiction d'exporter les laines, les chanvres et les lins bruts, en signalant que l'inexécution des ordonnances précédentes avait eu pour résultat une cherté excessive de toutes choses. Quelques mois plus tard (1), Henri III renouvela ces prescriptions dans l'intention de fournir du travail à ses sujets et de faire baisser le prix des étoffes. Le 3 octobre 1581, un édit revisa le tarif des droits d'entrée et frappa un certain nombre d'objets jusqu'alors exempts. Les taxes ne dépassaient pas 3 o/o sur les denrées alimentaires ; les tissus de laine payaient plus de 16 o/o *ad valorem*, et les toiles environ 33 o/o (2). Ce tarif complété en septembre 1582, témoignait explicitement du souci de maintenir les vivres à bon marché, bien qu'il imposât légèrement les vins, les huiles et les comestibles de toutes sortes.

Ainsi donc, sous Charles IX et Henri III, la législation douanière fut inspirée en partie par le désir d'abaisser le coût de la vie. Par contre, la préoccupation qui domina les édits protectionnistes de Henri IV fut l'accumulation des métaux précieux dans le

1. Ordonnance du 21 novembre 1577.

2. Dubois, *op. cit.*, p. 203.

royaume. En janvier 1599, le roi interdit l'entrée des étoffes de luxe et la sortie des laines, des lins et des chanvres bruts ainsi que l'exportation des métaux précieux et des pierreries ; il autorisa la libre importation des matières premières. Le préambule de l'édit révélait le désir de relever les manufactures pour remédier au chômage et pour empêcher l'exportation de l'or et de l'argent, mais aucune mention n'était faite de la hausse des prix (1).

La baisse des prix n'était plus qu'un but accessoire, un moyen d'accroître les entrées de métaux précieux en augmentant les exportations de marchandises (2).

L'effet immédiat de la protection de l'industrie par les barrières douanières, fut probablement une élévation du coût des produits manufacturés, car les taxes douanières se répercutaient sur les prix. Mais les conséquences lointaines furent plus heureuses. L'industrie française acquit en Europe une situation prépondérante, les procédés techniques se perfectionnèrent, la population ouvrière s'accrut et l'abondance de la production agit dans le sens de la baisse des prix.

Dix ans après la mort de Henri IV, Scipion de Gramont, constatant que les progrès de l'industrie avaient amené le bon marché des objets manufacturés, en donnait l'explication suivante : *Quand plus de gens s'occupent après un métier, quand on accourcit le temps, qu'on facilite l'œuvre, qu'on amoindrit la peine, qu'on fait la quantité de besogne, il ne faut pas douter que le bon marché n'en provienne* (3).

1. Les motifs de l'édit de janvier 1599 furent reproduits par les lettres patentes du 7 décembre 1602 concernant la culture du mûrier.

2. L'ordonnance du 20 septembre 1602 l'indique explicitement

3. *Denier Royal*, p. 195.

5. — La protection de l'agriculture

Nul n'ignore la misère atroce à laquelle furent réduits les paysans de la fin du xvi^e siècle. La politique des vivres à bon marché ne leur était pas favorable ; ils supportaient le poids principal des tailles ; ils étaient dépouillés par les gens de guerre tandis que les rapines des brigands et les chasses des nobles ravageaient sans pitié les récoltes.

Le résultat fut la désertion des campagnes et la hausse des produits agricoles. Mais la royauté comprit le très grave danger qu'était pour la France la ruine de l'agriculture, et elle s'efforça de secourir les malheureux paysans. Le 8 octobre 1571, Charles IX décida que les outils et les bestiaux des cultivateurs seraient insaisissables ; quelques jours plus tard il accorda aux laboureurs un délai de trois ans pour payer leurs dettes (1).

On sait qu'inspiré par Sully, Henri IV fit preuve d'une grande sollicitude à l'égard des agriculteurs. Il déclara insaisissables pour dettes la personne du laboureur et les instruments aratoires (2) ; il protégea les paysans contre les excès des gens de guerre (3) et interdit aux nobles de chasser dans les terres ensemencées (4). Ayant supprimé les impositions arbitraires qui étaient levées sur les pauvres campagnards à la faveur de l'anarchie (5), il introduisit plus de régularité et plus d'égalité dans la perception des tailles et accorda même certaines réductions d'impôts (6). S'appliquant à diffuser l'enseignement agricole, il propagea les nouvelles méthodes d'Olivier de Serres.

Grâce à ces sages mesures, grâce aussi au rétablis-

1. Déclaration du 13 octobre 1571.

2. Edit du 16 mars 1595.

3. Edits du 24 février 1597 et du 4 août 1598.

4. Edit de juin 1601.

5. Déclaration du 13 avril 1590.

6. Edits de janvier 1597, janvier 1598, janvier 1600.

sement de l'ordre, l'agriculture se releva rapidement et profita des très larges débouchés que lui ouvrait la prospérité industrielle. La production augmenta et le prix des denrées alimentaires en ressentit l'effet bien-faisant.

Il n'est pas niable qu'à la longue les efforts faits pour encourager la production agirent heureusement sur le coût de la vie et qu'ils furent même l'un des meilleurs remèdes à la cherté. Et au fond la question des prix était bien moins importante que celle de l'abondance des produits. A condition que la répartition ne soit pas trop injuste, n'est-ce pas l'accroissement de la production qui est le véritable facteur du bien-être général ?

CHAPITRE XXIII

LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET LA LUTTE CONTRE LA CHERTÉ

La monnaie étant l'instrument de comparaison et de mesure des valeurs, il est clair que les modifications subies par elle doivent avoir leur répercussion sur les prix qui ne sont autre chose que les valeurs exprimées en monnaie.

Quand une unité de mesure vient à être réduite de moitié, la nouvelle unité est contenue vingt fois dans la grandeur qui renfermait dix fois l'ancienne unité. De même, si une monnaie est remplacée par une autre qui vaut moitié moins d'argent, les prix cotés en nouvelle monnaie sont doubles des anciens prix, en admettant que la valeur d'échange des marchandises soit restée invariable par rapport au métal fin.

Ces vérités étaient connues de la royauté depuis fort longtemps. On en trouve la preuve dans une ordonnance du mois d'août 1353 qui prescrivit aux apothicaires de vendre à *loyal, juste et modéré prix, en loyal et juste regard à la mutation de la monnaie*.

Au xvi^e siècle, le gouvernement voyait bien que le facteur monétaire agissait sur les prix, mais il ne discernait pas le mécanisme de cette action avec une exactitude suffisante. Les édits royaux attribuaient l'influence de la monnaie sur le renchérissement non pas à la cause primordiale qui était l'abondance du numéraire, mais à des causes secondaires telles que le surhaussement des monnaies et l'affaiblissement de leur

valeur intrinsèque. C'est parce qu'ils ne s'attaquaient pas à la véritable cause de la dépréciation monétaire que les édits ne purent arrêter la hausse.

Une autre raison de leur impuissance, c'est que bien souvent le but de la politique monétaire ne fut pas la baisse des prix, c'est que la lutte contre la cherté ne fut en cette matière qu'une considération accessoire.

1. — Les principes directeurs de la politique monétaire

Le souci qui dominait les pouvoirs publics, c'était d'assurer à la France un stock monétaire abondant et pour cela d'amasser les métaux précieux dans le royaume. L'or et l'argent étaient regardés comme les richesses suprêmes, indispensables à la conduite de la guerre et à la puissance des Etats. En règle générale, l'exportation des monnaies et des matières d'or et d'argent était interdite sauf autorisation royale (1) ; les frontières étaient surveillées et des châtimens sévères frappaient les contrebandiers (2).

Afin d'attirer en France les bonnes monnaies étrangères, on leur donnait un cours très élevé eu égard à leur valeur intrinsèque. Ce procédé, fort en faveur au Moyen Age, permettait aux étrangers d'enlever à bon compte les marchandises françaises, mais à la longue on s'en était aperçu, et les gouvernans du xvi^e siècle se préoccupaient plutôt de limiter le cours exagéré des pièces étrangères.

Pour empêcher la sortie des monnaies nationales, on surhaussait leur cours, car on pensait qu'elles resteraient en France si elles y avaient un grand pouvoir d'achat. En réalité, l'avantage qui était fait aux possesseurs d'espèces surhaussées était éphémère, parce que

1. Edits des 11 septembre 1540, 5 mars 1532, 21 août 1548, 21 avril 1571. Ordonnance du 23 septembre 1586.

2. Ordonnance du 15 juin 1566.

l'élévation du prix des marchandises ne tardait pas à suivre l'augmentation du cours des espèces. Parfois, le gouvernement affaiblissait la valeur intrinsèque de la monnaie française, pour couper court aux convoitises de l'étranger et pour garder dans le royaume la monnaie affaiblie. On s'était rendu compte en effet que la mauvaise monnaie chasse la bonne suivant une loi économique déjà connue et proclamée (1) qui reçut plus tard le nom de *loi de Gresham* bien que Gresham n'ait pas eu l'honneur de la découvrir.

C'était aussi pour éviter l'évasion des métaux précieux que le roi modifiait le rapport légal de l'or à l'argent en surhaussant les espèces de l'un ou de l'autre métal. Ce rapport légal variait fréquemment dans chaque pays et différait suivant les Etats. En France, il était de 1 à 11 ou 12 (2) tandis qu'à l'étranger il était de 1 à 12 1/2 ou 13 1/2. Les agioteurs avaient beau jeu et le royaume voyait son stock d'or s'écouler au dehors. Voulant éviter ce résultat fâcheux (3), le roi augmentait la valeur légale des espèces du métal qu'il jugeait sous-estimé ; plus rarement il réduisait le cours du métal surestimé.

L'usage de l'or et de l'argent était réglementé afin de réserver ces métaux à la fabrication des monnaies. On interdisait aux changeurs de vendre les pièces qu'ils détenaient aux orfèvres et aux joailliers (4) ; on défendait aux orfèvres d'acheter et de fondre les espèces d'or ou d'argent, même si elles étaient décriées (5). On prohibait ou on limitait la fabrication de la vaisselle d'or et de la vaisselle d'argent. Le port des draps d'or était réservé à certains hauts personnages ;

1. Cf. Edit du 5 septembre 1555.

2. La valeur de l'or par rapport à l'argent atteignit son minimum sous François I^{er} (1 à 9, 71) et son maximum sous Charles IX (1 à 12, 04) Levasseur, *Mémoire*, p. 172.

3. Ordonnance du 19 mars 1540, édit du 14 janvier 1549.

4. Ordonnance du 19 mars 1540.

5. Edit du 14 janvier 1549.

défense était faite de dorer ou d'argenter le fer, le plomb, le cuivre et le bois (1).

Pour autant qu'il parvenait à attirer les métaux précieux et à les réserver à la fabrication des monnaies, le gouvernement contribuait certainement à accélérer la hausse des prix. En effet, la multiplication des signes monétaires fait monter les prix quand la quantité des marchandises à échanger et les besoins à satisfaire restent constants.

En dehors de l'accumulation de l'or et de l'argent, d'autres préoccupations inspiraient la politique monétaire. Le roi augmentait le cours des monnaies ou affaiblissait leur valeur intrinsèque afin de procurer des ressources au Trésor ; le rôle joué par ce mobile fut d'ailleurs beaucoup moins important au xvi^e siècle qu'il n'avait été précédemment.

C'est que les avantages d'une circulation monétaire saine apparaissaient clairement aux gouvernants. Envisageant surtout les nécessités du commerce international, le roi voulait avoir une monnaie suffisamment forte, une monnaie dont la valeur métallique ne fût pas trop éloignée du cours légal. C'est pourquoi il prohiba sous des peines rigoureuses la circulation des pièces rognées, lavées ou altérées (2) et prescrivit de peser les espèces (3). Des châtiments terribles furent édictés contre les rogneurs et les billonneurs (4). Les monnaies qu'un usage prolongé avait rendues trop légères furent décriées ou autorisées à circuler à un cours très réduit. L'entrée de la France fut interdite aux pièces démonétisées et aux espèces étrangères de mauvais aloi (5). Quelquefois la valeur intrinsèque des espèces fut augmentée (6); mais ce fut tout à fait exceptionnel.

1. Cf. Chap. XX.

2. Déclaration du 13 juillet 1536.

3. Ordonnance de la Cour des Monnaies du 9 août 1555.

4. Edit du 17 août 1561.

5. Ordonnances du 29 novembre 1538 et du 15 juin 1566. Edits des 20 septembre 1543 et 28 septembre 1577.

6. Notamment le 18 août 1519 (N. de Wailly, op. cit., tableau I).

En s'opposant à l'affaiblissement de la monnaie, le gouvernement enravait la dépréciation de la livre tournois et des espèces par rapport au métal fin ; son action était donc contraire à la hausse des prix. Malheureusement, le roi lui-même diminua maintes fois le titre et le poids des espèces et fut obligé de tolérer des pièces de mauvais aloi parce que leur décri aurait provoqué une pénurie complète de monnaie (1).

Le gouvernement n'était pas non plus sans comprendre l'utilité d'une monnaie stable. Il s'opposa donc autant qu'il le put au surhaussement des monnaies par le peuple, et il essaya de donner quelque fixité au système monétaire en substituant le compte par écu au compte par livre. Les efforts qu'il fit pour stabiliser la monnaie, contribuèrent certainement à atténuer l'élévation du niveau des prix. Comme on se trouvait dans une période de hausse générale, travailler pour la stabilité des prix revenait à travailler contre le renchérissement.

Quand le roi fixait le cours des monnaies, il était guidé par un certain souci de justice. Il prétendait en effet déterminer le *juste prix* des espèces. Comme le *juste prix* des monnaies reconnu par les ordonnances est allé sans cesse en augmentant, on pourrait croire qu'il a contribué à la dépréciation de la monnaie et par conséquent au renchérissement général. Il n'en est rien cependant, car ce *juste prix* fixé légalement restait bien au-dessous des cours pratiqués dans le commerce. Quand la royauté consentait à relever le cours des monnaies, elle ne cédait que partiellement, avec l'espoir d'enrayer une hausse excessive. Sur ce point encore l'intervention royale se produisait dans un sens contraire à la cherté.

Le souci immédiat de combattre la hausse des prix n'était d'ailleurs pas étranger à la politique monétaire.

1. Edits des 28 septembre 1577 et 2 juin 1550.

Plusieurs ordonnances l'ont expressément affirmé (1) ; elles ont dénoncé comme causes de la cherté, le surhaussement des monnaies et le compte par livres dont il était la conséquence, l'affaiblissement de la valeur intrinsèque imputable aux rogneurs de pièces, et enfin le compte par écus.

2. — L'interdiction du surhaussement et la Réforme monétaire de 1577

C'est l'élévation du cours des espèces qu'on rendait le plus fréquemment responsable du renchérissement. Une ordonnance de la Cour des Monnaies du 9 août 1555 se plaint du surhaussement des monnaies par le peuple *qui cuide avoir beaucoup gagné et grandement profité d'avoir mis et exposé entre les mains des... marchands les monnaies d'or et d'argent, à plus haut prix qu'il n'est permis, n'avisant que lesdits marchands leur vendent à plus haut prix leurs denrées et marchandises sans avoir connaissance que l'augmentation du prix de l'or et de l'argent apporte enchérissement de toutes victuailles et autres marchandises et denrées*. La même idée se trouve exprimée sous une forme semblable dans l'édit du 17 août 1561 et dans les ordonnances du 7 juillet 1574, du 31 mai 1575 et du 21 novembre 1577. L'ordonnance monétaire de septembre 1577 reprend la même thèse d'une manière un peu différente, en affirmant que la diminution du cours de de l'écu doit entraîner la réduction du prix des marchandises.

Le roi disait vrai quand il déclarait que le surhaussement amenait la cherté, mais, d'ordinaire, il ne montrait pas avec une clarté suffisante comment l'élévation des prix découlait de l'augmentation du cours des espèces. Cette augmentation était sans influence directe sur le

1. Notamment l'ordonnance du 21 novembre 1577 et l'ordonnance du mois de septembre de la même année.

rapport d'échange entre les marchandises et les métaux précieux. Par contre, elle avait pour conséquence la dépréciation de la livre tournois par rapport aux métaux précieux, c'est-à-dire qu'elle accroissait le nombre de livres et de sols représenté par une quantité déterminée d'or ou d'argent. Le résultat du surhaussement était de faire monter les prix évalués en monnaie de compte (1).

Le roi l'avait compris et pourtant il lui arriva d'élever le cours des espèces, tantôt pour se procurer des ressources (2), tantôt pour empêcher l'exportation des monnaies ou pour rétablir entre l'or et l'argent le *juste* rapport. Souvent, nous l'avons dit, il n'élevait le cours légal des espèces que pour le rapprocher de leur valeur commerciale (3), qui d'ailleurs était loin d'obéir aux ordonnances.

Désespérant d'arrêter le surhaussement volontaire par des prohibitions rigoureuses, le gouvernement prit le parti de supprimer le système monétaire qui rendait possibles les variations incessantes du cours des espèces. Il comprit que pour réduire et pour stabiliser les prix, il fallait donner aux échanges un fondement solide en choisissant une unité monétaire qui existât réellement sous la forme d'une espèce métallique.

Prince d'une haute intelligence et d'une vaste culture, Henri III saisit bien la gravité de la réforme : il s'agissait d'un bouleversement complet de l'économie nationale. C'est pourquoi, avant de statuer, le roi voulut s'entourer de toutes les garanties désirables. Il confia l'étude de la question aux gens les plus compétents, fit rédiger des mémoires, institua des commissions de

1. Cf. Chapitre I.

2. Ce procédé ne procurait au Trésor qu'un bénéfice temporaire. Il augmentait bien la quantité de livres et de sols représentée par les espèces en caisse, mais le prix des denrées haussait presque aussitôt. Leroi ne tirait du surhaussement qu'un seul avantage, celui de régler à bon compte ses dettes antérieures.

3. Cf. Ordonnance du 7 juillet 1574 et Malestroict, op. cit. (Deuxième paradoxe).

spécialistes et chargea la Cour des Monnaies de lui présenter des rapports documentés.

Une assemblée de bourgeois et de hauts fonctionnaires se réunit à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés au mois d'août 1577. Elle reçut mission d'examiner et de résumer les travaux préparatoires. C'est à la suite du rapport qu'elle rédigea que le roi prit une décision définitive.

François Garrault, Conseiller du roi et Général des Monnaies, a relaté les délibérations de cette assemblée dans un opuscule qui présente séparément les deux opinions soutenues (1).

La proposition suivante fut discutée : Est-ce que *pour pourvoir au surhaussement des monnaies et revenir à la forte, il est expédient compter par écus et diminution par parties correspondantes et ôter le compte à sols et livres qui est imaginaire* ? Voici d'après Garrault qu'elle fut l'argumentation des partisans du compte par écu :

Le compte par livre, disaient-ils, est *imaginaire*, puisque la livre n'est pas une espèce solide. Il est de plus *incertain*, puisque la valeur de la livre varie au gré du peuple. C'est parce que la livre est une unité fictive que le surhaussement est rendu possible et c'est parce qu'elle est incertaine que le *dérèglement des monnaies* est si prononcé. Elle favorise en outre les contrats usuraire et abusifs en matière de prêts (2).

Ce qu'il faut considérer, dans les monnaies, ce sont *les poids et alois*, c'est-à-dire la quantité de métal fin qu'elles contiennent. C'est ainsi que procèdent les banquiers et les marchands qui trafiquent avec l'étranger.

Le compte par livre amène la cherté, car il est cause du surhaussement et le surhaussement augmente le prix des marchandises, *lesquelles enchérissent ou abaissent de prix suivant l'augmentation ou diminution du*

1. Garrault, *Recueil des principaux avis donnés es assemblées faites... en l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés.*

2. Cf. supra, Chap. I.

prix des monnaies. Le commerçant qui achète à l'étranger à prix d'or est obligé d'élever ses prix pour récupérer la perte qu'il a subie du fait des espèces surhaussées à l'excès, celles-ci n'étant acceptées dans les relations internationales que pour leur valeur intrinsèque. Dans le commerce intérieur, le marchand majeure de 30 à 40 o/o le prix de ses denrées en prévision des pertes que lui vaudront les espèces reçues de ses clients à un cours exagéré.

Il faut donc supprimer le compte par livre et instituer comme unité monétaire l'écu qui est une espèce solide, par conséquent stable et certaine.

Les partisans du compte par livre répliquaient par des arguments qui n'étaient pas négligeables :

Le désordre des monnaies, répondaient-ils, provient d'une cause d'ordre général, la guerre civile. C'est elle qui a amené la pénurie de matières monnayables dont souffre la France.

Les affaires se rétabliront d'elles-mêmes. Un bon médecin aime mieux entretenir un malade par régime convenable, que tenter le guérir d'une maladie incurable au péril de sa vie. Ainsi est-il des maladies qui adviennent aux républiques qui ne se doivent violenter, mais patienter, attendant la commodité du temps qui change tout en mieux. Il ne faut rien modifier à la légère. Un trouble profond serait à craindre si l'on supprimait le compte par livre qui est usité dans le royaume depuis très longtemps, alors que le compte par écu n'y a guère été pratiqué et a été condamné par plusieurs princes (1).

A l'étranger, on est resté fidèle à l'ancienne monnaie de compte. En Angleterre et en Flandre, on compte par sol et par livre et pourtant *le dérèglement n'y est tel qu'en ce royaume, qui démontre que le surhaussement du prix des espèces ne vient de compter par sols et par livres... mais le mal est advenu par la malice du temps et paresse du magistrat, lequel de volonté ou de contrainte a connivé et*

* 1. Notamment par Charles VIII en 1421 et par Henri II en 1551.

toléré l'abus qu'il laisse tellement croître et pulluler qu'il est bien difficile d'y remédier.

Pour arrêter le surhaussement, il n'y a qu'à frapper des espèces solides portant le nom de livre et équivalent à une fraction de l'écu ; il faut aussi émettre des pièces d'un sol valant $1/20$ de livre. Ainsi la livre vaudra toujours 20 sols et ne pourra plus être regardée comme une quantité imaginaire.

Tout en concluant au rejet du compte par écu, les partisans de la livre adoptaient donc en partie la thèse de leurs adversaires, puisqu'ils reconnaissaient l'utilité d'avoir comme unité de compte une espèce solide. A la vérité cette proposition ingénieuse aurait pu rallier tous les suffrages, car elle aurait abouti à l'élimination complète de l'ancienne monnaie fictive.

Quand on passa au vote, la majorité de l'Assemblée se prononça pour le maintien du compte par sol et par livre. Pourtant les deux opinions furent soumises au roi.

Chose remarquable, celui-ci se rangea à l'avis de la minorité et rendit au mois de septembre 1577 une ordonnance qui établissait le compte par écu (1). Par cette réforme audacieuse, il cherchait à remédier tout à la fois à l'instabilité de la monnaie et à la cherté. Désormais le système monétaire reposait sur une base fixe : l'écu soleil pièce d'or dont la valeur intrinsèque devait rester immuable était choisi comme unité de compte. Le cours de l'écu exprimé en sols était considérablement diminué ; les prix de toutes les marchandises devaient être réduits en conséquence. On voulait par là abaisser le niveau général des prix et stabiliser ce niveau.

Le préambule de l'ordonnance en expose les motifs avec une clarté parfaite.

En tête vient l'affirmation d'un principe fondamen-

1. La réforme avait déjà été amorcée par l'ordonnance du 16 octobre 1571, Charles IX avait autorisé le compte par écu jusque-là interdit. Cf. supra, chap. I.

tal : *l'usage de l'or et de l'argent a été introduit entre les hommes au lieu de l'ancienne permutation de toutes choses, pour mettre juste prix et estimation à icelles et en faisant rendre plus de facilité à la conversation et société humaine.* Le roi retrace ensuite les mesures qu'il a prises pour retenir toutes espèces d'or et d'argent à leur juste prix et valeur. Mais ses efforts ont été rendus vains par l'ignorance ou la malhonnêteté des juges, par l'extrême avarice de certains trafiquants et par l'ignorance de beaucoup de gens.

La principale cause de cet abus, dit-il, procède du compte à livres, d'autant que ladite livre étant formée de vingt sols et lesdits sols diminuant de leur bonté selon que l'écu hausse, par conséquent ladite livre est rendue de valeur incertaine et variable, selon le prix dudit écu, que l'on fait valoir contre nos dites ordonnances, quelquefois quatre, cinq, six, et jusques sept livres en aucuns lieux ; non que ledit écu se paye à cette raison en espèces de sols ; mais le font malicieusement à leur profit, pour avec moins d'or et d'argent faire plus grand nombre de livres. Et par ce moyen d'autant plus s'acquitter ou acheter des simples gens, les choses de tout temps évaluées à livres, desquelles néanmoins le prix n'est augmenté à l'équipollent... Le peuple ne sentant son mal, ayant son compte de livres, pense être bien payé et avoir son compte, ne s'apercevant que deux livres n'en valent pas une et qu'il ne fait tant de quatre qu'il souloit faire de deux, à sa grande ruine et de tout le public.

Le seul remède possible, c'est d'abolir et supprimer le nom et usage de ladite livre, et de faire et réduire dorénavant tous comptes et paiement à écus, c'est d'arrêter et établir le pied, compte, valeur et estimation de toutes choses sur un fondement solide, ferme et stable et non variable.

Parmi tant de désordre et corruption au fait desdites monnaies, l'écu sol est toujours demeuré sain et entier en son poids et loi, sans avoir jusques ici souffert aucune altération. Ce qui nous fait arrêter et résoudre de prendre ledit écu pour pied et seul fondement de tout compte, valeur et estimation de quelque chose que ce soit à prix d'argent...

tant du passé que de l'avenir, avec promesse en foi et parole de Roi, pour nous et nos successeurs, d'entretenir et conserver pour toujours ledit écu en son poids et bonté intérieure qui est de 2 deniers XV grains de poids et XXIII carats de loi, sans qu'il puisse à jamais être altéré ni diminué en ses dits poids et lois : et sur ce pied et fondement faire la correspondance de toutes autres espèces, tant d'or et d'argent que-billon, à ce que l'une achète l'autre.

En conséquence, l'article 1^{er} décide qu'à dater du 1^{er} janvier 1578, *tous actes et négociations portant prix d'or et d'argent au-dessus de 60 sols tournois... seront faits, dressés et conçus en écus d'or.*

Les rapports entre l'écu sol et les autres espèces sont fixés comme il suit : un écu sol vaudra un écu couronne et 1 sol, un pistolet d'Espagne et 2 sols, 4 testons et 2 sols, 3 francs d'argent ou 60 sols. Le compte par livre sera interdit (art. 4) *à peine du quadruple, confiscation et amende arbitraire pour la première infraction et de peine corporelle en cas de récidive.* En ce qui concerne les ventes inférieures à un écu, il sera permis de compter par fractions d'écu ou par pièces de monnaie ayant cours, telles que liards, deniers et doubles deniers.

Pour faciliter le commerce extérieur (art. 17), les marchands qui trafiquent avec l'étranger pourront se faire payer en espèces dont le cours est prohibé, mais ils ne devront les recevoir qu'au poids et suivant un tarif qui sera fixé. Les pièces décriées devront être cisailées et envoyées immédiatement aux Hôtels des Monnaies.

Nul ne sera contraint de recevoir en un même paiement des liards, doubles deniers ou deniers pour plus de 100 sols tournois, ni d'accepter des douzains, des dizains, des pièces de 3 blancs ou de 6 blancs pour plus du tiers de la somme due (art. 20). Le teston et le franc d'argent conserveront pleine force libératoire.

L'article 5 contient une disposition qui aurait été d'une importance capitale si elle avait été appliquée. Il est ainsi conçu : *Et d'autant que l'estimation de toutes choses se fait sur le prix de l'écu, qui est par le moyen susdit*

grandement abaissé (1), Nous entendons qu'en semblable, le prix desdites marchandises et denrées, journées d'hommes, frais, salaires et généralement toutes choses de commerce en argent, diminuent à l'équipollent.

En attendant que le roi ait édicté les taxations nécessaires, les magistrats chargés de la police devront *tenir la main* à ce que les prix soient réduits.

C'était là un essai d'une grande hardiesse mais d'une application difficile pour transposer le niveau des prix et pour résoudre le problème de la cherté.

L'opinion se montra généralement favorable au nouveau système monétaire, mais le Parlement l'accueillit fort mal et n'enregistra l'ordonnance que le 13 novembre 1577 (2).

La réforme de Henri III rencontra de violents détracteurs. Froumenteau, l'auteur du *Secret des Finances* (3) l'attaqua avec véhémence et dénonça l'agiotage qui en était résulté. *La principale foudre a foudroyé, dit-il, lors et quand l'édit dernier a commencé d'être publié. Je sais plusieurs familles auxquelles il a coûté jusqu'à 20.000 livres. De vouloir dire que la plaie est indifférente, c'est-à-dire que si l'un y a perdu, l'autre y a gagné, cette considération est autant absurde que qui dirait voilà douze marchands qui ont été volés dans un bois... mais c'est autant de gain pour les voleurs... Le gain de nos grabelleurs de monnaie est trop plus pernicieux, car le voleur se cache pour faire sa rase, le grabelleur à huis ouvert vole et pille comme il lui platt; le voleur ou brigand n'est point autorisé du Prince; le grabelleur couvre ses piperies sous le bénéfice des édits.*

D'après Le Bogue (4), avocat général à la Cour des Monnaies sous Henri IV, l'édit de 1577 eut des résultats heureux mais ne parvint pas à empêcher les étrangers de surhausser les monnaies françaises. Pour assurer la

1. Le cours de l'écu était ramené à 60 sols.

2. De Thou cité par Levasseur, *Mémoire*, p. 179, et Garrault *Paradoxes* (préface).

3. *Le Secret des Finances de France*. Paris, 1581, livre III, p. 390.

4. Le Bogue, *op. cit.*, p. 50 à 55.

réussite de la réforme, il aurait fallu supprimer complètement les noms de sols et de douzains et les remplacer par des noms de fractions d'écu. On aurait dû également émettre des livres-espèces qui auraient valu 20 sols.

Ainsi aurait-on effacé le souvenir de la livre fictive et fait cadrer le nouveau système avec les habitudes du peuple accoutumé à recevoir 20 sols pour une livre.

Les critiques de Le Bogue semblent très justes. Le fait que le nom de sol n'était pas aboli était propice aux confusions et perpétuait le souvenir de la vieille unité monétaire. L'édit décidait que l'écu vaudrait 60 sols, c'est-à-dire soixante pièces d'un sol ou soixante douzains. D'autre part l'acquittement des obligations antérieurement contractées en livres tournois devait se faire sur la base de un écu pour soixante sols de l'ancienne monnaie de compte. Il était facile de prévoir que la confusion s'établirait entre les sols-espèces que l'édit de 1577 laissait subsister et les sols fictifs de la monnaie de compte.

Les vieux errements ne tardèrent pas à reprendre ; peut-être même n'avaient-ils jamais cessé. A nouveau, l'écu ne fut plus qu'une quantité variable de sols et de livres. Les marchands étrangers restés fidèles à la monnaie de compte continuèrent comme par le passé à offrir un nombre élevé de sols en échange des écus français qu'ils voulaient emporter ; ils donnaient jusqu'à 68 sols par écu (1). Pourtant le surhaussement eut moins d'ampleur qu'avant la réforme. Soixante-huit sols, c'était bien peu en comparaison des 7 livres que valait l'écu avant le mois de septembre 1577.

Un économiste anglais du xix^e siècle, M. Shaw (2), a célébré l'ordonnance de Henri III en termes enthousiastes, la qualifiant de *réforme extraordinaire et admi-*

1. Le Bogue, op. cit., p. 50.

2. Shaw, *Histoire de la Monnaie*, p. 67 de la traduction Raffalovich (Paris, 1896).

ablement conçue. M. Shaw a cru que l'établissement du monométallisme était le but de l'ordonnance de 1577. Il n'en était rien, car les bonnes monnaies d'argent comme le teston et le franc gardaient toute leur force libératoire.

Les vues de l'économiste anglais étaient peut-être plus exactes lorsqu'il déclarait que l'ordonnance avait échoué parce qu'elle prétendait réaliser deux réformes distinctes : la stabilisation monétaire et la réduction du cours de l'écu ; ce serait cette réduction faite d'une façon inconsiderée qui aurait été responsable de l'insuccès. Mais l'inobservation de l'ordonnance fut due aussi, semble-t-il, à l'affaiblissement de l'autorité royale, car, en ces temps de troubles, le peuple n'agissait qu'à sa guise sans se soucier des ordres d'un monarque impuissant.

Quels furent les résultats de la réforme monétaire à l'égard de la cherté ? L'application de l'article 5 aurait dû aboutir à une diminution générale des prix proportionnelle à la réduction du cours de l'écu. En effet l'ordonnance abaissait la valeur légale de l'écu soleil de 65 à 60 sols ; en outre, le Gouvernement espérait bien que l'abolition du compte par livre supprimerait le surhaussement volontaire et qu'ainsi le cours commercial des espèces coïnciderait avec leur valeur légale. Le cours réel de l'écu aurait donc été ramené de 100 ou 120 sols à 60 sols : les prix auraient dû diminuer d'environ moitié.

Il n'en fut rien. A la Halle de Paris, il est vrai, le prix du blé baissa à partir de janvier 1578. Mais, à partir de novembre 1582, on revint aux anciens cours qui furent même dépassés (1).

L'ordonnance de septembre 1577 avait promis la réduction de tous les prix (2). Quelques mois plus tard,

1. Levasseur, *Classes ouvrières*, 1^{re} édition, t. II, p. 505 et suivantes.

2. Article 5 de l'ordonnance.

alors que le nouveau système monétaire n'était pas encore applicable, Henri III rendit la grande ordonnance du 21 novembre qui généralisait la taxation des denrées. Bien loin d'abaisser les maxima antérieurement imposés, il en releva plusieurs. Malgré la diminution du cours de l'écu, la hausse des prix continua (1), et même après la date fixée pour la mise en vigueur de l'ordonnance, Henri III s'abstint d'opérer la réduction des prix qu'il avait annoncée.

Il n'y a pas à s'en étonner. Aussi bien, nous l'avons vu, l'écu n'avait pu conserver le cours de 60 sols qui était trop bas en comparaison des taux antérieurement pratiqués dans le commerce. Le gouvernement fut contraint de céder. Dès le 13 novembre 1577, un arrêt de la Cour des Monnaies toléra pour l'écu soleil le cours de 66 sols qui n'était pas éloigné du cours réel (2). Malgré ses imperfections, la réforme monétaire eut donc pour résultat de rapprocher la valeur légale de l'écu de sa valeur commerciale.

Mais les guerres civiles se rallumèrent. Plus atroces que jamais, elles désorganisèrent profondément toute la vie du pays. La France fut plongée dans une anarchie complète. Il n'y eut plus de frein à la licence, plus d'autorité capable de se faire respecter. Les monnaies n'échappèrent pas au désordre général et le surhaussement reprit de plus belle, accéléré par la fabrication excessive du billon pendant les troubles, en même temps que par l'introduction en France de pièces étrangères de mauvais aloi.

Au début du XVII^e siècle, la paix étant rétablie, la royauté considérait encore que le seul moyen de remédier au désordre monétaire était l'application de la réforme de 1577. Le 24 mai 1601, Henri IV prescrivit l'exécution de l'ordonnance de son prédécesseur et fixa à 60 sols le cours maximum de l'écu.

1. Cf. de Montand, *op. cit.*, p. 459.

2. Celui-ci était de 68 s. d'après Le Bogue.

3. — La prohibition de l'affaiblissement de la valeur intrinsèque des espèces

Si l'on excepte les années où l'observation des lois fut complètement suspendue parce qu'aucun pouvoir n'avait la force d'en assurer le respect, il faut convenir que l'édit de 1577 entrava quelque peu le surhaussement des espèces. Nombre de gens trouvaient dans le surhaussement l'occasion de bénéfices importants. Cette ressource venant à leur faire défaut, ils tournèrent leur activité d'un autre côté : l'industrie des rogneurs de monnaies prit des proportions inquiétantes.

Par ordonnance du 23 septembre 1586, Henri III essaya de mettre un terme à ces pratiques, qu'il accusait d'avoir *apporté et causé un enchérissement de tous vivres et d'être cause que les marchands les plus avisés ont survendu et survendent leurs denrées et marchandises à proportion que lesdites espèces qu'ils reçoivent sont rognées.*

Bien des fois, avant 1586, la circulation des monnaies rognées avait été prohibée, mais, pour justifier cette interdiction, les édits se contentaient de faire valoir en termes assez vagues qu'il s'agissait d'éviter un grave préjudice au roi et au peuple. Au contraire, l'ordonnance de 1586 indique d'une manière précise pourquoi elle défend la circulation des monnaies rognées : c'est parce que la réduction du poids des espèces amène la hausse des prix (1).

Il semble que la royauté aurait dû généraliser et conclure que tout affaiblissement de la valeur intrinsèque des monnaies entraînait une aggravation de la cherté. En effet, le commerçant qui s'efforçait de retirer de la vente de ses marchandises une quantité déterminée de métal fin, devait exiger un plus grand nombre d'espèces pour compenser la réduction de leur valeur intrin-

1. L'ordonnance indique aussi un autre motif, c'est que le roi subit une perte sur les espèces rognées quand il veut s'en servir pour faire des paiements à l'étranger.

sèque. L'acheteur devait donc payer une plus grande quantité d'écus et par conséquent une plus grande somme de livres, puisque l'écu correspondait à un certain nombre de sols, sous-multiples de la livre.

Logiquement, tout abaissement de la valeur métallique des espèces présentant quelque importance tendait à faire hausser les prix, mais les édits se gardaient bien de l'indiquer. C'est que la royauté n'hésitait pas à réduire elle-même le poids et le titre des monnaies pour des motifs déjà exposés : tantôt pour accroître les profits que l'Etat tirait du monnayage, tantôt pour empêcher l'exportation des pièces françaises et pour attirer dans le royaume les monnaies étrangères.

Il va de soi que le roi s'abstenait de dénoncer, comme étant cause de la cherté, des mutations monétaires qui provenaient de son propre fait. Il se contentait d'incriminer et de combattre les agissements des particuliers qui allégeaient par divers procédés la quantité d'or ou d'argent contenue dans les espèces. Mais, ni les peines très sévères qui frappaient les rogneurs de pièces et les faux-monnayeurs, ni l'amélioration de la fabrication dans les Hôtels des Monnaies, ne réussirent à préserver le stock monétaire d'une détérioration complète.

4. — La suppression du compte par écu

Au début de son règne, Henri IV était demeuré fidèle au système monétaire de 1577. Dans un traité paru en 1600, François Le Bogue, haut fonctionnaire des monnaies, défendait encore, bien qu'avec certaines réserves, la réforme édictée par Henri III. Et on peut considérer que l'opinion de Le Bogue était celle de l'entourage du roi et de la majorité des gens compétents. Mais, les prix élevés ayant persisté malgré la confirmation de l'ordonnance de 1577, un revirement se produisit causé par la déception des espoirs exagérés qu'on avait fondés sur elle.

Le roi déclara que le compte par écu s'était à l'ex-

périence révélé *grandement préjudiciable* et qu'il était *l'une des principales causes de l'enchérissement de toutes choses*. Une ordonnance du 20 septembre 1602 rétablit le compte par livre et porta le cours de l'écu soleil de 60 à 65 sols. Toutes les obligations conçues en écu devaient être réduites proportionnellement à la diminution du cours de cette pièce ; le débiteur de 13 écus devait pouvoir s'acquitter avec 12 écus d'or.

Naturellement, le retour à l'ancienne monnaie de compte ne réussit pas à conjurer la crise de cherté. Malgré ses graves défauts, le système monétaire de Henri III aurait été plus efficace, mais comme on n'eut pas la patience d'attendre assez longtemps, il ne put donner les heureux résultats que le désordre général l'avait jusque-là empêché de produire.

L'édit de 1602 ne parvint pas à arrêter le surhaussement et quelques années plus tard, en 1609, le gouvernement dut porter le cours de l'écu à 72 sols (1).

5. — Critique de la politique monétaire

La politique royale des monnaies a rencontré chez les économistes une sévérité souvent excessive. M. Levasseur (2) l'a jugée sans indulgence, lui reprochant notamment de n'avoir pas soutenu la valeur de la monnaie en accroissant la quantité de métal fin contenue dans les espèces. Le procédé suggéré par le savant auteur semble au premier abord tout à fait indiqué pour enrayer la hausse des prix. Si l'on réfléchit, on s'aperçoit qu'il était impraticable étant données les circonstances. A supposer que le roi de France ait doublé le poids d'or renfermé dans l'écu, que serait-il arrivé ? C'est que cette pièce de monnaie serait complètement disparue du royaume, car la mauvaise monnaie chasse la bonne. Pour que la bonne monnaie demeurât en France, il aurait fallu qu'elle y fût seule. Ce n'était pas le cas :

1. N. de Wailly, op. cit. Tableau I.

2. Levasseur, *Mémoire*, p. 142.

outre les espèces de bonne qualité, comme l'écu et le teston, il y avait en circulation beaucoup de monnaies d'un titre très inférieur. Pour améliorer la valeur intrinsèque de ces monnaies, il aurait fallu des quantités de métal considérables et la dépense nécessaire aurait dépassé les possibilités financières.

D'autre part, comme un grand nombre de monnaies étrangères d'un titre très faible circulaient dans le royaume, il aurait fallu en prohiber le cours, ce qui n'aurait pas empêché les bonnes monnaies françaises d'être attirées à l'étranger par tous les moyens possibles. A cette époque en effet, les frontières étaient loin d'être étanches ; une entente internationale aurait été nécessaire pour unifier le rapport entre la valeur intrinsèque et le cours légal des monnaies. Mais l'Europe du xvi^e siècle n'était pas propice à de tels accords : tous les Etats, par des procédés à peu près semblables, cherchaient à amasser les métaux précieux au détriment des pays voisins.

Il est certain que la politique suivie dans l'Ancienne France, en matière de monnaies, devrait être condamnée si son seul but avait été la lutte contre la cherté, mais il n'en était rien. Si, en fin de compte, l'influence des édits monétaires s'est exercée beaucoup plus dans le sens de la hausse que dans le sens de la baisse, c'est qu'ils s'inspiraient avant tout du désir d'accumuler l'or et l'argent et d'accroître le stock monétaire du royaume. Rien d'étonnant donc, si, négligeant un moyen en apparence très simple d'enrayer la dépréciation de la monnaie, le gouvernement s'est refusé à diminuer le nombre des espèces en circulation en augmentant leur poids ou en empêchant l'entrée des métaux précieux.

Reste à savoir si la royauté avait raison de placer l'abondance d'or et d'argent au premier rang de ses préoccupations ; ceci est une autre question qui touche à des intérêts vitaux de l'Etat et qui sera traitée brièvement dans un chapitre ultérieur (1).

CHAPITRE XXIV

DE QUELQUES PALLIATIFS AUX INCONVÉNIENTS DE LA HAUSSE DES PRIX

Puisqu'elle était impuissante à empêcher la hausse du coût de la vie, la royauté aurait dû favoriser l'accroissement des revenus et notamment l'augmentation des salaires. Mais, au contraire, elle s'opposa tant qu'elle le put au relèvement de la rétribution des fonctionnaires et des ouvriers, parce qu'elle songeait d'abord à ménager les ressources du Trésor et à donner à l'industrie française la possibilité de produire à bon marché.

Pourtant, la cherté devint telle qu'il fallut améliorer certains salaires manifestement insuffisants. C'est ainsi qu'Henri III accorda aux monnayeurs une augmentation importante. Sous Charles IX, ce fut le tour des greffiers, huissiers et sergents qui réussirent à faire écouter leurs réclamations et à faire majorer leur rétribution *en considération de la cherté du temps* (1).

Mais les augmentations de traitement furent en général insuffisantes, puisque sous Louis XIII les fonctionnaires avaient encore peine à vivre et en étaient à envier la situation de leurs prédécesseurs du temps de Louis XII (2). Quant aux ouvriers, la hausse du prix de la vie les fit souffrir pendant de longues années, car

1. Edit du 9 janvier 1573. Les messagers reçurent 2 sols tournois au lieu de 1 sol pour porter aux greffes les sacs de procès ; les huissiers et sergents virent leur salaire journalier passer de 16 à 24 sols parisis.

2. *Le Denier Royal*, p. 125 et suivantes.

les accroissements de salaires qu'ils arrachèrent aux patrons ne parvinrent à compenser le renchérissement que vers la fin du règne de Henri IV.

Le Gouvernement essaya de soulager ceux à qui la cherté était le plus gravement préjudiciable. La sollicitude royale se tourna vers les classes populaires qui n'avaient pour subsister qu'un tout petit gain et pour lesquelles le renchérissement des denrées était un vrai désastre.

Certaines facilités d'approvisionnement furent accordées au menu peuple (1) ; on lui donna notamment un droit de priorité pour faire ses achats sur les marchés. Ces quelques faveurs consenties aux humbles, à ceux qui vivaient *au jour la journée* (2) n'étaient certes pas inutiles, mais elles étaient insuffisantes.

La grande misère dont le peuple avait trop souvent à pâtir avait ses principales causes dans l'anarchie et dans la guerre. Il serait donc abusif de considérer comme des palliatifs aux conséquences de la hausse toutes les mesures qui furent prises pour apporter quelque secours aux malheureux. Nous signalerons pourtant quelques-unes de ces mesures, parce que la cherté avait des rapports très étroits avec la misère générale.

Dans les dernières années de son règne, Henri III ébaucha les grands traits d'une organisation de l'assistance publique. L'ordonnance du 22 mai 1586 proclama que l'entretien des pauvres incombait aux municipalités ; les villes furent invitées à créer des ateliers de charité pour les chômeurs valides et à pourvoir à l'entretien des invalides sans ressources, au moyen d'aumônes volontaires ou de contributions forcées (3).

Au cours des calamités publiques et de la cherté

1. Edit du 28 octobre 1531. Ordonnances du 7 novembre 1544 et du 4 février 1567 (*Police du bois*).

2. Cf. édit du 28 octobre 1531.

3. L'institution d'ateliers de charité était déjà ancienne. Cf. ordonnance du 9 juillet 1547 et arrêt du Parlement de Paris du 22 avril 1532.

extrême qui attristèrent la fin du siècle, un grand nombre de gens s'endettèrent lourdement. Le gouvernement fut pris de pitié pour les débiteurs et leur concéda des délais de paiement (1). Il réduisit le taux des rentes (2), édicta l'insaisissabilité pour dettes de la personne et des outils de certains travailleurs (3); il diminua les tailles (4) et accorda des remises partielles d'arrérages (5).

Ainsi l'Etat avait coutume de sacrifier les créanciers aux débiteurs. Cette tendance démagogique à favoriser les débiteurs se retrouve dans les tentatives faites pour résoudre certaines difficultés qui s'élevèrent à propos des contrats à prestations successives et à longue échéance.

On a vu au chapitre I^{er} les questions qu'avait posées l'exécution de ces contrats. La valeur métallique de la livre ayant diminué entre la conclusion du contrat et l'acquiescement de l'obligation, sur quelles bases fallait-il faire les paiements?

Relativement aux rentes en nature, le renchérissement des denrées posait un autre problème aussi embarrassant. Le prix des céréales ayant subi une très forte hausse, les Parlements s'étaient attribué le pouvoir de réduire les prestations qui incombaient aux débiteurs de rentes de blé. En 1524, par exemple, le blé étant fort cher, la Cour de Paris décida que les débiteurs seraient quittes en payant 20 sols tournois pour un setier de blé. *Laquelle modération, remarque Dumoulin, fut fort agréable et réputée être grand soulagement du peuple et paours débiteurs* (6).

Le 30 novembre 1565, Charles IX ordonna que

1. Edits du 13 octobre 1571 et du 16 avril 1595.

2. Edits de mars 1567, juin 1572 et juillet 1601.

3. Edits du 8 octobre 1571 et du 16 mars 1595.

4. Edits de janvier 1597, janvier 1598, janvier 1600.

5. Edit du 8 juillet 1594. L'Etat n'eut garde de s'oublier; un arrêt du Conseil d'Etat, du 16 janvier 1601, décida que les arrérages dus par le roi seraient réduits d'un tiers. C'était une banqueroute partielle.

6. Dumoulin, *Sommaire*, p. 88.

toutes les rentes constituées en blé seraient *réduites à prix d'argent, à la raison du denier douze*. Le motif allégué était que la valeur du blé avait *monté et quelquefois excédé les deniers du prix du principal*, d'où il était résulté la ruine de plusieurs familles.

Par contre, le 18 novembre 1573, le Parlement de Paris décida que certains baux de terres labourables seraient *faits à grain et non à prix d'argent* et que les baux antérieurs seraient *réduits à grain* pour le temps qui restait à courir. Le but de cet arrêt de règlement, c'était de stabiliser les redevances dues par les locataires, c'était de substituer à l'argent une base d'échange plus ferme et moins incertaine.

Toutes ces décisions en apparence contradictoires partaient d'un même désir de soulager les débiteurs. Elles prouvent que les pouvoirs publics s'étaient reconnu le droit d'adapter les contrats aux variations subies par l'unité monétaire.

Il semble qu'on aurait pu aller plus loin. La justice exigeait que, malgré la dépréciation de la livre, le créancier reçût une quantité de métal fin au moins égale à celle qui avait été prévue lors de la stipulation ; on commençait à en convenir vers la fin du siècle. Le Bogue était d'avis que la diminution de la valeur métallique de la livre postulait une *réappréciation* de toutes les obligations dont la naissance était très éloignée de l'exécution. Chaque fois, disait-il, qu'il a été permis de payer les créanciers en espèces moindres que celles qui étaient stipulées dans les contrats, *ils ont autant de fois reçu moins que leur légitime dû, au moyen de l'enchérissement survenu par ledit surhaussement, qui cause une disproportion entre les nécessités qu'ils ont à recouvrer et les sommes conçues es obligations rentes et cens annuels* (1).

Le Bogue admettait donc qu'une accommodation des contrats s'imposait et qu'il fallait augmenter le nombre de livres stipulé afin que le créancier reçût la quantité

1. Le Bogue, op. cit., p. 39.

de métal fin prévue au moment de la convention. D'après la phrase qui vient d'être citée, on pourrait croire que l'auteur reconnaissait au créancier le droit d'exiger une somme dont le pouvoir d'achat fût égal à celui que possédait, au moment du contrat, la prestation convenue. Nous ne pensons pas que Le Bogue soit allé jusque-là, car les gens de son siècle admettaient bien l'adaptation des contrats à la dépréciation de la livre, mais non à la réduction du pouvoir de l'argent. Cependant n'y aurait-il pas eu pareille raison de décider dans les deux cas une révision des prestations stipulées ?

Prenons l'exemple d'un propriétaire de l'an 1500 qui donnait une terre à bail moyennant un loyer annuel de 100 livres. Un siècle plus tard l'héritier du bailleur ne recevait toujours que 100 livres, mais la livre représentait moitié moins d'argent et le pouvoir d'achat des métaux précieux avait déchu de 5 à 1.

Puisque l'on cherchait à pallier aux effets de l'affaiblissement de la livre pourquoi rester indifférent aux conséquences de la dépréciation de l'argent par rapport aux marchandises ? Les inconvénients n'étaient-ils pas semblables ?

Les pouvoirs publics ne se gênaient pas pour modifier ou pour annuler les conventions privées lorsque les mutations monétaires semblaient justifier certains changements ou lorsqu'il s'agissait d'enlever toute efficacité à des stipulations usuraires (1). Bien mieux, à propos des prestations en nature, ils n'hésitaient pas à intervenir et à faire subir aux contrats les retouches que la hausse du prix des denrées paraissait légitimer. Au contraire, lorsqu'il s'agissait d'obligations de sommes d'argent, les pouvoirs publics se montraient moins hardis.

Le roi n'avait aucun scrupule à concéder des remises d'arrérages, sous prétexte que les calamités advenues au royaume n'avaient pu être prévues au temps de la

1. Cf. édit. du 20 octobre 1573.

constitution des rentes (1). En toute équité et en bonne logique, la hausse des prix n'aurait-elle pas autorisé une modification des contrats monétaires ? Ceux qui avaient contracté en l'an 1500 envisageaient-ils l'énorme diminution qui devait affecter le pouvoir de l'argent au cours du siècle ? Se trouvant en présence d'une rente annuelle de 100 livres constituée sous Louis XII, les juges de l'an 1600 auraient dû, semble-t-il, essayer de calculer quelle somme d'argent du temps de Henri IV avait la même puissance d'acquisition que les cent livres du temps de Louis XII.

On avait fini par admettre qu'il était légitime de relever les salaires dans la proportion de l'affaiblissement de la valeur intrinsèque de la livre. Mais si la justice voulait que pour un même travail l'ouvrier de l'an 1600 ne reçut pas moins de métal que n'en gagnait son devancier de l'an 1500, n'exigeait-elle pas aussi qu'une même quantité de travail fût rémunérée par un même pouvoir d'achat.

Malgré toutes les raisons qui militaient en faveur d'une revision des conventions par la correction de l'étalon monétaire, les pouvoirs publics s'abstinrent de faire subir aux contrats les modifications nécessaires pour que les sommes stipulées eussent toujours une puissance d'acquisition uniforme.

Cette abstention peut paraître étonnante de la part d'hommes qui parlaient toujours d'équité et de juste prix. Qu'elle soit due à une analyse incomplète ou à une décision mûrement délibérée, elle ne doit pas être blâmée. Nous estimons en effet qu'il est utile au progrès économique et conforme à l'intérêt national, que la dépréciation de l'argent réduise peu à peu les ressources des rentiers, de telle sorte que les jeunes gens valides soient tous contraints au travail.

1. Edit. du 8 juillet 1594.

CHAPITRE XXV

CRITIQUE DE LA POLITIQUE ROYALE

Il est un fait indéniable, c'est que la royauté n'a pu empêcher la cherté de persister et de croître.

L'échec de tant d'efforts persévérants s'explique aisément : les édits ont été mal exécutés, les pouvoirs publics n'ont pu ou n'ont pas voulu supprimer les causes essentielles du renchérissement, et enfin la politique royale, dans son ensemble, n'a pas eu pour principal objet de lutter contre la cherté ; elle a poursuivi d'autres buts tels que l'accumulation des métaux précieux et le développement de l'industrie par la protection douanière.

Même aux beaux jours de la Renaissance, la royauté était mal obéie ; il n'est guère d'ordonnance qui n'en contienne l'aveu. Quand la mort tragique de Henri II eut livré l'Etat au caprice d'une Italienne fantasque, quand plus tard le sceptre ensanglanté de Charles IX fut passé aux mains débiles d'une roi efféminé, l'anarchie parvint à son comble. Au milieu des guerres intestines, les souverains sans autorité en étaient réduits à déplorer avec amertume l'insubordination de leur peuple. Ils avaient beau promulguer ordonnance sur ordonnance, s'appliquer à parfaire l'œuvre législative de leurs prédécesseurs et s'ingénier aux combinaisons les plus habiles, rien n'y faisait. Les édits restaient lettre morte, si bien qu'il fallait les renouveler à chaque instant et que c'était presque un succès quand on les observait pendant une quinzaine.

Comme on l'a vu, la hausse des prix au xvi^e siècle

eul successivement trois causes essentielles (1) : d'abord la prospérité économique, puis l'afflux des métaux précieux et enfin les calamités de la guerre. De ces trois causes, il en est deux que le gouvernement s'abstint totalement de combattre.

Nul ne serait assez dépourvu de bon sens pour blâmer la royauté de n'avoir pas cherché la baisse des prix dans une réduction de l'activité industrielle et commerciale. Au contraire, il n'a pas manqué d'économiste pour reprocher aux gouvernants du xvi^e de n'avoir pas remédié à la dépréciation monétaire consécutive à l'abondance de l'or et de l'argent. De l'abstention des pouvoirs publics, on a conclu parfois que ceux-ci ont ignoré complètement l'action exercée sur les prix par la multiplication des signes monétaires et l'accroissement du stock de métaux précieux.

La royauté, dit M. Hauser (2), n'a en somme compris qu'une chose : c'est que le prix nominal des espèces... a été augmenté... On ne saurait imaginer une plus complète mésintelligence des conditions économiques de l'époque. D'autres auteurs ne témoignent pas d'une indulgence plus grande (3). L'un deux, M. Pigeonneau, accuse formellement les pouvoirs publics de n'avoir pas soupçonné l'existence de la loi quantitative de la monnaie (4).

Nous sommes au contraire persuadé que la royauté discernait fort bien les causes de la dépréciation des métaux précieux (5). Certes on ne trouve nulle part dans les ordonnances l'affirmation que la hausse des prix est une conséquence de l'abondante production des mines d'Amérique, mais pourquoi veut-on que le roi ait dit à ses sujets : « Voilà la source de vos souffrances », s'il était fermement résolu à ne pas tarir cette source ? Loin d'arrêter l'afflux des métaux précieux, la royauté

1. Cf. supra, Chap. III.

2. *Travailleurs et marchands dans l'Ancienne France*, page 112.

3. Cf. Levasseur *Classes ouvrières*, 1^{re} édition, t. II, p. 58.

4. Pigeonneau, op. cit., t. II, p. 244.

5. Cf. supra, chap. XIV.

a tout fait pour les attirer en France, et elle a agi de propos délibéré, en pleine connaissance de cause, persuadée que sa politique était conforme à l'intérêt du pays. Il y aurait bien eu un moyen de pallier à la dépréciation de l'or et de l'argent tout en les laissant entrer dans le royaume, c'eût été d'améliorer le titre et le poids des monnaies. Mais pour être possible et efficace, l'augmentation de la valeur intrinsèque des espèces aurait exigé deux conditions qui n'étaient pas réalisées : une entente internationale et des finances publiques prospères (1). N'oublions pas, du reste, que l'abondance des métaux précieux n'a été le principal facteur de la cherté que pendant une partie du siècle.

On sait que la troisième des causes essentielles de la cherté fut la guerre, l'affreuse guerre civile qui pendant plus de trente ans dévasta le plus beau royaume du monde, paralysa l'activité productrice, donna libre cours au gaspillage et aux destructions des soldats et des brigands, obéra lourdement les finances de l'Etat, surchargea le peuple d'impositions de toutes sortes et arracha au roi tout moyen de réprimer les excès, les fraudes et les crimes.

Contre cette cause de cherté, le gouvernement fit ce qu'il pouvait faire : il travailla de son mieux au rétablissement de l'ordre et de la paix, mais il fallut bien des années pour que le succès couronnât ses efforts et, durant tout ce temps, la France appauvrie, épuisée et meurtrie fut en proie aux pires difficultés de la vie chère.

Quant à l'énorme fardeau des impôts, qui était une conséquence de la guerre en même temps qu'une des causes de la cherté persistante, on ne put songer à l'alléger aussi longtemps que les luttes intestines continuèrent à ensanglanter le pays.

L'impuissance des pouvoirs publics à arrêter la hausse doit être attribuée pour une bonne part au fait que la

1. C. supra, ch. XXIII.

question des prix n'était pas seule à se poser aux hommes d'Etat et qu'elle n'accaparait pas toute leur activité. Parmi les multiples préoccupations dont ils étaient assaillis, certaines étaient d'une telle importance qu'elles primaient le souci de la cherté. Avant de pourvoir au bon marché des denrées, les gouvernants songeaient à assurer l'existence même du pays et à trouver les ressources financières indispensables à la défense nationale en même temps qu'au bon fonctionnement des services publics ; ils pensaient aussi au développement des forces productrices et à l'expansion commerciale de la France. Les mesures prises pour satisfaire à ces besoins primordiaux étaient parfois favorables à la baisse des prix. Souvent aussi, elles contrecarraient nettement les tentatives faites par ailleurs contre la cherté.

La royauté savait bien, par exemple, que l'accroissement des impôts avait sa répercussion sur les prix et qu'il tendait à s'incorporer au coût des denrées, mais la nécessité impérieuse d'alimenter le Trésor rendait le choix impossible ; il fallait se résoudre à augmenter les charges fiscales malgré l'aggravation de la cherté qui devait en résulter.

Quand le gouvernement cherchait à développer la production par la protection douanière, il interdisait la sortie des vivres et des matières premières, il contribuait par là au bon marché de ces denrées ; mais il prohibait aussi l'entrée des produits manufacturés étrangers qui auraient pu concurrencer les marchandises françaises et par conséquent faire baisser les prix. N'avait-il pas raison de subordonner la question des prix à celle du développement de l'industrie nationale, puisque l'accroissement de la production devait avoir comme conséquence la richesse du pays et une plus grande facilité de vie pour les Français ?

On sait avec quelle ardeur les gouvernants du xvi^e siècle s'acharnaient à la poursuite des métaux précieux. Les sarcasmes n'ont pas manqué d'accabler

cette politique : Comme ils étaient ignorants ces rois des temps passés ; ils ne voyaient donc pas que plus ils accumulaient l'or et l'argent, plus ils les dépréciaient, et plus ils faisaient monter les prix !

Ceux qui émettent cette critique devraient se poser la question que voici : la royauté cherchait-elle avant tout à faire baisser les prix ? La réponse ne peut faire de doute : la royauté mettait au premier plan l'abondance des métaux précieux. Conception surannée, a-t-on dit : les gens du passé confondaient l'or et l'argent, signes représentatifs de la richesse, avec la richesse elle-même. Au près des économistes du xix^e siècle, la politique métalliste n'a guère rencontré qu'un accueil dédaigneux ou un mépris ironique. Et pourtant n'était-elle pas justifiée et imposée par les circonstances ? Avoir beaucoup d'or, c'était la faculté de faire de gros achats à l'extérieur en cas de besoin, c'était la possibilité de soudoyer des troupes étrangères, de ravitailler et d'entretenir les armées qui combattaient hors des frontières du royaume, c'était, en fin de compte, le moyen de défendre l'Etat et de faire prévaloir sa volonté sur celle des nations voisines.

Adam Smith lui-même, le grand démolisseur de la conception métalliste, admettait que les nations exclusivement agricoles étaient fondées à amasser les métaux précieux, parce qu'elles n'avaient que ce seul moyen de subvenir aux frais des guerres extérieures (1).

Il sied de ne pas imiter les économistes qui ont accusé la royauté d'ignorance parce qu'elle n'a pas cherché à remédier à l'afflux des métaux précieux, qui était le grand responsable de la cherté.

La loi quantitative de la monnaie disait bien aux gouvernants : « Si vous voulez enrayer la hausse, opposez-vous à l'entrée de l'or et de l'argent », mais d'autres voix s'élevaient, qui ordonnaient d'accumuler ces métaux pour rendre le royaume puissant et redouté.

1. A. Smith, cité par M. Deschamps à son cours.

Que faire ? Le choix n'était pas facile, mais n'est-ce une tâche essentielle du politique que de discerner les besoins vitaux du pays, d'accommoder et de concilier des principes divers ou même contraires, pour les faire concourir au bien public ? Ne doit-il pas savoir sacrifier l'accessoire au principal et accepter ou même provoquer un petit mal si un grand bien doit en résulter ? Il est d'ailleurs incontestable que, pour se prononcer en parfaite connaissance de cause, l'homme d'Etat doit avoir une vaste culture et une information très étendue ; il doit connaître les lois économiques, tout en n'hésitant pas à paraître les ignorer, si l'intérêt du pays le réclame.

En réalité, les gouvernants du xvi^e siècle ne méritent aucun reproche pour avoir placé au premier rang de leurs préoccupations la force militaire et la sécurité de la France. Sans doute le bon marché est-il désirable, mais l'abondance des denrées l'est d'avantage encore, et le salut du pays est la loi suprême qui doit planer au-dessus de tout.

On ne saurait donc faire grief à la royauté de n'avoir pas supprimé les causes essentielles du renchérissement. Ne pourrait-on dire par contre que tous les efforts qu'elle a dépensés contre la cherté ont été gaspillés en pure perte ? A quoi bon tant d'ordonnances et d'édits qui restaient impuissants à amener la baisse ? A quoi servaient-elles toutes ces réglementations qui entravaient la liberté commerciale et troublaient sans profit le jeu naturel de l'activité économique ?

A en croire M. Levasseur ces multiples tentatives sont restées vaines : *Ignorant la véritable cause d'un mal inévitable, la royauté ne prit que des mesures insignifiantes ou fausses... Ses ordonnances, en attestant sa sollicitude, n'ont servi qu'à accuser son ignorance et à donner à la postérité quelques preuves nouvelles du renchérissement considérable qui eut lieu dans la seconde moitié du siècle (1).*

1. Levasseur, *Classes ouvrières*, 1^{re} éd., t. II, p. 58. M. Pigeon-

Notre opinion est très différente de celle de l'auteur des *Classes ouvrières*. Nous estimons que les efforts des pouvoirs publics n'ont pas été inefficaces et qu'ils ont heureusement contrecarré certaines des causes secondaires de la cherté. La taxation des denrées et des salaires, le châtimement des fraudeurs et des accapareurs, l'interdiction des coalitions, l'ingénieuse réglementation des marchés, l'institution des magasins municipaux, les restrictions alimentaires, le contrôle des exportations, les encouragements à la production, la lutte contre l'oisiveté, la prohibition du surhaussement, toutes ces mesures ne nous paraissent pas avoir été inutiles. Certes, elles n'ont pas arrêté la hausse, mais, sans elles, la cherté aurait été plus grande, les variations des prix plus désordonnées, les souffrances du peuple plus cruelles.

Mieux que les économistes du xix^e siècle, les Français d'aujourd'hui sont capables d'apprécier justement la politique royale. Les vicissitudes de la guerre leur ont fait connaître des difficultés souvent semblables à celles qui accablaient le royaume pendant les troubles de la Ligue. On s'est aperçu qu'en temps de crise, il est parfois nécessaire d'avoir recours à des procédés que condamnent les plus hautes autorités de la science économique. On a trouvé tout naturel de prendre certaines des mesures qu'on avait tant reprochées aux souverains de jadis.

Sans souci de porter atteinte au dogme de la libre-concurrence, cher à l'école libérale, on a prohibé l'exportation des vivres et taxé certaines denrées ; on a baptisé « *prix normaux* » des barèmes officiels qui ressemblent à s'y méprendre aux fameux « *justes prix* ». On a même cédé à l'affreux préjugé métalliste qui aurait dû rester l'apanage des rois ignorants et mala-

neau, *Histoire du Commerce*, t. II, p. 204, juge que la royauté s'est épuisée en expédients stériles.

droits ; on a prohibé l'exportation des métaux précieux (1) !

A l'instar de leurs prédécesseurs du xvi   siècle, les hommes d'Etat ont feint d'attribuer la hausse aux mercantis, et nombre de petits commerçants ont été envoyés en prison ! Le gouvernement savait-il qu'en agissant ainsi, il imitait de très près les rois de jadis, qui criaient haro sur les regrattiers monopoleurs ? Il fallait bien, n'est-ce pas, apaiser les plaintes du peuple, lui fournir une explication, désigner une victime à sa colère ?

Cette façon de chercher un bouc émissaire n'est pas d'une moralité rigoureuse, mais elle ne manque pas d'excuses. Dans un Etat menacé par des voisins belliqueux et atteint d'une crise économique qui risque de frayer la route à l'anarchie et à l'invasion étrangère, la tâche des gouvernants est redoutable. L'armée puissante exigée par la défense nationale entraine d'énormes dépenses et des impôts très lourds. L'aggravation des charges publiques engendre celle de la cherté, et la cherté extrême provoque souvent des troubles dangereux. Sollicité de divers côtés, cherchant sa voie, le gouvernement tâtonne longtemps avant de trouver l'équilibre le plus conforme    l'intérêt national.

Telle était la pénible situation de la royauté à la fin du xvi   siècle. Les convoitises haineuses de l'Anglais et de l'Espagnol, les sanglantes guerres intestines et le désordre qui en étaient la conséquence mettaient en sérieux péril l'autorité du roi et l'existence même de la France. La crise économique empirait encore ces calamités : la cherté s'amplifiait sans cesse et ajoutait chaque jour aux souffrances du peuple.

Contre la hausse, la royauté fit à peu près tout ce qu'il était possible de faire, usant d'expédients pour parer au plus pressé, s'appliquant à panser les plus cruelles blessures, prenant toutes les mesures utiles, sauf celles

1. Il va de soi que l'interdiction de la sortie des métaux précieux n'a jamais eu la baisse des prix pour but immédiat.

qui lui paraissaient contraires à l'intérêt suprême du pays. En pareille circonstance, il eût été difficile de faire mieux.

En vérité, s'ils écrivaient à l'heure présente, MM. Levasseur et Pigeonneau devraient être moins sévères à l'égard de la politique royale. Une dure expérience les aurait instruits de certaines nécessités, ils ne feraient plus grief aux souverains du xvi^e siècle d'avoir négligé de combattre les causes principales du renchérissement. Les gouvernants d'aujourd'hui savent bien que la cherté actuelle provient en grande partie de l'inflation fiduciaire et du très lourd fardeau des impôts. Pourtant, que font-ils contre ces deux facteurs de hausse ? Rien ou presque rien, et on admet généralement que les conditions économiques et politiques ne permettent guère de faire mieux. Est-ce à dire que la politique royale a été parfaite ? Ce serait aller beaucoup trop loin, car elle encourt certains reproches.

Le plus grave, c'est qu'elle n'a pas veillé d'une façon suffisante à adapter les revenus avec l'accroissement du prix de la vie. En taxant les salaires à un taux trop bas, en s'opposant aux augmentations les plus justifiées, la royauté a aggravé sans le vouloir le sort de la classe ouvrière. Certes les denrées de toutes sortes étaient taxées ; mais tandis que les patrons s'empressaient de se conformer aux maxima des salaires, les commerçants respectaient beaucoup moins volontiers la taxation des marchandises. D'où une diminution considérable du salaire réel qui ne se releva vraiment que sous le règne de Henri IV. Pendant trente ans, les ouvriers eurent terriblement à pâtir de la vie chère.

On a prétendu que la royauté avait mal compris le phénomène de la diminution du pouvoir de l'argent, qu'elle avait mal fait la distinction entre la dépréciation des métaux précieux et l'affaiblissement de la valeur intrinsèque de la livre, et que ce manque de clairvoyance avait vicié toute la politique pratiquée vis-à-vis des prix. Peut-être ce grief est-il partiellement fondé,

mais la royauté avait de sérieuses excuses, et nous avons montré amplement quels motifs puissants l'avaient incitée à s'abstenir de combattre l'afflux des métaux précieux.

Doit-on aussi reprocher aux souverains du xvi^e siècle d'avoir supprimé la libre concurrence par une réglementation minutieuse souvent inutile ? Nous ne le pensons pas. Il est incontestable que la réglementation a entraîné des abus, mais il faut remarquer que la royauté était poussée à intervenir dans la vie économique par l'opinion publique et notamment par des députés du Tiers aux Etats Généraux. Ne médisons pas trop des entraves mises à la liberté des échanges : étant données les conditions économiques de l'époque, la concurrence sans contrôle et sans frein aurait fatalement abouti au monopole de fait, c'est-à-dire à l'écrasement des petits consommateurs par les gros marchands.

Les réserves indispensables étant faites, c'est par un éloge que nous terminerons cette étude de la politique des gouvernants du xvi^e siècle. Après avoir constaté que, parmi les mesures dirigées contre la hausse, certaines n'ont eu qu'une efficacité restreinte et que d'autres sont restées absolument inutiles, on est obligé de reconnaître que si la royauté n'a pas eu recours aux remèdes radicaux capables de venir à bout du renchérissement, c'est qu'elle était dominée par des nécessités supérieures à la baisse du coût de la vie.

Placés en face d'une situation très critique, souvent dépourvus de tout moyen de se faire obéir, les gouvernants ont fait ce qu'ils ont pu. Les ordonnances qu'ils ont rendues méritent beaucoup mieux que le dédain. Au point de vue de la technique législative certaines ont approché de la perfection. Et, par exemple, le système de taxation tel qu'il était organisé à la fin du siècle pourrait être donné comme modèle à tous les législateurs qui veulent imposer des maxima. On chercherait en vain un système d'une plus grande souplesse, s'adaptant plus facilement aux circonstances et se prêtant

mieux aux variations des conditions économiques dans l'espace et dans le temps.

Avec ses traditions très fermes, qu'elle travaillait sans cesse à améliorer, la vieille administration royale a fait merveille en beaucoup de cas. Mais si elle savait profiter de l'expérience du passé, elle était loin de s'enliser dans la routine. On est saisi d'étonnement quand on constate la hardiesse des conceptions des gouvernants d'autrefois. Ces hommes qui passent ordinairement pour rétrogrades, étaient au contraire des hommes de progrès qui recouraient sans répugnance aux remèdes les plus osés et les plus énergiques. C'est ainsi que leur politique contenait en germe un procédé que des esprits très modernes ont cru propre à résoudre la crise des prix : les hommes d'Etat du xvr^e siècle avaient abordé la question de la mesure idéale de la valeur, ils avaient entrevu le problème de la stabilisation des contrats par la correction de l'étalon monétaire.

Rappelons que la royauté avait réalisé un système qu'on a préconisé à une époque récente (1) et dont on pourrait attendre d'heureux résultats pour l'activité économique et la paix sociale : elle avait confié le soin de déterminer les prix à des Conseils où figuraient les délégués des consommateurs, des marchands et des producteurs, ouvriers et patrons ; les représentants de l'Etat présidaient, refrenaient les appétits et arbitraient les différends entre les corps de métiers et les particuliers intéressés.

On a vu d'autre part que le gouvernement avait engagé les municipalités à organiser des magasins de vente destinés à servir de régulateurs des prix en même temps qu'à faciliter l'approvisionnement des classes populaires ; on sait que les conseillers de Henri III avaient même envisagé la suppression complète du commerce de détail.

Poursuivant contre la cherté une lutte persévérante,

1. Cf. Georges Valois, *L'Economie nouvelle*, Paris, 1919.

la royauté n'a pas reculé devant les mesures les plus radicales chaque fois qu'elle les a crues nécessaires au bien public. A voir ces Conseils de consommateurs aux pouvoirs si larges, à considérer cette organisation d'une propagande officielle destinée à convaincre l'opinion pour l'associer à l'action des pouvoirs publics, ne croirait-on pas se trouver en présence d'un Etat démocratique et très moderne ? Ces provisions des bourgeois réquisitionnées pour l'alimentation du peuple, ces emprunts forcés levés sur les riches pour subvenir à l'entretien des pauvres, tout cela ne fait-il pas songer aux théories socialistes les plus avancées, et parfois même aux entreprises des plus éhontés démagogues ? Cette tendresse attentive pour le menu peuple, cette affection royale qui s'exprime en termes si touchants, comme cela nous met loin de ces monarques insoucians, fantasques ou cruels que trop d'historiens se complaisent à représenter !

Ils valent mieux qu'une condamnation sommaire, tous ces souverains qui se sont penchés sur la misère des humbles avec tant de paternelle sollicitude. Ceux-là même qui furent très coupables ne sont pas indignes d'un peu d'indulgence, tels ces deux ultimes rejetons d'une illustre race, ces deux princes si souvent maudits, Charles IX, l'auteur des arquebusades infâmes, Henri III le prince perdu de vices. Eux aussi ont chéri leurs sujets et passionnément désiré la grandeur du royaume. N'eussent été les circonstances tragiques parmi lesquelles ils eurent à se débattre, ils auraient pu laisser à l'Histoire autre chose qu'une mémoire déshonorée.

Elle mérite vraiment quelque pitié la triste destinée du dernier des Valois, ce roi à l'esprit délié, à l'intelligence ouverte, à la culture si vaste, ce souverain philosophe qui paraissait qualifié pour réaliser les conceptions sociales les plus heureuses. On finira par reconnaître que l'assassinat du Balafré a jeté une ombre trop épaisse sur l'admirable réforme monétaire et sur la réorganisation des métiers qui furent pour

une bonne part l'œuvre personnelle de Henri III.

A contempler tant de persévérance, de bonne volonté et de talent dépensés pour un si mince résultat, on ne peut réprimer un mouvement de regret : on recherche pour la maudire l'origine d'un échec si lamentable et on trouve que la principale cause de tant de maux fut la plus atroce des guerres, la lutte fratricide entre Français, source de ruines et d'anarchie.

CONCLUSION

Au cours du xvi^e siècle, le renchérissement, dont les causes ont été diverses et successives, a coïncidé tout d'abord avec une période de grande prospérité, puis avec une époque de très grande misère. La hausse des prix est donc compatible avec les situations économiques les plus dissemblables, ce qui tend à prouver qu'elle n'est en soi ni bonne ni mauvaise. Elle est, dans une certaine mesure, comparable aux élévations de température du corps humain : celles-ci ne sont aucunement nocives quand elles sont dues à un effort intense, à une augmentation du travail musculaire et à une accélération des échanges organiques, mais par contre, lorsqu'elles proviennent de phénomènes pathologiques, elles peuvent devenir fort dangereuses. De même, la hausse des prix a des résultats bienfaisants ou désastreux selon les causes qui lui ont donné naissance et selon les circonstances. Quand l'inflation des prix est due à la dépréciation de l'étalon des valeurs consécutive à l'abondance des métaux précieux, ou à la multiplication des signes monétaires, les conséquences peuvent être excellentes si la dépréciation de la monnaie reste peu accentuée, car une hausse modérée et régulière peut être pour l'activité industrielle et commerciale un stimulant très efficace. A l'inverse, si la valeur de la monnaie fait une chute trop brusque, le renchérissement procède par bonds soudains et entraîne de profonds désordres dans l'économie du pays. La hausse qui a sa source dans le développement des échanges est progressive et sans danger ; elle constitue un signe

de prospérité. Quant à la cherté qui découle de l'insuffisance de la production par rapport aux besoins de la consommation, elle est toujours très fâcheuse.

Il faut noter que certains phénomènes qui paraissent résulter de l'inflation des prix sont en réalité des conséquences directes des causes mêmes de la hausse. Ainsi, la diminution du pouvoir d'achat de certains consommateurs provoquée par le renchérissement est bien souvent l'effet d'un ralentissement de la production ; en pareil cas, la hausse n'est guère qu'un indice qui exprime en chiffres le déficit de l'offre par rapport à la demande. Le niveau des prix n'est donc pas d'une importance capitale. Dans un Etat sans relations économiques avec l'étranger, il serait même d'un intérêt à peu près nul. La stabilité des prix est beaucoup plus désirable que le bon marché.

Il convient d'ailleurs de ne pas s'hypnotiser sur la question des prix. L'action des pouvoirs publics dans le domaine économique doit viser au bien-être général, duquel les prix ne sont qu'un facteur accessoire. Quant aux facteurs prédominants, ils sont d'un ordre plus élevé et touchent aux plus hautes sphères de la politique et de la morale. Lorsqu'une nation produit abondamment, quand son labeur n'est troublé ni par les luttes intestines ni par les guerres étrangères, lorsque son esprit de justice est assez développé pour que la répartition des richesses ne viole pas l'équité d'une façon trop manifeste, alors le peuple doit connaître le bonheur. La Paix, le Travail, la Justice, voilà les conditions primordiales de la prospérité d'un pays, celles que l'homme d'Etat doit tendre à réaliser pour être digne de la mission qui lui incombe.

Ce n'est pas à dire que la hausse des prix doive être négligée ; ses conséquences possibles sont suffisamment graves pour mériter l'attention vigilante des gouvernants.

Ceux-ci ne peuvent parfois que pallier aux inconvénients du renchérissement et atténuer les brusques

ruptures d'équilibre entre le coût de la vie et les revenus de toutes sortes.

S'il arrive que l'inflation des prix soit une force irrésistible contre laquelle les efforts humains restent impuissants, il est, en certains cas, possible d'arrêter la hausse en s'attaquant à ses causes essentielles qui sont d'ordinaire la dépréciation de la monnaie ou le fléchissement de la production. Le remède est quelquefois dans une réforme monétaire ; il est presque toujours dans un accroissement de l'activité productrice, il peut temporairement se trouver dans des restrictions nécessaires pour parer aux insuffisances passagères de l'offre.

On a vu qu'au ^{xvi}^e siècle, le renchérissement est passé par trois phases. Pendant la première, il a eu sa source dans l'activité commerciale et durant la seconde il a été engendré par l'afflux des métaux précieux. Ces deux causes de cherté ont disparu d'elles-mêmes sans que le gouvernement ait rien tenté pour les supprimer. Dans sa dernière phase, la hausse doit être attribuée à la ruine de la production et aux destructions consécutives aux troubles civils. C'est durant cette période que les souffrances ont été les plus vives ; elles n'ont pris fin qu'avec les guerres, causes principales de la cherté.

Quand Henri IV eut reconquis son royaume, l'agriculture et l'industrie redevinrent florissantes, la production augmenta, les impôts furent réduits, l'équilibre se rétablit entre les salaires et le coût de la vie. Les prix ne subirent pas de baisse sensible, mais la richesse du pays s'accrut et la prospérité économique valut à la plupart des Français une notable augmentation de ressources. Les plaintes contre la cherté devinrent très rares ; on put jouir à nouveau de cette existence facile, de cette douceur de vivre dont le peuple était privé depuis le règne de Louis XII.

Un évènement bien naturel et très simple avait suffi à dénouer la crise contre laquelle avaient échoué tant de remèdes ingénieux et de combinaisons subtiles : un homme énergique avait pris le pouvoir. Après avoir

rendu la paix au pays, il avait restauré l'ordre et la crainte des lois. Entraînant ses sujets dans la bataille économique, il les avait invités à se mettre hardiment à la besogne, en leur donnant l'assurance que leur labeur n'aurait à redouter ni les rapines des brigands, ni les dévastations de la guerre.

Lassés des carnages fratricides, épuisés par trente années de luttes terribles, assoiffés de concorde, avides de discipline, les Français s'étaient empressés d'un cœur joyeux à l'appel du souverain qui, semblable au grand prince chanté par le Mantouan, commandait d'une voix impérieuse et persuasive : « C'en est assez des discordes et des massacres ! Assez détruit, il faut créer ! Que désormais les activités, trop longtemps gaspillées dans les combats et dans les séditions, s'emploient en toute sécurité aux œuvres fécondes de la paix ! Retournez à vos champs, à vos comptoirs, à vos manufactures. Produisez et soyez sans crainte, un roi puissant vous protège ! »

« Pascite, ut ante, boves, pueri, submittite tauros »

Vu : le Doyen,
LARNAUDE

Vu : le président de la thèse,
AUG. DESCHAMPS

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

ADDENDA ET ERRATA

- Page 13, noté 2, remplacer XXII par XXIII.
Page 28, ligne 2, lire : *lors de la constitution*.
Page 32, ligne 11, lire : *proportion*.
Page 44, ligne 22, et page 55, ligne 26, remplacer à par a.
Page 63, note 1, remplacer 73 par 70.
Page 62, ligne 21 de la note 1, lire : *circulation*.
Page 66, ligne 2, lire : *décri*.
Page 91, ligne 25, lire : *vendait*.
Page 109, ligne 2, lire : *1556*.
Page 109, ligne 10, lire : *dix ans*.
Page 140, ligne 5, lire : *fratricides*.
Page 144, ligne 7, lire : *ville*.
Page 147, ligne 16, supprimer *de*.
Page 152, ligne 32, lire : *ces malheureux*.
Page 167, ligne 30, lire : *sera cause d'obvier*.
Page 175, note 2, lire XXIII et non XXIV.
Page 185, ligne 4, lire : *essayé*.
Page 246, ligne 26, lire : *évidente*.
Page 248, ligne 3, lire : *prélèvent*.
Page 255, ligne 10, lire : *augmentent*.
Page 256, ligne 5, lire : *bois taillis*.
Page 257, ligne 7, lire : *ordres*.
Page 262, ligne 24, lire : *confortablement*.
Page 276, ligne 15, lire : *des métaux*.
Page 292, ligne 9, lire : *alimentaires*.
Page 305, ligne 17, lire : *quelle et non qu'elle*.
Page 307, ligne 4, lire : *équivalent*.
Page 323, ligne 16, lire : *reçût*.
Page 329, lignes 1 et 2, lire : *n'est-ce pas une tâche*.
Page 331, ligne 28, lire : *était la conséquence*.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES

A. — RECUEILS D'ORDONNANCES, DE COUTUMES ET D'ARRÊTS

- BOURDOT DE RICHEBOURG. — *Nouveau coutumier Général de France*. Paris, 1724.
- DELAMARRE. — *Traité de la Police*. Paris, 1722 (3 vol.).
- FONTANON. — *Les édits et ordonnances des Rois de France*, 1^{re} édition. Paris 1585. Edition suivie : Paris 1611 (3 volumes).
- ISAMBERT. — *Recueil des anciennes lois françaises*. Paris, 1833.
- LAURIÈRE. — *Ordonnances des Rois de France de la Troisième Race*. Paris, 1706.

B. — OUVRAGES DES ÉCRIVAINS DU XVI^e ET DU XVII^e SIÈCLE

- BODIN (JEAN). — *Discours sur le rehaussement et diminution des monnaies tant d'or que d'argent et le moyen d'y remédier : et réponse aux Paradoxes de Monsieur de Malestroict*, 1^{re} édition, Paris, 1567. Edition suivie : Lyon, 1593 (jointe aux *Six livres de la République*).
- DUMOULIN. — *Tractatus commerciorum et usurarum reddituumque pecunia constitutorum et monetarum...* Authore Carolo Molinaeo, 1^{re} édition, Paris, 1544. Edition suivie, Paris, 1681, t. II.
- *Sommaire du livre analytique des contrats, usures, rentes constituées, intérêts et monnaies*, Paris, 1556.
- FROUMENTEAU. — *Le Secret des finances de France, découvert et départi en trois livres et maintenant publié pour ouvrir les moyens légitimes et nécessaires de payer les dettes du Roi, décharger ses sujets des subsides imposés depuis trente ans et recouvrer tous les deniers pris à Sa Majesté* (1581).
- GARRAULT (FRANÇOIS). — *Recueil des principaux avis donnés es assemblées faites par commandement du Roi en l'abbaye Saint-Germain des Prés au mois d'août dernier*. Paris, 1578.
- *Paradoxes sur le fait des Monnaies*. Paris, 1578 (joins à l'ouvrage précédent).
- GIRARD sieur du HAILLAN. — *Discours sur l'extrême cherté qui est aujourd'hui en France, présenté à la Mère-Reine, mère du*

- Roi, par un sien fidèle serviteur*, 1^{re} édition, Paris, 1574.
Edition suivie : Bordeaux, 1587.
- SCIPION DE GRAMONT. — *Le Denier Royal. Traité curieux de l'or et de l'argent*. Paris, 1620.
- GRIMAUDET (F.). — *Des monnaies augment et diminution du prix d'icelles*. Paris, 1585.
- CLAUDE HATON. — *Mémoires*, publiées dans la *Collection des documents inédits sur l'Histoire de France*. Paris, 1857 (2 vol. in-4).
- FRANÇOIS LE BOGUE. — *Traité et Avis sur les désordres des monnaies et diversité de moyens d'y remédier*. Paris, 1600.
- PIERRE DE L'ESTOILE. — *Mémoires et Registre journal de Henri III*. Manuscrits publiés par Poujoulat dans la *Nouvelle collection de Mémoires pour servir à l'Histoire de France*, 2^e série, t. I.
- DE MALESTROICT. — *Les Paradoxes du Seigneur de Malestroict, Conseiller du Roi et Maître ordinaire de ses comptes sur le fait des monnaies, présentés à Sa Majesté au mois de mars MDLXVI*. Paris, 1566.
- DE MONTAND. — *Le Miroir des Français*, 1582 (Préface datée de Nancy, 1^{er} octobre 1581).
- MONTCHRÉTIEN DE VATTEVILLE. — *Traité de l'Economie Politique*, 1^{re} édition, 1615. Edition suivie : Ed. Funck-Brentano, Paris, 1889.

II. — OUVRAGES RÉCENTS OU MODERNES CONCERNANT LA HAUSSE DES PRIX AU XVI^e SIÈCLE

- AVENEL (G. D'). — *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général, depuis l'an 1200 jusqu'en l'an 1800*, 6 volumes parus de 1894 à 1912, les deux premiers à l'Imprimerie Nationale, les autres chez E. Leroux.
- DUBOIS (A.). — *Précis de l'Histoire des Doctrines économiques*, t. I, Paris, 1903.
- DUPRÉ DE SAINT-MAUR. — *Réflexions sur le rapport entre l'argent et les denrées. Essai sur les monnaies*. Paris, 1747.
- ESPINAS. — *Histoire des Doctrines économiques*. Paris, 1891.
- GARNIER (H.). — *De l'idée du juste prix chez les théologiens et canonistes du Moyen Age*. Thèse Paris, 1900.
- HANAUER. — *Etudes économiques sur l'Alsace ancienne et moderne*, t. II. Paris-Strasbourg, 1878.
- HAUSER (H.). — *Ouvriers du temps passé*. Paris, 1899.
— *Travailleurs et Marchands dans l'Ancienne France*. Paris, 1920.
- LEBER. — *Essai sur l'appréciation de la fortune privée au Moyen Age*, 2^e éd. Paris, 1847.
- LEVASSEUR (E.). — *Histoire des Classes Ouvrières en France depuis la conquête de Jules César jusqu'à la Révolution*, t. II, 1^{re} édition, Paris, 1856; 2^e édition, Paris, 1900.

- LEVASSEUR (E.). — *Histoire du commerce en France*, t. I. Paris, 1911.
— *Mémoire sur les monnaies du règne de François I^{er}*. Paris, 1902.
— *Salariat et salaires*. Paris, 1909.
PICOT (G.). — *Histoire des Etats généraux de 1355 à 1604*, t. II et III. Paris, 1872.
PIGEONNEAU. — *Histoire du commerce de la France*, t. II. Paris, 1885.
SHAW (A.-W.). — *Histoire de la Monnaie*, traduction Raffalovich. Paris, 1896.
SOETBEER (A. DE). — *Matériaux pour faciliter l'intelligence et l'examen des rapports économiques des métaux précieux et de la question monétaire*, traduction Ringeisen. Paris, 1889.
SPONT. — *Semblançay. La bourgeoisie financière au début du XVI^e siècle*. Thèse (lettres). Paris, 1894.
WAILLY (N. DE). — *Mémoire sur les variations de la livre tournois depuis le règne de saint Louis jusqu'à l'établissement de la monnaie décimale*, t. XXI des *Mémoires de l'Institut impérial de France* (Académie des Inscriptions et Belles-Lettres), 1856.

III. — ARTICLES DE REVUES

- LESCURE. — *L'accroissement de la production de l'or et la hausse générale des prix* (*Revue d'Economie politique*, 1911, t. XXV, p. 729).
— *Hausses et baisses générales des prix* (*Revue d'Economie politique*, 1912, t. XXVI, p. 452).
FOVILLE (DE). — *Les variations de la livre tournois sous l'Ancien Régime* (*Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances*. Année 1888, t. XXIII, p. 3).

Tableau des actes des pouvoirs publics cités dans le présent ouvrage

I. — DÉCISIONS ROYALES

(ordonnances, édits, déclarations, lettres patentes et mandements.)

- 808 Maximum pour les vêtements (Delamarre. I. 418).
1294 Luxe (Delamarre. I. 462).
1305 Marchés (Delamarre. II. 77).
1350 30 janvier. — Police générale (Fontanon. I. 852).
1353 Août — Apothicaires (F. IV. 459).
1354 Novembre. — Obligation au travail (Levasseur, *Histoire du commerce*. I. 124).
1462 Mars. — Foire de Lyon (F. I. 1061).
1482 Juillet. — Blés (F. I. 956).

- 1485 17 décembre. — Luxe (F. I. 980).
1494 Juin. — Foire de Lyon (F. I. 1064).
1498 11 mars. — Maxima (Ordonnances XXI. 166).
1506 22 septembre. — Luxe (Ord. XXI, p. 341).
1508 20 octobre. — Maxima (F. I. 925 et suivantes).
1513 18 juillet. — Charcutiers (Dela. II, 676).
1515 12 mars. — Sortie des blés (Dela. II. 270).
1515 Mars. — Cherté du Poisson (Dela. III. 303).
1516 18 février. — Prohibitions d'entrée (Isambert XII. 103).
1519 21 novembre. — Hôteliers (F. I. 928 et 929).
1521 21 septembre. — Luxe (Levasseur. *Mémoire*, p. 143).
1522 1^{er} juin. — Monnaies (Lev. *Mém.*, p. 143).
1527 Août. — Vins (Dela. III. 563).
1531 28 octobre. — Cherté du blé (F. I. 956).
1532 1^{er} juin. — Hôteliers (F. I. 930).
1532 Juin. — Luxe des financiers (Is. XII. 361).
1532 5 mars. — Monnaies (F. II. 110).
1534 20 février. — Circulation des grains (Is. XII. 403).
1535 3 février. — Vente des grains (F. I. 957).
1536 13 juillet. — Monnaies (F. II. 110).
1538 29 novembre. — Monnaies (F. II. 112).
1538 12 janvier. — Prohibitions d'entrée (F. I. 1030).
1539 22 mai. — Gaspillage du bois (F. I. 979).
1539 27 mai. — Futailles (Dela. III. 539).
1539 20 juin. — Vivres (F. I. 957 et 958).
1539 1^{er} juillet. — Marchés (Dela. II. 594).
1539 Août. — Ord. Villers-Cotterets art. 185 (F. I. 1085).
1539 22 octobre. — Soieries (Is. XII. 643).
1540 13 avril. — Poids et mesures (F. I. 974).
1540 18 juillet. — Douanes (F. II. 503).
1540 11 septembre. — Monnaies (F. II. 113).
1540 15 novembre. — Monnaies (F. II. 114).
1540 15 novembre. — Droits d'entrée (F. II. 505).
1540 19 mars. — Monnaies (F. II. 114).
1541 28 décembre. — Imprimeurs (F. IV. 467).
1542 20 avril. — Droits d'entrée (Is. XII. 779).
1542 22 août. — Imprimeurs (F. IV. 470).
1542 20 septembre. — Monnaies (Lev. *Mém.*, p. 152).
1542 17 octobre. — Hôteliers (F. I. 931).
1543 27 avril. — Foire de Lyon (F. I. 1068).
1543 20 septembre. — Monnaies (F. II. 128).
1543 8 décembre. — Etoffes de luxe (F. I. 980).
1543 25 mars. — Impositions (F. II. 508).
1544 29 mai. — Monnaies (Lev. *Mém.*, p. 73).
1544 Juin. — Friperie (F. I. 1054).
1544 7 novembre. — Vivres (F. I. 958).
1546 26 novembre. — Hôteliers (F. I. 932).
1547 19 mai. — Luxe (F. I. 981).
1547 9 juillet. — Pauvres (F. I. 915).

- 1548 21 août. — Monnaies (F. II. 130).
1548 Novembre. — Cherté (F. I. 842).
1549 12 juillet. — Luxe (F. I. 981).
1549 27 octobre. — Luxe (Dela. I. 421).
1549 10 septembre. — Droits d'entrée (F. II. 508).
1549 5 janvier. — Gibier (F. I. 934).
1549 14 janvier. — Monnayeurs (F. II. 133).
1550 2 juin. — Monnaies (F. II. 140).
1550 Octobre. — Jaugeurs de vin (F. I. 1138).
1551 14 juillet. — Hôteliers (F. I. 935).
1552 12 octobre. — Foire de Lyon (F. I. 1068).
1553 7 avril. — Foire de Lyon (F. I. 1069).
1553 22 septembre. — Foire de Lyon (F. I. 1070).
1554 2 novembre. — Obligation au travail (Dela. II., p. 33).
1554 3 mars. — Monnaies (F. II. 146).
1555 5 septembre. — Monnaies (F. II. 155).
1556 8 mars. — Vendeurs de vin (Dela. III. 647).
1557 29 mai. — Poids et mesures (F. I. 976).
1557 Octobre. — Poids et mesures (Is. XIII. 497).
1557 22 décembre. — Hôteliers (F. I. 937).
1557 14 février. — Sortie des grains (F. I. 958).
1558 29 août. — Sortie des grains (F. I. 960).
1558 31 août. — Poids et mesures (Is. XIII. 513).
1559 14 juillet. — Hôteliers (F. I. 935).
1559 10 décembre. — Sortie des blés (F. I. 960).
1559 20 décembre. — Exportations (F. I. 961).
1560 Janvier. — Ord. d'Orléans, art. 145 interdiction des dorures (F. I. 984).
— Janvier. — Ord. Orléans, art. 10 (confréries) (Is. XIV. 67).
1561 22 avril. — Restrictions (F. I. 984).
1561 17 août. — Monnaies (F. II. 163).
1561 Septembre. — Hôteliers (F. I. 937).
1563 Janvier. — Année au 1^{er} janvier (F. I. 742).
1563 Janvier. — Interdiction des banquets (F. I. 1088).
1563 17 janvier. — Luxe (F. I. 986).
1563 20 janvier. — Restrictions et taxations (F. I. 939).
1563 28 janvier. — Exportat. et Luxe (F. I. 988).
1563 21 février. — Poids et mesures (F. I. 978).
1563 24 septembre. — Gaspillage du bois (F. I. 979).
1563 Octobre. — Poisson (Dela. III. 303).
1564 14 octobre. — Draps d'or (F. II. 516).
1565 20 Février. — Habits et vivres (F. I. 943).
1565 29 avril. — Gaspillage du bois (F. I. 897).
1565 8 juin. — Sortie des blés (F. I. 962).
1565 30 novembre. — Rentes en blé (F. I. 788).
1566 Février. — Ord. de Moulins (confréries) (F. I. 1088).
1566 Février. — Id. (vivres) (F. I. 944).
1566 15 juin. — Monnaies (F. II. 175).
1566 25 juillet. — Droits d'entrée (F. II. 520).

- 1566 Décembre. — Taxe sur les frais d'hôtels (F. I. 947).
 1567 20 janvier. — Usuriers (F. I. 677).
 1567 4 février. — Préambule (F. I. 805).
 — — Police pour les grains (F. I. 805).
 — — Pour le pain (F. I. 807).
 — — Pour le vin (F. I. 808).
 — — Pour le bois (F. I. 809)).
 — — Pour le foin (F. I. 810).
 — — Pour les charretiers (F. I. 810).
 — — Police de la grosse chair (F. I. 811).
 — — Volailles et gibier (F. I. 812).
 — — Hôteliers (F. I. 813).
 — — Police pour le cuir (F. I. 814).
 — — Pour le fer (F. I. 814).
 — — Habillements (F. I. 815).
 — — Maçons et ouvriers (F. I. 817).
 — — Marchands d'étoffes, merciers et autres (F. I. 817).
 — — Des métiers et des maîtrises. — Des serviteurs
 (F. I. 819).
 — — De l'exécution des présentes (F. I. 821).
 1567 25 mars. — Luxe (F. I. 789).
 1567 Mars. — Taux des rentes (F. I. 770).
 1567 17 mars. — Marchés (Dela. II. 594).
 1567 1^{er} juin. — Taxe sur les frais d'hôtel (F. I. 949).
 1570 18 décembre. — Bouchers (Dela. II. 585).
 1571 21 avril. — Monnaies (F. II. 179).
 1571 Mai. — Imprimeurs (F. IV. 473).
 1571 Juin. — Sorties des blés (F. I. 964).
 1571 8 octobre. — Insaisissabilité (Is. XIV. 238).
 1571 13 octobre. — Moratorium (Is. XIV. 240).
 1571 16 octobre. — Monnaies (F. IV. 688).
 1572 Janvier. — Vivres. Régime douanier (F. I. 901).
 1572 30 mai. — Hôteliers (F. I. 952).
 1572 Juin. — Rentes (F. I. 771).
 1572 10 septembre. — Imprimeurs (F. IV. 477).
 1573 9 janvier. — Salaires des greffiers (F. IV. 701).
 1573 15 février. — Luxe (F. I. 989).
 1573 8 mars. — Vendeurs de vin (Dela. III. 651).
 1573 20 octobre. — Vivres (F. I. 969).
 1573 18 novembre. — Vivres (Dela. I. 463).
 1574 2 janvier. — Luxe (F. I. 991).
 1574 Mars. — Rentes (F. I. 772).
 1574 7 juillet. — Monnaies (F. IV. 693).
 1574 22 septembre. — Monnaies (F. II. 181).
 1574 25 septembre. — Sorties des grains (F. I. 971).
 1575 31 mai. — Monnaies (F. IV. 695).
 1575 14 juin. — Poids et mesures (Is. XIV. p. 275).
 1576 Mai. — Pacification (Is. XIV. 280).
 1576 Juillet. — Luxe (F. I. 992).

- 1577 Février. — Droits de sortie (F. II. 527).
 1577 Mars. — Hôteliers (F. I. 953).
 1577 Septembre. — Ord. monétaire (F. II. 192).
 1577 28 septembre. — Edit monétaire (F. II. 190).
 1577 21 novembre. — Police générale : préambule (F. I. 823).
 — — Grains (F. I. 823).
 — — Pain (F. I. 825).
 — — Vin (F. I. 826).
 — — Bois (F. I. 827).
 — — Foin (F. I. 828).
 — — Charretiers (F. I. 828).
 — — Grosse chair (F. I. 829).
 — — Volaille et gibier (F. I. 830).
 — — Hôteliers (F. I. 831).
 — — Fer (F. I. 831).
 — — Cuir (F. I. 832).
 — — Draps de soie (F. I. 832).
 — — Teintures (F. I. 833).
 — — Prohibition d'entrée et de sortie (F. I. 833).
 — — Maçons et ouvriers (F. I. 834).
 — — De l'exécution des présentes (F. I. 837).
 1579 Mai. — Confréries (F. I. 1088).
 1581 20 mai. — Douanes (F. II. 528).
 1581 Décembre. — Organisation des métiers (F. I. 1091).
 1582 11 septembre. — Tarif douanier (F. II. 499).
 1583 3 mars. — Vendeurs de bois (F. I. 1165).
 — 3 janvier. — Vendeurs de poisson (F. I. 1169).
 — 24 mars. — Luxe (F. I. 993).
 — 4 juin. — Luxe (F. I. 995).
 1586 Mars. — Courtage (F. I. 1027).
 — 22 mai. — Chômage et mendicité (F. I. 924).
 1587 7 septembre. — Monnaies (F. II. 223).
 — 19 septembre. — Prohibitions de sortie (Dela. II. 313).
 1590 13 mars. — Suppression des tailles arbitraires (Is. XV. 20).
 1593 Décembre. — Suppressions d'offices (F. II. 591).
 1594 16 mai. — Interdiction des draps d'or (Is. XV. 90).
 — 8 juillet. — Réduction d'arrérages (F. I. 772).
 1595 12 mars. — Sortie des grains (F. I. 972).
 — 16 mars. — Protection des laboureurs (F. II. 1191).
 — 16 avril. — Moratorium (F. I. 779).
 1597 Janvier. — Retranchement des tailles (Is. XV. 226).
 1597 Avril. — Corporations (F. I. 1101).
 — Mai. — Gaspillage des forêts (Is. XV. 141).
 1598 Janvier. — Tailles (Is. XV. 226).
 1599 Janvier. — Prohibitions d'entrée (F. I. 1046).
 — 12 janvier. — Réglementation de la chasse (Dela. II. 30).
 1600 Janvier. — Retranchement des tailles (Is. XV. 226).
 1601 26 février. — Exportation des grains (Dela. II. 284).
 — Juin. — Chasse (Dela. II. 30).

- 1601 Juillet. — Rente au denier 16 (F. I. 783).
— Juillet. — Luxe (F. I. 996).
1602 20 septembre. — Monnaies (F. II. 227).
— 7 décembre. — Mâriers (F. I. 1049).

II. — DÉCISIONS ET AVIS DU CONSEIL DU ROI

(Grand Conseil, Conseil d'Etat)

- 1544 11 septembre. — Imprimeurs (F. IV. 472).
1583 Novembre. — Police générale (F. IV. 1377).
1601 16 janvier. — Réduction des arrérages (F. I. 782).

III. — ARRÊTS ET ORDONNANCES DE LA COUR DES MONNAIES

- 1555 9 août. — Monnaies (F. II. 156).
1577 13 novembre. — Cours de l'écu. (F. II. 199).
1563 12 septembre. — Décri (F. II. 167).
1566 28 juin. — Décri (F. II. 176).

IV. — ARRÊTS DU PARLEMENT DE PARIS

- 1465 2 avril. — Bouchers (Dela. II. 569).
1501 7 septembre. — Bouchers (Dela. II. 569).
1521 7 avril. — Grains (Dela. II. 354).
— 30 octobre. — Boulangers (Dela. II. 249).
— 17 mai. — Bouchers (Dela. II. 570).
1523 13 février. — Boulangers (Dela. II. 205).
1525 Juin. — Boulangers (Dela. II. 256).
1532 22 avril. — Obligation au travail (F. I. 908).
1540 4 mai. — Bouchers (Dela. II. 570).
1541 15 octobre. — Boulangers (Dela. II. 257).
1542 2 mai. — Boulangers (Dela. II. 83).
1550 24 mai. — Luxe (Dela. I. 421).
1551 29 mars. — Bouchers (Dela. II. 585).
1553 16 mars. — Bouchers (Dela. II. 585).
1557 4 mars. — Bouchers (Dela. II. 585).
1560 16 novembre. — Pain (Dela. II. 258).
1563 10 janvier. — Voituriers et bois (Dela. III. 851).
1565 23 août. — Grains (Dela. II. 359).
1565 13 septembre. — Grains (Dela. II. 359).
1565 22 décembre. — Perquisitions pour le blé (Dela. II. 359).
1571 26 juillet. — Bois. Regrattiers (F. I. 899).
1571 4 août. — Perquisitions (F. I. 901).
1573 18 novembre. — Luxe. Baux (F. I. 971).
1577 14 août. — Marchands de vin (F. I. 1153).

- 1579 22 octobre. — Bois (Dela. III. 854).
1594 8 octobre. — Courtiers en vin (Dela. III. 693).

V. — ORDONNANCES DES MAGISTRATS DE LA POLICE
PARISIENNE

(Prévôt, Châtelet, Assemblée de la Chancellerie)

- 1500 27 septembre. — Poisson (Dela. III. 71).
1520 Pain (Dela. II. 354).
1546 23 novembre. — Pain et grains (Dela. II. 84. 161 et 257).
1548 21 juin. — Boulangers (Dela. II. 356).
1571 26 juillet. — Foin (F. I. 898).
1572 19 avril. — Salaires et denrées (F. I. 903).
1574 30 mars. — Salaires des meuniers (Dela. II. 161).
1578 22 août. — Vivres (Dela. II. 906).
1579 13 mai. — Boulangers (Dela. II. 191).
1590 29 septembre. — Police des vivres (Dela. II. 9).
1598 16 juin. — Vivres (Dela. III. 976).
1601 Salaires (Hauser. *Ouvriers du temps passé*, p. 102).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	7

LIVRE I

LA HAUSSE DES PRIX AU XVI^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER. — Le système monétaire et l'instabilité de la monnaie.....	11
CHAPITRE II. — L'amplitude et les étapes du renchérissement..	32
1. De la méthode employée pour étudier la hausse.....	32
2. La hausse des prix d'après les écrivains et les ordonnances du temps.....	36
3. Résumé de quelques ouvrages modernes sur la hausse des prix au xvi ^e siècle.....	51
CHAPITRE III. — Les causes essentielles de la hausse des prix au xvi ^e siècle.....	58
CHAPITRE IV. — Les conséquences de la hausse.....	75

LIVRE II

LA HAUSSE DES PRIX DEVANT L'OPINION PUBLIQUE

CHAPITRE V. — Les préjugés de la masse et les idées de l'élite.	97
CHAPITRE VI. — L'idée du <i>juste prix</i> et les théories des docteurs de l'Eglise relatives aux taxations.....	102
CHAPITRE VII. — Malestroict et Jean Bodin.....	109
CHAPITRE VIII. — Girard du Haillan.....	124
CHAPITRE IX. — François Garrault.....	134
CHAPITRE X. — Nicolas de Montand, auteur du <i>Miroir des Français</i>	139
CHAPITRE XI. — Claude Haton.....	150
CHAPITRE XII. — Le Bogue, Montchrétien et Scipion de Gramont.....	155
1. Le Bogue.....	155
2. Montchrétien.....	157
3. Scipion de Gramont.....	161

LIVRE III

LES POUVOIRS PUBLICS CONTRE LA CHERTÉ

CHAPITRE XIII. — Les motifs de l'intervention des pouvoirs publics.....	163
CHAPITRE XIV. — Les causes de cherté dénoncées par les pouvoirs publics.....	169
CHAPITRE XV. — Les agents et les modes de l'intervention....	181
CHAPITRE XVI. — Les taxations.....	188
1. Les maxima avant le xvi ^e siècle.....	188
2. Règles générales des taxations au xvi ^e siècle.....	189
3. L'ordonnance du 20 octobre 1508.....	196
4. Les maxima de 1508 à 1567.....	199
5. Les ordonnances de 1567 et de 1572.....	204
6. L'ordonnance du 21 novembre 1577 et les maxima de la fin du siècle.....	210
7. Critique des taxations.....	214
CHAPITRE XVII. — Contre les gains illicites.....	220
1. La réglementation des poids et mesures.....	220
2. Le contrôle de certaines professions.....	223
3. L'interdiction des monopoles.....	224
4. La lutte contre l'accapement.....	228
CHAPITRE XVIII. — L'approvisionnement des villes, les greniers publics et la réglementation des marchés.....	232
1. Prescriptions diverses.....	232
2. Les réserves de vivres et les achats municipaux.....	234
3. La réglementation des marchés.....	238
CHAPITRE XIX. — La réduction du nombre des intermédiaires.	248
CHAPITRE XX. — La répression du gaspillage.....	255
1. Les édits contre le gaspillage.....	255
2. Les édits contre le luxe.....	256
3. Les restrictions alimentaires.....	260
4. La répression du luxe du costume et de la vaisselle....	264
5. Critique des édits somptuaires.....	271
CHAPITRE XXI. — La réglementation de la sortie des vivres et le développement des importations.....	274
1. Les restrictions à la sortie des vivres.....	274
2. Le développement des importations.....	281
CHAPITRE XXII. — Le développement de la production.....	284
1. L'obligation au travail et la lutte contre l'oisiveté.....	284
2. La réorganisation des métiers.....	289
3. Les subventions et les encouragements à l'industrie....	291
4. La protection douanière.....	292
5. La protection de l'agriculture.....	296
CHAPITRE XXIII. — La politique monétaire et la lutte contre la cherté.....	297
1. Les principes directeurs de la politique monétaire.....	299

2. L'interdiction du surhaussement et la réforme monétaire de 1577.....	303
3. La prohibition de l'affaiblissement de la valeur intrinsèque des espèces.....	314
4. La suppression du compte par écu.....	315
5. Critique de la politique monétaire.....	316
CHAPITRE XXIV. — De quelques palliatifs aux inconvénients de la hausse des prix.....	318
CHAPITRE XXV. — Critique de la politique royale.....	324
CONCLUSION.....	337
BIBLIOGRAPHIE.....	341
Tableau des actes des pouvoirs publics cités dans le présent ouvrage.....	343

